Emmanuel Todd

LA DÉFAITE DE L'OCCIDENT

Gallimard

EMMANUEL TODD

avec la collaboration de

BAPTISTE TOUVEREY

LA DÉFAITE DE L'OCCIDENT

nrf

GALLIMARD

Pour Georges

Assurés de connaître d'avance le secret de l'aventure inachevée, ils regardent la confusion des événements d'hier et d'aujourd'hui avec la prétention du juge qui domine les conflits et distribue souverainement les éloges et les blâmes. L'existence historique, telle qu'elle est authentiquement vécue, oppose des individus, des groupes, des nations aux prises pour la défense d'intérêts ou d'idées incompatibles. Ni le contemporain ni l'historien ne sont en mesure de donner sans réserves tort ou raison aux uns ou aux autres. Non que nous ignorions le bien et le mal, mais nous ignorons l'avenir et toute cause historique charrie des iniquités.

RAYMOND ARON,
L'Opium des intellectuels,
chapitre V : « Le sens de l'histoire »

Hier stehe ich, ich kann nicht anders.
(Je suis ici, et je ne peux faire autrement.)

MARTIN LUTHER
à la Diète de Worms, avril 1521

INTRODUCTION

Les dix surprises de la guerre

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine apparut sur les écrans de télévision du monde entier. Il annonça l'entrée des troupes russes en Ukraine. Son discours ne portait, fondamentalement, ni sur l'Ukraine, ni sur le droit à l'autodétermination des populations du Donbass. C'était un défi à l'OTAN. Poutine a expliqué pourquoi il ne voulait pas que la Russie soit surprise comme elle l'avait été en 1941, à trop attendre l'attaque inévitable : « L'extension continue des infrastructures de l'Alliance de l'Atlantique Nord et l'aménagement militaire du territoire de l'Ukraine sont pour nous inacceptables. » Une « ligne rouge » avait été franchie ; il n'était pas question de laisser se développer en Ukraine une « anti-Russie » ; il s'agissait, insistait-il, d'une action d'autodéfense.

Ce discours affirmant la validité historique et pour ainsi dire juridique de sa décision laissait transparaître avec un réalisme cruel un rapport de force technique qui lui était favorable. Si le moment était venu pour la Russie d'agir, c'est parce que la possession de missiles hypersoniques lui conférait une supériorité sur le plan stratégique. Le discours de Poutine, très construit, très posé même s'il trahissait une certaine émotion, était parfaitement clair et, si rien n'obligeait à céder, il aurait tout de même mérité d'être discuté. Or, s'est immédiatement imposée la vision d'un Poutine

incompréhensible et de Russes soit incompréhensibles, soit soumis, soit idiots. S'ensuivit une absence de débat qui a déshonoré la démocratie occidentale : totale dans deux pays, la France et le Royaume-Uni, relative en Allemagne et aux États-Unis.

Comme la plupart des guerres, surtout mondiales, celle-ci ne s'est pas déroulée comme prévu ; elle nous a déjà fourni beaucoup de surprises. J'en ai dénombré dix principales.

La première a été l'irruption de la guerre elle-même en Europe, une vraie guerre entre deux États, événement inouï pour un continent qui se croyait installé dans la paix perpétuelle.

La deuxième, ce sont les deux adversaires que cette guerre met en présence : les États-Unis et la Russie. Depuis plus d'une décennie, la Chine était désignée par l'Amérique comme son ennemi principal. L'hostilité à son égard était, à Washington, transpartisane et sans doute le seul point sur lequel républicains et démocrates parvenaient, ces dernières années, à s'accorder. Or, par Ukrainiens interposés, c'est à un affrontement entre les États-Unis et la Russie que nous participons.

Troisième surprise : la résistance militaire de l'Ukraine. Tout le monde s'attendait à ce qu'elle soit rapidement écrasée. S'étant forgé l'image enfantine et exagérée d'un Poutine démoniaque, beaucoup d'Occidentaux refusèrent de voir que la Russie n'avait envoyé que 100 000 à 120 000 hommes en Ukraine, pays de 603 700 km^2. À titre de comparaison, en 1968, pour envahir la Tchécoslovaquie, pays de 127 900 km^2, l'URSS et ses satellites du pacte de Varsovie en avaient envoyé 500 000.

Mais les plus surpris ont été les Russes eux-mêmes. Dans leur esprit, comme dans celui de la plupart des Occidentaux informés, et, à vrai dire, dans la réalité, l'Ukraine était ce qu'on appelle techniquement un *failed state*, un État failli. Depuis son indépendance, en 1991, elle avait perdu peut-être 11 millions d'habitants par émigration et baisse de la fécondité. Elle était dominée par des oligarques ; la corruption y atteignait des niveaux insensés ; le pays et ses habitants semblaient à vendre. À la veille de la

guerre, l'Ukraine était devenue la terre promise de la gestation pour autrui (GPA) à bon marché.

L'Ukraine avait certes été équipée en missiles antichar Javelin par l'OTAN, elle disposait, dès le début de la guerre, des systèmes d'observation et de guidage américains, mais la farouche résistance d'un pays en décomposition pose un problème historique. Ce que personne ne pouvait prévoir, c'est qu'il allait trouver dans la guerre une raison de vivre, une justification de sa propre existence.

La quatrième surprise a été la résistance économique de la Russie. On nous avait annoncé que les sanctions, en particulier l'exclusion des banques russes du système d'échanges interbancaires Swift, allaient mettre le pays à genoux. Mais si quelques esprits curieux, dans notre personnel politique et journalistique, avaient pris le temps de lire l'ouvrage de David Teurtrie, *Russie. Le retour de la puissance*, publié quelques mois avant la guerre, cette foi ridicule en notre toute-puissance financière nous eût été épargnée[1]. Teurtrie montre que les Russes s'étaient adaptés aux sanctions de 2014 et préparés à être autonomes dans le domaine informatique et bancaire. On découvre dans ce livre une Russie moderne et, bien éloignée de l'autocratie néostalinienne rigide que la presse nous dépeint jour après jour, capable d'une grande flexibilité technique, économique et sociale – bref, un adversaire à prendre au sérieux.

Cinquième surprise : l'effondrement de toute volonté européenne. L'Europe, c'était au départ le couple franco-allemand, qui, depuis la crise de 2007-2008, avait certes pris des allures de mariage patriarcal, avec une Allemagne en époux dominateur n'écoutant plus ce que lui dit sa compagne. Mais même sous hégémonie allemande, l'Europe gardait, pensait-on, une certaine autonomie. Or, malgré quelques réticences au début, outre-Rhin, dont les hésitations du chancelier Scholz, l'Union européenne a très vite abandonné toute velléité de défendre ses propres intérêts ; elle s'est coupée de son partenaire énergétique et (plus généralement) commercial russe, se sanctionnant elle-même de plus en plus durement. L'Allemagne a accepté sans broncher le sabotage des gazoducs Nord Stream, qui assuraient en partie son approvisionnement énergétique, un acte terroriste dirigé

contre elle autant que contre la Russie, perpétré par son « protecteur » américain, associé pour l'occasion à la Norvège, un pays n'appartenant pas à l'Union. L'Allemagne a même réussi à ignorer l'excellente enquête de Seymour Hersh sur cet événement incroyable, mettant en cause l'État qui se présente comme le garant indispensable de l'ordre international. Mais nous avons aussi vu la France d'Emmanuel Macron se vaporiser sur la scène internationale, tandis que la Pologne devenait l'agent principal de Washington dans l'Union européenne, succédant dans ce rôle au Royaume-Uni devenu extérieur à l'Union par la grâce du Brexit. Sur le continent, globalement, à l'axe Paris-Berlin s'est substitué un axe Londres-Varsovie-Kiev piloté de Washington. Cette évanescence de l'Europe en tant qu'acteur géopolitique autonome a de quoi laisser perplexe si l'on se souvient que, il y a à peine vingt ans, l'opposition conjointe de l'Allemagne et de la France à la guerre d'Irak avait conduit à des conférences de presse communes du chancelier Schröder, du président Chirac et du président Poutine.

La sixième surprise de la guerre aura été le surgissement du Royaume-Uni en roquet antirusse et en mouche du coche de l'OTAN. Relayé par la presse occidentale, son Ministry of Defence (MoD) est immédiatement apparu comme l'un des commentateurs les plus excités du conflit, au point de faire passer les néoconservateurs américains pour des militaristes tièdes. Le Royaume-Uni a voulu être le premier à envoyer à l'Ukraine des missiles à longue portée et des chars lourds.

Ce bellicisme a touché, de manière tout aussi bizarre, la Scandinavie, qui avait longtemps été de tempérament pacifique et plus portée à la neutralité qu'au combat.Nous trouvons donc une septième surprise, également protestante, annexe à la fébrilité britannique, en Europe du Nord. Norvège et Danemark sont des relais militaires tout à fait importants des États-Unis, tandis que la Finlande et la Suède, en adhérant à l'OTAN, révèlent un intérêt nouveau pour la guerre, dont nous verrons qu'il préexistait à l'invasion russe de l'Ukraine.

La huitième surprise est la plus… surprenante. Elle est venue des États-Unis, la puissance militaire dominante. Après une lente montée,

l'inquiétude s'est officiellement manifestée au mois de juin 2023 dans de nombreux rapports et articles dont la source originelle était le Pentagone : l'industrie militaire américaine est déficiente ; la superpuissance mondiale est incapable d'assurer l'approvisionnement en obus – ou en n'importe quoi d'ailleurs – de son protégé ukrainien. C'est un phénomène tout à fait extraordinaire quand on sait qu'à la veille de la guerre les produits intérieurs bruts (PIB) combinés de la Russie et de la Biélorussie représentaient 3,3 % du PIB occidental (États-Unis, Canada, Europe, Japon, Corée). Ces 3,3 % capables de produire plus d'armes que le monde occidental posent un double problème : d'abord à l'armée ukrainienne qui perd la guerre, faute de moyens matériels ; ensuite à la science reine de l'Occident, l'économie politique, dont le caractère – osons le mot – bidon est ainsi révélé au monde. Le concept de produit intérieur brut est périmé et nous devons désormais réfléchir sur le rapport de l'économie politique néolibérale à la réalité.

Neuvième surprise, la solitude idéologique de l'Occident et l'ignorance où il était de son propre isolement. S'étant habitués à édicter les valeurs auxquelles le monde doit souscrire, les Occidentaux s'attendaient, sincèrement, bêtement, à ce que la planète entière partage leur indignation face à la Russie. Ils ont déchanté. Le premier choc de la guerre passé, on a vu apparaître un peu partout un soutien de moins en moins discret à la Russie. On pouvait s'attendre à ce que la Chine, désignée par les Américains comme le prochain adversaire sur leur liste, ne soutienne pas l'OTAN. Notons, toutefois, que, des deux côtés de l'Atlantique, les commentateurs, aveuglés par leur narcissisme idéologique, ont pendant plus d'un an réussi à envisager sérieusement que la Chine puisse ne pas soutenir la Russie. Le refus de l'Inde de s'impliquer a encore plus déçu, sans doute, au fond, parce que l'Inde est la plus grande démocratie au monde, et que cela fait un peu désordre pour le camp des « démocraties libérales ». On s'est rassuré en se disant que c'était parce que l'équipement militaire indien était largement d'origine soviétique. Dans le cas de l'Iran, qui a vite fourni des drones à la Russie, les commentateurs de l'actualité immédiate n'ont pas pris la mesure de ce que signifiait ce rapprochement. Habitués à mettre les deux pays dans le même sac,

celui des forces du mal, les géopoliticiens amateurs des médias et d'ailleurs avaient oublié à quel point leur alliance n'allait pas de soi. Historiquement, l'Iran avait deux ennemis : l'Angleterre, remplacée par les États-Unis après la chute de l'Empire britannique, et… la Russie. Ce revirement aurait dû alerter sur l'ampleur du bouleversement géopolitique en cours. La Turquie, elle, membre de l'OTAN, semble engagée de plus en plus dans une relation étroite avec la Russie de Poutine, relation qui mêle désormais, autour de la mer Noire, une vraie compréhension à la rivalité. Vu d'Occident, la seule interprétation envisagée était que ces confrères dictateurs avaient évidemment des aspirations communes. Mais, depuis qu'Erdogan a été démocratiquement réélu en mai 2023, cette ligne est devenue difficile à tenir. En vérité, après un an et demi de guerre, c'est l'ensemble du monde musulman qui semble considérer la Russie comme un partenaire plutôt que comme un adversaire. Il est de plus en plus clair que l'Arabie saoudite et la Russie se considèrent mutuellement, pour gérer la production et le prix du pétrole, comme des associées économiques plutôt que comme des adversaires idéologiques. Plus globalement, jour après jour, la dynamique économique de la guerre a fait croître l'hostilité à l'Occident dans le monde en développement, parce que celui-ci souffre des sanctions.

La dixième et dernière surprise est en train de se matérialiser. C'est la défaite de l'Occident. On s'étonnera d'une telle affirmation alors que la guerre n'est pas terminée. Mais cette défaite est une certitude parce que l'Occident s'autodétruit plutôt qu'il n'est attaqué par la Russie.

Élargissons notre perspective et échappons un instant à l'émotion que suscite légitimement la violence de la guerre. Nous sommes à l'âge d'une globalisation achevée, dans les deux sens du mot : maximale et terminée. Essayons d'avoir une vision géopolitique : la Russie, en réalité, n'est pas le problème principal. Trop vaste pour une population décroissante, elle serait bien incapable de prendre le contrôle de la planète et ne le désire nullement ; c'est une puissance normale dont l'évolution n'a rien de mystérieux. Aucune crise russe ne déstabilise l'équilibre mondial. C'est bien une crise occidentale et plus spécifiquement américaine, terminale, qui met en péril l'équilibre

de la planète. Ses vagues les plus périphériques sont allées buter sur un môle de résistance russe, sur un État-nation classique et conservateur.

⋆

Dès le 3 mars 2022, une semaine à peine après le début de la guerre, John Mearsheimer, professeur de géopolitique à l'université de Chicago, présentait une analyse des événements dans une vidéo qui a fait le tour du monde. Elle avait l'intéressante particularité d'être très compatible avec la vision de Vladimir Poutine et d'accepter l'axiome d'une pensée russe intelligente et compréhensible. Mearsheimer est ce qu'on appelle en géopolitique un « réaliste », membre d'une école de pensée qui conçoit les relations internationales comme une combinaison de rapports de force égoïstes entre États-nations. Son analyse peut se résumer ainsi : la Russie nous répétait depuis de longues années qu'elle ne tolérerait pas que l'Ukraine adhère à l'OTAN. Or, l'Ukraine, dont l'armée avait été reprise en main par des conseillers militaires de l'Alliance, américains, britanniques et polonais, était en train d'en devenir membre *de facto*. Les Russes ont donc fait ce qu'ils avaient annoncé, ils sont entrés en guerre. C'est au fond notre surprise qui était surprenante.

Mearsheimer ajoutait que la Russie gagnerait la guerre, parce que l'Ukraine était pour elle une question existentielle, mais – sous-entendu – pas pour les États-Unis ; Washington ne jouait que pour des gains à la marge, 8 000 kilomètres au loin. Il en déduisait que nous aurions tort de nous réjouir si les Russes se heurtaient à des difficultés militaires car celles-ci les mèneraient inévitablement à investir davantage dans la guerre. L'enjeu étant existentiel pour les uns, mais pas pour les autres, la Russie l'emporterait.

On ne peut qu'admirer le courage intellectuel et social de Mearsheimer (il est américain). Son interprétation, limpide, développant une pensée qu'il avait exprimée dans ses livres ou lors de l'annexion de la Crimée en 2014, présente toutefois un défaut majeur : elle ne permet de comprendre que le comportement des

Russes. Comme nos exégètes de plateaux télé, qui n'ont vu dans l'attitude de Poutine que folie meurtrière, Mearsheimer ne voit dans l'action de l'OTAN – des Américains, des Britanniques, des Ukrainiens – qu'irrationalité et irresponsabilité. Je suis bien d'accord avec lui, mais c'est un peu court. Encore faut-il expliquer cette irrationalité occidentale. Plus grave, il n'a pas compris que les performances militaires de l'Ukraine ont, paradoxalement, entraîné les États-Unis dans un piège. Ils ont désormais, eux aussi, un problème de survie, très au-delà de possibles gains à la marge, une situation périlleuse qui les a conduits à réinvestir sans cesse dans la guerre. Me vient à l'esprit l'image d'un joueur de poker entraîné par un copain à renchérir et qui finira par faire tapis avec une paire de deux. Face à lui, un joueur d'échecs perplexe, mais qui gagne.

Dans ce livre, je vais évidemment décrire et tenter de comprendre ce qui se joue en Ukraine, et avancer des hypothèses sur ce qui risque de survenir non seulement en Europe mais dans le monde. J'ai aussi pour but de percer le mystère fondamental que constitue l'incompréhension mutuelle des deux protagonistes : d'un côté, un camp occidental qui pense que Poutine est fou, et la Russie avec lui, de l'autre, une Russie ou un Mearsheimer qui, au fond d'eux-mêmes, pensent que ce sont les Occidentaux qui sont fous.

Poutine et Mearsheimer n'appartiennent pas au même camp et ils auraient sans doute bien du mal à s'accorder sur des valeurs communes. Si leurs visions sont malgré tout compatibles, c'est parce qu'ils partagent la même représentation élémentaire d'un monde constitué d'États-nations. Ces États-nations, détenteurs en interne du monopole de la violence légitime, assurent la paix civile en leur sein. On peut alors parler d'États wébériens. Mais sur le plan extérieur, parce qu'ils survivent dans un environnement où seuls importent les rapports de force, ces États se conduisent en agents hobbesiens[2].

Ce qui définit le mieux la conception russe de l'État-nation est la notion de souveraineté, « comprise, nous apprend Tatiana Kastouéva-Jean, comme la capacité de l'État à définir d'une manière indépendante ses politiques intérieure et étrangère, sans aucune

ingérence ou influence extérieures[3] ». Cette notion « a acquis une valeur toute particulière au fil des présidences successives de Vladimir Poutine ». Elle est « mentionnée dans de multiples documents et discours officiels comme le bien le plus précieux que possède un pays quels que soient son régime et ses orientations politiques ». Elle est « un bien rare dont ne disposent que quelques États, au premier rang desquels figurent les États-Unis, la Chine et la Russie elle-même. En revanche, les écrits et discours les plus officiels évoquent avec mépris la "vassalisation" des pays de l'Union européenne à l'égard de Washington ou décrivent l'Ukraine comme un "protectorat" américain ».

Dans *The Great Delusion*, qui date de 2018, Mearsheimer pense lui aussi en termes d'États-nations et de souveraineté. Pour lui, l'État-nation, ce n'est pas juste l'État, ou la nation décrite de façon abstraite[4]. C'est un État et une nation, certes, mais ancrés dans une culture, et possédant des valeurs communes. Cette vision, somme toute traditionnelle, et qui tient compte de l'épaisseur anthropologique et historique du monde, est présentée dans ce livre, assenée serait-on tenté de dire, sur un mode axiomatique.

Le propre d'un axiome, ou postulat, c'est qu'on peut en déduire des théorèmes, mais que lui-même n'est pas démontrable. Il présente cependant un degré de vraisemblance tel qu'on le considère comme acquis. Prenons le cinquième postulat d'Euclide : par un point donné on ne peut faire passer qu'une seule parallèle à une droite donnée. Il n'est pas démontrable et les mathématiques post-euclidiennes, avec Riemann et Lobatchevski, sont parties d'un axiome différent. Mais, tout de même, pour le sens commun, le cinquième postulat d'Euclide est très convaincant. De même, dire qu'il existe des États-nations enracinés dans des cultures diverses constitue un axiome qui, même s'il est assené à répétition de manière un peu dogmatique comme le fait Mearsheimer, présente un haut degré de vraisemblance. Après tout, le monde issu des grandes vagues de décolonisation de la seconde moitié du XX^{e} siècle s'est organisé en États qui ne pouvaient

imaginer autre chose que de tenter de devenir des nations. Il suffit de regarder la composition de l'ONU pour s'en convaincre.

Cet axiome pose un problème : il aveugle Mearsheimer tout comme il aveugle les Russes ; il les met, vis-à-vis des gouvernements occidentaux, dans une posture d'incompréhension qui est symétrique de celle des Occidentaux vis-à-vis de la Russie. Dans son discours d'introduction à la guerre du 24 février 2022, Poutine a qualifié l'Amérique et ses alliés d'« empire du mensonge », une appellation pour le coup très éloignée du réalisme stratégique et qui évoque plutôt un adversaire égaré dans un état psychique mal défini. Quant à Mearsheimer, rappelons que son livre s'intitule *The Great Delusion*. Plus fort qu'illusion, *Delusion* renvoie éventuellement à la psychose ou à la névrose. Le sous-titre du livre est *Liberal Dreams and International Realities*. Le projet américain d'expansion « libérale » est présenté comme un rêve et, face à ce rêve, il y a une réalité dont Mearsheimer serait le mandataire. Il traite les néoconservateurs qui ont fini par dominer l'establishment géopolitique américain comme nous traitons Poutine : il les psychiatrise.

Ce que Poutine, praticien des rapports internationaux, pressent par son expression d'« empire du mensonge » mais ne parvient pas à définir complètement et ce que Mearsheimer, théoricien des rapports internationaux, refuse carrément de voir est une vérité toute simple : à l'Ouest, l'État-nation n'existe plus.

Dans ce livre, je proposerai une interprétation pour ainsi dire post-euclidienne de la géopolitique mondiale. Elle ne prendra pas pour acquis l'axiome d'un monde d'États-nations. Utilisant au contraire l'hypothèse de leur disparition en Occident, elle rendra compréhensible le comportement des Occidentaux.

⋆

Le concept d'État-nation présuppose l'appartenance des diverses strates de la population d'un territoire à une culture commune, au sein d'un système politique qui peut être indifféremment démocratique, oligarchique, autoritaire, totalitaire. Pour être

applicable, il exige aussi que le territoire en question jouisse d'un degré minimal d'autonomie économique ; cette autonomie n'exclut pas, bien entendu, les échanges commerciaux, mais ceux-ci doivent, dans la moyenne ou la longue durée, être à peu près équilibrés. Un déficit systématique rend le concept d'État-nation caduc puisque l'entité territoriale considérée ne peut survivre que par la perception d'un tribut ou d'une prébende venus de l'extérieur, sans contrepartie. À lui seul, ce critère nous permet d'affirmer, avant même l'analyse en profondeur des chapitres 4 à 10, que la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, dont le commerce extérieur n'est plus jamais équilibré, mais toujours déficitaire, ne sont plus complètement des États-nations.

Un État-nation qui marche correctement suppose par ailleurs une structure de classes spécifique, incluant des classes moyennes comme centre de gravité, donc plus qu'une simple bonne entente entre l'élite dirigeante et la masse. Soyons encore plus concret et insérons les groupes sociaux dans l'espace géographique. Dans l'histoire des sociétés humaines, les classes moyennes animent, avec d'autres groupes, un réseau urbain. C'est grâce à une hiérarchie urbaine concrète, peuplée d'une classe moyenne éduquée et différenciée, que peut apparaître l'État, système nerveux de la nation. Nous verrons à quel point le développement tardif, heurté, tragique des classes moyennes urbaines en Europe orientale est un facteur explicatif central de son histoire jusqu'à la guerre d'Ukraine. Nous verrons aussi comment la destruction des classes moyennes a contribué à la désintégration de l'État-nation américain.

L'idée d'un État-nation ne pouvant fonctionner que grâce à des classes moyennes fortes qui irriguent et nourrissent l'État rappelle fortement la Cité équilibrée d'Aristote. Voici comment celui-ci parle des classes moyennes dans sa *Politique* :

> Mais le législateur doit toujours dans sa constitution faire une place à la classe moyenne : s'il établit ses lois oligarchiques, il ne perdra pas de vue la classe moyenne ; si ses lois sont démocratiques, il doit se la concilier par ses lois. Partout où la classe moyenne l'emporte numériquement sur les deux extrêmes ensemble ou sur l'un des deux seul, on peut avoir là un gouvernement stable. Aucune crainte, en effet, de voir jamais les riches unir leurs voix à celle des pauvres contre la classe

> moyenne : jamais aucun des deux groupes n'acceptera d'être l'esclave de l'autre et, s'ils cherchent une forme de gouvernement qui serve mieux l'intérêt commun, ils n'en trouveront aucune autre que celle-ci, car ils ne supporteraient pas, à cause de leur méfiance mutuelle, de ne commander qu'à tour de rôle ; partout, en effet, celui qui inspire le plus de confiance, c'est l'arbitre ; or l'arbitre ici, c'est l'homme qui a une position moyenne [5].

Continuons, sans aspirer à aucune originalité, notre inventaire des concepts dont l'articulation permet l'existence même de l'État-nation. Sans conscience nationale, par définition, plus d'État-nation, mais nous frôlons ici la tautologie.

Dans le cas de l'Union européenne, un dépassement de la nation est assez facile à admettre puisqu'il est au cœur même du projet, même si la forme qu'il a prise n'est pas celle qui avait été prévue. Ce qui est curieux, c'est la prétention des élites européennes à faire coexister le dépassement de la nation et sa persistance. Dans le cas des États-Unis, aucun dépassement de la nation n'est officiellement projeté. Pourtant, on le verra, le système américain, même s'il a réussi à soumettre l'Europe, souffre spontanément du même mal qu'elle : la disparition d'une culture nationale partagée par la masse et les classes dirigeantes. L'implosion, par étapes, de la culture WASP – blanche, anglo-saxonne et protestante – depuis les années 1960 a créé un empire privé de centre et de projet, un organisme essentiellement militaire dirigé par un groupe sans culture (au sens anthropologique) qui n'a plus comme valeurs fondamentales que la puissance et la violence. Ce groupe est généralement désigné par l'expression « néocons ». Il est assez étroit mais se meut dans une classe supérieure atomisée, anomique, et il a une grande capacité de nuisance géopolitique et historique.

L'évolution sociale des pays occidentaux a induit un rapport difficile des élites à la réalité. Mais on ne peut se contenter de classer les actes « post-nationaux » comme fous ou incompréhensibles ; ces phénomènes ont une logique. C'est un autre monde, un espace mental nouveau que nous devrons définir, étudier, comprendre.

Revenons à Mearsheimer et à sa vidéo capitale du 3 mars 2022. Il y prévoyait, ai-je dit, une inévitable victoire des Russes parce qu'à

leurs yeux la question ukrainienne est existentielle alors qu'elle ne le serait pas pour les États-Unis. Mais si l'on se débarrasse de l'idée que les États-Unis sont un État-nation et qu'on accepte de voir que le système américain est devenu tout à fait autre chose ; que le niveau de vie des Américains dépend d'importations que des exportations ne couvrent plus ; que l'Amérique n'a plus de classe dirigeante nationale au sens classique ; qu'elle n'a même plus de culture centrale bien définie mais qu'y subsiste une gigantesque mécanique étatique et militaire, d'autres issues deviennent envisageables que le simple repli d'un État-nation qui assumerait, après ses retraits du Vietnam, d'Irak et d'Afghanistan, une énième défaite en Ukraine, par Ukrainiens interposés.

Faut-il voir dans les États-Unis, plutôt qu'un État-nation, un État impérial ? Beaucoup l'ont fait. Les Russes eux-mêmes ne s'en privent pas. Ce qu'ils appellent « Occident collectif », au sein duquel les Européens ne sont que des vassaux, est un genre de système impérial pluraliste. Mais utiliser le concept d'empire exige l'observance de certains critères : un centre dominant et une périphérie dominée. Ce centre est censé posséder une culture commune des élites ainsi qu'une vie intellectuelle raisonnable. Ce n'est plus le cas, on le verra, aux États-Unis.

État *bas-impérial*, alors ? Le parallèle entre les États-Unis et la Rome de l'Antiquité a de quoi séduire. M'y étant essayé dans *Après l'empire*, je notais que Rome, en se rendant maîtresse de l'ensemble du bassin méditerranéen et en y improvisant une sorte de première *globalisation*, avait, elle aussi, liquidé sa classe moyenne[6]. L'afflux massif en Italie de blé, de produits manufacturés et d'esclaves y avait détruit la paysannerie et l'artisanat, d'une manière qui n'est pas sans rappeler celle dont la classe ouvrière américaine a succombé à l'afflux de produits chinois. Dans les deux cas, en forçant un peu le trait, on peut dire qu'a émergé une société polarisée entre une plèbe économiquement inutile et une ploutocratie prédatrice. La voie d'une longue décadence était désormais tracée et, malgré quelques sursauts, inéluctable.

Le qualificatif « bas-impérial » n'est néanmoins pas satisfaisant en raison de la nouveauté de beaucoup d'éléments actuels : l'existence d'Internet, la vitesse des évolutions (incomparable) et la présence autour des États-Unis de ces nations géantes que sont la Russie et la Chine (l'Empire romain n'avait pas de voisins comparables ; Perse lointaine mise à part, il était pour ainsi dire seul dans son monde). Enfin, différence fondamentale : le Bas-Empire a vu l'établissement du christianisme. Or, l'une des caractéristiques essentielles de notre époque est la disparition complète du substrat chrétien, un phénomène historique crucial qui, justement, explique la pulvérisation des classes dirigeantes américaines. Nous y reviendrons longuement : le protestantisme, qui, pour une bonne part, avait fait la force économique de l'Occident, est mort. Phénomène aussi massif qu'invisible, vertigineux même dès lors qu'on y songe un peu, nous verrons qu'il est l'une des clés, si ce n'est *la* clé explicative décisive des turbulences mondiales actuelles.

Pour revenir à notre tentative de classification, je serais tenté de parler, concernant les États-Unis et leurs dépendances, d'État *post-impérial* : si l'Amérique conserve la machinerie militaire de l'empire, elle n'a plus en son cœur une culture porteuse d'intelligence et c'est pourquoi elle se livre en pratique à des actions irréfléchies et contradictoires telles qu'une expansion diplomatique et militaire accentuée dans une phase de contraction massive de sa base industrielle – sachant que « guerre moderne sans industrie » est un oxymore.

J'observe depuis 2002 (année d'*Après l'empire*) l'évolution des États-Unis. J'avais alors espéré qu'ils reviendraient à une forme d'État-nation géant, ce qu'ils étaient dans leur phase impériale positive des années 1945-1990, face à l'URSS. Je dois aujourd'hui, actant la mort du protestantisme, admettre que cette reviviscence est impossible, ce qui ne fait au fond que vérifier un phénomène historique assez général : la non-réversibilité de la plupart des processus fondamentaux. Ce principe s'applique ici à plusieurs champs essentiels : à la séquence « stade national, puis impérial puis post-impérial » ; à l'extinction religieuse, qui a fini par entraîner la disparition de la moralité sociale et du sentiment collectif ; à un

processus d'expansion géographique centrifuge se combinant à une désintégration du cœur originel du système. La hausse de la mortalité américaine, spécifiquement dans les États de l'intérieur républicain ou trumpiste, au moment même où des centaines de milliards de dollars courent vers Kiev, est caractéristique de ce processus.

Dans *La Chute finale* (1976) et dans *Après l'empire* (2002) (deux livres qui spéculaient sur des effondrements systémiques à venir), j'avais utilisé des représentations « rationalisantes » de l'histoire humaine et de l'activité des États[7]. Dans *Après l'empire*, par exemple, j'interprétais l'agitation diplomatique et militaire des États-Unis comme du « micromilitarisme théâtral », posture visant à donner, pour un coût raisonnable, l'impression que l'Amérique restait indispensable au monde après la chute de l'Union soviétique. C'était au fond leur supposer un objectif de puissance rationnel. Dans ce livre, je garderai bien sûr les éléments qui relèvent de la géopolitique classique : niveau de vie, force du dollar, mécanismes d'exploitation, rapports de force militaires objectifs, un univers à peu près rationnel en surface. La question du niveau de vie américain et du risque que lui ferait courir un effondrement systémique sera très présente. Mais j'abandonnerai l'hypothèse exclusive d'une raison raisonnable et proposerai une vision élargie de la géopolitique et de l'histoire, intégrant mieux ce qui est absolument irrationnel en l'homme, notamment ses besoins spirituels.

Les chapitres qui suivent traiteront donc aussi de la matrice religieuse des sociétés, des solutions que l'homme s'est efforcé de trouver au mystère de sa condition et à son caractère difficilement acceptable ; des tourments que peut provoquer la désagrégation terminale de la matrice religieuse chrétienne en Occident et, particulièrement, de la variante protestante. Tout dans ses effets ne sera pas présenté comme négatif et ce livre n'est pas d'un pessimisme radical. Mais on verra apparaître un « nihilisme » qui nous occupera beaucoup. Ce que j'appellerai l'« état religieux zéro » va produire, dans certains cas, les pires, une déification du vide.

J'utiliserai le mot « nihilisme » dans une acception qui n'est pas forcément la plus commune, et qui rappellera plutôt – et ce n'est pas

un hasard – le nihilisme russe du XIX^e^ siècle. C'est sur une base nihiliste que l'Amérique et l'Ukraine se sont associées même si ces deux nihilismes résultent concrètement de dynamiques assez différentes. Le nihilisme, tel que je l'entends, comporte deux dimensions fondamentales. La plus visible est la dimension physique : une pulsion de destruction des choses et des hommes, notion parfois très utile quand on étudie la guerre. La seconde dimension est conceptuelle mais non moins essentielle, surtout lorsque l'on réfléchit au destin des sociétés, au caractère réversible ou non de leur déclin : le nihilisme tend alors irrésistiblement à détruire la notion même de vérité, à interdire toute description raisonnable du monde. Cette seconde dimension rejoint, d'une certaine manière, l'acception la plus commune du mot, qui le définit comme un amoralisme découlant d'une absence de valeurs. Ayant un tempérament scientifique, j'ai beaucoup de mal à distinguer les deux couples que forment le bien et le mal, le vrai et le faux ; à mes yeux, ces paires conceptuelles se confondent.

⋆

Deux mentalités se trouvent ainsi confrontées. D'un côté, le réalisme stratégique des États-nations, de l'autre, la mentalité post-impériale, émanation d'un empire en désintégration. Aucune des deux ne saisit toute la réalité puisque la première n'a pas compris que l'Occident n'était plus constitué d'États-nations, qu'il est devenu autre chose ; et que la seconde est devenue imperméable à l'idée de souveraineté nationale. Mais les prises sur la réalité de l'une et de l'autre ne sont pas équivalentes et l'asymétrie joue en faveur de la Russie.

Comme l'a montré Adam Ferguson, homme des Lumières écossaises, dans son *Essay on the History of Civil Society* (1767), les groupes humains n'existent pas en eux-mêmes, mais toujours par rapport à d'autres groupes humains équivalents. Sur la plus minuscule et la plus lointaine des îles, explique-t-il, pour peu qu'elle

soit habitée, on trouvera toujours deux groupes humains qui se font face. La pluralité des systèmes sociaux est consubstantielle à l'humanité et ces systèmes s'organisent les uns contre les autres. « Les titres de concitoyens et de compatriotes, a écrit Ferguson, s'ils ne s'opposaient à ceux d'étranger et d'allogène […] tomberaient en désuétude et perdraient leur signification. Nous aimons les individus pour leurs qualités personnelles ; mais nous aimons notre pays en tant qu'il est un parti dans les divisions de l'humanité […][8]. »

L'émergence de la France et de l'Angleterre en offre une splendide illustration. Au cours du Moyen Âge, ces deux productions étatiques de la vallée de la Seine vont se définir l'une contre l'autre. Ensuite, pour nous autres Français, l'adversaire de substitution aura été l'Allemagne, principale rivale aussi, on l'oublie, de l'Angleterre à la veille de la guerre de 1914.

L'une des thèses clés de Ferguson est que la moralité interne d'une société a un rapport avec son immoralité externe. C'est l'hostilité à un autre groupe qui fait qu'on est solidaire du sien. « Sans la rivalité des nations et la pratique de la guerre, écrit-il, la société civile elle-même aurait difficilement pu trouver un objet ou une forme[9]. » Et de préciser qu'« [i]l est vain d'espérer donner à la multitude d'un peuple un sentiment d'union en son sein sans admettre l'hostilité envers ceux qui s'opposent à lui. Si, tout d'un coup, on éteignait l'émulation qui est excitée de l'étranger, il est probable que l'on briserait ou affaiblirait les liens sociaux chez soi et que l'on fermerait les scènes les plus animées de l'activité et des vertus nationales[10] ».

Le système occidental actuel aspire à représenter la totalité du monde et ne reconnaît plus l'existence d'un autre. Mais la leçon de Ferguson, c'est que si l'on ne reconnaît plus l'existence d'un autre, légitime, on cesse d'exister soi-même. La force de la Russie, au contraire, est de penser en termes de souveraineté et d'équivalence des nations : tenant compte de l'existence de forces hostiles, elle peut assurer sa cohésion sociale.

⋆

Le paradoxe de ce livre est que, partant d'une action militaire de la Russie, il nous amènera à la crise de l'Occident. L'analyse de la dynamique sociale russe des années 1990-2022, par laquelle je commencerai, se révélera simple et facile. Les trajectoires de l'Ukraine et des anciennes démocraties populaires, paradoxales à leur manière, n'apparaîtront quand même pas très compliquées. En revanche, l'examen de l'Europe, du Royaume-Uni et plus encore des États-Unis sera un exercice intellectuel plus difficile. Nous devrons alors affronter illusions, reflets et mirages avant de pénétrer la réalité de ce qui ressemble de plus en plus à un trou noir : au-delà de la spirale descendante de l'Europe, nous trouverons, au Royaume-Uni et aux États-Unis, des déséquilibres internes d'une ampleur telle qu'ils en deviennent des menaces pour la stabilité du monde.

Ultime paradoxe, nous devrons admettre que la guerre, expérience de la violence et de la souffrance, royaume de la sottise et de l'erreur, est quand même aussi un test de réalité. La guerre fait passer de l'autre côté du miroir, dans un monde où l'idéologie, les leurres statistiques, les manquements des médias et les mensonges des États, sans oublier les délires du complotisme, perdent progressivement leur pouvoir. Une vérité simple apparaîtra : la crise occidentale est le moteur de l'histoire que nous vivons. Certains le savaient. Au terme de la guerre, personne ne pourra plus le nier.

1. David Teurtrie, *Russie. Le retour de la puissance*, Dunod, 2021.

2. Weber définit l'État par son monopole de la violence légitime ; Hobbes présente l'état de nature comme une guerre de tous contre tous.

3. Tatiana Kastouéva-Jean, « La souveraineté nationale dans la vision russe », *Revue Défense nationale*, n° 848, mars 2022, p. 26-31.

4. Publié par Yale University Press : nous ne sommes donc pas à la périphérie du système américain.

5. Aristote, *Politique*, Les Belles Lettres, 1989, t. II, p. 174.

6. Emmanuel Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, 2002 ; voir rééd. « Folio actuel », avec une postface inédite de l'auteur, 2004,

p. 94-95.

7. Emmanuel Todd, *La Chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Robert Laffont, 1976 ; nouvelle édition augmentée, 1990.

8. Adam Ferguson, *An Essay on the History of Civil Society*, Cambridge University Press, 1996, p. 25.

9. *Ibid.*, p. 28.

10. *Ibid.*, p. 29.

CHAPITRE 1

La stabilité russe

La solidité de la Russie a été l'une des grandes surprises de la guerre. Elle n'aurait pas dû l'être ; il était facile de la prévoir et il sera facile de l'expliquer. La vraie question est : pourquoi les Occidentaux ont-ils à ce point sous-estimé leur adversaire alors que ses atouts n'avaient rien de caché, que les données les concernant étaient accessibles ? Comment, avec une *intelligence community* de cent mille personnes rien qu'aux États-Unis, ont-ils pu s'imaginer que la coupure de Swift et les sanctions allaient réduire à merci ce pays de 17 millions de km^2, disposant de toutes les ressources naturelles possibles et qui, depuis 2014, s'était ouvertement préparé à faire face à de telles sanctions ?

Pour montrer l'énormité d'une erreur de perception qui s'est étalée sur toutes les années Poutine, partons du titre d'une chronique parue dans *Le Monde* le 2 mars 2022, signée de Sylvie Kauffmann, éditorialiste du journal : « Le bilan de Poutine à la tête de la Russie est une longue descente aux enfers d'un pays dont il a fait un agresseur. » Voilà comment le grand journal de référence français décrivait une période qui, après l'effondrement des années 1990, fut précisément celle de la sortie des enfers. Il ne s'agit pas ici de dénoncer, de s'indigner, d'accuser de mauvaise foi – les personnes qui pensent ainsi

sont sincères[1] –, mais de comprendre comment de telles absurdités ont pu être écrites alors qu'il était si facile de voir que la Russie allait beaucoup mieux.

Une stabilisation réussie : la preuve par la « statistique morale »

Entre 2000 et 2017, phase centrale de la stabilisation poutinienne, le taux de décès par alcoolisme est tombé en Russie de 25,6 pour 100 000 habitants à 8,4, le taux de suicide de 39,1 à 13,8, le taux d'homicide de 28,2 à 6,2. Cela signifie, en chiffres bruts, que les décès par alcoolisme sont passés de 37 214 par an à 12 276, les suicides de 56 934 à 20 278 et les homicides de 41 090 à 9 048. Et c'est un pays qui a vécu cette évolution qu'on nous déclare pris dans « une longue descente aux enfers ».

En 2020, le taux d'homicide tombait encore plus bas : à 4,7 pour 100 000, soit six fois moins qu'à l'arrivée au pouvoir de Poutine. Et le taux de suicide, en 2021, était à 10,7, soit 3,6 fois moins. Quant à la mortalité infantile annuelle, elle est tombée de 19 pour 1 000 « enfants nés vivants » en 2000 à 4,4 en 2020, passant au-dessous du taux américain, de 5,4 (UNICEF). Or, ce dernier indicateur, dans la mesure où il concerne les personnes les plus faibles d'une société, est particulièrement significatif pour en évaluer l'état général.

Mais ces indicateurs démographiques, que les sociologues du XIX[e] siècle appelaient « statistique morale », évoquent une réalité plus tangible et plus profonde encore que les autres. Si l'on suit les données économiques de la Russie, on observe un rattrapage, une remontée du niveau de vie, rapide entre 2000 et 2010, suivie entre 2010 et 2020 d'une décélération qui résultait des difficultés provoquées notamment par les sanctions consécutives à l'annexion de la Crimée. Mais la tendance qu'illustre la statistique morale est plus

régulière, plus profonde, et traduit un état de paix sociale, la redécouverte par les Russes, après le cauchemar des années 1990, qu'une existence stable était possible.

Cette stabilité, que l'on relève dans les faits les plus objectifs qui soient, les données démographiques, est devenue fondamentale pour le pays et c'est l'une des obsessions de Poutine dans ses discours. Ces éléments objectifs n'ont pas empêché diverses ONG, le plus souvent des officines indirectes du gouvernement américain, qu'on peut nommer OPNG, organisations *pseudo* non gouvernementales, de dégrader sans cesse la Russie dans leurs évaluations. Au point d'émettre des absurdités. Quand, en 2021, Transparency International, qui classe les pays du monde selon leur taux de corruption, a mis les États-Unis au 27e rang et la Russie au 136e rang, on était confronté à une impossibilité. Un pays qui bénéficie d'un taux de mortalité infantile inférieur à celui des États-Unis ne peut pas être plus corrompu qu'eux. La mortalité infantile, parce qu'elle reflète l'état profond d'une société, est sans doute en elle-même un meilleur indicateur de la corruption réelle que ces indicateurs fabriqués selon on ne sait trop quels critères. D'ailleurs, les pays ayant la mortalité infantile la plus basse sont ceux dont nous pouvons vérifier qu'ils sont aussi les moins corrompus : ce sont les pays scandinaves et le Japon. On constate donc que, dans le haut du classement, indicateurs de mortalité infantile et de corruption sont corrélés.

Le redressement économique

On ne saurait en vouloir au journal *Le Monde* et à la CIA de ne pas utiliser la mortalité infantile comme indicateur de tendance. Mais les données économiques, elles, étaient connues. On remarque, pendant toute la période, outre une remontée du niveau de vie, des taux de chômage très faibles et le retour de la Russie dans des domaines économiques stratégiques.

Le plus spectaculaire concerne l'agriculture. Comme nous l'apprend David Teurtrie dans son ouvrage de 2021, la Russie a réussi, en l'espace de quelques années, non seulement à atteindre l'autosuffisance alimentaire, mais à devenir l'un des plus importants exportateurs de produits agricoles au monde : « En 2020, les exportations agroalimentaires russes ont atteint le niveau record de 30 milliards de dollars, un chiffre supérieur aux revenus tirés des exportations de gaz naturel la même année (26 milliards). Cette dynamique, qui était initialement portée par les céréales et les oléagineux, s'appuie désormais également sur les exportations de viande. […] Les performances du secteur agricole ont permis à la Russie de devenir exportatrice nette de produits agricoles en 2020, pour la première fois dans son histoire récente : entre 2013 et 2020, les exportations agroalimentaires russes ont été multipliées par trois tandis que les importations ont été divisées par deux[2]. » Un splendide pied de nez à l'époque soviétique qui fut, comme on sait, marquée par l'échec de l'agriculture.

Le maintien de la Russie comme deuxième exportateur d'armes mondial est moins surprenant. En revanche, après Tchernobyl, son nouveau et récent statut de premier exportateur de centrales nucléaires, laissant la France loin derrière, constitue une autre surprise. Rosatom, l'entreprise d'État chargée du secteur, avait, en 2021, trente-cinq réacteurs en construction à l'étranger (notamment en Chine, en Inde, en Turquie et en Hongrie)[3].

Autre domaine où les Russes ont su faire preuve de flexibilité et de dynamisme : Internet. Comme il s'agit pour nous de la quintessence de la modernité, on aurait pu s'attendre à ce que les services compétents soient conscients des progrès accomplis par les Russes. Ça n'a pas du tout été le cas.

Teurtrie explique très bien combien les Russes ont eu une attitude à la fois étatiste et libérale, nationale et souple en la matière : résolus à demeurer dans un univers compétitif en même temps qu'ils étaient soucieux de préserver leur autonomie. « En réalité, note-t-il, la version russe de la régulation de l'Internet se situe, comme dans beaucoup de

domaines, à mi-chemin entre les dispositions prises en Europe et celles adoptées par la Chine. La Russie partage avec l'Europe la présence des géants américains de l'Internet qui bénéficient d'une audience importante sur le Runet (c'est particulièrement le cas de YouTube). […] Mais à la différence de l'Europe, largement impuissante dans ce domaine, la Russie peut s'appuyer sur des champions nationaux présents dans tous les segments de l'Internet afin de rester autonome et de proposer des solutions alternatives aux internautes russes[4]. » Tout en restant « largement ouverte aux solutions occidentales », elle « est sans doute la seule puissance dans laquelle s'exprime une concurrence véritable entre les Gafa et leurs équivalents locaux[5] ».

François Hollande, après Angela Merkel, a prétendu avoir signé les accords de Minsk de 2014 pour donner le temps aux Ukrainiens de s'armer. C'était certainement l'intention des Ukrainiens. Dans l'esprit d'Angela Merkel et de François Hollande, beaucoup plus brumeux, qui peut savoir ? Mais ce que l'on n'a guère vu et que suggère l'ouvrage de Teurtrie, c'est que ces accords ont été, pour les Russes aussi, un moyen de gagner du temps[6]. L'une des raisons pour lesquelles en 2014 ils n'ont pas été plus loin que la prise de la Crimée et ont accepté un cessez-le-feu est qu'ils n'étaient pas prêts à être déconnectés de Swift, ce qui, alors, aurait été vraiment catastrophique. Les accords de Minsk ont été signés parce que tout le monde voulait gagner du temps. Les Ukrainiens afin de se préparer à la guerre sur le terrain ; les Russes, en vue d'être prêts à affronter un régime de sanctions maximal. Comme le rapporte Teurtrie, dès 2014, la Banque centrale russe a mis sur pied le Système de messagerie financière russe (SPFS)[7]. En avril 2015 était lancé le Système national des cartes de paiement (NSPK), « qui garantit le fonctionnement des cartes délivrées par des banques russes sur le territoire national même en cas de sanctions occidentales. Dans le même temps, la Banque centrale russe crée le système de paiement par carte "Mir"[8] ».

Merci les sanctions !

Quand on observe l'évolution de la Russie depuis l'effondrement du communisme, on ne peut qu'être étonné par son parcours extrêmement heurté : une chute très brutale, puis une remontée d'une grande rapidité. Mais le plus déroutant est l'adaptabilité dont le pays a su faire preuve depuis les sanctions qu'a entraînées la guerre de Crimée, en 2014. Chaque régime de sanctions semble avoir amené la Russie à effectuer des reconversions économiques en chaîne et à reprendre son autonomie par rapport au marché occidental.

L'exemple de la production de blé est peut-être le plus spectaculaire. En 2012, la Russie produisait 37 millions de tonnes de blé, en 2022 80 millions, plus qu'un doublement en dix ans. Cette flexibilité prend tout son sens si on la compare à la flexibilité négative de l'Amérique néolibérale. En 1980, au moment de l'arrivée au pouvoir de Reagan, la production de blé américaine s'élevait à 65 millions de tonnes. En 2022, elle n'était plus que de 47 millions. Voyons dans cette décrue une introduction à la réalité de l'économie américaine dont nous parlerons au chapitre 9.

Sous Poutine, les Russes ne sont jamais entrés dans un protectionnisme plein et ils ont donc accepté qu'un certain nombre d'activités soient mises à mal. Leur industrie aéronautique civile a été sacrifiée puisqu'ils ont acheté des Airbus. Leur industrie automobile aussi a souffert. Mais si le pays a réussi à maintenir une proportion relativement élevée de sa population active dans l'industrie, à ne pas s'intégrer complètement à l'économie mondialisée et à ne pas mettre sa force de travail au service de l'Occident comme l'ont fait les anciennes démocraties populaires, c'est parce qu'il a bénéficié d'un protectionnisme partiel et des circonstances.

Jacques Sapir m'a éclairé sur ce point. « La principale mesure de protection de l'industrie et de l'agriculture a été la très forte dépréciation du rouble en 1998-1999. Exprimée en taux de change réel (comparant les inflations et les hausses de productivité respectives), la dépréciation, fin 1999, devait être d'au moins 35 %. Par la suite, le taux de change nominal a moins baissé que l'écart

d'inflation ne montait, mais les gains de productivité importants de 2000 à 2007 ont maintenu une dépréciation du taux de change réel de l'ordre de – 25 %. Cette dépréciation s'est érodée de 2008 à 2014. Puis, avec le changement de stratégie de la Banque centrale de Russie (passage à un ciblage d'inflation), le rouble s'est à nouveau déprécié en termes réels de 2014 à 2020[9]. »

Se sont ajoutés à cette protection née de la faiblesse du rouble des droits de douane : « Concernant les mesures tarifaires, poursuit Sapir, la Russie appliquait depuis 2001 un taux de 20 % sur les produits industriels manufacturés avant d'accepter un taux de 7,5 % à partir de son entrée à l'Organisation mondiale du commerce en août 2012. Évidemment, avec la guerre en Ukraine, tout cela n'affecte plus les produits occidentaux. Quant aux produits agricoles, le taux de 2003 était d'environ 7,5 % (fruits et légumes) et il est passé après l'adhésion de la Russie à l'OMC à 5 %. Mais, à nouveau, l'embargo a permis de rétablir une politique fortement protectionniste. »

Ainsi qu'on le comprend à la lecture de Teurtrie, les sanctions occidentales de 2014, si elles ont causé quelques difficultés à l'économie russe, ont aussi été pour elle une chance : elles l'ont obligée à trouver des substituts à ses importations et à se redéployer en interne. Dans un article d'avril 2023, l'économiste américain James Galbraith a estimé que les sanctions de 2022 ont eu le même effet[10]. Elles ont permis d'instaurer un système de protection que, compte tenu de l'adhésion désormais très forte des Russes à l'économie de marché, jamais le régime n'aurait osé infliger à la population. « [S]ans les sanctions, écrit-il, on imagine mal comment les possibilités qui s'offrent aujourd'hui aux entreprises et aux entrepreneurs russes auraient pu voir le jour. Du point de vue politique, administratif, juridique, idéologique, même au début de 2022, le gouvernement russe aurait eu les plus grandes difficultés à prendre des mesures comparables, telles que droits de douane, quotas et expulsions d'entreprises, étant donné l'emprise profonde que l'idée d'économie de marché exerce sur les décideurs politiques, l'influence des oligarques et le caractère prétendument limité de l'"opération

militaire spéciale". À cet égard, malgré le choc et les coûts subis par l'économie russe, les sanctions ont manifestement été un cadeau. »

Poutine n'est pas Staline

Encore une fois, toutes ces données étaient accessibles ; elles montraient la force et l'adaptabilité de l'économie russe. L'essentiel, je le répète, n'est pas de les mettre en évidence mais de se demander pourquoi les responsables occidentaux sont restés aveugles à la réalité.

Leur représentation de la Russie actuelle, celle d'un pays dominé par un Poutine monstrueux et peuplé de Russes imbéciles, renvoie à la case Staline. Tout a été interprété comme un retour de la Russie à sa prétendue essence bolchevique. Mais, outre l'excellent livre de David Teurtrie, analystes et commentateurs spécialisés disposaient des ouvrages de Vladimir Shlapentokh.

Shlapentokh (1926-2015) était né soviétique, et juif, à Kiev. Il fut l'un des fondateurs de la sociologie empirique en langue russe à l'époque brejnévienne. Confronté à l'antisémitisme du soviétisme pourrissant, il émigra aux États-Unis dès 1979, continuant, de là-bas, à travailler sur la Russie, les États-Unis et des questions de sociologie générale. Son *Freedom, Repression, and Private Property in Russia* a été publié en 2013 aux Cambridge University Press, éditeur qu'on pourra difficilement qualifier de marginal ou de hors système. Ce livre offre la vision nuancée et formidablement compétente (et hostile à Poutine) d'un homme qui a vécu la Russie brejnévienne de l'intérieur et étudié la Russie poutinienne alors qu'il était devenu citoyen américain. Quand on l'a lu, il devient facile de définir le régime de Poutine, non comme l'exercice du pouvoir d'un monstre extraterrestre subjuguant un peuple passif et demeuré, mais comme un phénomène compréhensible, qui s'inscrit dans la continuité d'une histoire générale de la Russie tout en présentant des traits spécifiques.

Bien entendu, l'appareil d'État reste central. Comment, du reste, pourrait-il en être autrement étant donné l'importance des ressources

énergétiques ? Une entreprise comme Gazprom ne saurait être contrôlée que par la puissance publique. Bien entendu, le KGB, devenu le FSB, dont Poutine est issu, continue à jouer un rôle essentiel. Bien entendu, la Russie n'est pas devenue une démocratie libérale. Pour ma part, j'aurais tendance à la définir comme une démocratie autoritaire, en affectant à chacun de ces deux termes – démocratie, autoritaire – des poids équivalents. Démocratie parce que, même si les élections sont un peu trafiquées, les sondages – et ceci n'est contesté par personne – nous montrent que le soutien au régime est sans faille en période de guerre comme en période de paix. Autoritaire parce que, clairement, le régime ne répond pas au critère, essentiel pour une démocratie libérale, du respect des droits des minorités. La dimension unanimiste du régime est évidente avec tout ce que cela implique de restrictions aux libertés de la presse et de divers groupes de la société civile.

Mais le régime de Poutine est surtout remarquable par quelques traits qui, à eux seuls, signent une rupture radicale avec l'autoritarisme de type soviétique. D'abord, comme l'a rappelé James Galbraith, un attachement viscéral à l'économie de marché, malgré le rôle central que joue l'État. Cet attachement est fort compréhensible pour qui a vécu l'échec monumental de l'économie dirigée. Par ailleurs, si Poutine a effectivement mis au pas la haute élite de Moscou et de Saint-Pétersbourg, il porte une attention extrême aux revendications ouvrières, et cherche sans cesse à affermir le soutien à son régime dans les milieux populaires. Je conçois que ce trait soit aujourd'hui mal vu dans l'ensemble d'un Occident qui méprise, par principe, un peuple d'où ne peut émaner que du… « populisme ».

Un élément crucial aurait dû alerter les analystes occidentaux sur la nouveauté de l'objet historique qu'ils avaient sous les yeux : l'attachement indéfectible de Poutine à la liberté de circulation. Avec lui, les Russes ont le droit de sortir de Russie et ils le conservent en temps de guerre. Où l'on retrouve l'une des caractéristiques de la démocratie libérale : une liberté totale de sortie. C'est le signe d'un régime qui, à sa manière, est sûr de lui ou prend le pari de l'être.

Ultime nouveauté, dont Shlapentokh était bien placé pour parler puisqu'il avait dû fuir d'URSS en tant que Juif : l'absence complète

d'antisémitisme, qui devrait nous ravir tout en nous confirmant que le régime et la société russes sont dans leur assiette. Traditionnellement, en effet, quand des dirigeants russes rencontraient des difficultés et s'efforçaient de rétablir leur autorité, ils cherchaient dans l'antisémitisme un expédient. Shlapentokh rappelle à quel point, sous Staline, puis à partir de 1968, l'URSS était devenue antisémite. C'est tout simplement pourquoi les Juifs partirent en masse dès qu'ils en eurent la possibilité, après l'effondrement du système.

Mettre ces deux traits singuliers et positifs – la liberté de sortie et l'absence d'antisémitisme – au crédit de Poutine eût sans doute été trop demander aux journalistes et aux hommes politiques occidentaux. Ils auraient au moins dû les alerter sur une certaine confiance en soi du régime, sur sa stabilité. Le dogme a priori de la fragilité du régime, menacé par ses classes moyennes, les a aveuglés, et continue de le faire. On l'a vérifié quand, les 23 et 24 juin 2023, les commentateurs occidentaux placèrent absurdement leur espoir dans la rébellion d'Evgueni Prigogine, le patron du groupe Wagner. L'aveuglement occidental n'est décidément pas moins stable que le régime et la société russes.

Plus d'ingénieurs russes que d'ingénieurs américains

Une société stabilisée, une économie en ordre de marche : devons-nous arrêter l'analyse à ce stade ? Suffit-elle déjà à comprendre l'efficacité dont font preuve les Russes dans la durée de la guerre elle-même ? À la veille de l'invasion de l'Ukraine, je le rappelle, la Russie, en incluant la Biélorussie, ne pesait que 3,3 % du PIB de l'Occident. Comment ces 3,3 % ont-ils pu tenir et produire plus d'armement que l'adversaire ? Pourquoi les missiles russes, dont on attendait la disparition par épuisement des stocks, continuent-ils de tomber sur l'Ukraine et son armée ? Comment une production massive de drones militaires a-t-elle pu se développer depuis le début de la guerre, après

que les militaires russes eurent constaté leur carence dans ce domaine ?

Quand nous en viendrons aux États-Unis, je montrerai le caractère largement fictif de leur PIB, qui enregistre des activités dont on ne sait trop s'il faut les qualifier d'inutiles ou d'irréelles. Pour l'heure, disons seulement que le PIB de la Russie représente, lui, davantage la production de biens tangibles que des activités mal définies.

Allons plus loin. Descendons dans les profondeurs sociologiques de la population active, car, mieux et plus qu'un PIB, une économie est une population qui travaille, avec ses différents niveaux de formation et ses types de compétences. Or, ce qui distingue fondamentalement l'économie russe de l'économie américaine, c'est, parmi les personnes qui font des études supérieures, la proportion bien plus importante de celles qui choisissent de suivre des études d'ingénieur : vers 2020, 23,4 % contre 7,2 % aux États-Unis.

La Russie n'est pas seule dans ce cas et l'on comprendra vite que l'indicateur est opérationnel si l'on précise que le Japon compte 18,5 % d'étudiants ingénieurs, et que l'Allemagne, dont les performances industrielles nous fascinent, en compte 24,2 %. La France est à 14,1 %, mais nous ne devons pas oublier que de ces 14,1 % nous devons défalquer les polytechniciens, ingénieurs des Mines et centraliens qui vont se perdre dans la banque et l'« ingénierie financière »[11].

Que représentent ces 23,4 % de Russes, sur un plan quantitatif brut, face aux 7,2 % d'Américains ? Rapportons ces pourcentages à la population des deux pays. La Russie avait alors 146 millions d'habitants, les États-Unis, 330 millions. David contre Goliath. On l'oublie en raison de la superficie du territoire russe, mais, en termes démographiques, le combat est asymétrique. Les États-Unis sont en eux-mêmes, et sans leurs alliés, énormes. La Russie, elle, est à peine plus peuplée que le Japon et l'on pourrait donc concentrer sans trop d'efforts sa population sur l'étroit archipel japonais.

Prenons le nombre de personnes âgées de 20 à 34 ans dans les deux pays, soit 21,5 millions en Russie (vers 2020) et 46,8 millions aux États-Unis. Nous retrouvons ici le déséquilibre global. Par

ailleurs, et même si les études supérieures ne sont pas définies exactement de la même manière en Russie et aux États-Unis, estimons que, dans ces deux pays, 40 % d'une cohorte font des études supérieures. Nous pouvons maintenant procéder à un calcul fatidique. Aux États-Unis, 7,2 % de 40 % de 46,8 millions de personnes donnent 1,35 million d'ingénieurs. En Russie, 23,4 % de 40 % de 21,5 millions en donnent 2 millions. Malgré la disproportion des populations, la Russie parvient à former nettement plus d'ingénieurs que les États-Unis.

Je suis conscient du caractère partiel de ce calcul, qui ne tient pas compte du fait que les États-Unis importent des ingénieurs et, de manière plus générale, une fraction très importante de leur communauté scientifique, souvent d'origine chinoise ou indienne. Reste que nous pouvons comprendre comment le David russe a pu faire face, sur le plan industriel et technologique, et donc militaire, au Goliath américain.

Classes moyennes et réalités anthropologiques

Lorsque l'on examine les écrits sociologiques et politiques occidentaux des années 1840-1980, il est clair que la classe ouvrière a été la question centrale, la classe problématique dont le comportement devait entraîner ordre ou désordre, stabilité ou révolution. On espérait en elle, ou elle effrayait, selon le point de vue. Aujourd'hui, dans notre monde globalisé, les principales tâches de nos classes ouvrières ayant été délocalisées en Asie, ce sont les classes moyennes qui retiennent l'attention des sociologues et des politiques, et ce livre, d'ailleurs, ne fait pas exception à la règle ; on espère en elles quand elles croissent, on s'inquiète pour elles quand elles s'appauvrissent. Le marxisme attendait une révolution surgie du prolétariat. Le néo-libéralisme attend du soulèvement des classes moyennes – russes, chinoises, iraniennes – la chute des régimes réfractaires à l'ordre occidental. Depuis la leçon d'Aristote (je l'ai

rappelée dans l'introduction), il est convenu à l'Ouest que, sans classes moyennes dominantes, une société ne peut être équilibrée, démocratique, libérale. Et, de fait, on note, au cours des dernières décennies, un rapport entre l'émergence de classes moyennes éduquées et le développement de tendances libérales, voire libertaires. Mais la structure de classes, définie en termes économiques ou éducatifs, est-elle vraiment le seul facteur de réussite ou d'échec de la démocratie libérale ?

Observons les classes moyennes russes. Pouvons-nous raisonnablement imaginer qu'elles renversent un jour le régime autoritaire de Poutine ?

Après tout, c'est bien l'arrivée à maturité d'un certain type de classes moyennes, définies par l'éducation, qui a fait s'effondrer le communisme. En 1976, dans *La Chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, j'avais mesuré l'échec économique du système et prédit sa déconfiture en m'appuyant sur une augmentation observée du taux de mortalité infantile. Le facteur déclenchant de la chute, toutefois, n'a pas été, me semble-t-il maintenant, la paralysie économique du système mais bien plutôt l'émergence d'une classe moyenne éduquée supérieure.

Mais que représentait le communisme soviétique ? Le stade premier de l'alphabétisation de masse. Nous pouvons empiriquement associer la diffusion d'un tempérament démocratique primaire, sous diverses formes, libérale ou autoritaire, égalitaire ou inégalitaire, selon les structures anthropologiques de chaque pays, au passage d'un seuil de 50 % d'hommes alphabétisés. Dans le monde anglo-américain, ce passage engendra un libéralisme pur dès les XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, en France un libéralisme égalitaire à partir du XVIII^e^ siècle, en Allemagne la social-démocratie et le nazisme aux XIX^e^ et XX^e^ siècles, en Russie le communisme. De la même manière, ensuite, l'accession à l'enseignement supérieur de 20 à 25 % d'étudiants par génération entraîna l'effritement de ces idéologies primaires associées au stade de l'alphabétisation de masse. Une nouvelle stratification des sociétés se met en place ; le rapport au texte écrit et à l'idéologie devient plus

critique, la parole de Dieu, les incantations du Führer, les consignes du Parti, ou même des partis, cessent d'être transcendantes. La Russie a atteint ce seuil entre 1985 et 1990 (aux États-Unis, ce fut vers 1965, nous y reviendrons).

Nous observons donc bien une concomitance entre l'apparition de classes moyennes ayant fait des études supérieures et la débâcle du communisme. Mais c'était il y a trois ou quatre décennies. Le régime de Poutine est issu de cette crise, il a succédé au communisme après la phase d'anarchie (plutôt que de libéralisme) des années 1990.

Les Occidentaux rêvent donc de classes moyennes à double effet qui abattraient Poutine après avoir « tombé » le communisme. D'où leurs appels répétés aux classes moyennes avancées des grandes villes russes. Cet espoir n'est pas complètement absurde. Il est exact que c'est dans les classes éduquées et vraiment supérieures de Moscou et de Saint-Pétersbourg que l'on dénombre le plus grand nombre de Russes hostiles à Vladimir Poutine. Ce sont d'ailleurs ces mêmes classes et ces mêmes villes qui avaient soutenu Boris Eltsine, le tombeur de l'URSS, ce chouchou des réformateurs libéraux de l'économie russe venus d'Amérique au début des années 1990. Les belles études de géographie électorale d'Alexandre Latsa montrent qu'effectivement les partis d'opposition à Poutine sont plus forts dans les quartiers les plus aisés des grandes villes, là où se concentre la population la plus éduquée[12].

On pourrait même tenter de construire un modèle sociopolitique qui opposerait la Russie à l'Occident par la mise en évidence d'alignements de classes différents. D'un côté, un régime russe qui s'appuierait sur les classes populaires et aurait marginalisé les classes moyennes. De l'autre, un système occidental dans lequel les classes moyennes supérieures alliées aux classes moyennes centrales auraient réussi à marginaliser les milieux populaires[13]. Mais une telle représentation fait trop bon marché de ce qui distingue les classes moyennes russes de leurs homologues occidentales. Si les classes moyennes russes sont certainement un peu plus libérales que le reste de la population, elles sont loin d'être en tout point semblables aux

classes moyennes occidentales. Le fait qu'elles produisent beaucoup plus d'ingénieurs nous l'a déjà révélé. Leur différence est ancrée dans un fond anthropologique singulier, qui est d'ailleurs l'un des éléments d'explication de la solidité de la Russie face à l'Occident.

En 1983, j'avais formulé l'hypothèse d'un lien entre le communisme et la famille communautaire paysanne, observable, non seulement en Russie, mais en Chine, en Serbie, en Toscane, au Vietnam, en Lettonie, en Estonie ou dans les régions intérieures de la Finlande[14]. Ce type familial, patrilinéaire, rassemblant le père et ses fils mariés dans une exploitation agricole, véhiculait des valeurs d'autorité (du père sur ses fils) et d'égalité (des frères entre eux). En Russie, il avait la particularité d'être récent, n'ayant atteint la paysannerie qu'au tournant des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, tout comme le servage. Il n'avait donc pas encore beaucoup abaissé le statut des femmes, comme en Chine par exemple. Le principe patrilinéaire se perpétue aujourd'hui symboliquement en Russie par le système des trois noms : prénom, nom du père, nom de famille. Vladimir Vladimirovitch (fils de Vladimir) Poutine ; Sergueï Viktorovitch (fils de Viktor) Lavrov. En France, cela donnerait Emmanuel fils de Jean-Michel Macron ou Marine fille de Jean-Marie Le Pen. Ce système est commun à toutes les classes sociales et s'étend aux personnes qui ne sont pas d'origine russe. La présidente de la Banque centrale russe, née dans une famille tatare, s'appelle Elvira Sakhipzadovna Nabioullina.

Le communisme n'est pas né du cerveau fécond de Lénine, avant d'être imposé par une minorité active ; il a résulté de la dislocation de la famille paysanne traditionnelle. L'abolition du servage en 1861, l'urbanisation et l'alphabétisation ont affranchi l'individu de l'étouffante famille communautaire. Mais l'individu libéré s'en est trouvé tout à fait désorienté ; il a cherché dans le Parti, dans l'économie centralisée, dans le KGB, des substituts à la puissance paternelle. On pourrait dire que le KGB était, en un sens, l'institution la plus proche de la famille traditionnelle parce qu'il s'occupait personnellement des gens, très en détail.

Étant donné cette naturalité sociale du communisme dans l'histoire russe, il était peu vraisemblable qu'après son effondrement s'imposerait, entre Moscou et Vladivostok, une démocratie libérale d'alternance, de type occidental. Les valeurs d'autorité et d'égalité, observées dans la famille puis dans l'ensemble de la vie sociale à l'époque soviétique, ne pouvaient s'éteindre en quelques années à peine. Mon hypothèse me semble raisonnable et réaliste. Mais j'ajouterai qu'elle est banale.

Aveuglement à la diversité du monde

Nous devons en effet nous rappeler que l'existence d'un tempérament communautaire russe spécifique, extérieur à la politique mais capable de l'influencer, a longtemps été largement admise en Europe de l'Ouest. Prenons l'ouvrage magnifique d'Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars et les Russes*, dont la première édition remonte à 1881 et la troisième, augmentée, à 1890. Voici ce qu'on y lit :

> À l'usine, comme au village, le moujik se montre peu individualiste ; sa personnalité s'efface volontiers dans la communauté ; il a peur d'être seul, il a besoin de se sentir uni à ses pareils, de faire corps avec eux. La grande famille patriarcale sous l'autorité du père ou de l'*ancien*, les communautés de village sous l'autorité du mir, l'ont, d'avance, façonné à la vie commune, partant à l'association. Dès qu'il entreprend un travail, dès qu'il quitte son village surtout, le moujik se groupe en artel. Ainsi, notamment, de la plupart des ouvriers paysans des grandes fabriques. Ils connaissent la force de l'association et ils forment entre eux des artels temporaires qui, loin de leur izba et loin de leur village, leur tiennent lieu de famille et de commune. L'artel est leur refuge et leur appui durant l'exil à la fabrique ; grâce à l'artel, ils se sentent moins isolés et moins dépaysés. L'artel, avec ses tendances communistes et ses pratiques solidaires, est la forme spontanée, la forme nationale de l'association [15].

On trouve donc ici le mot « communiste », en 1890, à propos du peuple russe. Ce que la France de la première moitié de la

III[e] République pouvait concevoir, nous en sommes devenus incapables. Quand, à peu près au même moment, en 1892, nous entrions dans une alliance avec la Russie, nous savions qui était notre partenaire : un pays de tempérament communautaire pour ne pas dire communiste, l'Empire des tsars.

Au risque de surprendre encore un peu plus, je rappellerai que l'Amérique d'Eisenhower avait conscience d'une spécificité russe. L'anthropologie culturelle américaine avait été mise au travail sur la culture russe. Mentionnons d'abord les ouvrages de deux grands de la discipline : *Soviet Attitudes Toward Authority* de Margaret Mead (1951)[16] et *The People of Great Russia* de Geoffrey Gorer et John Rickman (1949)[17]. Gorer était britannique mais un élève de Mead. Ajoutons, pour son titre particulièrement évocateur, *The Impact of Russian Culture on Soviet Communism* de Dinko Tomasic (1953)[18]. Un bel article, datant de 1953, intitulé « Culture and World View: A Method or Analysis Applied to Rural Russia » et paru dans *American Anthropologist*, offre une description très claire de la famille communautaire russe et de la famille nucléaire ukrainienne. Je l'utiliserai au chapitre suivant pour comprendre ce qui sépare la Petite de la Grande Russie. En pleine guerre froide, l'Amérique s'intéressait à son adversaire et, plus généralement, ne se privait pas de chercher dans les tréfonds culturels des nations la source de leurs retards (en Italie)[19] ou de leurs bizarreries autoritaires (en Allemagne ou au Japon)[20].

Régnait alors dans les esprits l'idée que le monde n'était pas homogène. Cette disposition culmina dans le texte devenu culte (et souvent critiqué) de Ruth Benedict, *Le Chrysanthème et le Sabre*, rédigé en 1944-1945 à la demande de l'armée, sur la base d'interviews de prisonniers de guerre japonais[21]. Il fallait comprendre la mentalité de l'ennemi pour se préparer à occuper le pays. Ce travail a contribué à faire admettre que les Japonais étaient différents et à accepter de maintenir l'empereur. Il existait donc, dans le système

mondial américain en construction, une tolérance à la diversité qui reposait sur un tempérament américain pluraliste mis en forme par une école d'anthropologie raisonnable.

Je suis personnellement convaincu que l'une des raisons qui ont permis d'éviter que la guerre froide dégénère en guerre tout court est que, si les dirigeants américains se pensaient au niveau conscient défenseurs de la liberté « en général », contre le communisme « en général », ils sentaient qu'au fond il existait une spécificité russe et que la menace communiste n'était pas si « universelle » que ça. George Kennan, l'inventeur de la notion de *containment*, était tout sauf un anticommuniste aveugle : il parlait russe, il connaissait et aimait la culture russe. La stratégie qu'il conçut visait à prévenir une confrontation armée. Jusqu'à sa longue vieillesse (il est mort en 2005 à 101 ans), Kennan ne cessa de s'indigner de la manière dont elle avait été dénaturée, au Vietnam ou par Reagan. L'une de ses dernières prises de position publiques, en 1997, nous mettait en garde contre une extension de l'OTAN à l'Est[22].

Bien sûr, les États-Unis ont aussi connu le maccarthysme, paranoïa universaliste que Kennan vomissait. Mais la flambée fut brève et limitée. Pour que l'intolérance se déployât dans toute sa splendeur, il aura fallu attendre les néoconservateurs, ces héritiers triomphalistes du maccarthysme.

C'est de la guerre du Vietnam que date, à mon avis, l'universalisation absolue de la menace communiste par les dirigeants américains. Walt Rostow (1916-2003), conseiller pour la sécurité nationale sous les administrations de Kennedy et de Johnson, fut l'un des artisans de ce déclin intellectuel avec son livre, *Les Étapes de la croissance économique. Un manifeste anti-communiste*, publié en 1960 en anglais[23]. On y trouve une idée très juste et une idée très fausse. L'idée très juste est que tous les pays, au cours de leur développement, traversent une phase dangereuse durant laquelle peut se produire une crise politique. Rostow l'associe au développement économique, je l'attribue à l'alphabétisation, mais qu'importe. Arrive ensuite l'idée très fausse. Il suffirait alors d'intervenir pour empêcher

la crise politique et permettre au pays traité (par l'armée américaine) de passer directement à la case démocratie libérale. Rostow fut l'un des faucons de la guerre du Vietnam et l'idée sous-jacente à son ouvrage était évidemment que le communisme pouvait se répandre partout.

Le Vietnam, pays de famille communautaire, avait une prédisposition au communisme, qui y a donc triomphé malgré l'intervention américaine. Le Cambodge, où un système familial nucléaire archaïque dominait, mais pays si proche du Vietnam qu'il devint une zone de guerre, implosa dans le génocide khmer rouge. Reste que le communisme, réel ou devenu fou, n'est pas allé plus loin, ni en Malaisie, ni en Thaïlande, pays de famille nucléaire.

L'attitude actuelle vis-à-vis de la Russie – une incapacité à percevoir le régime de Poutine autrement qu'en termes généraux, un refus de tenir compte de l'existence d'une culture russe qui l'expliquerait – résulte donc d'une mutation de l'attitude occidentale, par étapes, à partir des années 1960. La disparition de notre aptitude à concevoir la diversité du monde nous interdit une vision réaliste de la Russie.

Il était évident que la Russie post-communiste allait conserver des traits communautaires malgré l'adoption de l'économie de marché ; que l'un de ces traits serait l'existence d'un État plus fort qu'ailleurs ; qu'un autre serait un rapport de cet État aux diverses classes de la société différent de celui qui existe en Occident ; qu'un autre encore serait l'acceptation, à des degrés divers, dans toutes les classes de la société – plus forte dans les milieux populaires, plus mitigée dans les classes moyennes –, d'une certaine forme d'autoritarisme et d'aspiration à l'homogénéité sociale.

Nous devons aussi comprendre que ce qui a fait la solidité de la Russie, ce qui lui a permis de préserver sa souveraineté dans un système mondialisé, c'est sa capacité spontanée à empêcher le développement d'un individualisme absolu (aucun jugement de valeur dans cette constatation, je parle ici comme un anthropologue américain des années 1950). Il subsiste en Russie suffisamment de valeurs communautaires – autoritaires et égalitaires – pour qu'y

survive l'idéal d'une nation compacte et que réapparaisse une forme particulière de patriotisme.

Des inégalités mais un ralliement général au régime

La spécificité d'une interaction directe entre le pouvoir et les milieux populaires en Russie tout comme l'identification de traces mentales communautaires au sein des classes moyennes supérieures ne doivent pas nous faire oublier que le principe général de hiérarchisation qui a touché toutes les sociétés avancées entre 1960 et 2000 a aussi atteint la Russie.

La nouvelle stratification éducative s'y est déployée au-delà des années 1985-1990, lorsque la barre des 20 % d'éduqués supérieurs par cohorte a été franchie et grippé l'idéologie communiste. L'effondrement de l'économie centralisée, la ruée de la fraction la plus audacieuse et vénale de la nomenklatura sur les biens d'État en cours de « privatisation », à l'époque d'Eltsine, ont même produit une explosion des inégalités et une concentration extrême de la fortune et des revenus. Cette concentration, stabilisée, s'est diffusée vers le bas et a favorisé l'émergence d'une classe moyenne supérieure dont les privilèges économiques n'ont rien à envier à ceux de ses homologues occidentales. La World Inequality Database révèle que, avant impôt, la fraction des revenus perçue par les 1 % supérieurs de la pyramide, puis par les 9 % suivants, dépasse même en Russie les équivalents américains : en 2021, 24 % des revenus pour les 1 % du haut en Russie contre 19 % aux États-Unis, 27 % pour les 9 % suivants en Russie comme aux États-Unis. La France, par comparaison, bénéficie de classes supérieures et moyennes supérieures modestes : les 1 % du haut ne perçoivent que 9 % des revenus et les 9 % suivants 22 %. L'inégalité objective est en France proche de l'équilibre européen général, dans sa version la plus démocratique, telle qu'on l'observe dans les pays scandinaves.

La classe moyenne russe, fabriquée pour l'essentiel par la transformation sociale communiste et l'éducation méritocratique soviétique, jouit, à l'instar du reste de la population, de la paix sociale de l'ère Poutine, qu'atteste, on l'a vu, la chute des taux de suicide, d'homicide et de décès par alcoolisme. La baisse de la mortalité infantile doit être considérée comme l'effet et le symbole d'une ambiance mentale et économique paisible qui n'avait jamais existé en Russie. Shlapentokh soulignait, quant à lui, que jamais les conditions de vie en Russie n'avaient été aussi bonnes, liberté comprise, que sous Poutine.

Les classes moyennes supérieures ont donc accepté le régime, tout comme les oligarques ont renoncé à toute velléité d'exercer un pouvoir autonome. L'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski en octobre 2003 fut l'occasion pour l'État et les oligarques de mettre les choses au point. Poutine leur laissa leur argent, et seulement leur argent. En vérité le mot « oligarque », qui inclut la notion de pouvoir (*arkhè*), ne décrit plus correctement la réalité russe. Il est amusant de constater que la chasse aux « oligarques » russes lancée en Occident depuis le début de l'invasion de l'Ukraine a généralisé outre-Atlantique la notion d'une Amérique vraiment oligarchique. Ses oligarques à elle peuvent, contrairement à leurs confrères russes, intervenir, et massivement on le verra, dans le système politique américain.

Le « système Poutine » est stable parce qu'il est le produit de l'histoire de la Russie et non l'œuvre d'un homme. Le rêve qui obsède Washington d'un soulèvement anti-Poutine n'est effectivement qu'un rêve, découlant du refus des Occidentaux de voir que les conditions de vie se sont améliorées sous son règne et de reconnaître la spécificité de la culture politique russe. J'en viens maintenant à la vraie fragilité de la Russie : sa démographie.

La stratégie de l'homme rare

Si n'existaient que les éléments répertoriés jusqu'ici, nous pourrions prédire que la Russie ferait plus que résister à l'Occident ; nous devrions envisager la possibilité d'un nouvel impérialisme.

Mais la Russie a une faiblesse fondamentale, qui est sa basse fécondité, trait qu'elle partage à vrai dire avec l'ensemble du monde le plus développé. Entre 1995 et 2000, pendant les années noires, la fécondité était tombée à 1,35 enfant par femme. Elle est remontée à 1,8 en 2016 avant de se stabiliser à 1,5. Cette évolution fait prévoir un déclin de la population globale qui a déjà commencé, même s'il est, pour le moment, compensé par des annexions de territoires et de populations qui appartenaient à l'Ukraine. En 2021, la Russie comptait 146 millions d'habitants. Selon les projections de l'ONU, ils ne seraient plus que 143 millions en 2030 et 126 millions en 2050. Si l'on examine la pyramide des âges en 2020, à la veille de la guerre, et particulièrement la population susceptible d'être enrôlée, les hommes de 35-39 ans étaient 6 millions, ceux de 30-34 ans, 6,3 millions, ceux de 25-29 ans, 4,6 millions, et ceux de 20-24 ans, 3,6 millions. Ce ne sont pas là des projections, mais des chiffres réels, et actuels. La Russie est entrée dans une phase de contraction de sa population masculine potentiellement mobilisable : de 40 % pour ces groupes d'âge. C'est la raison pour laquelle évoquer une Russie conquérante, capable d'envahir l'Europe après qu'elle aura abattu l'Ukraine, relève du fantasme ou de la propagande. La vérité est que la Russie, avec une population décroissante et une superficie de 17 millions de kilomètres carrés, loin de vouloir conquérir de nouveaux territoires, se demande surtout comment elle va continuer d'occuper ceux qu'elle possède déjà.

L'inquiétude que suscite la situation démographique est omniprésente dans les discours de Poutine et d'autres acteurs du régime en général. Elle explique une stratégie militaire souvent mal comprise de nos médias, ou trop bien comprise mais cachée aux lecteurs et auditeurs[24]. Le discours dominant assimile Poutine à Staline. Mais sous Staline, l'homme était abondant, la Russie en expansion démographique (même si la fécondité avait commencé de baisser vers 1928), et l'Armée rouge pouvait donc sacrifier les

hommes par millions, comme elle le fit durant la Deuxième Guerre mondiale. La doctrine militaire russe actuelle, au contraire, découle du constat que l'homme est devenu rare. C'est l'une des raisons pour lesquelles la Russie n'est entrée en Ukraine qu'avec 120 000 soldats. Les Russes ont très évidemment sous-estimé leur adversaire (nous verrons pourquoi au chapitre suivant) mais ont néanmoins conquis, il faut bien l'avouer, une fraction substantielle du territoire ukrainien le long de la mer Noire. Contrairement à ce qu'on a pu partout entendre, l'armée russe a choisi de faire une guerre lente pour économiser les hommes. Le rôle important qu'ont joué les régiments tchétchènes et la milice Wagner, durant les premières étapes du conflit, résulte de ce choix, tout comme les mobilisations partielles, progressives, effectuées avec parcimonie. La priorité des Russes n'est pas de s'emparer d'un maximum de territoires mais de perdre un minimum d'hommes. Lors de la contre-offensive ukrainienne de l'automne 2022, menée après une mobilisation massive, les Russes, se retrouvant à un contre trois, ont préféré abandonner à l'Est la partie de l'oblast de Kharkiv qu'ils contrôlaient, et au Sud se replier sans combattre sur la rive gauche du Dniepr. Le général Sourovikine, qui prit cette décision, expliqua que la guerre serait gagnée autrement qu'en sacrifiant inutilement des hommes. La guerre depuis s'est intensifiée et les pertes humaines ont suivi, des deux côtés. Nous ne disposons de chiffres crédibles ni du côté des Ukrainiens, ni de celui des Russes. La fin du conflit permettra de dresser un bilan réaliste et je pense que la plupart des historiens attendent avec curiosité de connaître le nombre des morts et des blessés de l'un et l'autre camp.

Depuis la chute de l'URSS et la désintégration de ce qui fut leur empire, les Russes savent que, face à l'OTAN, dont la population, si l'on peut dire, était en 2023 de 887 millions, ils ne font plus le poids (je n'ai pas compté la Turquie dont on ne sait plus trop où elle se situe diplomatiquement). L'armée russe a donc, par étapes, défini une nouvelle doctrine militaire qui, outre l'impératif d'économiser les hommes, présente un changement capital. Partant d'une supériorité quantitative en moyens conventionnels, la doctrine soviétique excluait de lancer une première frappe nucléaire. La nouvelle doctrine, tenant

compte de la pauvreté en hommes, autorise, elle, des frappes nucléaires tactiques si la nation et l'État russes sont menacés.

Les Occidentaux doivent prendre l'avertissement au sérieux. C'est, je crois, une intervention militaire polonaise directe que les dirigeants russes redoutaient par-dessus tout, parce que la masse de la Pologne les aurait contraints à une mobilisation complète et donc à une militarisation de la société qui leur aurait fait perdre le bénéfice de la paix civile retrouvée sous Poutine. L'une des caractéristiques de la pratique diplomatique et militaire russe (à l'opposé de celle des États-Unis) est la fiabilité de ses engagements. Ainsi, la Russie s'était engagée à défendre Bachar el-Assad ; il se révéla être un boucher, dont le cas semblait désespéré. Mais la Russie ne s'est pas dérobée et a déployé des troupes en Syrie à partir de septembre 2015. Si elle a théorisé la possibilité de frappes nucléaires tactiques en cas de menace directe à sa souveraineté, l'OTAN doit se le tenir pour dit. Elle tiendra sa promesse. Ce sont là des considérations sinistres, je le reconnais, mais nos dirigeants ont pris dans cette guerre trop de décisions de manière irréfléchie et notre priorité de citoyens est donc de nous assurer qu'ils connaissent mieux la doctrine de l'armée russe qu'ils ne connaissaient la capacité de réaction des banques russes dans le cas où celles-ci seraient déconnectées de Swift.

Cinq ans pour gagner la guerre

Les Russes ont défié l'OTAN en février 2022 parce qu'ils se sentaient prêts. Depuis 2018-2019, on l'a dit, ils disposent de missiles hypersoniques qui leur assurent une supériorité incontestable y compris sur les États-Unis ; ils peuvent, comme ils l'ont prouvé, être coupés de Swift. Les choses, d'ailleurs, se sont passées pour eux mieux que prévu, parce que de nombreux pays, dont certains très importants, constatant qu'ils résistaient au premier choc et ne supportant plus eux-mêmes la tutelle américaine, ont continué de commercer avec eux et, en réalité, les ont soutenus (nous en

reparlerons au chapitre 11). Mais si une « fenêtre d'opportunité » s'est ouverte pour la Russie en 2022, elle va aussi se fermer.

Autant que Poutine, les Américains ont conscience du problème démographique de la Russie, et on peut même dire qu'il a été à la base de leur faute stratégique. La perspective que la population russe diminue alors que la leur continue d'augmenter n'a pas été pour rien dans le mépris avec lequel ils ont traité les protestations des Russes contre l'extension de l'OTAN. Les stratèges de Washington, qui semblent maintenant commettre la même erreur vis-à-vis de la Chine, sont tombés dans le piège de ce que j'appellerai le démographisme. Ils ont oublié qu'un État dont la population est de niveau éducatif et technologique élevé, même si celle-ci décroît, ne perd pas immédiatement sa puissance militaire. La hausse du niveau éducatif et technologique compense et au-delà, dans un premier temps, la baisse de la population.

Les dirigeants russes sont lucides ; et préserver la souveraineté de leur pays est pour eux une exigence morale. Essayons de nous mettre à leur place. Ils savent que leur population va décliner. Qu'en déduisent-ils ? Non pas, comme le pensaient les Américains, que ce serait une folie d'attaquer, mais que, ce déclin ne devenant dangereux qu'à moyen et long terme, il faut agir au plus vite, parce que plus tard, il sera trop tard. Le rythme de la contraction démographique suggère que, de leur point de vue, le conflit doit être réglé en cinq ans. Après arriveront des classes très creuses et la mobilisation, militaire et civile, deviendra très difficile.

Jusqu'ici, les Russes ont pris leur temps ; leur entrée dans la guerre a été progressive. Pour limiter les pertes humaines. Pour préserver l'acquis fondamental de l'ère Poutine, le retour à la stabilité, garantissant à tous une existence convenable. Au stade actuel, le calcul stratégique que j'ai imaginé semble avoir été judicieux : les mois passent, les carences industrielles et donc militaires des Occidentaux se sont révélées, les unes après les autres. Aujourd'hui, le temps joue pour Moscou. Mais nous savons aussi que les Russes n'ont pas l'éternité devant eux, et qu'ils devront obtenir, en cinq ans, une victoire définitive. Il leur faut donc abattre l'Ukraine et vaincre l'OTAN dans un délai limité, sans jamais leur permettre de gagner du

temps, par des négociations, des trêves ou, pire, par un gel du conflit. Washington ne doit plus se faire d'illusions : c'est la victoire que veut Moscou, rien de moins.

J'admets toutefois qu'aux yeux des Occidentaux mon modèle présente une faiblesse : il suppose que Vladimir Poutine est intelligent.

1. Je remercie Olivier Berruyer de m'avoir fait comprendre qu'il était nécessaire de faire cette hypothèse : les élites occidentales étaient sincères.

2. D. Teurtrie, *Russie*, *op. cit.*, p. 84.

3. *Ibid.*, p. 121.

4. *Ibid.*, p. 187.

5. *Ibid.*, p. 187-188.

6. *Ibid.*, p. 93.

7. *Ibid.*, p. 95.

8. *Ibid.*, p. 94.

9. Note personnelle de Jacques Sapir, que je remercie vivement d'avoir répondu à mes questions.

10. James K. Galbraith, « The Gift of Sanctions: An Analysis of Assessments of the Russian Economy, 2022-2023 », *Institute for New Economic Thinking Working Paper*, n° 204, 10 avril 2023.

11. Données OCDE.

12. *Dissonance. Journal d'un Frussien*, https://alexandrelatsa.ru. Voir rubriques « Élections ».

13. C'est une erreur que j'ai commise dans ma chronique pour le journal *Marianne* du 20 avril 2023, « Macronisme et poutinisme, une comparaison sociologique ».

14. Voir Emmanuel Todd, *La Troisième Planète. Structures familiales et systèmes idéologiques*, Seuil, 1983.

15. Anatole Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars et les Russes*, Robert Laffont, « Bouquins », 1991, p. 445.

16. Margaret Mead, *Soviet Attitudes Toward Authority. An Interdisciplinary Approach to Problems of Soviet Character*, Rand Corporation, 1951.

17. Geoffrey Gorer et John Rickman, *The People of Great Russia. A Psychological Study*, Londres, The Cresset Press, 1949.

18. Dinko Tomasic, *The Impact of Russian Culture on Soviet Communism*, Glencoe, The Free Press, 1953.

19. Edward Banfield, *The Moral Basis of a Backward Society*, Glencoe, The Free Press, 1958.

20. Bertram Schaffner, *Fatherland. A Study of Authoritarianism in the German Family*, Columbia University Press, 1948 et Ruth Benedict, *The Chrysanthemum and the Sword*, Boston, Houghton Mifflin, 1946.

21. Ruth Benedict, *Le Chrysanthème et le Sabre*, Picquier, 1987.

22. Voir l'article paru le 30 septembre 2016 sur Kennan dans le *Smithsonian Magazine* : « George Kennan's Love of Russia Inspired His Legendary "Containment" Strategy ».

23. W. W. Rostow, *Les Étapes de la croissance économique*, Seuil, 1962.

24. Connaissant personnellement beaucoup de journalistes du *Monde*, de *L'Express*, du *Point*, des radios d'État françaises, ou d'ailleurs, je pense au fond que l'hypothèse de l'incompétence en matière démographique et militaire est plus vraisemblable que celle de la dissimulation consciente. C'est par courtoisie que j'évoque cette possibilité.

CHAPITRE 2

L'énigme ukrainienne

Ce chapitre n'a pas pour objet de retracer l'histoire de l'Ukraine, ni de proposer une description complète du pays à une date quelconque, mais de répondre à une question : comment une société dont tout le monde percevait qu'elle était en décomposition a-t-elle pu si bien résister à l'offensive militaire russe ?

Commençons par évaluer les événements à leur juste échelle. Sous le choc, les commentateurs, qui tournaient en boucle sur les plateaux de télévision, s'obstinaient à évoquer une guerre « de haute intensité ». Lorsque tout sera fini, les morts, sans aucun doute, se compteront par centaines de milliers. Mais une telle mortalité ne définirait en fait qu'une guerre de moyenne intensité si on la compare à celles qu'a connues l'Europe. Quand on dénombre les pertes militaires et civiles de la Première ou de la Deuxième Guerre mondiale, l'unité de compte est le million d'hommes. À cette échelle, les pertes ukrainiennes ne représentent qu'un dixième de celles de ces guerres de réelle haute intensité. Rappelons, de nouveau, que les Russes ne sont entrés en Ukraine qu'avec au plus 120 000 hommes.

N'en demeure pas moins qu'ils s'attendaient très probablement soit à une reddition, soit à l'effondrement du régime ukrainien, et certainement pas à une résistance au premier choc, suivie d'une volonté de reconquérir les territoires perdus du Sud et de l'Est, non

pas simplement occupés par l'armée russe, mais peuplés soit de Russes (Donbass et Crimée), soit en majorité de russophones (oblasts de Kherson et Zaporijia principalement). Les Américains eux-mêmes furent surpris par la résistance de l'Ukraine. Occupés à en rééquiper et réorganiser l'armée, ils avaient annoncé que l'invasion russe était imminente, puis détalèrent comme des lapins, entraînés sans doute par leur expérience de Kaboul dans l'art de l'évacuation.

Si les Russes et les Occidentaux informés furent si surpris, c'est parce qu'ils considéraient l'Ukraine comme un *failed state*, un État failli, ou un *failed state* en devenir. Ce qu'elle était. Plus encore que la Russie, elle avait raté sa sortie du système soviétique. Entre 1991 et 2021, sa population était passée de 52 millions d'habitants à 41, une chute de plus de 20 %. À cause, d'abord, d'une fécondité tombée plus bas encore qu'en Russie : en 2015-2020, quand la fécondité russe était à 1,8, elle était en Ukraine à 1,4 ; et, en 2020, alors qu'elle était en Russie de 1,5, elle était en Ukraine de 1,2. À cause, surtout, de l'émigration. La fuite d'une partie de la population vers la Russie ou vers l'Europe occidentale signifiait que le système n'arrivait pas à trouver un équilibre de longue durée.

Rappelons, après tant d'autres analystes, la corruption, les oligarques. Ajoutons-y un indicateur de décomposition sociale moins fréquemment utilisé, la gestation pour autrui pratiquée dans un but lucratif. La GPA ne peut en aucun cas être utilisée pour opposer l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, sous l'angle des valeurs morales : vers 2016, elle était autorisée dans une grande majorité des États qui constituent les États-Unis, en Australie, au Royaume-Uni, en Inde, en Russie et en Ukraine, et interdite dans la plupart des pays de l'Union européenne. Reste qu'à la veille de la guerre l'Ukraine était devenue un eldorado de la GPA[1]. Elle tenait 25 % du marché mondial grâce à des tarifs très concurrentiels. Cette spécialisation économique témoigne de son intégration à la mondialisation et à l'Occident puisqu'il s'agissait (et s'agit toujours, nous allons le voir) de louer des corps ukrainiens pour fabriquer des enfants occidentaux. Si la demande de GPA vient des pays riches de l'Occident, la disposition

de l'Ukraine à cette procédure (également légale en Russie mais désormais interdite aux clients étrangers) semble aussi l'héritage d'une certaine désinvolture soviétique vis-à-vis de la personne physique. Songeons à l'avortement, utilisé dans l'ensemble de l'URSS comme une technique standard de contrôle des naissances. Favorable à la liberté de l'avortement, je considère son interdiction comme symétriquement barbare de son utilisation comme technique privilégiée de contrôle des naissances. Quant à la GPA donnant lieu à une transaction financière, j'admets ne pas y être favorable pour des raisons de moralité commune et je considère que cette spécialisation économique est un signe de décomposition sociale. En Ukraine, elle est une synthèse du néolibéralisme et du soviétisme.

La guerre a peu ralenti le phénomène. Un article paru le 26 juillet 2023 dans le *Guardian* nous apprenait que « plus de 1 000 enfants [étaient] nés de mères porteuses en Ukraine depuis le début de l'invasion russe, dont 600 dans la clinique BioTexCom de Kiev, l'une des plus importantes d'Europe ». Malgré le conflit, la demande occidentale ne fléchit pas et ne peut être entièrement satisfaite. Le *Guardian*, qui considère clairement que ce dynamisme économique prouve la vitalité de la société ukrainienne, notait que les époux ou compagnons de beaucoup de mères porteuses étaient au front. Il donnait la parole à une certaine Dana qui, portant l'enfant d'un couple italien, précisait ne le faire que pour « les bénéfices financiers ». C'est bien la compatibilité des systèmes moraux britannique et ukrainien à l'âge du néolibéralisme qui rend ici naturelle la description de l'échange économique. Ces conjoints envoyés au front nous ramènent à la question militaire.

Afin d'éclaircir le mystère de la résistance de l'Ukraine, il faut en résoudre un second : la disparition, après la révolution de Maïdan en 2014 (le coup d'État de Maïdan, selon les Russes), de l'Ukraine russophone en tant que force politique autonome dans le système ukrainien. L'Ukraine, en effet, n'était pas seulement un État en faillite, c'était un État pluriel, de composition ethnolinguistique complexe et problématique. Or, à partir de 2014, sa part russophone disparut subitement de l'échiquier politique et c'est une Ukraine homogène qui s'est montrée capable de résister aux Russes. Le

phénomène est d'autant plus surprenant que la langue russe, certes traquée par le gouvernement nationaliste de Kiev qui lui a retiré son statut officiel dans les provinces russophones, était quand même à l'échelle du pays la langue de culture, à l'égal de l'allemand, du français ou de l'anglais, l'ukrainien étant plutôt comparable au flamand par la richesse relative du patrimoine littéraire et scientifique dont il est le vecteur.

L'Ukraine n'est pas la Russie

Il existe une culture proprement ukrainienne, au sens profond que l'anthropologie donne à cette expression, en incluant la vie familiale et l'organisation de la parenté. L'Ukraine n'est pas la Russie. Pour le vérifier, le plus sûr est de partir de témoignages antérieurs aux turbulences du XX^e^ siècle, les données plus tardives n'étant pas aussi fiables parce que certaines ont été déformées pour justifier des postures idéologiques.

Retournons donc au livre de Leroy-Beaulieu, cité au chapitre précédent à propos de la famille « communiste » russe. Voici comment il décrit la famille en Petite Russie, laquelle correspondait à peu près à l'Ukraine centrale actuelle mais ne comprenait pas les territoires de la « Nouvelle-Russie » (dans la terminologie du XIX^e^ siècle), qui bordent la mer Noire : « Le contraste est encore visible dans la famille et dans la commune, dans la maison et dans les villages des deux tribus. Chez le Petit-Russien, l'individu est plus indépendant, la femme plus libre, la famille moins agglomérée ; les maisons sont plus espacées, et souvent entourées de jardins et de fleurs[2]. »

Vers la fin du XIX^e^ siècle, à l'époque des tsars, la famille ukrainienne se distinguait donc clairement de la famille russe par son individualisme et un statut plus élevé des femmes, deux traits qui, selon mon modèle associant les systèmes familiaux aux idéologies

politiques, suggèrent une culture ukrainienne plus favorable à la démocratie libérale et plus apte au débat que la culture russe.

Des études plus tardives et plus techniques confirment ce diagnostic. L'article d'*American Anthropologist*, mentionné lui aussi au chapitre précédent, pourrait être moins fiable parce qu'il date de la guerre froide. Mais à cette époque, les Américains acceptaient l'idée de diversité culturelle et analysaient avec sérénité les différences nationales. Parmi les trois communautés étudiées dans cet article, deux étaient alors grandes-russiennes, situées en Russie, et la troisième était composée d'Ukrainiens, mais un peu déplacés vers l'Est, non loin de Voronej, qui se trouve actuellement en Russie. Comme on pouvait s'y attendre, dans le cas des communautés grandes-russiennes, on relève une variante de la famille indivise associant le père et ses fils. La taille moyenne des ménages était, dans l'une, de 6,5 membres (en 1877) et, dans l'autre, de 6,2 (en 1864-1869). En revanche, dans la communauté peuplée d'Ukrainiens, la taille moyenne des ménages tombait à 4,7 membres (en 1879). La différence est considérable et tout analyste actuel des structures familiales ne manquerait pas de souligner qu'on a ici affaire à deux types familiaux différents.

L'article ne le dit pas mais il est vraisemblable que cette famille petite-russienne était néanmoins englobée dans un système de liens de parenté patrilinéaires. Les associations entre hommes, en dehors du ménage, devaient avoir leur importance. C'est ce que suggère le mode de dénomination qui, en ukrainien, est le même qu'en russe et précise le prénom du père : X, fils de Y, puis nom de famille. En Russie, comme on l'a vu, Vladimir Vladimirovitch Poutine. En Ukraine, Ihor Volodymyrovytch Klymenko (au moment où j'écris, ministre de l'Intérieur, né à Kiev).

Qu'en est-il dans l'époque la plus récente ? Les travaux fiables font défaut. L'anthropologie de l'ère soviétique ne s'intéressait pas beaucoup à ces questions et, surtout, la pratique de l'appartement communautaire rendait l'analyse des ménages assez difficile en milieu urbain. Nous devons pourtant savoir si le système familial nucléaire ukrainien est pleinement dégagé de la parenté, comme le sont les systèmes nucléaires français ou anglais. Dans ce cas, il appartiendrait

clairement à l'Occident. Mais s'il s'agissait d'un système nucléaire inséré dans un système de parenté patrilinéaire, il se rapprocherait du système familial de la steppe tel qu'il a pu exister entre les époques hunnique et mongole. C'est une question à laquelle je n'ai pas de réponse sûre. Il n'est pas impossible qu'en Petite Russie, aujourd'hui, le système soit vraiment nucléaire, même si la persistance du mode de dénomination qui précise le nom du père jette le doute sur ce point. Dans les régions du sud de l'Ukraine, correspondant aux anciens territoires cosaques, en revanche, un système de type mongol doit prédominer. On dit souvent que les Cosaques ont été à l'origine du premier État ukrainien. Or, cosaque, c'est Kazakh, c'est le monde de la steppe.

Mon attention a été attirée sur cette question par des reportages parus récemment dans la presse anglaise. Leur but était clairement de susciter chez nous une émotion bienveillante en décrivant des pères qui allaient rejoindre leurs fils dans leur unité militaire ou des frères qui combattaient ensemble, deux combinaisons typiques d'un système patrilinéaire souple.

Un autre élément suggère que la culture ukrainienne reste patrilinéaire : l'exode ultra-« genré » (comme on dit aujourd'hui en Occident) des populations, tous les hommes devant aller au front et les femmes (ou beaucoup d'entre elles tout au moins) devant partir à l'étranger. Ce tri effectué selon le sexe, avec une telle netteté et un tel esprit de décision, dénote une culture patrilinéaire fonctionnant à plein régime ; mais, redisons-le, une culture patrilinéaire souple, nucléaire et plus propice à la démocratie libérale que le système communautaire, compact, russe, une culture patrilinéaire de type mongol. Aucune ironie dans cette désignation : la Mongolie actuelle a par définition hérité du système familial mongol et elle est l'une des rares authentiques démocraties dans l'espace post-soviétique. Un mystère pour la science politique contemporaine, mais que mon modèle associant famille et idéologie permet de percer.

Enfin, dernier symptôme d'une culture patrilinéaire, l'homophobie, presque aussi forte en Ukraine qu'en Russie bien que les dirigeants actuels tentent de l'effacer par des lois inspirées de la

doctrine LGBT – pour accélérer l'intégration de l'Ukraine à l'Occident évidemment[3].

Un sentiment national ancien

Pour appréhender la vérité nationale d'aujourd'hui, mieux vaut, à nouveau, remonter à l'époque pré-soviétique. Touchant le tempérament politique de l'Ukraine, nous avons la chance de disposer des résultats des élections de novembre 1917 à l'Assemblée constituante. Ce fut l'unique fois où les habitants de l'empire purent s'exprimer librement avant la fin du communisme, car en janvier 1918 les bolcheviques, mécontents d'y être minoritaires, dissolurent cette assemblée. Dans *Russia Goes to the Polls*, Oliver Radkey a analysé le résultat de ces élections en descendant au niveau des oblasts[4]. La distribution géographique indique que le parti bolchevique était particulièrement puissant dans la Russie du Nord-Ouest, épicentre de la famille communautaire.

En Ukraine existaient en 1917 des partis ukrainiens qui n'étaient pas forcément contre-révolutionnaires, par exemple des socialistes-révolutionnaires distincts des socialistes-révolutionnaires russes. Le score total des partis complètement ukrainiens est éloquent. Dans la province de Kiev : 77 %. En Podolie : 79 %. En Volhynie : 70 %. Dans la province de Poltava : 66 %. Dans la province de Tchernigov : 51 %. Mais dans les régions qui demeuraient en majorité russophones à la veille de Maïdan, le score des partis spécifiquement ukrainiens était moins élevé. Dans la province d'Ekaterinoslav, ville nommée plus tard Dniepropetrovsk et actuellement Dnipro, on tombe à 46 %. Dans la province de Kherson, à 10 %. Dans la province de Tauride, qui correspond à la péninsule de Crimée et à la zone continentale située juste au nord, à 10 % aussi. Dans la province de Kharkiv, on descend à 0,3 %. Ces chiffres sont ceux des partis ukrainiens qui se

présentaient seuls devant le corps électoral. Ils ne tiennent pas compte des partis ukrainiens associés à des partis « russes » sur des listes communes.

Nous vérifions donc dès les élections de 1917, simultanément, l'existence d'une spécificité ukrainienne, « petite-russienne », et d'une spécificité secondaire en « Nouvelle-Russie ». Dans le centre du pays, les scores supérieurs à 70 % des partis ukrainiens ne laissent aucun doute sur l'existence d'une identité ukrainienne dès la révolution de 1917. Mais à l'époque, se sentir ukrainien n'était pas, selon Radkey, être antirusse. L'existence de listes communes indique qu'il y a un siècle une coexistence pacifique était possible.

Un pays martyr puis privilégié

Ces données concernent l'Ukraine au sortir du tsarisme. Or, comme toutes les autres composantes de la sphère soviétique, l'Ukraine a ensuite subi des bouleversements d'une ampleur difficilement concevable. La violence de son évolution économique entre 1917 et 1960 n'est guère comparable qu'à celle des îles Britanniques entre 1780 et 1850, durant la révolution industrielle. Ce ne peut être un hasard si les deux grandes famines de l'histoire européenne récente, entre 1842 et 1845 en Irlande, entre 1931 et 1933 en Ukraine, se sont produites respectivement au Royaume-Uni et en Union soviétique, deux sphères d'expérimentation sociale radicale.

On parle beaucoup aujourd'hui de l'Holodomor, la partie ukrainienne de la grande famine soviétique qui dévasta aussi le Kazakhstan. On peut tout à fait l'interpréter, si l'on y tient, comme une agression dirigée contre la nation paysanne ukrainienne par Staline (il voulait détruire les koulaks, les paysans supposés riches), et il est normal que cet événement ait alimenté un ressentiment persistant. De la même façon, la grande famine d'Irlande explique

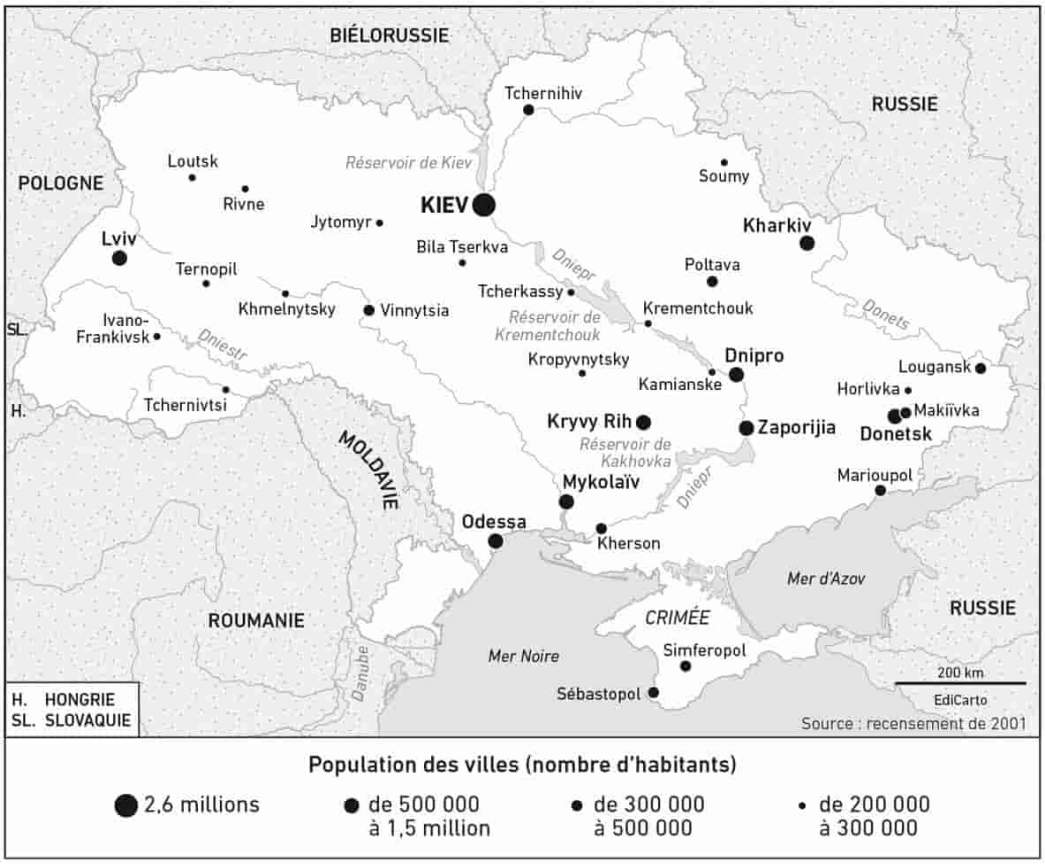
pour une part importante le ressentiment des Irlandais contre l'Angleterre.

L'ironie veut que ces deux famines ont été provoquées ou sublimées par des idéologies de sens opposés : un collectivisme d'État délirant dans le cas de l'Ukraine, un libéralisme moralisateur qui refusait que l'État intervienne dans le cas de l'Irlande. Mais soyons juste, nous devons une fois de plus admettre la supériorité du libéralisme, qui a tué plus efficacement en Irlande que le collectivisme en Ukraine. La grande famine irlandaise a fait 1 million de victimes sur 8,5 millions d'habitants, soit 12 % de la population. La grande famine d'Ukraine en a fait 2,6 millions sur 31 millions, soit 8,5 % de pertes[5].

Ce serait une erreur toutefois d'arrêter l'histoire de l'Ukraine à l'Holodomor. Si le pays a bien été martyrisé par Staline en tant que nation paysanne, il a été, au contraire, après la Deuxième Guerre mondiale, favorisé par le régime. L'Ukraine est alors devenue, en URSS, l'une des zones de développement prioritaire de l'industrie, y compris la plus moderne – aérospatiale et militaire. Cela permet de comprendre la carte de l'urbanisation telle qu'elle se présentait à la veille de l'indépendance en 1991.

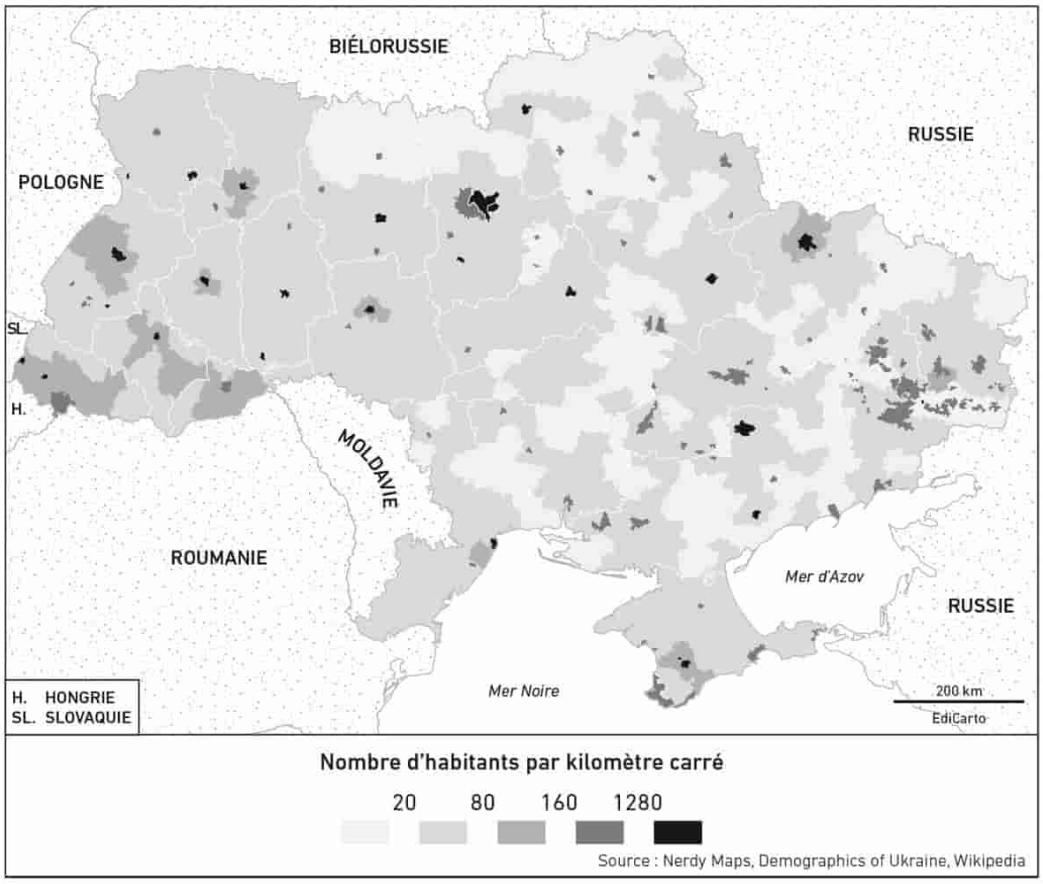
Carte 2.1

LE RÉSEAU URBAIN EN UKRAINE EN 2001



Carte 2.2

DENSITÉ DE LA POPULATION EN UKRAINE VERS 2020



La carte des densités de population en fait apparaître de plus fortes à l'Ouest et à l'Est, avec un Centre moins peuplé si l'on excepte l'agglomération de Kiev. Mais les densités élevées de l'Est et de l'Ouest prennent deux formes différentes. À l'Est, on observe l'existence de vrais pôles urbains, tandis qu'à l'Ouest, dans des régions rattachées à l'Union soviétique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et qui avaient été austro-hongroises ou polonaises, c'est la campagne qui est plus peuplée, et l'on ne compte qu'une ville d'une certaine importance, Lviv (Lvov, Lemberg). À part Kiev, les grandes villes d'Ukraine, au moment de l'indépendance, étaient Odessa, Dnipro, Donetsk, Kharkiv, des agglomérations situées dans

les régions Sud et Est qui sont aussi celles où la russophonie était le plus présente.

Le nombre de villes de plus de 100 000 habitants est passé, entre 1959 et 1979, de 25 à 46. L'Ukraine d'avant l'indépendance était ainsi l'une des régions d'URSS qui avait le plus progressé, même si elle s'était finalement trouvée comme les autres prise dans le blocage du système. Ce n'était pas une région en cours de russification. Confronté à la langue et à l'identité ukrainiennes, le régime communiste a un peu hésité. Mais dans l'URSS tout entière, la théorie léniniste du respect des cultures nationales et une hostilité de principe à ce que Lénine lui-même appelait le « chauvinisme grand-russe » l'avaient emporté ; et ce, malgré le coup de frein infligé aux autonomies nationales à partir de 1935 parce qu'on s'était quand même rendu compte que l'usage de plusieurs langues dans l'armée n'était pas très commode. En 1991, une culture et une langue ukrainiennes existaient et se développaient, mais, au niveau supérieur de la société, la haute culture et les administrations s'exprimaient en russe.

Une nation sans État

Reste que cette Ukraine plutôt bien traitée dans la phase la plus tardive de l'Union soviétique n'avait jamais réussi à développer un État propre, jamais été ce qu'on appelle un État-nation. C'est ce pays qui, dans la panique que causa la liquidation de l'URSS par la Russie elle-même, décida par référendum, en 1991, d'être indépendant.

Pour que naisse un État-nation, rappelons-le, il faut une culture et, le plus souvent, une langue communes ; ni l'existence d'une paysannerie ou d'une classe ouvrière ne suffisent ; sont aussi indispensables des classes moyennes concentrées dans des villes. Le réseau urbain et les classes moyennes qui le peuplent constituent l'armature humaine de l'État, son système physiologique. Car l'État ne saurait être seulement un concept, une idée ou même un

organigramme ; il l'est, absolument, mais c'est aussi un ensemble d'individus réels dotés de compétences, dont les plus organisés résident dans des villes et forment cette fraction des classes moyennes qu'anime un certain degré de conscience collective. Or, les classes moyennes avaient fait défaut à l'Ukraine, sous-urbanisée jusqu'à l'industrialisation soviétique.

Entre 1991 et 2014, le pays n'a pas réussi à trouver son équilibre, alors même que la crise mentale provoquée par la sortie du communisme y semblait moins violente qu'en Russie, comme le laissent transparaître les indicateurs d'espérance de vie, de suicide, d'homicide ou de décès par alcoolisme. Le taux d'homicide, par exemple, n'y passa entre 1990 et 1996 que de 7 à 15 pour 100 000 habitants, tandis qu'il s'éleva de 14 à 34 entre 1990 et 1995 en Russie. À la fin de l'ère communiste, l'Ukraine, quel qu'ait été l'indicateur de développement, faisait un peu mieux que la Russie.

Nettement plus brutale que celle de l'Europe centrale, la culture ukrainienne l'était donc, au moment de la désintégration de l'Union soviétique, nettement moins que celle de la Russie. On ne peut toutefois attribuer cet écart à la famille nucléaire puisque la Biélorussie, pôle absolu en Europe du communautarisme familial, était encore moins violente que l'Ukraine. Lorsque commença la crise de sortie du communisme, le taux d'homicide ukrainien était 2,5 fois moins élevé que celui de la Russie, mais celui de la Biélorussie l'était trois fois moins[6]. La diversité régionale des taux d'homicide en Russie suggère que l'hétérogénéité ethnique y joue un rôle. À l'échelle de l'ancienne Russie des tsars, Biélorussie et Ukraine n'étaient au fond que des provinces, des espaces simples, et ce, malgré les différences entre ukrainophones et russophones en Ukraine, région au fond plus homogène culturellement que ne l'est la Russie multiethnique actuelle, où les Russes proprement dits ne forment que 80 % de la population.

Alors pourquoi une démocratie libérale ne s'est-elle pas développée dans une Ukraine un peu plus paisible et avancée que la Russie, et où la tradition familiale était pourtant favorable ? Je ne tenterai pas ici d'élaborer une théorie générale de l'émergence de l'État selon le type

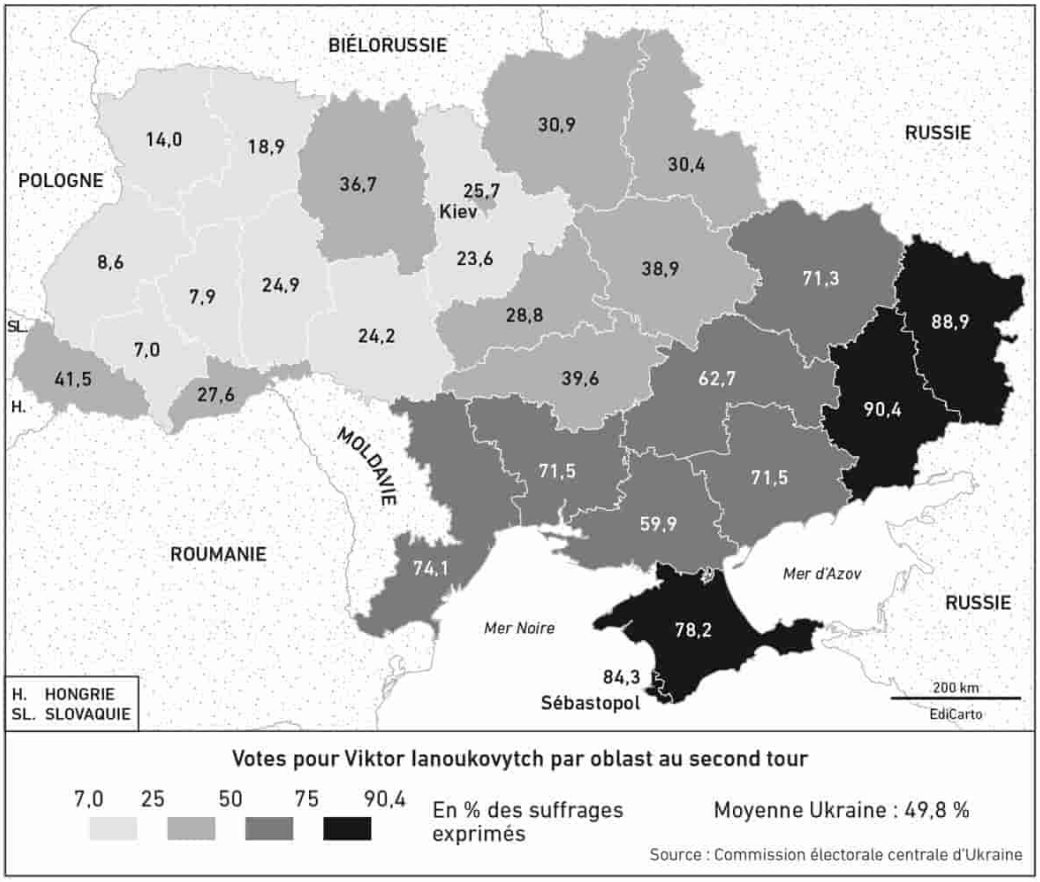
familial et me contenterai de constater que ni en Ukraine ni ailleurs un fond familial nucléaire, s'il favorise effectivement le pluralisme, n'induit, à lui seul, l'avènement d'un État, et encore moins un État libéral et démocratique. La gestation d'un État est un processus long et complexe. J'aurais tendance à penser qu'aucun État ne peut naître libéral et démocratique ; que toujours une phase autoritaire – monarchie, tyrannie – précède sa prise de contrôle par le peuple. C'est ainsi que les choses se sont passées à Athènes, en Angleterre et en France. Comment l'Ukraine, avec ses classes moyennes faibles et immatures, russophones dans leur partie la plus élevée, aurait-elle pu raisonnablement, en l'absence de tradition étatique, se transformer en une démocratie libérale « ukrainienne » entre 1991 et 2014 ? Dans un tel contexte, le tempérament individualiste associé à la famille nucléaire ne pouvait guère produire que de l'anarchie. Ce qui advint.

Durant les années 1990-2014, des élections s'y sont tenues. On constatait un pluralisme sans équivalent en Russie mais l'armature étatique restait déficiente. Pendant la même période, la Russie a connu une phase de troubles très violente, suivie de la réapparition d'un État autoritaire ; la population s'est regroupée autour du régime de Poutine. En Ukraine, pas de troubles comparables, mais pas non plus de remise en ordre. Alors qu'en 2003 Poutine matait les oligarques, rien de tel ne se produisit en Ukraine. Selon Anders Åslund, un auteur œuvrant officiellement à diffuser l'influence occidentale en Ukraine, dans aucun autre pays de l'espace post-soviétique les oligarques n'ont pesé d'un tel poids social et politique[7]. Le contrôle du commerce du gaz (et j'ajoute : des branches industrielles d'Ukraine orientale) était la base de leur pouvoir. Ils ne participaient pas seulement à la corruption générale du système politique, mais concouraient aussi à maintenir son pluralisme. Åslund rapporte comment les oligarques propriétaires des chaînes de télévision dénoncèrent le comportement mégalomane du président Viktor Fedorovytch Ianoukovytch, dont Maïdan provoqua la fuite en 2014. – Mégalomane, certes corrupteur et corrompu, mais quand même normalement élu quatre ans plus tôt.

L'aptitude de la population ukrainienne au pluralisme résultait pour une part du tempérament individualiste couvé par la famille nucléaire et pour une autre, on vient de le voir, de l'activité d'oligarques incontrôlés. Mais elle procédait aussi, inévitablement, de la dualité ethno-linguistique du pays. Existaient, côte à côte, une Ukraine ukrainophone et une Ukraine plutôt russophone, décidée à rester, d'une manière ou d'une autre, liée à la Russie.

Carte 2.3

LES ÉLECTIONS UKRAINIENNES DE 2010 : VOTES POUR IANOUKOVYTCH



L'existence de ces deux Ukraine apparaît avec une simplicité presque déroutante sur la carte des élections de 2010. Celle-ci met en évidence une Ukraine occidentale et centrale qui a voté pour Petro Oleksiovytch Porochenko et une Ukraine du Sud et de l'Est qui a voté pour Viktor Fedorovytch Ianoukovytch. Les écarts sont considérables : les provinces de Donetsk, de Lougansk et de Crimée votèrent respectivement à 90,44 %, 88,96 % et 78,24 % en faveur de Ianoukovytch alors que dans celles de Lviv, Ternopil et Ivano-Frankivsk, à l'Ouest, ses scores n'étaient que de 8,60 %, 7,92 % et 7,02 %.

Si l'Ouest est ukrainophone et l'Est russophone, il est important de garder à l'esprit que la distinction par la langue n'est pas toujours opérationnelle. Les évaluations pour établir le pourcentage de russophones, d'ukrainophones et de personnes parlant un dialecte mélangeant les deux langues sont désormais tellement empreintes d'idéologie qu'elles ont cessé d'être fiables. Cette carte électorale est beaucoup plus efficace. Elle permet de distinguer d'un coup d'œil l'Ukraine plutôt russophile de l'Ukraine simplement ukrainienne.

Revenons à l'état anarchique du pays. Pour l'expliquer, nous avons mis en avant la famille nucléaire, les oligarques et la dualité ethno-linguistique. Aucun de ces facteurs n'est en soi suffisant : la France, pays de famille nucléaire dans sa partie centrale, est devenue le modèle même de l'État-nation ; la Russie a réussi à mater ses oligarques ; et il existe des États-nations où la diversité ethno-linguistique est bien plus accusée qu'en Ukraine. Ajoutons enfin que l'Ukraine, lors de la chute du communisme, était un pays situé à la périphérie de l'Union soviétique où les dirigeants locaux du Parti communiste étaient des sous-méritocrates qui n'avaient pas réussi à « monter » à Moscou, des provinciaux ratés du système soviétique en somme. Ce dernier élément permet de comprendre pourquoi cette « élite » régionale a éprouvé quelque difficulté à s'adapter à la mutation libérale partie de Moscou et de Saint-Pétersbourg. Mais il faut aussi dépasser ce phénomène conjoncturel pour comprendre la faiblesse de l'État ukrainien naissant. La raison fondamentale de son échec me semble avoir été la faiblesse générale des classes moyennes urbaines.

Elles étaient peu nombreuses dans l'Ouest, resté plus rural. Cet Ouest est la région la plus nationaliste de l'Ukraine, celle dont les populations n'avaient été rattachées à l'Union soviétique qu'à partir de 1945, souvent de religion uniate (des orthodoxes ayant rejoint l'Église catholique à l'extrême fin du XVI^{e} siècle). Cet Ouest était le plus susceptible a priori de défendre un projet d'État-nation ukrainien, mais ses classes moyennes étaient faibles.

À l'Est, plus urbanisé, les classes moyennes étaient plus nombreuses mais on conçoit aisément qu'elles étaient trop russophiles

pour penser et agir vigoureusement au nom d'un État-nation ukrainien. À l'Est, la vérité ultime est toutefois plus inattendue et plus simple : les classes moyennes de l'Est ont émigré vers la Russie.

Le vrai mystère : le déclin de l'Ukraine russophone

Nous pénétrons ici au cœur de l'énigme ukrainienne, qui n'est pas seulement que l'Ukraine était incapable de devenir un État-nation. Cet échec s'explique, somme toute, assez facilement par la faiblesse du réseau urbain dans les zones ukrainophones ; par le fait que la haute culture était russe et que les zones ukrainophones, nationalistes, voulaient parler une autre langue. Une nation trop paysanne qui n'arrive pas à accoucher d'un État n'a rien de bien étonnant : on en a vu beaucoup d'autres dans l'histoire.

Le plus curieux, c'est qu'après Maïdan en 2014 l'Ukraine russophone, ou russophile, a disparu en tant qu'agent politique autonome.

L'étrange destin de la ville de Belgorod, russe, aujourd'hui sporadiquement bombardée par l'armée ukrainienne, nous met sur la piste d'une explication.

En 2017, l'ambassade de France à Moscou, en la personne de Pascal Cauchy[8], a réalisé une cartographie des études doctorales en Fédération de Russie pendant les cinq années précédentes, sur la base des statistiques publiées par le ministère de l'Enseignement supérieur. Dans toutes les universités du pays, le nombre des doctorants baissait ou stagnait. En revanche, deux régions de Russie voyaient leurs chiffres augmenter de façon significative : la république de Tchétchénie et la région de Belgorod. Dans le premier cas, la hausse résultait de la politique de prestige menée par Ramzan Akhmadovitch Kadyrov, chef de la république de Tchétchénie, un homme de Poutine, très actif dans la guerre aujourd'hui. À Belgorod,

la hausse était consécutive à une migration d'étudiants venus en voisins de Kharkiv, la grande ville universitaire d'Ukraine, en net déclin économique et académique, alors que son université, l'une des premières fondées en Russie, en 1804, était renommée pour la qualité de ses études d'ingénieur.

L'effacement de la partie russophone de l'Ukraine en tant qu'agent politique autonome n'avait pas été anticipé, je pense, par les dirigeants russes, même s'ils en sont aujourd'hui forcément conscients. Leur scénario le plus vraisemblable était tout autre : l'Ukraine ne parvenant pas à trouver son équilibre tandis que la Russie redémarrait, on pouvait supposer qu'elle se tournerait vers celle-ci pour la rejoindre. Après tout, les industries ukrainiennes opérant dans des secteurs de pointe, notamment aéronautiques, aérospatiales et militaires, étaient liées à la Russie et situées surtout à l'est du pays.

Ce calcul, je suis convaincu que les Russes l'ont fait ; et c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles, au moment de l'explosion de l'Union soviétique, ils ont laissé l'Ukraine prendre son « indépendance » sans demander une rectification des frontières pour récupérer les populations russes ou russophones du nouvel État. La persistance d'une composante russe devait assurer une prise éternelle de la Russie sur l'Ukraine. La population russe ou russophone aurait servi de lien.

Cette vision s'est révélée trop simple. Le facteur linguistique n'a pas joué de la façon attendue. Car si le système ukrainien lutte pour sa survie, nombre d'individus et de familles le minent en luttant pour la leur. Concernant Kharkiv, c'étaient de jeunes russophones qui voulaient continuer de progresser intellectuellement en utilisant leur langue maternelle, l'une des grandes langues de culture européenne, plutôt qu'un dialecte d'origine paysanne récente. Plus généralement, les membres des classes moyennes russophones, en butte à l'hostilité des nationalistes ukrainophones, dans une société en perdition, et qui voyaient la Russie prospérer, ont émigré. En guerroyant contre la langue russe, les nationalistes cherchaient probablement autant ou plus à chasser les russophones qu'à les convertir à l'usage de la leur.

Depuis le début de la guerre, on a beaucoup parlé, en Occident, d'Ukrainiens émigrant vers l'Union européenne. Les spécialistes auraient dû nous renseigner aussi sur l'existence d'un flux migratoire plus ancien et continu vers la Russie qui a surtout affecté les classes moyennes mais aussi sans doute les ouvriers qualifiés de l'industrie.

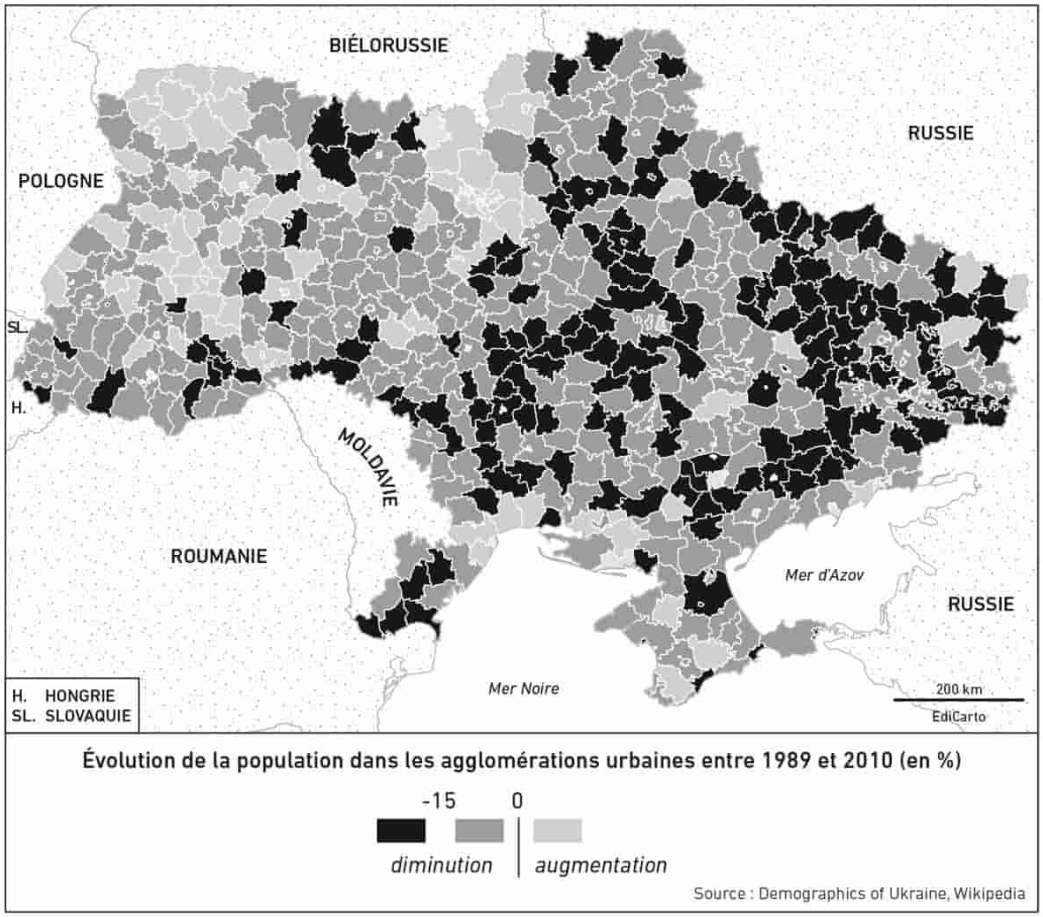
Cet exode socialement différencié vers le pôle d'attraction russe est démontrable si nous gardons à l'esprit le lien qui existe entre les classes moyennes et le système urbain. Il suffit de regarder la carte illustrant l'évolution des centres urbains d'Ukraine.

Entre 1989 et 2010, on constate une stabilité des populations urbaines, voire un certain dynamisme en Ukraine occidentale et dans la moitié occidentale de l'Ukraine centrale, zones, il faut le rappeler, peu urbanisées au départ et faiblement pourvues en classes moyennes. Mais le phénomène capital est observable en Ukraine orientale, où de nombreuses villes ont perdu plus de 20 % de leur population au-delà même de la partie clairement russophone du pays. Telle est la vraie crise de la société ukrainienne, pas simplement de trop fragiles classes moyennes ukrainophones mais la disparition des classes moyennes russophones. Cette Ukraine des villes, remarquons-le, n'est pas seulement celle des classes moyennes, c'est aussi celle des oligarques qui, à l'époque, n'avaient pas encore été matés. Ils semblent l'avoir été depuis le début de la guerre.

Il est intéressant de comparer la carte montrant l'évolution de la population urbaine à celle de la population en général. Elles ne concordent pas. On y retrouve à l'Ouest une Ukraine plus résistante. Mais le pôle principal du dépeuplement se trouve cette fois en Ukraine centrale, particulièrement dans sa partie nord. Tchernobyl, situé au nord immédiat de Kiev, y est sans doute pour quelque chose. N'en demeure pas moins que l'effondrement des villes dans la partie russophone est tout à fait spécifique.

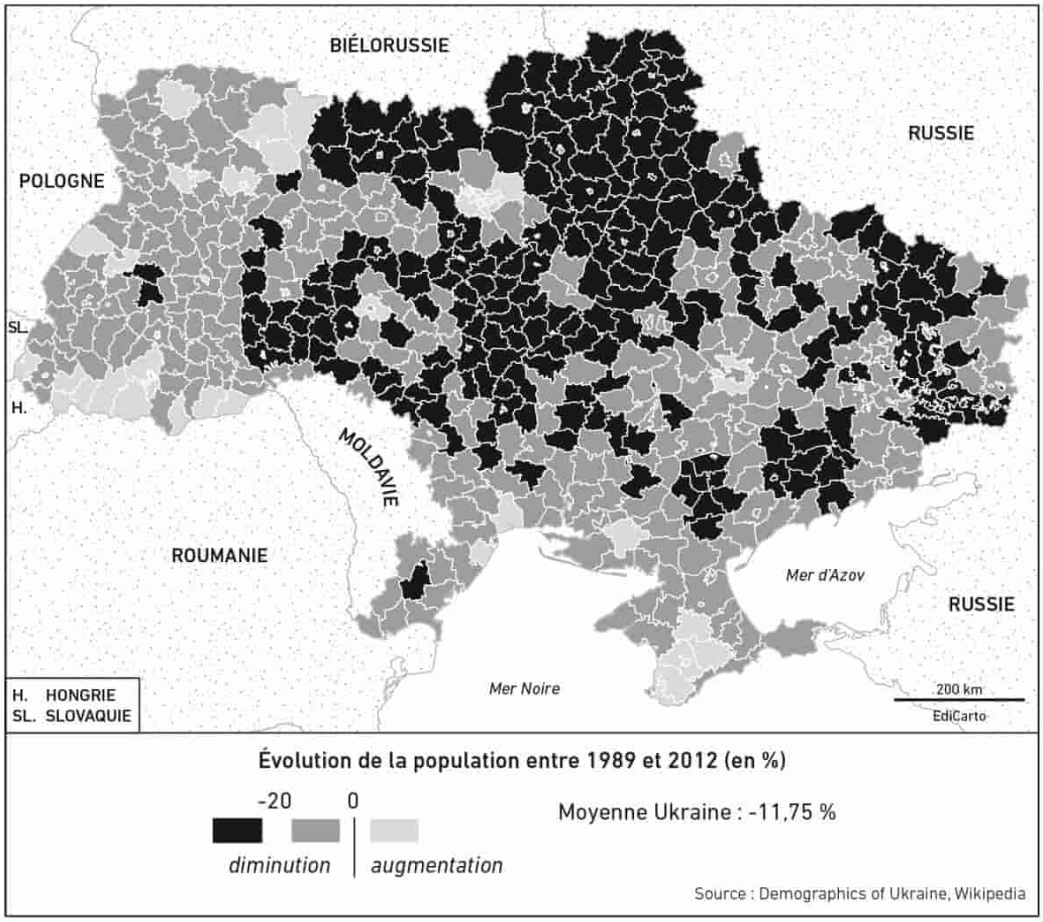
Carte 2.4

LE DÉCLIN DES POPULATIONS URBAINES EN UKRAINE DE 1989 À 2012



Carte 2.5

LE DÉCLIN DE LA POPULATION UKRAINIENNE GÉNÉRALE DE 1989 À 2012



Cette fragilité des classes moyennes, nous la retrouverons au chapitre suivant en Europe de l'Est, où elle caractérise presque toutes les anciennes démocraties populaires. Notons, dans le cas de l'Ukraine, que la fuite des classes moyennes russophones a été précédée par celle des Juifs. Ceux-ci constituaient, de fait, une fraction importante des classes moyennes. Leur niveau éducatif plus élevé que celui de la population dans son ensemble dérivait d'une religion qui, tel le protestantisme (mais avec un millénaire et demi d'avance), a toujours considéré que l'éducation est essentielle. En Ukraine, les Juifs parlaient russe ou yiddish, n'ayant pas coutume de

préférer la langue des paysans. Ils y étaient proportionnellement plus nombreux qu'en Russie, même si les quantités globales, vers 1970, étaient proches : 817 000 en Russie, 777 000 en Ukraine (pour une population qui était le tiers de celle de la Russie). En 2010, on ne comptait plus que 158 000 Juifs en Russie et 71 000 en Ukraine, ce qui veut dire qu'entre 1970 et 2010 leur nombre a chuté de 80 % en Russie et de 90 % en Ukraine, où vers 1970 ils représentaient 1,7 % de la population contre seulement 0,6 % en Russie[9]. L'hémorragie supplémentaire de membres des classes moyennes a donc été plus importante en Ukraine.

2014, la fin de l'espoir démocratique

La crise de Maïdan en 2014 a précipité une rupture. Les élections de 2010 avaient été jugées équitables. Il en alla autrement de celles qui eurent lieu après Maïdan et l'éviction de Ianoukovytch.

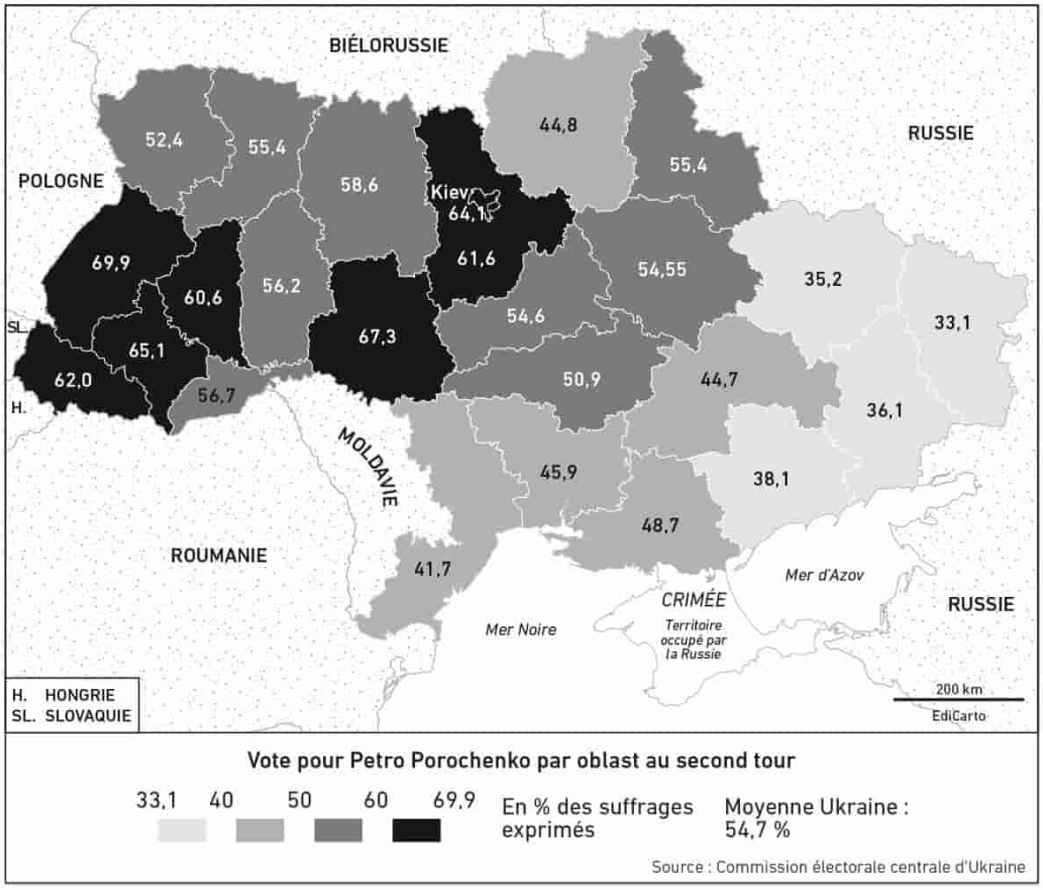
En 2014, la carte la plus importante cependant n'est pas celle des résultats. Comme en 2010, Porochenko réalisa en 2014 ses meilleurs scores dans l'Ukraine occidentale et centrale et ne remporta pas la majorité dans l'Ukraine méridionale et orientale. La carte décisive est celle des taux d'abstention. La participation s'était effondrée en 2014 dans les régions russophones ; ces élections marquent le moment où ces régions disparurent du système politique ukrainien. Sans même nous intéresser au détail des nombreuses interdictions de partis politiques, nous pouvons dire, d'après ces taux d'abstention, que les élections de 2014 marquèrent la fin d'une démocratie ukrainienne, qui, à vrai dire, n'avait jamais fonctionné.

On assista à la naissance d'une Ukraine restreinte, densifiée, autour de ses régions ukrainophones. Elle comporte deux pôles. D'abord un pôle nationaliste extrêmement actif autour de Lviv, en Galicie, région sans lien culturel réel avec la Russie et dont toute l'histoire, de l'empire d'Autriche au pogrom de 1941, renvoie à celle de la sphère

germanique – si l'on excepte une brève occupation par les troupes de Staline entre le pacte germano-soviétique et le début de l'opération Barbarossa en juin 1941. Ensuite, un pôle dominé par Kiev, capitale de 2,9 millions d'habitants, dont la population n'a pas baissé durant la crise et qui joue un rôle directeur dans l'Ukraine centrale peu urbanisée, un peu comme Paris au cœur de son bassin, entre 1789 et 1848.

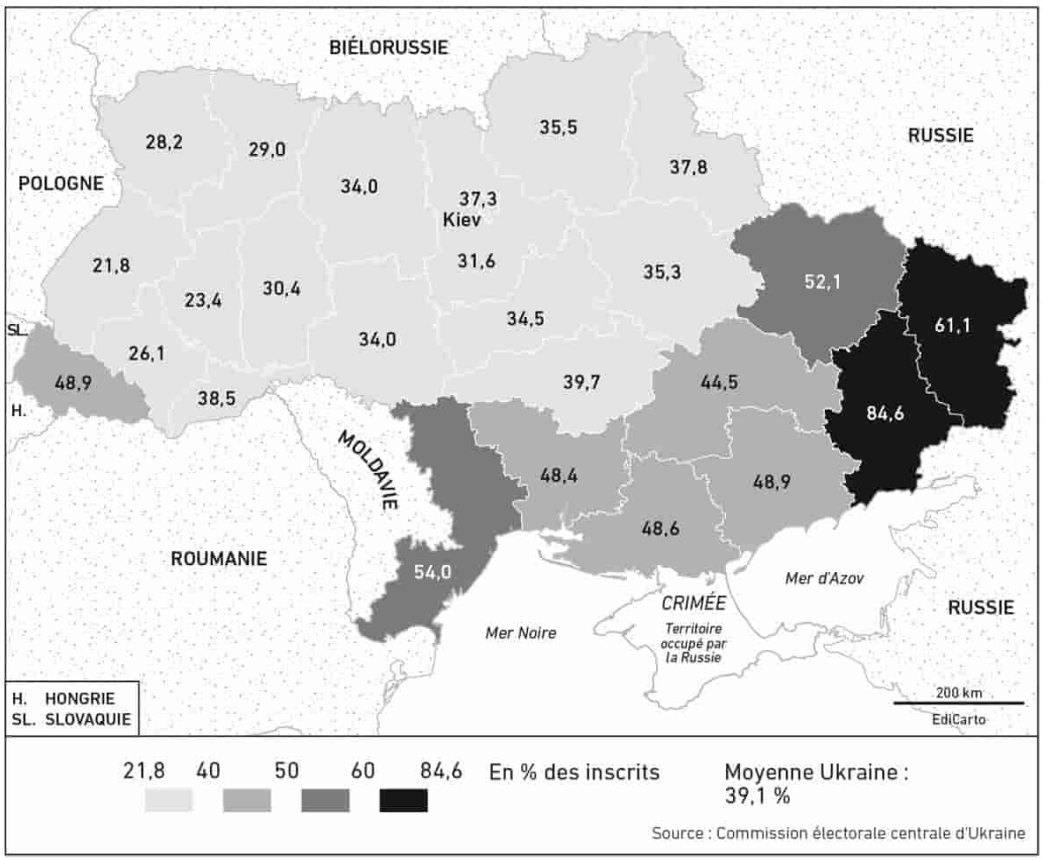
Carte 2.6

LES ÉLECTIONS UKRAINIENNES DE 2014 : VOTES POUR POROCHENKO



Carte 2.7

LE TAUX D'ABSTENTION EN 2014



Résumons-nous. Distinguons, au départ, trois Ukraine : une Ukraine occidentale, assez rurale, de famille nucléaire très nette, encore structurée par des traditions religieuses gréco-catholiques (les uniates), foyer traditionnel du nationalisme autour de Lviv, son principal pôle urbain. On peut la décrire comme l'*Ukraine ultranationaliste*.

À côté, une Ukraine centrale incluant Kiev, la capitale, beaucoup plus floue, de religion orthodoxe, de famille nucléaire assortie d'une parenté patrilinéaire faible, de tempérament certes individualiste, mais qui n'a jamais réussi à accoucher d'un État. Plutôt qu'un lieu de construction étatique, Kiev est celui où s'effondre le pouvoir central : c'est là que se sont déroulées la Révolution orange puis la révolte de

Maïdan, et que se déployaient avant la guerre les manipulations économico-politiques des oligarques. On peut la décrire comme l'*Ukraine anarchique*.

Enfin, il y a une région comprenant le sud et l'est du pays, qui a été russophile mais que ses classes moyennes ont désertée et qui aujourd'hui, si elle n'est pas occupée par l'armée russe, n'a plus de forme, malgré son fond anthropologique nucléaire et patrilinéaire fort. Je la qualifierai d'*Ukraine anomique*, au sens d'atomisation sociale que la sociologie américaine donne traditionnellement à ce terme.

Il est évident qu'à partir de 2014 l'Ouest et le Centre ont joué de concert contre la partie russophile. On le voit clairement sur la carte indiquant l'origine géographique des élites ukrainiennes actuelles. Ont été sélectionnés les membres du gouvernement, les plus hauts responsables de l'armée et de la police, les dix oligarques les plus riches et quelques personnalités médiatiques. Le tableau est nominatif et le lecteur pourra juger par lui-même de la pertinence de l'échantillon.

Carte 2.8

D'OÙ SONT ORIGINAIRES LES ÉLITES UKRAINIENNES ?

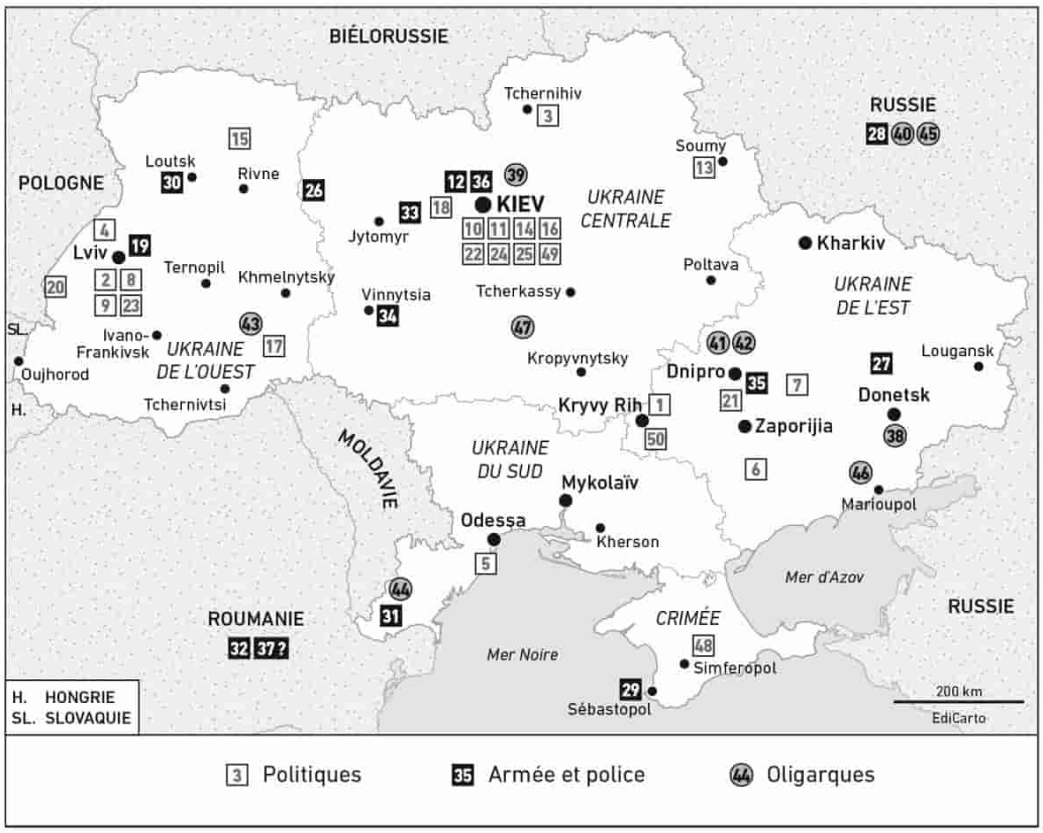


TABLEAU 1

LES ÉLITES UKRAINIENNES

(P) Politiques
(A) Armée et police
(O) Oligarques

1. Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky, président de l'Ukraine (P)
2. Denys Anatoliyovytch Chmyhal, Premier ministre (P)
3. Ioulia Anatoliïvna Svyrydenko, première vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et du Commerce (P)
4. Iryna Andriïvna Verechtchouk, vice-Premier ministre et ministre de la Réintégration des territoires temporairement occupés (P)
5. Olha Vitaliïvna Stefanichyna, vice-Premier ministre pour l'Intégration européenne et euro-atlantique de l'Ukraine (P).
6. Mykhaylo Albertovytch Fedorov, vice-Premier ministre pour l'Innovation, l'Éducation, les Sciences et le Développement technologique, ministre du Développement digital de l'Ukraine (P)
7. Oleksandr Mykolayovytch Koubrakov, vice-Premier ministre pour la Restauration de l'Ukraine et ministre du Développement territorial (P)
8. Oleh Mykolayovytch Nemtchinov, secrétaire général du gouvernement (P)
9. German Valeriyovytch Galouchtchenko, ministre de l'Énergie (P)
10. Vadym Markovytch Gutzeit, ministre de la Jeunesse et des Sports (P)
11. Oleksandr Mykolayovytch Kamychine, ministre des Industries stratégiques (P)
12. Ihor Volodymyrovytch Klymenko, ministre de l'Intérieur (A)
13. Dmytro Ivanovytch Kouleba, ministre des Affaires étrangères (P)
14. Yulia Anatoliyivna Lapoutina, ministre des Vétérans (P)
15. Viktor Kyrylovytch Liachko, ministre de la Santé (P)
16. Oksen Vassyliovytch Lissovyi, ministre de l'Éducation et des Sciences (P)
17. Denys Leontiyovytch Maliouska, ministre de la Justice (P)
18. Serhiy Mykhaylovytch Martchenko, ministre des Finances (P)
19. Oleksiy Iouriyovytch Reznikov, ministre de la Défense jusqu'au 6 septembre 2023 (A)
20. Mykola Tarassovytch Solskiy, ministre de la Politique agraire et de l'Alimentation (P)
21. Rouslan Oleksandrovytch Strilets, ministre de l'Environnement (P)
22. Oleksandr Vladyslavovytch Tkatchenko, ministre de la Culture et de l'Information (P)
23. Oksana Ivanivna Jolnovytch, ministre des Affaires sociales (P)
24. Andriy Borissovytch Iermak, à la tête de l'administration présidentielle (P)
25. Vitaliy Volodymyrovytch Klitchko, maire de Kiev (P)
26. Valeriy Fedorovytch Zaloujniy, commandant en chef des forces armées (A)
27. Serhiy Oleksandrovytch Chaptala, chef d'état-major (A)
28. Oleksandr Stanislavovytch Syrskiy, commandant des forces terrestres (A)
29. Oleksiy Leonidovytch Neïjpapa, commandant des forces navales (A)

30. Mykola Mykolayovytch Olechtchouk, commandant des forces aériennes (A)
31. Maksym Viktorovytch Myrhorodsky, commandant des forces d'assaut aérien (A)
32. Viktor Oleksandrovytch Khorenko, commandant des forces d'opérations spéciales (A)
33. Vassyl Vassylovytch Maliouk, chef des services secrets ukrainien (SBU) (A)
34. Serhiy Anatoliyovytch Androuchtchenko, adjoint de Maliouk (A)
35. Sandourskiy Valeriyovytch Anatoliy, autre adjoint de Maliouk (A)
36. Kyrylo Oleksiyovytch Boudanov, directeur de la Direction générale du renseignement du ministère de la Défense (GUR MOU), c'est-à-dire du service de renseignements militaires (A)
37. Vadym Skibitsky, directeur adjoint des services militaires (A)
38. Rinat Leonidovytch Akhmetov (O)
39. Victor Mykhaylovytch Pintchouk (O)
40. Kostyantyn Valentynovytch Jevago (O)
41. Ihor Valeriovytch Kolomoïsky (O)
42. Hennadiy Boryssovytch Bogolioubov (O)
43. Oleksandr Volodymyrovytch Hereha (O)
44. Petro Oleksiovytch Porochenko (O)
45. Vadym Vladyslavovytch Novinskiy (O)
46. Oleksandr Vladylenovytch Iaroslavskiy (O)
47. Iouriy Anatoliyovytch Kossiouk (O)
48. Sevgil Khaïretdynivna Moussaieva, l'une des journalistes les plus célèbres d'Ukraine, classée par le *Time* parmi les cent personnalités les plus influentes du monde en 2022 (P)
49. Oleksandra Vyatcheslavivna Matviytchouk, avocate, activiste, Prix Nobel de la paix 2022 (P)
50. Olena Volodymyrivna Zelenska, la première dame (P)

(Date de pointage : 2 juillet 2023)

L'Ouest, l'Ukraine ultranationaliste, est surreprésenté au sein des élites politiques ; le Centre, l'Ukraine anarchique, est surreprésenté dans l'élite militaro-policière. L'Est et le Sud, l'Ukraine anomique, n'ont pour eux que les oligarques, qui, pour la plupart, ont été marginalisés ou matés depuis le début de la guerre.

Les événements ont favorisé la montée d'une structure centralisée qui n'est pas un État à proprement parler mais une organisation militaro-policière financée par Washington, et les oligarques ont donc naturellement disparu en tant qu'instances de pouvoir autonomes, avec le pluralisme qu'ils défendaient. Leur chute est aussi liée à la chute globale de la russophonie. Cette description n'exclut nullement

l'existence de forces idéologiques et de groupes qui s'affrontent pour le contrôle de l'administration et des subsides occidentaux mais sont, d'abord et surtout, sincèrement nationalistes.

La surreprésentation des Ukrainiens du Centre au sein de l'appareil militaire et policier peut surprendre. Elle résulte paradoxalement du caractère anarchique de l'Ukraine centrale, dérivé d'un fond familial nucléaire en l'absence de traditions étatiques. L'armée et la police y incarnent une inversion du tempérament général. Fondées sur le principe de hiérarchie, elles représentent un principe d'ordre et dominent facilement, naturellement, leur environnement si l'envie leur en prend. L'armée est particulièrement forte politiquement là où la société est désordonnée et elle y prend facilement le pouvoir, comme c'est une tradition en Amérique latine, continent de famille nucléaire. Paradoxalement, les cultures autoritaires, si elles peuvent produire de grandes traditions militaires, ne constituent pas des environnements favorables aux coups d'État. Ni Hitler ni Staline n'ont jamais été réellement menacés par leurs généraux. La tradition russe, en particulier, assure une soumission politique absolue de l'armée et c'est d'ailleurs pourquoi Poutine n'avait pas grand-chose à craindre de la rébellion de Prigogine.

C'est donc à la vraie naissance de la nation ukrainienne qu'on assista en 2014, par l'alliance de l'ultranationalisme de l'Ouest et de l'anarcho-militarisme du Centre, contre la partie russophile du pays, très affaiblie par la fuite de ses élites. Et c'est cette nation ukrainienne nouvelle, réduite, concentrée, qui a résisté efficacement à l'attaque des Russes. Il n'est que de regarder la géographie de l'invasion pour s'en persuader : l'avancée russe dans la région Sud, jusqu'à Kherson, a été facile, alors que, vers Kiev, elle s'est heurtée à une résistance très forte. Ces niveaux de résistance différents reflètent le rapport spécifique que chacune des deux régions entretient avec la Russie.

Vers un nihilisme antirusse

Les Russes n'ont pas été capables d'imaginer que le dynamisme de leur propre société allait vider l'Ukraine d'une partie de ses élites, et encore moins que cette Ukraine-là serait à même de résister militairement, mobilisée par un sentiment antirusse d'une profondeur nouvelle.

C'est pour nous une leçon. La guerre a révélé des processus sociologiques et historiques inédits, ou que l'on n'avait jamais eu l'idée d'examiner dans le passé. Dans une société ukrainienne en mal d'équilibre, le ressentiment contre la Russie est finalement devenu un guide, un horizon, et l'on serait même tenté d'écrire : un élément de structuration sociale.

La Russie continue, de fait, d'habiter la psyché ukrainienne et de la réguler, mais sur un mode négatif. Si la reconstruction économique n'était pas possible, la guerre (financée par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne) pouvait devenir une raison de vivre. Un moyen aussi.

Dans un texte de juillet 2022, Poutine évoque longuement l'association historique entre la Russie et l'Ukraine. Si l'on pense dans la longue durée passée, il a raison. La Nouvelle-Russie a effectivement été conquise par les Russes et Odessa fondée à l'initiative de Catherine II en 1794. Mais ce que Poutine n'a pas envisagé, c'est que la désintégration de l'URSS et de l'économie communiste avait produit en Ukraine une fixation négative sur la Russie. Oui, les Russes sont restés au cœur du système mental des Ukrainiens – mais sur un mode négatif.

Les Russes parlent sans cesse de néonazis ukrainiens. Les « démocraties occidentales » (par le silence de leurs dirigeants, de leurs journalistes, de leurs universitaires) semblent quant à elles considérer que le fait d'arborer des insignes dérivés de ceux de la SS est soit compatible avec leur idéal, soit bénin, sans mesurer, probablement, la démission que trahit ce silence. Notre attitude désinvolte à nous, Occidentaux, est inadmissible et dit quelque chose de terrible sur notre état moral et notre rapport à la Shoah, alors même que nous nous gargarisons de célébrations mémorielles. Mais il s'agit dans ce chapitre de l'Ukraine, pas de nous, et je ne pense pas que la « question néonazie » soit la bonne formule, ou tout du moins

une formule suffisante pour décrire la situation ukrainienne de l'intérieur.

Réactivant le souvenir de leur Grande Guerre patriotique, les Russes prétendent dénazifier le pays. Mais de quel nazisme ? Quelque chose comme du « néonazisme » existe certainement dans la partie occidentale de l'Ukraine, là où, pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'organisation nationaliste de Stepan Bandera, en coordination avec la Wehrmacht et la SS, massacra de nombreux Juifs. Bandera est aujourd'hui vénéré en Ukraine. Dans la mesure où l'un des deux pôles du pouvoir politique ukrainien actuel se situe là-bas, le bandérisme, une idéologie empreinte d'antisémitisme, doit être pris au sérieux.

Pour autant, en zone russophone ou ukrainophone centrale, on n'a affaire, selon moi, qu'à un pseudo-néonazisme, porté par des analphabètes en histoire qui reprennent les symboles du monstre sans être réellement des antisémites sérieux. Or, le nazisme sans l'antisémitisme, ça n'existe pas. Ce qui caractérise aujourd'hui le gros de l'Ukraine, loin de la Galicie, n'est pas l'antisémitisme mais la russophobie, opposition conceptuelle entre deux haines qui est aussi un rapprochement, puisqu'elles ciblent des groupes mythifiés. La russophobie existe d'ailleurs parfois dans la partie russophone, où elle révèle une véritable haine de soi. Le noyau fondateur de la brigade Azov, bataillon paramilitaire particulièrement visé par les accusations russes de néonazisme (et effectivement très violent), était constitué de russophones.

Plus que le néonazisme de l'Ukraine occidentale, c'est la russophobie répandue dans l'ensemble de l'Ukraine *avant* l'invasion qui est le phénomène nouveau et qu'il faut comprendre.

Tout dans l'aspiration nationaliste antirusse ne vient pas du passé. Il y a eu bien sûr, jadis, des événements comme l'Holodomor susceptibles d'inspirer des sentiments antirusses. Mais les russophones du Donbass qui ont pris le parti de l'Ukraine et qui recourent à des symboles nazis (ils sont sans doute très peu nombreux) étaient de culture russe. Je verrais volontiers dans leur cas une réaction minoritaire dans ces classes inférieures que les classes

moyennes russes ont abandonnées. Tout cela, je l'admets, reste très spéculatif. Mais nous devons tenter d'expliquer pourquoi une nouvelle russophobie s'est développée dans la majorité ukrainophone avant la guerre.

Je peux proposer une hypothèse plus globale. L'irréalisme suicidaire de la stratégie de Kiev suggère celle, paradoxale, d'un attachement ukrainien pathologique à la Russie : un besoin de conflit qui révèle une incapacité à se séparer. Je rappelle, pour évaluer l'interprétation qui va suivre, que, contrairement à ce que répètent les médias occidentaux, le Donbass et la Crimée sont, non pas simplement russophones, mais russes.

Ce que demandait Moscou, c'étaient trois choses. D'abord, bien entendu, conserver la Crimée qui est stratégiquement vitale pour la sécurité et même l'existence de sa flotte en mer Noire ; ensuite, que les populations russes du Donbass aient une situation acceptable ; enfin, que l'Ukraine ait un statut de neutralité. Or, une nation ukrainienne sûre de son existence et de son destin *en Europe occidentale* aurait accepté ces conditions ; elle se serait même débarrassée du Donbass. Après l'implosion de la sphère soviétique, Tchèques et Slovaques, qui ne voulaient plus vivre ensemble, se sont séparés à l'amiable, les Tchèques dominants renonçant à leur domination. Prenant acte du fait que Russes et Ukrainiens ne s'entendaient plus, l'Ukraine aurait pu laisser les régions proprement russes se détacher d'elle et se concentrer sur l'édification d'un État-nation proprement ukrainien, reconnu par tous et aidé par certains. Mais après 2014, elle a continué la guerre pour reconquérir le Donbass et sa population russe et jamais n'a cessé de revendiquer la Crimée et sa population russe ; elle a voulu maintenir sa souveraineté sur des populations d'une autre nation, et d'une nation beaucoup plus puissante qu'elle. Si l'on se place dans l'univers conscient et rationnel des rapports internationaux, le projet, je le répète, était suicidaire et la réalité montre d'ailleurs aujourd'hui que l'Ukraine se suicide en tant qu'État. Mais si l'on cherche les déterminations profondes de la volonté ukrainienne de maintenir des provinces russes sous la souveraineté de Kiev, on peut pressentir l'action de forces inconscientes qui refusaient la séparation d'avec la Russie et

entendaient rester liées à elle. Reconquérir le Donbass et la Crimée, c'était, d'une certaine manière, continuer d'être russe au sens général du terme, en incluant Grands et Petits Russes. Au-delà des proclamations incessantes d'européanité et d'occidentalité de Kiev, se trouver en guerre avec la Russie, pour toujours, c'était pour toujours rester dans l'espace de l'ancien Empire des tsars alors qu'il eût été si facile d'en sortir !

J'ai à dessein posé l'action d'un inconscient « russe » des élites ukrainiennes avant d'examiner plus en détail la violence extrême de leurs actions conscientes pour se débarrasser de l'empreinte russe, lesquelles ont donc pris la forme d'un suicide par étapes.

Suicide économique d'abord, qui a constitué une sorte d'acte inaugural, en pleine conformité, pour le coup, avec l'idéologie économiste de l'Union européenne. C'est la question de l'association économique, soit avec la Russie, soit avec l'Union européenne qui a provoqué Maïdan. Parce que les industries situées surtout à l'Est étaient en interaction avec l'industrie russe, Ianoukovytch ne pouvait choisir l'UE sans entraîner la destruction non seulement de l'Ukraine de l'Est sur le plan industriel, mais de l'Ukraine tout court.

Choisir l'association économique avec l'Union européenne, pour Kiev, c'était, j'y insiste, condamner l'industrie ukrainienne, si liée à la Russie, à péricliter et ramener l'Ukraine à sa spécialisation agricole du XIX^e^ siècle. La décision a été prise, l'objectif atteint – mais contre l'intérêt à long terme d'un éventuel État-nation ukrainien.

L'acharnement du gouvernement central contre la langue russe n'est (de même) pas seulement dirigé contre les russophones. En Ukraine, la langue russe était celle de la haute culture. Son éradication n'affecte donc pas seulement l'Ukraine russophone ; c'est un symptôme de haine de soi. Le gouvernement du président Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky, lui-même originellement russophone, ne cesse d'aggraver la guerre culturelle. Selon David Teurtrie, « ces dernières années, il a promulgué des lois visant à supprimer le russe de toute la sphère sociale. Depuis 2022 et le début de la guerre, il est interdit d'étudier des écrivains russes à l'école, les universitaires qui emploieraient le russe en cours peuvent être

licenciés pour ce motif, il y a des amendes pour les officiels qui posteraient des messages en russe sur les réseaux sociaux. Et Zelenski vient d'introduire une loi au Parlement qui oblige les fonctionnaires ukrainiens à maîtriser… l'anglais ». Cette négation de soi nous fait avancer vers la notion de nihilisme.

On connaît la formule de Clausewitz : « La guerre n'est que la simple continuation de la politique par d'autres moyens. » Elle ne s'applique guère à l'analyse du cas ukrainien. Vouloir replacer ou maintenir sous souveraineté ukrainienne des populations russes, au Donbass et en Crimée, contre une Russie immensément plus puissante ne peut être considéré comme un projet politique mené par d'autre moyens. La guerre est ici son propre but, elle donne un sens à une nation où le politique n'existe pas : c'est l'incapacité de l'État-nation ukrainien à naître et à trouver son assiette qui entretient une guerre sans fin. « Néonazisme » n'est pas le bon concept pour qualifier l'incapacité de l'État-nation ukrainien à exister ; pour saisir le besoin insatiable qu'a Kiev de s'ériger en justicier contre Moscou ; pour comprendre l'autodestruction de l'industrie ukrainienne ; pour décrire la régression de la culture et de la vie ukrainiennes concrètes, si dépendantes de la langue russe. Au cœur de la politique générale du gouvernement ukrainien, on pressent comme un vertige, une fuite vers le précipice, une pulsion destructrice de ce qui est sans envisager ce qui pourrait être. Le concept qui vient à l'esprit est bien celui de nihilisme.

Un objet politique non identifié

L'un des problèmes que pose la guerre aux analystes est que, au-delà de l'horreur, elle produit inévitablement l'illusion de la simplicité. Deux généraux incompétents qui s'affrontent arriveront toujours à livrer une bataille qui, le plus souvent, en dépit de toutes leurs erreurs de jugement sur leurs troupes et celles de l'adversaire, se terminera avec un vainqueur et un vaincu. Même un match nul aura

l'air sérieux s'il a entraîné suffisamment de morts. Deux camps se font face. Tout devient simple. Tout devient simpliste. L'Ukraine affronte la Russie, des journalistes fébriles nous disent qu'il s'agit d'une guerre de haute intensité entre deux nations pleinement engagées. C'est faux, doublement.

C'est faux pour la Russie. Poutine n'a envoyé, précisons-le de nouveau, que 120 000 hommes en Ukraine et, malgré la mobilisation de 300 000 réservistes, s'efforce de poursuivre ce qu'il appelle une « opération militaire spéciale » en restant au niveau d'une guerre de type colonial – afin de ne pas compromettre l'équilibre social que la Russie a retrouvé sous son règne. C'est pour ce motif qu'il a surutilisé Wagner, avec les problèmes que l'on sait, et recouru aussi aux Tchétchènes.

Mais c'est également faux concernant l'Ukraine. Le récit occidental présente une nation en armes, unanime et totalement mobilisée contre l'agresseur. Mesurons. À l'été 2022, après la grande mobilisation qui a permis de déborder les Russes dans les oblasts de Kharkiv et de Kherson, les effectifs ukrainiens officiels étaient de 700 000 hommes. Mais en août 1914, avec la même population enrôlable de 12 millions d'hommes âgés de 15 à 60 ans, la France en avait levé 2 millions. La mobilisation ukrainienne n'a pas atteint la moitié de la mobilisation française.

Notre étude différenciée du territoire ukrainien révèle ce qui pourrait l'expliquer. La moitié russophile de l'Ukraine n'a sans doute pas effectué une levée en masse. Non représentée au niveau où se prennent les décisions politiques, militaires et sécuritaires, abstentionniste aux élections de 2014, il n'est pas impossible qu'elle le soit aussi, raisonnablement, sur le plan militaire.

Mais ce que défait surtout cette analyse, c'est l'image d'un État-nation ukrainien. Pour clore ce chapitre, nous devons donc tenter de définir quel genre d'objet, ou de sujet, ou d'acteur historique, est l'Ukraine en guerre.

Disons ce qu'elle n'est pas. Avec entre douze et dix-neuf partis politiques interdits (je ne trouve nulle part un nombre stable), ce n'est pas une démocratie libérale. Avec un budget qui ne dépend plus de l'impôt mais des subsides occidentaux, son État est en lévitation.

Écoutons les Américains du temps qu'ils se révoltaient contre la Couronne britannique. Leur fameux slogan « *No Taxation without Representation* », « Pas d'impôts sans représentation », lancé par leurs pamphlétaires, exprimait leur refus d'être taxés par un Parlement où ils n'étaient pas représentés. Le consentement à l'impôt est constitutif de la démocratie libérale, au même titre que la loi de la majorité et la protection des minorités. L'impôt peut être classé dans la rubrique wébérienne du monopole de la violence légitime : il présuppose le droit que détient l'État d'extraire de la richesse de ses ressortissants, au contraire d'une contribution volontaire. L'État ne fait pas la quête : il taxe. Et les ressources ainsi obtenues lui permettent de financer l'appareil répressif qui, lui-même, assure le recouvrement de l'impôt. La boucle est bouclée. Mais que le montant et la répartition de l'impôt doivent être consentis par une représentation politique signifie que le monopole de la violence est aussi légitime parce qu'il est exercé démocratiquement.

Rien de tout cela ne s'applique à l'Ukraine en guerre. Il n'y existe plus de représentation politique de l'ensemble des citoyens, sinon tout au plus, peut-être, des habitants de ses parties centrale et occidentale, mais même cela n'est pas sûr. Et, de toute façon, les ressources de son appareil militaire et répressif proviennent désormais de l'extérieur, de diverses puissances occidentales, principalement libellées en dollars et en euros.

L'Ukraine n'est donc pas une démocratie libérale et le thème idéologico-journalistique de démocraties libérales occidentales volant au secours d'une démocratie libérale ukrainienne naissante est évidemment absurde. S'il y a entre elles un lien, il se fonde sur une identité de nature autre. Ainsi que le montreront les chapitres consacrés à l'Europe et à l'Américanosphère[10], l'Occident n'est plus un monde de démocraties libérales. Il est trop tôt pour dire maintenant ce qu'il est mais nous verrons que les coïncidences de valeurs entre l'Ukraine et l'Occident, bien que lesdites valeurs ne soient ni démocratiques ni libérales, sont nombreuses et profondes. Ces alliés se sont « trouvés », et l'intégration de l'État ukrainien en

guerre au système de financement hors impôt de l'Occident n'est pas le seul fruit du hasard.

1. Voir Emma Lambertin, « Lessons from Ukraine: Shifting International Surrogacy Policy to Protect Women and Children », *Journal of Public and International Affairs*, 1er mai 2020.

2. A. Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars et les Russes*, *op. cit.*, p. 90.

3. Voir Emmanuel Todd, *Où en sont-elles ? Une esquisse de l'histoire des femmes*, Seuil, 2022, chapitre 14.

4. Oliver H. Radkey. *The Election to the All-Russian Constituent Assembly. 1917* [1950], Cornell University Press, nouvelle édition 1977.

5. Les chiffres des pertes causées par l'Holodomor sont très contestés. Je me fonde, pour l'évaluation à 2,6 millions de morts, sur l'article « A New Estimate of Ukrainian Population Losses During the Crises of the 1930s and 1940s » paru dans *Population Studies*, 56, 2002 (p. 249-264). Il est signé de Jacques Vallin, France Meslé, Serguei Adamets et Serhii Pyrozhkov, chercheurs dont la compétence est, selon moi, au-dessus de tout soupçon.

6. Voir Alexandra V. Lysova, Nikolay G. Shchitov et William Alex Pridemore, « Homicide in Russia, Ukraine, and Belarus », in *Handbook of European Homicide Research. Patterns, Explanations and Country Studies*, New York, Springer, 2011, p. 451-470.

7. Anders Åslund, *Ukraine. What Went Wrong and How to Fix It*, Washington, Peterson Institute for International Economics, 2015, p. 8-9.

8. Je le remercie de m'avoir donné cette information et cette clé.

9. Mark Tolts, « A Half Century of Jewish Emigration from the Former Soviet Union: Demographic Aspects », Project on Russian and Eurasian Jewry, Davis Center for Russian and Eurasian Studies, Harvard University, 20 novembre 2019.

10. Pour désigner l'ensemble constitué par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, je parlerai d'« Américanosphère » là où je parlais dans mes précédents livres et où la plupart des auteurs parlent d'« Anglosphère ». L'idée d'une communauté renforcée entre ces cinq pays est une évidence culturelle et géopolitique et le concept d'Anglosphère, tel que présenté par James C. Benett (*The Anglosphere Challenge. Why the English-Speaking Nations Will Lead the Way in the Twenty-First Century*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004), est indispensable. Ce n'est pas tant l'absorption des quatre autres pays par les États-Unis qui me fait préférer le terme d'Américanosphère que la disparition, ainsi qu'on le verra, de la direction culturelle « anglo » des États-Unis eux-mêmes.

CHAPITRE 3

En Europe orientale, une russophobie postmoderne

Les deux chapitres précédents débutaient chacun par une surprise. Surprises causées par la résistance de l'économie russe afin de réfléchir sur la Russie ; puis par la résistance militaire de l'Ukraine afin de réfléchir sur ce pays. Ce chapitre-ci, consacré à l'Europe de l'Est, c'est-à-dire aux anciennes démocraties populaires, auxquelles j'adjoins les républiques baltes, commencera par une absence de surprise. Rien, dans les rapports de cette Europe de l'Est à l'Europe occidentale et à la Russie, n'a dérouté qui que ce soit, alors qu'il y aurait vraiment eu de quoi. Tout se passa comme si, depuis la fin du communisme et, plus encore, depuis le début de cette guerre, la russophobie de l'Europe de l'Est et son appartenance au camp occidental étaient on ne peut plus naturelles, s'inscrivaient dans une histoire familière depuis le fond des âges et qui n'avait nul besoin d'être expliquée. Or, rien de tout cela n'allait de soi.

Perplexités en série

Rappelons qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale tous ces pays étaient gouvernés, si ce n'est par des dictatures, du moins par des régimes autoritaires dans une région ravagée par l'antisémitisme. Une exception : la Tchécoslovaquie, qui était une démocratie libérale, cousine de la France, plus développée qu'elle d'ailleurs sur les plans industriel et éducatif. La soviétisation de l'après-guerre n'eut donc pas lieu dans un monde qui aurait, au départ, été démocratique et libéral. Et, quand l'Europe de l'Est commença de rallier l'OTAN puis l'Union européenne à partir de 1999, elle ne rejoignait pas une trajectoire malencontreusement déviée par Staline. Sa conversion au libéralisme aurait dû surprendre. Autre sujet d'étonnement : les deux régions ou pays de l'Europe de l'Est qu'on ne peut décrire comme simplement russophobes sont l'Allemagne de l'Est et la Hongrie. En Allemagne de l'Est, une certaine nostalgie du communisme est encore palpable chez une minorité de gens et le soutien à l'Ukraine encore plus faible qu'ailleurs dans la République fédérale. Quant à la Hongrie, sous la direction de Viktor Orban, elle est pour ainsi dire officiellement hostile à la position pro-ukrainienne de l'Union européenne et entend bien continuer de collaborer avec la Russie. Or, ce sont justement les deux pays qui, davantage que les autres, ont lutté contre la Russie à l'époque de la domination soviétique : en 1953 en Allemagne de l'Est par des grèves massives ; en 1956 en Hongrie par une révolution que l'Armée rouge noya dans le sang. Plus récemment, et de façon décisive, l'Allemagne de l'Est (alors RDA) abattait le rideau de fer avec la collaboration de la Hongrie, toujours elles : à partir du moment où les Allemands de l'Est purent fuir à travers la Hongrie, qui avait ouvert sa frontière avec l'Autriche, c'en était fait de la domination russe dans la sphère. Que ces deux régions ou pays soient aujourd'hui les moins hostiles à la Russie laisse perplexe.

Dans certains des pays de l'Est existe une russophobie à première vue compréhensible. En Pologne, d'abord, nation dont la tradition était d'être dépecée, à intervalles réguliers, par ses voisins prussien, autrichien et surtout russe. Ajoutons, dans son cas, le massacre de Katyn – 4 400 officiers polonais sauvagement assassinés par la Russie de Staline en 1940. Ces événements de l'histoire récente ne doivent

toutefois pas faire oublier que le communisme a surtout tué des Russes, et que ce sont les Russes eux-mêmes qui l'ont mis à bas.

Concernant les républiques baltes, en particulier les plus septentrionales, l'Estonie et la Lettonie, on peut également comprendre qu'y persiste une certaine inquiétude. Au moment de la dislocation de l'URSS, elles comptaient d'importantes minorités russes, concentrées dans les villes et les zones industrielles, où elles subsistent : 25 % de la population totale en Estonie et en Lettonie, 5 % en Lituanie. Pour elles, adhérer à l'OTAN, dans la perspective que renaisse une puissance russe, paraissait logique et nécessaire. D'ailleurs, si, comme je le crois, la guerre en cours débouche sur une défaite de l'Occident et une désintégration de fait de l'OTAN, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie peuvent effectivement s'attendre à être trois des principaux perdants dans la nouvelle configuration géopolitique de l'Europe.

Malgré tout, que la Lettonie se présente ou soit considérée comme une sorte de vierge démocratique (et donc russophobe) ne laisse pas de déconcerter. Il est exact qu'un nationalisme intrinsèque permit aux républiques baltes de s'extraire de la domination russe après la Première Guerre mondiale. Mais l'Estonie et la Lettonie (cette dernière correspondait à peu près à l'époque tsariste à la Livonie, qui comprenait aussi un morceau de l'Estonie actuelle) s'étaient fait remarquer par leur soutien au bolchevisme, très supérieur à la moyenne russe. Aux élections à l'Assemblée constituante de 1917, le score moyen des bolcheviques dans l'ensemble de l'ex-Empire des tsars était de 24 % des voix[1]. En Estonie, ils obtenaient 40 %, en Livonie 72 % ! Rappelons-nous aussi la Garde lettone, choyée par Lénine, et qui joua un rôle si important durant la révolution russe en tant que force de maintien de l'ordre. Une enquête de 1918 sur les premiers membres de la Tchéka, la police politique bolchevique, ancêtre du KGB puis du FSB, révèle l'affinité des Lettons avec le communisme. Sur un échantillon de 894 individus (les échelons supérieurs de la hiérarchie), 361 seulement étaient russes, mais 124 lettons, 18 lituaniens, 12 estoniens, 21 ukrainiens, 102 polonais,

116 juifs[2]. La surreprésentation de minorités dans une institution révolutionnaire est en elle-même normale, mais la proportion de 13,8 % de Lettons alors qu'ils ne représentaient au maximum que 2 % de la population au sein de l'Empire russe est quand même une très belle performance. Du point de vue anthropologique, aucune surprise : la structure familiale traditionnelle dans les pays baltes, particulièrement l'Estonie et la Lettonie, était communautaire de type russe, spontanément productrice d'autoritarisme et d'égalitarisme, donc de communisme. Ce fond anthropologique balte a été intégré à l'OTAN et à l'Union européenne en 2004.

Revenons aux anciennes démocraties populaires, hormis la Hongrie. Le contraste est saisissant entre, d'une part, leur ressentiment contre la Russie et la façon dont ils ont pardonné à l'Allemagne, bien qu'elle eût porté le fer et le feu dans l'ensemble de la région durant la Deuxième Guerre mondiale et que la Wehrmacht se fût comportée plus cruellement que l'Armée rouge. L'enthousiasme avec lequel les Tchèques ont vendu Skoda à Volkswagen et non à Renault avait de quoi interloquer. Étant donné l'importance de l'industrie automobile, c'était choisir de rentrer dans cette sphère germanique dont la Bohême avait eu tant de mal à s'extraire. En fait, que des pays qui furent souvent des martyrs du nazisme en aient décidé ainsi pose à l'historien une vraie question. Dans des moments d'abattement et de mauvais esprit, il m'arrive de me demander si dans certains pays de l'Est on n'éprouve pas, plus ou moins consciemment, de la reconnaissance envers l'Allemagne parce qu'elle les a débarrassés de leur « problème juif ».

Dernière bizarrerie : l'amour mutuel que se sont temporairement voué, au début de la guerre, la Pologne et l'Ukraine. La Pologne pourtant a longtemps dominé une partie plus ou moins vaste de l'Ukraine occidentale ; les Polonais y étaient nobles et les Ukrainiens non seulement paysans mais serfs. Les nationalistes ukrainiens bandéristes avaient, certes, on l'a vu, tué de nombreux Juifs, mais aussi quantité de Polonais. L'état d'esprit « Embrassons-nous, Folleville ! » qui a régné jusqu'à septembre 2023 dans les rapports

entre la Pologne et l'Ukraine ne semblera naturel qu'à ceux qui sont dénués de toute conscience historique[3].

Pour mesurer l'étrangeté de la situation et comprendre le sens de la russophobie actuelle, nous devons réfléchir à l'histoire profonde de ces régions et examiner leur dynamique sociale générale.

Notre premier tiers-monde

La première absurdité que rencontre l'historien de la longue durée est l'idée que l'Europe de l'Est ferait naturellement « partie » de l'Europe de l'Ouest, qu'il s'agirait d'un morceau du même monde, quelque temps fracturé par l'impérialisme soviétique. C'est très exactement le contraire : nous sommes ici en présence de trajectoires qui ont toujours été distinctes, complémentaires mais opposées.

Le décollage économique (et historique général) de l'Europe de l'Ouest eut lieu dès le Moyen Âge central, aux XII^e^ et XIII^e^ siècles, un processus qui s'accéléra à partir du XVI^e^ siècle. Il affecta en profondeur l'évolution de l'Europe de l'Est, mais pour en faire une zone dépendante et dominée. Moins développée, elle exportait des produits simples, en l'occurrence des grains et du bois, qu'elle échangeait contre des biens manufacturés provenant d'Europe de l'Ouest. Elle suivit et rattrapa une partie de son retard et rien a priori n'aurait interdit qu'à l'image de la Scandinavie elle finisse par rejoindre la sphère développée occidentale. Mais la peste noire de 1348 et ses séquelles accentuèrent, au contraire, le décalage entre les deux Europe. À l'Ouest, l'effondrement démographique mit la paysannerie en position de force et entraîna la liquidation du servage. À l'Est, sous-urbanisé, et, de ce fait, moins touché par la pandémie, l'emprise des seigneurs fonciers se renforça et émergea ce qu'Engels a baptisé « deuxième servage ».

Max Weber a insisté sur le rôle des villes dans le développement social de l'Occident, campagnes comprises, avec l'apparition au nord des Alpes de l'adage « L'air de la ville rend libre[4] ». Il a noté que le déficit démographique structurel des villes impliquait un afflux continu d'immigrés, essentiellement des ruraux. En ville, le servage était aboli de fait, mais une différenciation économique nouvelle y superposait simples travailleurs, artisans qualifiés, administrateurs et, au sommet de la hiérarchie, patriciat urbain. Celui-ci se trouvait en concurrence avec l'aristocratie rurale dans son rapport à l'État monarchique, et l'on peut donc concevoir que le développement urbain exerça une pression négative sur l'institution du servage dans les campagnes elles-mêmes.

De façon parallèle, le sous-développement urbain de l'Europe de l'Est rendit l'aristocratie terrienne toute-puissante, sans rival, et capable de fixer au sol une paysannerie auparavant libre. Ce « deuxième servage », conçu pour assurer la production et l'exportation de grain vers l'Europe développée, apparut au moment même où le premier disparaissait à l'Ouest. Résultat : à l'Ouest, une force de travail libre, exploitée sur un marché ; à l'Est, une force de travail attachée au sol, et la corvée plutôt que le travail rémunéré, avec une domination politique directe du propriétaire du sol sur le travailleur. Notons que liberté et servitude sont en général les deux pôles d'une évolution historique globale. L'esclavage antique et la traite des Noirs au XVIII[e] siècle ont combiné liberté économique et servitude des corps en faisant de l'homme une marchandise.

Ce que montre l'histoire n'est donc pas l'appartenance commune des Europes de l'Est et de l'Ouest à un même processus d'émancipation, mais une complémentarité dans le développement antagonique de la liberté à l'Ouest et du servage à l'Est avec, comme conséquence lointaine, la démocratie libérale à l'Ouest et la dictature à l'Est.

Au fond, l'Europe de l'Est a été notre premier tiers-monde. Nous n'avons pas eu le temps de formaliser cette évidence parce que cette expression d'Alfred Sauvy est arrivée trop tard, en 1952, alors que la

zone était soviétisée. Mais elle a été la première des périphéries subordonnées à une Europe de l'Ouest en ascension rapide.

Classes moyennes, acte I : de la faiblesse à la destruction

Les nations paysannes de l'Est ont connu des structures étatiques. Il y eut un royaume de Pologne, par exemple, et celui-ci s'associa avec la Lituanie, d'abord à partir de 1385 et de l'union de Krewo, puis de 1569 à 1795, dans ce qu'on a appelé la République des Deux Nations. Mais, en raison de la faiblesse du réseau urbain et des classes moyennes, ce furent des États fragiles, dominés par une aristocratie anarchique, et donc proies faciles pour des voisins mieux organisés. L'autodestruction de la Pologne par le *liberum veto* – c'est-à-dire la possibilité pour un seul membre de la Diète, alors une assemblée aristocratique dont tous les décrets devaient être pris à l'unanimité, de suspendre une décision – est emblématique de cette mécanique sociale générale. En résultèrent les partages de la Pologne entre la Prusse, l'Autriche et la Russie en 1772, 1793 et 1795.

De manière paradoxale, l'incorporation dans les Empires autrichien et russe fut un facteur de rattrapage industriel pour ces régions périphériques de l'Europe de l'Ouest. La Bohême (actuelle République tchèque) se ménagea une place dans l'Empire des Habsbourg qui lui permit de se développer. Le premier essor industriel de la Hongrie découla d'une protection de son économie par le même Empire, contre l'Europe occidentale. Le décollage de l'industrie polonaise se produisit dans les dernières années du tsarisme. Intégrée à l'Occident, la Pologne y était réduite à jouer un rôle mineur par sa spécialisation agricole. Au sein de l'Empire russe, elle constitua, avec les pays baltes, grâce à la diffusion de l'alphabétisation et des techniques nouvelles, la partie la plus avancée de l'Empire, et elle profita du protectionnisme qu'il offrait. Sur le

plan économique, la fin de l'ère tsariste a donc été pour elle plutôt une bonne affaire.

Au moment où les Empires russe, prussien et austro-hongrois se disloquèrent, à la fin de la Première Guerre mondiale, le trait social fondamental de cette Europe orientale où naissaient (renaissaient parfois) des « nationalités » restait toutefois le sous-développement des classes moyennes. C'est ce qui explique l'échec, entre les deux guerres, de la démocratie libérale. La Tchécoslovaquie est ici l'exception qui confirme la règle puisque, si elle parvint à établir une démocratie, c'est bien parce qu'elle était la société la plus avancée et que, ayant échappé au processus dégénératif enclenché par le deuxième servage, elle avait formé des classes moyennes.

Le grand livre sur la période est *Decades of Crisis. Central and Eastern Europe before Word War II*, d'Iván T. Berend, un Juif de Budapest qui, après une carrière universitaire en Hongrie, émigra aux États-Unis – une sorte de Shlapentokh hongrois[5]. Comme il le montre très bien, la faiblesse des classes moyennes était liée non seulement aux circonstances que nous avons décrites – la soumission à l'Occident, le servage, la faiblesse des villes –, mais aussi à un retard éducatif et culturel général (moins grand toutefois que celui de la Russie). Symptôme classique du sous-développement éducatif : la surreprésentation des Juifs au sein de classes moyennes réduites. L'intérêt particulier que leur religion porte à l'éducation donne en effet aux Juifs un avantage économique et social quand le reste de la population est peu instruit. Quelques chiffres suffiront à donner une idée de leur poids dans la population urbaine de l'Europe de l'Est, et donc dans les classes moyennes éduquées avant la Shoah. Vers 1930, ils constituaient 9,5 % de la population totale de la Pologne et 30 % de celle de Varsovie ; 5 % de la population hongroise et 35 % de celle de Budapest ; en Tchécoslovaquie, plus avancée, ils représentaient quand même 2,5 % de la population, et 4 % de celle de Prague ; en Autriche, 2 % de la population, mais 8 ou 9 % de celle de Vienne. La part des Juifs était importante aussi en Lettonie (4,9 %) et en Lituanie (7,6 %), bien moindre en Estonie (seulement 0,4 %), ou même dans la partie européenne de l'URSS (3,5 %). L'Allemagne, le

foyer de l'antisémitisme d'extermination, avait, en fait, une proportion de Juifs très faible : 0,75 %.

On imagine sans peine l'effet qu'eut la Shoah sur ces classes moyennes peu fournies où les Juifs étaient surreprésentés. Déjà fragiles, peut-être furent-elles détruites parce que plusieurs de ces pays perdirent aussi leurs élites d'origine allemande. Tandis que les paysans colonisateurs allemands du Moyen Âge s'étaient à peu près fondus dans les sociétés est-européennes, une aristocratie et des bourgeois héritiers de l'ordre Teutonique laïcisé s'étaient maintenus, dans les villes baltes par exemple, particulièrement en Estonie et en Lituanie. Or, lors du pacte germano-soviétique de 1939, Hitler, par un accord avec Staline, récupéra ces Allemands des pays baltes. Il ne prit, bien sûr, que les Allemands purs ; les *Mischlinge* (ou sang-mêlé) furent renvoyés en Russie soviétique où ils moururent dans des conditions abominables. Résumons-nous : la Deuxième Guerre mondiale avait, au minimum, affaibli un peu plus encore des classes moyennes déjà faibles. Il était inconcevable qu'à partir de 1945 la démocratie surgît spontanément dans ces pays, même en l'absence d'occupation soviétique.

Classes moyennes, acte II : la résurrection sous tutelle soviétique

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, quand l'URSS édifia son glacis protecteur et fabriqua les démocraties populaires, elle abolit donc une démocratie qui, sauf en Tchécoslovaquie, n'avait jamais existé. Peut-être est-ce pourquoi c'est seulement du coup de Prague en 1948 qu'on se souvient. La mise au pas de pays comme la Hongrie, la Pologne ou la Bulgarie a fait moins de bruit, sans parler de l'Allemagne de l'Est où le communisme succéda directement au nazisme.

Le communisme se révéla plus violent sur le plan politique que certaines des dictatures de l'entre-deux-guerres. L'économie

centralisée échoua dans les démocraties populaires comme en URSS. Mais, paradoxalement, l'Europe centrale et orientale, dévastée par le nazisme, amputée d'une partie de ses minuscules classes moyennes, devint, une fois occupée par l'Armée rouge, la partie culturellement la plus avancée de la sphère soviétique. Certaines démocraties populaires développèrent des spécialités techniques honorables : les industries d'Allemagne de l'Est, de Bohême ou de Hongrie. Une étude détaillée mettrait en évidence ce que les économistes hongrois appelaient entre 1965 et 1975 un « quasi-développement », c'est-à-dire un développement industriel réel bien que déficient en qualité selon les normes internationales.

Surtout, la mise sous tutelle soviétique déclencha dans toute l'Europe de l'Est un décollage éducatif. L'idéologie communiste a en effet en commun avec le protestantisme l'obsession de l'éducation. La base de données Barro-Lee permet de mesurer les progrès réalisés ; elle fournit la proportion, en 1990, lors la chute du Mur, des personnes qui avaient reçu une éducation secondaire et de celles qui avait reçu une éducation supérieure, d'une part chez les 70-74 ans (qui avaient entre 25 et 30 ans en 1945 et avaient donc été éduqués avant le communisme) et d'autre part chez les 35-39 ans (qui avaient entre 25 et 30 ans en 1980 et avaient été éduqués, eux, sous le communisme). Commençons par la Pologne. Parmi les 70-74 ans, en 1990, 15,9 % avaient reçu une éducation secondaire, 60,6 % parmi les 35-39 ans. En ce qui concerne les éduqués supérieurs, les proportions étaient respectivement de 2,8 % et 10,6 %. Ce dernier pourcentage n'est pas considérable dans l'absolu, mais révèle quand même une impressionnante progression sous tutelle communiste : une multiplication par cinq.

Dans le cas de la Hongrie, en 1990, 6 % des 70-74 ans avaient reçu une éducation secondaire et 50,8 % des 35-39 ans. 4,6 % et 13,5 % avaient suivi des études supérieures. Enfin, en République tchèque (que je sépare déjà de la Slovaquie) qui, comme nous l'avons vu, était plus avancée au départ, on recensait, en 1990, 19,6 % d'éduqués secondaires chez les 70-74 ans et 57,1 % chez les 35-39 ans, 4,1 % d'éduqués supérieurs chez les 70-74 ans et 18,1 % chez les 35-39 ans. Ces chiffres sont plus élevés que ceux des autres pays

mais la progression est moins spectaculaire. La Bohême, elle, a donc bien été déviée de sa trajectoire occidentale de l'entre-deux-guerres.

Le développement éducatif sous domination soviétique engendra de nouvelles classes moyennes.

Inauthenticité est-européenne

Leur montée va nous éclairer sur la russophobie persistante de l'Europe de l'Est. Et, encore une fois, je n'oublie pas Katyn et autres horreurs perpétrées par les Soviétiques. Mais je n'oublie pas non plus que lesdites classes moyennes, qui forment aujourd'hui, à l'Est, le support de la démocratie « à l'occidentale » et ont piloté l'adhésion de leurs pays respectifs à l'OTAN doivent leur existence au système méritocratique communiste, à la prise en main de leurs sociétés par les Russes durant cinquante-cinq ans. La haine de la Russie me semble témoigner d'une certaine inauthenticité. Faut-il y déceler de la culpabilité, le syndrome de l'imposteur, je ne sais. J'ouvre ici une piste de recherche, même si, dans un présent très immédiat, nous devons prendre au sérieux cette russophobie, celle de la Pologne notamment, que l'histoire lointaine n'explique pas. Si la Pologne entrait en guerre contre la Russie pour soutenir l'Ukraine, ce sont des classes moyennes façonnées par la Russie qui la mèneraient. Cette vision d'une démocratie polonaise générée, en dernière instance, par la transformation sociale de l'époque soviétique, et de classes moyennes ukrainophones également nées à l'époque soviétique, permet de comprendre pourquoi Pologne et Ukraine ont pu un moment oublier leurs différends historiques, se pardonner, par amnésie, l'époque pas si reculée où les Ukrainiens de l'Ouest et du Centre étaient les serfs de seigneurs polonais.

L'inauthenticité que j'impute aux classes moyennes de l'Est peut se nourrir d'une autre bizarrerie, complémentaire : la réintégration des démocraties populaires dans l'espace occidental leur a fait retrouver leur statut de périphérie dominée, spécialisée dans les activités

économiques les plus ingrates. Au Moyen Âge, c'était la production agricole ; à l'âge de la globalisation, c'est la production industrielle, au service, pour l'essentiel, de l'Allemagne. Au moment même où les classes ouvrières d'Europe de l'Ouest étaient anéanties par le libre-échange, se développait, dans les anciennes démocraties populaires, un prolétariat comme le stalinisme n'en aurait pas rêvé.

Pour prendre la mesure de cette spécialisation industrielle, commençons par regarder la proportion de la population active travaillant dans le secteur secondaire en Europe occidentale. Considérons d'abord les pays les plus évidemment occidentaux[6]. Au Royaume-Uni et en Suède, la part du secteur secondaire dans la population active est de 18 %, en France de 19 %. En Allemagne et en Italie, deux pays qui ont mieux résisté à la désindustrialisation et gardent du respect pour le travail manuel, le secteur secondaire est plus important : 27 % en Italie, 28 % en Allemagne. Mais lorsque l'on gagne l'Europe de l'Est, ce qui est plafond à l'Ouest devient plancher. En Slovénie, l'industrie occupe 30 % de la population active, tout comme en Roumanie ; en Macédoine du Nord, en Bulgarie, en Pologne et en Hongrie, 31 % ; en Tchéquie et en Slovaquie, on monte à 37 %.

Que signifie, au plus profond, cette spécialisation industrielle ? Tout simplement qu'identifier l'Europe de l'Est à l'Europe de l'Ouest a quelque chose de faux et, à nouveau, d'inauthentique. L'intégration à l'Union européenne de ces pays certes démocratisés, mais avec leurs classes moyennes issues de la méritocratie communiste et leurs prolétariats de la globalisation, n'a pas été l'adjonction aux États-nations ouest-européens d'États-nations leur ressemblant. On a, au contraire, introduit dans l'espace européen de l'Ouest des sociétés dont l'histoire a été différente et l'est restée, cette différence ne faisant même, dans certains domaines, que s'accentuer. L'explosion de russophobie, concomitante à la volonté d'intégrer l'UE et l'OTAN, loin d'exprimer une véritable proximité avec l'Occident, revient à nier la réalité historique et sociale.

Cette russophobie s'est épanouie alors même que la Russie se retirait sans combattre et même avec une certaine élégance. Elle

persiste alors que les dirigeants russes, trop heureux d'être débarrassés de satellites qui, entre 1945 et 1990, s'avérèrent des boulets, n'avaient aucune intention d'y réexpédier leurs chars. Dominique de Villepin m'a confié un jour qu'en 2003 ou 2004, je ne me souviens plus, au moment où Poutine, Schröder et Chirac s'opposaient ensemble à la guerre d'Irak, Poutine leur avait dit, en substance : « Oui, effectivement, pour nous, en Russie, actuellement, c'est assez difficile. Mais, quand même, ce qui nous console, c'est que ça va être à vous de gérer les Polonais. »

Poutine était optimiste. On ne sait aujourd'hui si la Pologne a envoyé 10 000 ou 20 000 « volontaires » en Ukraine, où ils affrontent l'armée russe.

Relisant par hasard, après avoir écrit ces lignes, l'avant-propos de David Schoenbaum à la réédition française de *La Révolution brune*, son livre génial sur la démocratisation sociale de fait de l'Allemagne réalisée par le nazisme, j'y trouve cette intuition étonnante :

> Pour la Pologne post-communiste, la Hongrie et peut-être même la Slovaquie, c'est une tout autre affaire [*que l'Allemagne de l'Est*]. Fortement agraires, féodales de manière résiduelle, farouchement antisémites, autoritaires et irrédentistes avant la guerre, elles ont émergé des quatre décennies de communisme et d'hégémonie soviétique qui ont succédé au conflit, aussi « normales » et différentes que la république de Bonn sous Adenauer avait pu l'être de l'Allemagne du Kaiser ou de l'empire hitlérien […].
>
> Je n'ai ni les qualifications ni l'énergie requise pour me lancer dans une étude de la Révolution rouge et de son impact sur l'Europe post-communiste. Mais si le présent livre pouvait mettre en mouvement l'imagination d'un chercheur […] j'en serais heureux […][7].

Je suis pour ma part stupéfait de voir évoquée dès l'année 2000 une modernisation de l'Europe de l'Est par la domination soviétique, et donc russe. L'intuition pragmatique de Schoenbaum (à qui je dois tant intellectuellement, je m'en rends compte maintenant) me confirme dans l'idée que la russophobie persistante des anciennes démocraties populaires pourrait tout simplement résulter d'une dette historique, inconsciente et refoulée, inacceptable, inadmissible, envers l'ancien occupant.

L'exception hongroise

L'Europe de l'Est n'intéresse pas les Occidentaux ; ils la considèrent comme une masse indifférenciée. Il est vrai, on l'a vu, que sur le plan économique et social existent entre les ex-démocraties populaires des points communs. N'en demeure pas moins que ce monde a une histoire très diverse qui peut contribuer, par exemple, à expliquer le comportement des Hongrois aujourd'hui.

Prenons la religion. En Pologne, on trouve un catholicisme qui, bien que réel, n'était pas aussi important avant-guerre qu'on le croit et qui s'est affirmé pendant la domination soviétique comme un instrument de résistance nationale. Dans la période récente, il s'est effondré de façon particulièrement brutale, comme l'indique le taux de fécondité polonais, qui est l'un des plus bas de la zone : 1,2, comme en Ukraine. À ce niveau d'intensité, le contrôle des naissances signale la mort du catholicisme. Ailleurs, on relève d'autres traditions. Une partie de l'avance de la Bohême, devenue République tchèque, remonte au développement, dès le XV^e^ siècle, d'un proto-protestantisme hussite. L'Empire des Habsbourg l'a éradiqué, avec d'ailleurs la classe militaire, la noblesse tchèque, mais sans réussir à recatholiciser le pays en profondeur. La Bohême est classée comme catholique, bien qu'il s'agisse d'un catholicisme formel, un peu comme dans la vallée de la Garonne où, le protestantisme ayant également été éradiqué, apparurent au XVIII^e^ siècle une déchristianisation et une baisse de la fécondité précoces.

L'histoire religieuse la plus originale est celle de la Hongrie. Des cartes simplifiées la désignent comme catholique. Durant l'entre-deux-guerres, émergeant, diminuée, de la désintégration de l'Empire austro-hongrois, elle comptait effectivement une majorité catholique. Mais il y avait aussi, on l'a vu, 5 % de Juifs, auxquels il faut ajouter 20 % de calvinistes. La présence si loin à l'Est de cette importante minorité protestante s'explique curieusement par la domination qu'y exerça temporairement l'Empire ottoman. À l'époque de la Contre-

Réforme, celui-ci contrôlait à peu près le tiers du territoire hongrois et ne trouvait aucun intérêt à éliminer le protestantisme comme le faisaient alors les Habsbourg dans leur empire. Et l'on peut toujours admirer, dans l'est du pays, Debrecen, la Genève hongroise. Viktor Orban est, d'ailleurs, d'origine calviniste.

Cette substantielle minorité calviniste a sans doute été l'une des clés de la dynamique historique hongroise. Religion de progrès, éducatif en tout cas, le calvinisme a simultanément encouragé le sentiment national et protégé contre l'antisémitisme : le bon calviniste s'identifie en effet à Israël. Nous verrons aux chapitres suivants ce mécanisme fonctionner sur une échelle plus vaste : les Anglais, les Écossais et les Américains se sont pris, à tour de rôle, pour le peuple élu. La Hongrie est très patriote et le pays de la zone où l'antisémitisme a été le moins virulent : après 1968, par exemple, contrairement à la Pologne ou à la Tchécoslovaquie, la bouffée antisémite du soviétisme vieillissant l'a épargnée[8]. Auparavant, sous la double monarchie austro-hongroise, elle avait réussi – cas unique dans la zone – à intégrer (à magyariser, en l'occurrence) sa population juive, qui fut la seule d'Europe de l'Est à abandonner massivement le yiddish pour la langue magyare (non indo-européenne de surcroît) plutôt que pour l'allemand. Ses membres les plus riches furent anoblis et rejoignirent les rangs de l'aristocratie. En est résultée la population juive la plus patriote d'Europe de l'Est. Il s'agissait, il est vrai, d'une population récemment immigrée, venue de Pologne, de Lituanie ou d'ailleurs, attirée par la grande capitale qu'était (et que demeure) Budapest, séduite par une culture hongroise nationaliste mais assimilatrice.

Les Hongrois ont le sentiment d'avoir subi une défaite historique. Ils n'ont guère pardonné le traité de Trianon qui a laissé subsister des minorités magyares dans les pays voisins. Mais, au vu de l'histoire de toute l'Europe de l'Est, la Hongrie me paraît être, à un niveau profond, la nation la plus sûre d'exister. Ce diagnostic éclaire sur une autre singularité : le pouvoir hongrois n'est pas russophobe.

On accuse régulièrement Orban de faire le jeu de Poutine à l'intérieur de l'UE, en refusant ou en bloquant certaines sanctions.

Mais avant de le juger, demandons-nous pourquoi la seule des démocraties populaires qui se soit soulevée contre la Russie en 1956 manifeste une attitude compréhensive envers Moscou.

Notons d'abord l'existence d'une minorité hongroise dans la province ukrainienne d'Oujhorod. La politique d'unification linguistique du gouvernement de Kiev n'est pas bien vécue par ces locuteurs du magyar, et l'on conçoit que la perspective d'aller se faire tuer pour récupérer un Donbass rempli de Russes ne les enthousiasme pas et qu'elle ne laisse pas le gouvernement de Budapest indifférent. Mais je sens une raison plus profonde. Les Hongrois ont pu pardonner aux Russes de les avoir violemment réprimés parce qu'ils ont osé les affronter les armes à la main. L'absence de russophobie n'est pas en contradiction avec le soulèvement de 1956, il l'explique. Après 1956, les Russes accordèrent à la Hongrie un statut libéral, à part, dans la sphère soviétique ; on parlait alors de la Hongrie comme de la « baraque la plus gaie du camp ». Et Kadar, le dirigeant choisi par Moscou, avait inventé ce slogan d'un épatant pragmatisme : « Qui n'est pas contre nous est avec nous. » C'est cette confiance en eux qui a permis aux Hongrois d'ouvrir leur frontière en 1989 et d'abattre le rideau de fer ; c'est elle qui leur permet aujourd'hui de ne pas sombrer dans la russophobie.

Je suis en train d'évoquer des hypothèses historiques techniquement peu démontrables, mais dont nous avons terriblement besoin pour nous orienter de manière raisonnable et prudente. Alors que le conflit ukrainien pourrait dégénérer, nous ne pouvons pas nous permettre de toujours regarder l'Europe de l'Est comme une masse indifférenciée et accessoire.

Là-bas comme en Ukraine, et ici, je suis persuadé que, comme toute désignation d'un bouc émissaire, la russophobie révèle une déficience chez ceux qui l'éprouvent. Si elle ne nous dit rien de la Russie, elle nous renseigne, en revanche, sur les Ukrainiens, les Polonais, les Suédois, les Anglais, les classes moyennes françaises ou américaines. Nous examinerons ces divers cas occidentaux dans les chapitres suivants. L'Europe de l'Est, quant à elle, est travaillée par une flagrante inauthenticité. On la présente comme étant

démocratique et libérale par nature, tout en reprochant un peu à la Pologne et à la Hongrie de céder parfois à des réflexes conservateurs. La réalité est que tous ces pays, malgré leur diversité, sont dominés par des classes moyennes fabriquées par le communisme et qui, une fois libérées, ont mis leurs prolétariats au service du capitalisme occidental.

1. Voir Oliver Radkey, *Russia Goes to the Polls*, *op. cit.*

2. Nicolas Werth, « Qui étaient les premiers tchékistes ? », *Cahiers du monde russe*, 1991, 32-4, p. 501-512.

3. *Embrassons-nous, Folleville !* est une comédie d'Eugène Labiche et Auguste Lefranc jouée pour la première fois à Paris en 1850. « Embrassons-nous, Folleville ! » est devenu une allusion ironique aux démonstrations d'amitié qui nient les problèmes.

4. Max Weber, *La Ville*, La Découverte, 2014, p. 74-78.

5. Iván T. Berend, *Decades of Crisis. Central and Eastern Europe before Word War II*, University of California Press, 1998.

6. Ces chiffres, comme les suivants, sont ceux de 2021. Source : Banque mondiale.

7. David Schoenbaum, *La Révolution brune*, Les Belles Lettres, 2021, p. XVI.

8. La Roumanie aussi, pour d'autres raisons. Voir Paul Lendvai (un Juif hongrois d'origine), *L'Antisémitisme sans juifs*, Fayard, 1971.

CHAPITRE 4

Qu'est-ce que l'Occident ?

Parcourant l'ancienne sphère soviétique, nous avons constaté que la Russie avait retrouvé sa stabilité et un certain type de dynamisme économique, mais que son avenir démographique lui interdisait tout espoir d'expansion. À l'évidence, ce n'est pas là qu'il faut chercher l'origine des perturbations que le monde traverse. L'examen de l'Ukraine, pays en décomposition, nous a davantage éclairés à cet égard. Pour autant, sa taille modeste la rendrait bien incapable d'entraîner seule la planète dans un vaste chambardement. Enfin, nous nous sommes intéressés aux anciennes démocraties populaires, auxquelles j'ai adjoint les républiques baltes. Il est apparu que ces pays, tout au long de leur histoire, ont été des objets avec lesquels, non pas tellement la Russie, mais l'Occident a joué. Mais là encore, et en dépit de l'agressivité diplomatique et possiblement militaire de la Pologne, ce serait faire fausse route que de rendre cette zone responsable de la crise que nous vivons.

Pour en trouver l'origine, il faut franchir l'ancien rideau de fer ; c'est en Occident, davantage qu'en Russie, en Ukraine ou dans les anciennes démocraties populaires, que la crise est née. Rejeter l'idée que la Russie en est la première responsable est, je l'admets, difficile ; l'hypothèse est contre-intuitive. N'a-t-elle pas attaqué l'Ukraine ? Ne bafoue-t-elle pas, chez elle, les principes de la démocratie libérale ?

Reste que tous les indicateurs objectifs s'y sont améliorés, que c'est un pays qui a recouvré il y a peu son équilibre et s'évertue à le préserver. Je serais tenté de dire qu'aux yeux du géopoliticien la Russie n'est pas intéressante ; mais je suis conscient que c'est demander au lecteur de faire un effort d'imagination, de secouer son éventuelle soumission à l'évidence de la guerre.

L'Occident, lui, n'est pas stable ; il est même malade. Nous allons détailler dans ce chapitre et les suivants cette cruelle vérité. Mais il n'est pas seulement en crise, il occupe une position centrale. Son poids, démographique ou économique, sept à dix fois supérieur à celui de la Russie, son avance technologique, sa prédominance idéologique et financière héritée de l'histoire économique des années 1700-2000 nous amènent inévitablement à émettre l'hypothèse que sa crise est la crise du monde.

Commençons par définir l'Occident de manière sérieuse, c'est-à-dire en écartant les poncifs qui l'associent exclusivement à la démocratie libérale. Je vais continuer à parler d'économie, bien sûr, puisque la crise de l'Occident se manifeste dans la guerre par de graves déficiences industrielles, mais aussi de structures familiales, comme je l'ai fait pour la Russie et l'Ukraine. Surtout, je vais donner une importance cruciale à la religion. À l'origine et au cœur du développement occidental, on ne trouve pas le marché, l'industrie et la technique, mais, comme je l'ai annoncé dans l'introduction, une religion particulière, le protestantisme. Je me comporte ainsi en bon élève de Max Weber, qui plaça la religion de Luther et de Calvin à la source de ce qui apparaissait à son époque comme la supériorité de l'Occident. Mais plus d'un siècle après la publication de *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* en 1904 et 1905, nous pouvons dépasser Weber d'une manière inédite. Si, comme il l'affirme, le protestantisme a bien été la matrice du décollage de l'Occident, sa mort, aujourd'hui, est la cause de la désintégration de celui-ci, et plus prosaïquement de sa défaite. J'inclus la longue durée de l'histoire religieuse dans l'analyse géopolitique immédiate. L'exercice est difficile mais indispensable si l'on entend prévoir avec vraisemblance et efficacité. Pour prédire si un déclin, partiel ou total, est réversible, il faut savoir quelles ont été les causes de l'ascension. Et pas seulement

dans le domaine économique. Pour expliquer l'évaporation de l'État-nation, nous devons identifier les forces qui permirent sa naissance.

Les deux Occidents

Comment définir l'Occident ? Deux possibilités s'offrent à nous. D'abord celle d'une définition large en termes de décollage éducatif et de développement économique. Cet Occident-là comprendrait, si l'on s'en tient aux grands pays, aux côtés de l'Angleterre, des États-Unis et de la France, l'Italie, l'Allemagne et le Japon. C'est l'Occident actuel des politiques et des journalistes, celui d'une OTAN élargie au protectorat japonais. L'autre définition possible, plus étroite, prend pour critère d'inclusion une participation à la révolution libérale et démocratique. Nous obtenons alors un club plus sélect qui ne compte plus que l'Angleterre, les États-Unis et la France. La *Glorious Revolution* anglaise de 1688, la Déclaration d'indépendance américaine de 1776 et la Révolution française de 1789 sont les événements fondateurs de cet Occident libéral étroit. L'Occident au sens large n'est donc pas historiquement « libéral » puisqu'il a aussi engendré le fascisme italien, le nazisme allemand et le militarisme japonais.

On nous assure (avec raison) que ces trois pays ont changé. Mais le discours occidental actuel enferme la Russie, et elle seule, dans une éternité despotique oscillant entre l'autocratie tsariste et le totalitarisme stalinien. Poutine, quand il n'est pas assimilé au démon, est soit un nouveau Staline soit un nouveau tsar. Si l'on appliquait à l'Occident (au sens large) les mêmes critères anhistoriques qui dénient à la Russie le droit d'évoluer, on découvrirait qu'il est très éloigné de l'image qu'il se fait aujourd'hui de lui-même. Il serait toujours porteur, à un degré ou à un autre, d'une violence venue, non pas directement du fascisme, du nazisme ou du militarisme, mais d'un élément culturel mystérieux qui animerait, éternellement, les histoires italienne, allemande et japonaise. L'analyse des structures

familiales permet certes d'identifier des éléments de continuité dans les histoires nationales, en particulier l'autoritarisme des familles souche ou communautaire. Mais il est clair que l'Italie actuelle n'est pas celle de Mussolini, ni l'Allemagne actuelle celle de Hitler. Et que la Russie actuelle est bien autre chose que la Russie communiste ou la Russie tsariste.

Je vais adopter, dans les pages qui suivent, la définition large de l'Occident, tout simplement parce qu'elle correspond au système de pouvoir américain, mais en gardant à l'esprit les existences simultanées d'un Occident libéral et d'un Occident autoritaire. Ce dernier aurait pu inclure la Russie si les avances qu'elle fit dans les années 1990-2006 avaient été acceptées.

Dans l'Occident ainsi défini s'est produit un développement économique plus précoce que dans les autres régions du monde. Deux révolutions culturelles expliquent ce décollage : la Renaissance italienne et le protestantisme allemand. Notre modernité est éclose en zone autoritaire.

Max Weber établit un lien entre protestantisme et essor économique de l'Europe, même s'il s'est probablement égaré en cherchant dans de subtiles nuances théologiques les raisons du décollage. Le facteur fondamental est plus simple : le protestantisme alphabétise par principe les populations qu'il contrôle parce que tous les fidèles doivent accéder directement aux Écritures saintes. Or, une population alphabétisée est capable de développement technologique et économique. La religion protestante a modelé, par accident, une force de travail supérieurement efficace. En ce sens, l'Allemagne a été au cœur du développement occidental, même si la révolution industrielle a eu lieu en Grande-Bretagne, et même si le décollage final le plus spectaculaire a été celui des États-Unis. Si l'on ajoute la Scandinavie, protestante et tôt alphabétisée, nous obtenons la carte du monde le plus avancé à la veille de la Première Guerre mondiale. Ce foyer protestant de l'Occident est, si je puis dire, à cheval sur ses composantes libérale et autoritaire puisque l'un de ses pôles est le monde anglo-saxon et l'autre l'Allemagne (aux deux tiers protestante). La France est le pays catholique qui, par effet de

contiguïté, a réussi à se maintenir dans la sphère la plus développée de l'Occident, essentiellement protestante.

Sur le plan des conceptions sociales, toute la sphère protestante a partagé, à un degré ou un autre, l'idée, héritée de la doctrine de la prédestination, qu'il y a des élus et des damnés, et que les hommes, donc, ne sont pas égaux. Un inégalitarisme franc en Allemagne, atténué aux Pays-Bas, en Angleterre et en Amérique, mais qui, dans tous les cas, s'est opposé à l'idée catholique (ou orthodoxe) d'une fondamentale égalité des hommes, lavés du péché originel par le baptême. Rien d'étonnant, en conséquence, à ce que les deux formes les plus puissantes ou les plus stables du racisme soient apparues en pays protestant. Le nazisme s'est implanté dans les régions luthériennes d'Allemagne : la carte du vote nazi en 1932, c'est celle du protestantisme. Quant à la fixation des Américains sur les Noirs, elle aussi a beaucoup à voir avec le protestantisme. Mentionnons, enfin, l'eugénisme et les stérilisations forcées, notamment dans l'Allemagne nazie, en Suède entre 1935 et 1976 et aux États-Unis entre 1907 et 1981, résultat logique d'un fond protestant qui ne reconnaît pas tous les droits fondamentaux à tous les hommes.

Le protestantisme se trouve donc doublement au cœur de l'histoire de l'Occident, pour le meilleur avec l'essor éducatif, puis économique, et pour le pire avec l'idée que les hommes sont inégaux. Il a aussi été le premier moteur du développement des États-nations. Les Français se trompent lorsqu'ils croient que leur révolution a inventé la nation. C'est le protestantisme qui, le premier, a donné aux peuples une telle représentation d'eux-mêmes, cette forme particulière de conscience collective. En effet, en exigeant que la Bible soit traduite en langue vernaculaire, Luther et ses disciples ont fortement contribué à la formation de cultures nationales et d'États puissants, guerriers, conscients d'eux-mêmes : l'Angleterre de Cromwell, la Suède de Gustave-Adolphe ou la Prusse de Frédéric II. Avec le protestantisme, apparaissent des peuples qui, à force de trop lire la Bible, se croient élus de Dieu.

Le protestantisme originel était de tempérament autoritaire. Luther prônait une soumission absolue de l'individu à l'État, mais qu'ait triomphé en Allemagne une forme autoritaire du

protestantisme s'explique surtout par une prédisposition anthropologique. La famille souche allemande n'avait rien à envier, en cette matière, à la famille communautaire russe. Un seul des fils était appelé à cohabiter avec le père (et non tous les fils comme en Russie), mécanisme qui produisait un ordre social plus stable. Aucune égalité des frères ne le rongeait, aucune association des frères contre le père ne le menaçait, aucune aspiration révolutionnaire radicale (contre le Tsar ou Dieu) ne pouvait l'abattre.

L'Angleterre protestante s'est, à l'opposé, distinguée par l'épanouissement de la liberté, celle du Parlement et celle de la presse. Que la démocratie libérale y soit née plutôt qu'ailleurs ne surprend guère l'anthropologue. Sa famille nucléaire absolue ne faisait jamais cohabiter plus qu'un couple et ses enfants, lesquels quittaient leurs parents dès l'adolescence, envoyés comme domestiques dans d'autres familles (quel que fût le niveau de richesse). Un tel système prépare les individus à la liberté, il leur insuffle même un inconscient libéral. Les colons anglais l'exportèrent en Amérique. En France, tout au moins dans le Bassin parisien, la famille nucléaire était, elle, égalitaire, puisque frères et sœurs étaient égaux devant l'héritage, tandis que dans le monde anglo-saxon cette règle d'égalité entre les enfants n'existait pas. L'anthropologie des structures familiales permet de comprendre pourquoi et comment l'Angleterre, l'Amérique et la France concoururent à la gestation de la démocratie libérale. Le fond nucléaire pouvait y nourrir un libéralisme instinctif. Confrontée en 1789 à la survenue violente du fond égalitaire français, l'Angleterre fut, certes, tout d'abord horrifiée ; mais, l'Hexagone une fois apaisé, elle en tira plutôt un stimulant pour aboutir à sa propre version du suffrage universel. Quant aux États-Unis, ils purent très tôt surmonter l'absence de principe égalitaire dans la vie familiale grâce à une fixation de l'idée d'infériorité sociale sur les Indiens et sur les Noirs. L'égalité des Blancs entre eux se révéla toutefois un principe moins solide, nous le verrons, que l'égalité des hommes en général.

La définition large de l'Occident, celle qui inclut l'Allemagne, rend l'idée d'une opposition radicale avec la Russie pour le moins curieuse. On a plutôt l'impression d'un cousinage, d'une complicité historique partielle, notamment dans l'enfantement du totalitarisme, la famille

souche permettant le nazisme, la famille communautaire le communisme. Mais, même si l'on s'en tient à la seconde définition, plus restrictive, d'un Occident lieu de naissance de la démocratie libérale, nous sommes confrontés à une absurdité. L'Occident proclame aujourd'hui qu'il représente la démocratie libérale contre l'autocratie russe (par exemple). Or, dans son noyau dur anglo-américano-français, qui a effectivement inventé la démocratie libérale, celle-ci périclite.

Défendre une démocratie qui n'existe plus

Dans le discours unanimiste sur la guerre, tel qu'il s'affiche dans les grands journaux ou sur les plateaux de télévision, il va de soi que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France sont des démocraties libérales. C'est oublier que cette autoprésentation *dans la guerre* est en contradiction complète avec le discours que ces mêmes pays tiennent sur eux-mêmes depuis vingt ou trente ans *en interne*. Que les démocraties occidentales soient en crise, et même que nous vivions en post-démocratie, est devenu un lieu commun.

J'en avais parlé en 2008 dans mon ouvrage *Après la démocratie* et, déjà à l'époque, je n'avais pas l'impression d'être follement original[1]. Depuis, le Brexit et Trump aidant, les ouvrages catastrophistes sur cette question se sont multipliés des deux côtés de l'Atlantique. Les États-Unis avaient tôt ouvert le bal, dès 1995 avec la parution de l'ouvrage posthume de Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie*[2]. En 1996, Michael Lind publie *The Next American Nation. The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, qui exprime aussi le désarroi américain[3]. Le même Lind signe, en 2020, *The New Class War. Saving Democracy from the Metropolitan Elite*[4]. L'évidence d'une nouvelle oligarchie sapant les

fondements démocratiques du pays se trouve également dans *The New Class Conflict* de Joel Kotkin, sorti en 2014[5].

Côté britannique, *Post-Democracy* de Colin Crouch date de 2020, mais c'est la reprise et le développement d'un livre écrit à l'origine en 2003 (cinq ans donc avant mon propre *Après la démocratie*)[6]. Citons aussi *From Anger to Apathy. The British Experience since 1975*[7], ou *The Road to Somewhere. The Populist Revolt and the Future of Politics* de David Goodhart (2017)[8], et *The New Snobbery. Taking on Modern Elitism and Empowering the Working Class* de David Skelton (2021)[9]. Pour ce qui est de la France, retenons *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, de Christophe Guilluy (2014)[10], *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, de Luc Rouban (2018)[11], et *L'Archipel français*, de Jérôme Fourquet (2019)[12]. Même l'Allemagne est concernée : *Die Abstiegsgesellschaft. Über das Aufbegehren in der regressiven Moderne*, d'Oliver Nachtwey, date de 2016[13] et a été traduit en 2018 en anglais sous le titre *Germany's Hidden Crisis. Social Decline in the Heart of Europe*[14].

Cette énumération, très loin d'être exhaustive et que les chapitres suivants compléteront par d'autres titres, a seulement pour but de montrer que l'idée d'une démocratie occidentale en crise terminale n'a rien d'excentrique ou de marginal ; elle est banale, admise, avec certes des nuances, par bon nombre d'intellectuels et de politiques.

Essayons de dégager un idéal-type de cette dégénérescence démocratique. Pour ce faire, il convient de définir au préalable un idéal-type de la démocratie libérale, ou, plus modestement, de la décrire sommairement. Elle a pour cadre un État-nation dans lequel les citoyens se comprennent à peu près, le plus souvent mais pas toujours grâce à l'existence d'une langue commune. Y ont lieu des élections au suffrage universel. Le pluralisme partisan, les libertés d'expression et de la presse y sont assurés. Enfin, trait fondamental,

on applique la règle de la majorité tout en assurant la protection des minorités.

Des lois explicites ne suffisent pas, toutefois, à faire d'un pays une démocratie libérale. Ces lois doivent être activées, incarnées, vécues par la grâce de mœurs démocratiques. Les représentants élus au suffrage universel doivent se considérer eux-mêmes, absolument, comme les représentants des personnes qui les ont élus. Quant à la concordance entre les lois et les mœurs, elle a été rendue possible au XX^e siècle par l'alphabétisation généralisée.

Si je vois dans la capacité de lire et d'écrire le fondement de la démocratie, ce n'est pas simplement parce que l'alphabétisation permet de déchiffrer les journaux et de choisir son bulletin de vote, mais parce qu'elle nourrit un sentiment d'égalité pour ainsi dire métaphysique entre tous les citoyens. Lire et écrire, ce qui était l'exclusivité du prêtre, est désormais le propre de tous les hommes. Or, ce sentiment d'une égalité démocratique de base semble, en ce début de troisième millénaire, tari. Le développement de l'éducation supérieure a fini par donner à 30 ou 40 % d'une génération le sentiment d'être vraiment supérieurs : une élite de masse, oxymore qui introduit à la bizarrerie de la situation.

Avant la guerre d'Ukraine, donc, les observateurs percevaient les démocraties occidentales comme minées par un mal qui allait s'aggravant. Ce mal met face à face deux grandes catégories idéologiques et mentales, l'élitisme et le populisme : les élites dénoncent une dérive des peuples vers la droite xénophobe et les peuples soupçonnent les élites de sombrer dans un « globalisme » délirant. Si le peuple et l'élite ne sont plus d'accord pour fonctionner ensemble, la notion de démocratie représentative n'a plus de sens : on aboutit à une élite qui ne veut plus représenter le peuple et à un peuple qui n'est plus représenté. Journalistes et politiques sont d'ailleurs, selon les sondages d'opinion, les deux professions les moins respectées dans la majorité des « démocraties occidentales ». Le complotisme se répand, pathologie spécifique d'un système social structuré par le couple élitisme/populisme, par la méfiance sociale.

L'idéal démocratique, sans aller jusqu'au rêve d'une égalité économique parfaite de tous les citoyens, comportait la notion d'un rapprochement des conditions sociales. Dans la phase de démocratie maximale postérieure à la Deuxième Guerre mondiale, on même a pu imaginer, aux États-Unis puis ailleurs, que prolétariat et bourgeoisie allaient se fondre dans une vaste classe moyenne. Ces dernières décennies, cependant, nous avons assisté, au contraire, à une montée des inégalités, quoique d'ampleur variée selon les pays. Ce phénomène, associé au libre-échange, a bien pulvérisé les classes traditionnelles mais en dégradant les conditions matérielles et l'accès à l'emploi des ouvriers et des classes moyennes elles-mêmes. Encore une fois, ce que je décris est d'une confondante banalité : un constat sur lequel tout le monde s'accorde.

Le représentant du peuple, membre de l'élite de masse qui a fait des études supérieures, ne respecte plus le peuple du primaire et du secondaire et ne peut s'empêcher au fond, quelle que soit son étiquette partisane, de ressentir les valeurs des éduqués supérieurs comme les seules légitimes. Il est l'un d'entre eux, ces valeurs sont lui-même, et tout le reste est, à ses yeux, dénué de sens, vide ; jamais il ne pourra représenter une alternative quelconque.

Les oligarchies libérales contre la démocratie autoritaire russe

Je vais requalifier les systèmes politiques décrits dans nos médias, nos universités et lors de nos compétitions électorales comme des *démocraties libérales* occidentales affrontant par Ukraine interposée *l'autocratie* russe. L'adjectif « libéral », ajouté à « démocratie », exprime la protection des minorités qui modère la force du principe majoritaire. Dans le cas de la Russie, où l'on vote et où l'on soutient le gouvernement, avec des imperfections qui musellent les minorités, j'avais gardé l'idée de démocratie mais substitué « autoritaire » à « libéral » comme adjectif qualificatif. Dans le cas de l'Occident, le

dysfonctionnement de la représentation majoritaire interdit que l'on conserve le terme de « démocratie ». Rien ne s'oppose, en revanche, à ce qu'on garde le terme « libéral » puisque la protection des minorités est devenue l'obsession de l'Occident. On pense le plus souvent aux opprimés, Noirs ou homosexuels, mais la minorité la mieux protégée en Occident est assurément celle des riches, qu'ils représentent 1 % de la population, 0,1 % ou 0,01 %. En Russie, ni les homosexuels ni les oligarques ne sont protégés. Nos démocraties libérales deviennent donc des « oligarchies libérales ».

Le sens idéologique de la guerre change. Annoncée par la pensée dominante comme la lutte des démocraties libérales de l'Occident contre l'autocratie russe, elle devient un affrontement entre les oligarchies libérales de l'Occident et la démocratie autoritaire russe.

L'objectif de cette requalification de l'Occident et de la Russie n'est pas de dénoncer le premier mais de comprendre mieux ses objectifs de guerre, ses forces et ses faiblesses.

Plusieurs points importants peuvent être déjà soulignés :

– Nous avons bien affaire à l'affrontement de deux systèmes opposés sur le plan idéologique, même si l'opposition n'est pas celle qui nous a été présentée. Il est sociologiquement normal, si l'on peut dire, que les partis qui représentent les milieux ouvriers ou les petits-bourgeois dominés (en France le Rassemblement national et la France insoumise, en Allemagne l'AfD, aux États-Unis Donald Trump) soient soupçonnés de sympathie pour Poutine. Les élites dominantes ont peur que les strates inférieures de la société penchent vers la Russie, dont les valeurs démocratiques autoritaires ne sont pas sans rappeler un trait caractéristique des populismes occidentaux.

– On comprend mieux que les oligarchies libérales aient adopté les sanctions économiques comme moyen de guerre : ce sont les strates inférieures des sociétés occidentales qui souffrent le plus de l'inflation et de la baisse du niveau de vie.

– Le fonctionnement chaotique des oligarchies libérales produit des élites incompétentes sur le plan diplomatique, et donc des erreurs majeures dans la gestion du conflit avec la Russie et la Chine. Ce dysfonctionnement structurel mérite que l'on s'y attarde un peu.

Ce qu'il y a de tout à fait singulier dans les oligarchies occidentales, c'est que leurs institutions et leurs lois n'ont pas changé. Formellement, on a toujours affaire à des démocraties libérales, nanties du suffrage universel, de parlements et parfois de présidents élus et d'une presse libre. Les mœurs démocratiques, par contre, ont disparu. Les classes éduquées supérieures se pensent intrinsèquement supérieures et les élites, on l'a dit, se refusent à représenter le peuple, relégué dans des comportements qualifiés de populistes. Nous aurions bien tort de considérer qu'un tel système peut fonctionner harmonieusement, naturellement. Les peuples restent alphabétisés et la base du suffrage universel, à laquelle se superpose la stratification éducative nouvelle, est toujours vivante. Le dysfonctionnement oligarchique des démocraties libérales doit donc être ordonné et contrôlé. Qu'est-ce à dire ? Tout simplement que, les élections subsistant, le peuple doit être tenu à l'écart de la gestion économique et de la répartition de la richesse, en un mot : trompé. C'est du travail pour la classe politique, c'est même devenu *le travail* auquel elle se consacre en priorité. De là : l'hystérisation des problèmes raciaux ou ethniques et les bavardages sans effets sur des sujets pourtant sérieux : l'écologie, le statut des femmes ou le réchauffement climatique.

Tout cela a un rapport, négatif, avec la géopolitique, la diplomatie et la guerre. Accaparés par leur nouveau métier – gagner des élections qui ne sont plus que des pièces de théâtre mais demandent, comme le vrai théâtre, des compétences spécifiques et du travail –, les membres des classes politiques occidentales n'ont plus le temps de se former à la gestion des rapports internationaux. Ils arrivent donc sur la grande scène du monde dépourvus des connaissances de base nécessaires. Pis, habitués à triompher chez eux des moins éduqués, laborieusement mais le plus souvent avec succès (c'est leur boulot), et se pensant par là même confirmés dans leur supériorité intrinsèque, ils se trouvent en présence de vrais adversaires, qu'ils n'impressionnent guère et qui ont eu le temps, eux, de penser le monde et, il faut l'avouer, n'ont pas eu à dépenser autant d'énergie dans la préparation des élections russes ou dans les rapports de force internes au Parti communiste chinois. Nous commençons à percevoir

la réelle infériorité technique de Joe Biden ou d'Emmanuel Macron face à Vladimir Poutine ou Xi Jinping, et à en comprendre les raisons.

Un processus non réversible

La nouvelle stratification éducative a bel et bien créé des éduqués supérieurs qui méprisent les éduqués de niveau primaire et secondaire, lesquels, en retour, se méfient d'eux. La dégénérescence des démocraties libérales ne se résume pas, toutefois, à une guerre du haut de la société contre le bas. En association étroite avec la hausse massive du niveau de vie, la stratification éducative a fait exploser croyances et forces collectives. Au-delà de l'opposition entre populisme et élitisme, on peut saisir un phénomène d'atomisation sociale, de pulvérisation des identités, qui touche tous les niveaux de la société.

L'auteur qui me paraît avoir le mieux senti et décrit cette décomposition en politique est Peter Mair, dans *Ruling the Void*[15]. L'une de ses intuitions les plus intéressantes est que, dans une situation d'atomisation générale, de vide, l'État monte en puissance. C'est logique. Si la société se décompose en individus, l'appareil d'État prend une importance particulière.

La religion, ou plutôt sa désintégration, je l'ai dit plus haut, est au cœur de mon modèle. Le christianisme a été la matrice religieuse originelle de toutes nos croyances collectives ultérieures : partout en Europe, la nation ou la classe ; en France spécifiquement, le radical-socialisme, le socialisme, le communisme, le gaullisme ; en Grande-Bretagne, le travaillisme et le conservatisme ; en Allemagne, la social-démocratie et le nazisme et, à l'évidence, la démocratie chrétienne. En Amérique, la religion protestante a structuré la vie sociale en interaction avec le sentiment racial. La décomposition par plaques de la religion chrétienne a fait apparaître, dans un premier temps, entre le XVIII^e^ et le XX^e^ siècle, ces croyances collectives de substitution. J'ai

tracé l'histoire de la déchristianisation, ou sécularisation, dans *L'Invention de l'Europe* en mesurant les effondrements de la pratique dominicale et du recrutement en prêtres : première chute d'une moitié du catholicisme, dans le Bassin parisien, sur la côte méditerranéenne de la France, au sud de l'Italie, au centre et au sud de l'Espagne et du Portugal, au milieu du XVIII^e^ siècle ; deuxième chute, cette fois celle de l'ensemble du protestantisme, entre 1870 et 1930 ; troisième et ultime chute de ce qui restait du catholicisme à partir de 1960, simultanément en Allemagne du Sud et rhénane, en Belgique, au sud des Pays-Bas, sur la périphérie de la France, au nord de la péninsule Ibérique, en Italie du Nord, en Suisse, en Irlande. Cet affaissement de la pratique et de l'encadrement religieux a mené à un premier état, *zombie*, de la sécularisation, dans lequel l'essentiel des mœurs et des valeurs de la religion disparue subsistaient (notamment l'aptitude à l'action collective). Le concept de catholicisme zombie, élaboré pour comprendre le dynamisme relatif de certaines régions de France dans les turbulences de la globalisation, et que j'ai utilisé pour déchiffrer la carte des manifestations de soutien à *Charlie* en 2015, se révèle d'application tout à fait générale. L'état zombie d'une religion n'est cependant qu'une première phase de la sécularisation, qu'on ne peut décrire comme un état vraiment post-religieux. C'est alors qu'apparaissent les croyances de substitution, généralement des idéologies politiques fortes qui organisent et structurent les individus comme le faisait la religion. Bouleversées par la disparition de Dieu, les sociétés restent néanmoins cohérentes, et capables d'action. L'État-nation, souvent férocement nationaliste, est typiquement la manifestation d'un état zombie de la religion, avec cette réserve que le protestantisme avait réussi à engendrer des États-nations avant même sa propre disparition. Toujours, il a été une religion nationale et ses pasteurs au fond étaient des fonctionnaires.

L'état zombie n'est pas la fin du voyage. Les mœurs et les valeurs héritées du religieux s'étiolent ou explosent, et disparaissent enfin ; et alors, mais alors seulement, apparaît ce que nous sommes en train de vivre, le vide religieux absolu, avec des individus privés de toute croyance collective de substitution. Un état zéro de la religion. C'est à

ce moment-là que l'État-nation se désintègre et que la globalisation triomphe, dans des sociétés atomisées où l'on ne peut même plus concevoir que l'État puisse agir efficacement. Je dis « l'individu privé de toute croyance collective » plutôt que « libéré » parce que, nous allons le voir, il se trouve diminué plutôt que grandi par le vide.

La durée du processus montre à quel point il implique en son sein une non-réversibilité de lui-même et de ses conséquences. La matrice religieuse originelle fut lentement construite entre la fin de l'Empire romain et le Moyen Âge central, puis densifiée ultimement par la Réforme protestante et la Contre-Réforme catholique. Si c'est l'arrivée à un état religieux zéro qui a fait disparaître le sentiment national, l'éthique du travail, la notion d'une moralité sociale contraignante, la capacité de sacrifice pour la collectivité, toutes ces choses dont l'absence fait la fragilité de l'Occident dans la guerre, il devient évident qu'elles ne réapparaîtront pas dans les cinq ans qui viennent, espace de temps que j'ai donné aux Russes pour mener à bien leur guerre.

Religion : états actif, zombie et zéro

Comment caractériser l'état zéro d'une religion ? Les valeurs de cette religion, organisatrices de la vie sociale, de la morale, de l'action collective, on l'a dit, ne comptent plus. L'espace social et moral qu'elle occupait autrefois nous garantit que l'état zéro affecte d'innombrables domaines : non seulement le travail et la nation, mais aussi les comportements familiaux et sexuels, l'art comme le rapport à l'argent. Il existe toutefois une méthode empirique assez simple pour distinguer les trois phases – active, zombie et zéro – de la religion chrétienne, toutes branches confondues, et marquer les transitions de l'une à l'autre phase. Au stade actif, l'assistance au service dominical est forte. Au stade zombie, la pratique dominicale a disparu mais les trois rites de passage qui accompagnent la naissance, le mariage et la mort restent encadrés par l'héritage chrétien. Une

population chrétienne zombie ne va plus à la messe mais continue majoritairement de faire baptiser ses enfants, y compris dans la plupart des confessions protestantes où le baptême des nouveau-nés n'a pas la même centralité que dans le catholicisme. À l'autre extrémité de la vie, une société chrétienne zombie continuera de refuser l'incinération, qui fut longtemps rejetée par l'Église. Le stade chrétien zéro se caractérise donc par la disparition du baptême et un essor massif de l'incinération. Nous vivons tout cela.

Enfin, il y a le mariage. Le mariage civil de la période zombie garde, dans ses obligations et dans son rapport à la procréation, les traits essentiels du mariage chrétien. L'anthropologue a donc la chance de disposer, pour ainsi dire, d'une date officielle de disparition de la forme chrétienne du mariage : celle de l'instauration du « mariage pour tous ». Si le mariage entre personnes de même sexe est considéré comme équivalent au mariage entre des personnes de sexes différents, alors nous pouvons affirmer que la société concernée a atteint un état zéro de la religion.

Il ne s'agit surtout pas ici, bien entendu, de reprendre les polémiques qui ont entouré la légalisation du « mariage pour tous », mais de l'envisager, froidement, comme un excellent marqueur anthropologique, qui permet de fixer la fin absolue du christianisme en tant que force sociale. Aux Pays-Bas, c'est : 2001. En Belgique : 2003. En Espagne et au Canada : 2005. En Suède et en Norvège : 2009. Au Danemark : 2012. En France : 2013. Au Royaume-Uni : 2014 (mais en Irlande du Nord : 2020 seulement). En Allemagne : 2017. En Finlande : 2017 aussi. Quant aux États-Unis, le Massachusetts l'a légalisé dès 2004, mais il a été généralisé à l'ensemble du pays en 2015.

On peut donc définir les années 2000 comme les années de la disparition effective du christianisme en Occident, d'une façon précise et absolue. On relève aussi une convergence dans le néant des catholiques et des protestants. L'Europe de l'Est n'est pas concernée et l'Italie, Vatican oblige, ne dispose toujours que de l'union civile.

Fuite en avant nihiliste

L'une des grandes illusions des années 1960 – entre révolution sexuelle anglo-américaine et Mai 68 français – fut de croire que l'individu serait plus grand une fois affranchi du collectif (*mea culpa, mea maxima culpa* !). C'est tout le contraire. L'individu ne peut être grand que dans une communauté et par elle. Seul, il est voué par nature à rétrécir. Maintenant que nous sommes libérés en masse des croyances métaphysiques, fondatrices et dérivées, communistes, socialistes ou nationales, nous faisons l'expérience du vide, et nous rapetissons. Nous devenons une multitude de nains mimétiques qui n'osent plus penser par eux-mêmes – mais se révèlent quand même tout aussi capables d'intolérance que les croyants d'autrefois.

Les croyances collectives en effet ne sont pas seulement des idées que partagent des individus et qui leur permettent d'agir ensemble. Elles les structurent. En leur inculquant des règles morales approuvées par d'autres, elles les transforment. Cette société à l'œuvre à l'intérieur même de l'individu, c'est ce qu'en psychanalyse on appelle le surmoi. De nos jours, ce concept a mauvaise presse : il évoque une instance de contrôle antipathique qui réprime, empêche « le développement personnel ». Mais, dans l'esprit de Freud et de bien d'autres, le surmoi est aussi un idéal du moi, qui permet à l'individu de s'élever au-dessus de ses désirs immédiats, pour être mieux et plus que lui-même. Avant l'idéal du moi, freudien, il y avait eu la « conscience », et elle impliquait l'existence des autres. Écouter sa conscience, faire son examen de conscience étaient des impératifs d'origine chrétienne. Dans l'état zombie de la religion, la société restait capable d'injecter un idéal du moi dans l'individu et le concept de conscience restait pleinement actif.

Je schématise bien sûr, j'exagère, en présentant des tendances lourdes comme totalement réalisées.

L'état religieux zéro traduit un vide et, tendanciellement, une déficience du surmoi. Il définit du rien, du néant, mais pour un être humain qui malgré tout ne cesse pas d'exister et continue d'éprouver l'angoisse de la finitude humaine. Ce rien, ce néant, va donc quand

même produire quelque chose, une réaction, dans toutes les directions : certaines admirables, d'autres stupides, d'autres abjectes. Le nihilisme, qui idolâtre le rien, me semble la plus banale.

Il est omniprésent en Occident, en Europe comme outre-Atlantique.

C'est dans les systèmes anthropologiques de type nucléaire individualiste, français mais surtout anglo-américains, – où ne subsiste aucun encadrement familial résiduel –, qu'il se répand sous sa forme achevée. Des traces de famille souche zombie (en Allemagne, au Japon) ou communautaire zombie (en Russie) sont quand même « quelque chose » de plus que le vide nucléaire individualiste. Rien d'étonnant donc, comme nous n'allons pas tarder à le découvrir, si le monde anglo-américain, que caractérise un protestantisme zéro en milieu nucléaire absolu, est actuellement le théâtre des plus patentes manifestations de nihilisme. Mais commençons par examiner comment l'Europe continentale, où des formes familiales plus complexes subsistent, a perdu toute volonté face à la guerre.

1. Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Gallimard, 2008.

2. Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, 1996.

3. Michael Lind, *The Next American Nation. The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, New York, Simon & Schuster, 1996.

4. Michael Lind, *The New Class War. Saving Democracy from the Metropolitan Elite*, Londres, Portfolio/Penguin Random House, 2020.

5. Joel Kotkin, *The New Class Conflict*, Candor, Telos Press Publishing, 2014.

6. Colin Crouch, *Post-Democracy*, Cambridge, Polity, 2003.

7. Mark Garnett, *From Anger to Apathy. The British Experience since 1975*, Londres, Random House, 2007.

8. Traduction française : David Goodhart, *Les Deux Clans. La nouvelle fracture mondiale*, Les Arènes, 2019.

9. David Skelton, *The New Snobbery. Taking on Modern Elitism and Empowering the Working Class*, Hull, Biteback Publishing, 2021.

10. Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014.

11. Luc Rouban, *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, La Documentation française, 2018.

12. Jérôme Fourquet, *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Seuil, 2019.

13. Oliver Nachtwey, *Die Abstiegsgesellschaft. Über das Aufbegehren in der regressiven Moderne*, Berlin, Suhrkamp, 2016.

14. Londres, Verso Books.

15. Peter Mair, *Ruling the Void. The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso Books, 2013.

CHAPITRE 5

Le suicide assisté de l'Europe

L'Europe se trouve engagée dans une guerre profondément contraire à ses intérêts, autodestructrice, alors même que, depuis trente ans au moins, ses promoteurs nous vendaient une Union toujours plus approfondie qui, grâce à l'euro, allait devenir une puissance autonome, contrepoids aux géants que sont la Chine et les États-Unis. L'Union européenne a disparu derrière l'OTAN, plus soumise désormais aux États-Unis qu'elle ne l'avait jamais été. Je l'ai dit : l'axe Berlin-Paris a été supplanté par un axe Londres-Varsovie-Kiev piloté de Washington, renforcé par les pays scandinaves et baltes devenus des satellites directs de la Maison-Blanche ou du Pentagone.

La première réaction, de peur, des Européens face à l'invasion de l'Ukraine était tout à fait compréhensible. Chez tous les acteurs, le retour de la guerre causa un choc majeur ; et chez les dirigeants russes la décision de recourir aux armes eut un caractère dramatique que nous devons comprendre, non dans le dessein de les absoudre mais pour mieux évaluer leurs décisions suivantes et anticiper leurs actions à venir. En Europe occidentale, des milliers de responsables politiques, de journalistes et d'universitaires, habitués à vivre dans l'entre-soi, professaient à ce moment-là une paix perpétuelle néokantienne ; ils étaient devenus des spectateurs plutôt que des acteurs de l'Histoire réelle, qui inclut la guerre ; pis encore, ils

traversaient l'Histoire en touristes, appliqués à construire l'Europe avec des mots, en enfumant leurs peuples, comme on joue au Monopoly, le soir, pendant les vacances. L'irruption du réel provoqua immédiatement chez eux une réaction absurde, dont ils pensaient qu'elle leur éviterait la guerre, alors qu'au contraire elle les y précipita, en l'élargissant. Il allait de soi que les sanctions occidentales allaient mettre la Russie à genoux. L'autosatisfaction de nos élites, qui s'étend au système social qu'elles incarnent, était sincère. Notre ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, plastronnait le 1er mars 2022 sur France Info en ces termes : « Les sanctions sont efficaces, les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable. […] Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe. » Le plus grave n'est pas tant qu'elles ont échoué, mais que nos dirigeants ont été incapables de prévoir que, loin d'enrayer la guerre, elles la rendraient mondiale. Ainsi que l'exposait, un mois avant le conflit, Nicholas Mulder dans *The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, les sanctions économiques, conçues et mises en œuvre entre 1914 et 1918 avec le blocus des Empires centraux par les Alliés, qui fit des centaines de milliers de morts, impliquent inévitablement que les pays neutres prennent parti[1]. Soumettre à un blocus un pays de 17 millions de kilomètres carrés, qui chevauche l'Europe et l'Asie, entre la Pologne et la Chine, transforma d'un coup la modeste « opération militaire spéciale », lancée par les Russes pour obtenir une rectification de frontière et empêcher l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, en Troisième Guerre mondiale. Je doute que Bruno Le Maire, surdiplômé de nos grandes écoles et romancier, en ait eu conscience. Seule une puissance militaire mondiale, les États-Unis, pouvait, du côté occidental, mener une guerre mondiale. Les sanctions signaient donc en elles-mêmes la fin de l'Europe. Mais les dirigeants européens avaient aussi d'excellentes raisons de suicider l'Union.

Le caractère autodestructeur des sanctions s'est traduit rapidement par une hausse massive des taux d'inflation, qui n'a pas eu de contrepartie en Russie et qui a été également moindre aux États-Unis.

Que ces dirigeants aient refusé de tenir compte de la dépendance énergétique de notre continent révèle chez eux une tranquillité d'esprit oligarchique et libérale tout à fait remarquable. Ce sont les faibles qui souffrent de l'inflation, en l'occurrence une hausse des prix d'une ampleur sans précédent depuis la fin des années 1940. Une inflation de guerre. Mais la nature de notre système social étant foncièrement inégalitaire, et de plus en plus, nous ne devrions pas être surpris. Le problème est toutefois plus grave. La rupture de l'approvisionnement en gaz russe et la hausse du coût de l'énergie menacent ce qui nous reste d'industrie et nous ramènent à l'hypothèse d'un suicide. Le solde commercial de la zone euro est passé d'une valeur positive de 116 milliards en 2021 à une valeur négative de 400 milliards en 2022.

N'oublions pas que le coût de la guerre inclut pour l'Europe l'interruption des relations économiques avec la Russie, dont la fermeture obligatoire des filiales des entreprises européennes implantées là-bas, mesure qui touche particulièrement la France. L'allégresse avec laquelle des journalistes de notre presse, *Le Monde* en tête, s'attachèrent à traquer en Russie les résidus d'activité d'entreprises françaises, tel le groupe Auchan, sans trop s'intéresser aux profits énergétiques de nos alliés américain ou plus encore norvégien (en 2021, la Norvège était le quatrième exportateur mondial de gaz naturel) était stupéfiante. Notre presse donne parfois l'impression que la destruction de l'économie de la France, plus encore que celle de la Russie, est son objectif. On pense à un enfant qui, fou de rage, casse ses propres jouets ; et l'expression de « nihilisme économique » vient à l'esprit.

On a bien senti, au début, que les gouvernements français et, plus encore, allemand étaient réticents à s'engager trop avant dans la guerre. Le chancelier Scholz résista un temps aux pressions conjuguées de la presse allemande, des Américains et de ses voisins européens ; Emmanuel Macron, lui aussi, résista un peu à la presse et bavarda sans limites avec Poutine – au point d'inspirer un nouveau verbe à la langue russe, *macroner*, « parler pour ne rien dire », et sa variante ukrainienne « exprimer son inquiétude et ne rien faire ». Mais, par étapes, ces réticences se sont dissipées et ces pays qui sont

au cœur de l'Union ont, au moins en apparence, tout accepté. Les Allemands ont envoyé des chars Leopard ; les Français ont livré des missiles Scalp. Les dernières réserves ont été balayées alors même qu'un événement extraordinaire venait de se produire : le sabotage des gazoducs Nord Stream. J'accepte pour ma part la reconstitution des faits qu'a réalisée Seymour Hersh, parce qu'elle est, à ce jour, le seul récit vraisemblable : l'attentat a été décidé par les Américains, et exécuté avec l'aide des Norvégiens.

L'implication de la Norvège n'étonnera guère. Intérêt énergétique mis à part, ce pays, qui a refusé d'intégrer l'Union européenne mais fait partie des membres fondateurs de l'OTAN, a une longue et fort honorable tradition d'association militaire avec le monde anglo-américain. Elle remonte à la Deuxième Guerre mondiale, quand, après l'invasion allemande, sa flotte civile passa en masse du côté britannique et joua un rôle appréciable dans la bataille de l'Atlantique. Reste que, depuis l'interruption de l'approvisionnement en gaz russe, la Norvège est devenue l'un des premiers fournisseurs de gaz de l'Union. Son excédent commercial est colossal.

Que les Allemands aient accepté sans broncher que leur protecteur dynamite un élément essentiel de leur système énergétique a été un acte de soumission prodigieux. Le silence de l'Allemagne dissimule aussi sans doute un attentisme prudent, qui garde ses options ouvertes.

Des mois se sont écoulés et le mystère d'une Europe occidentale qui, sans être le principal fournisseur d'armes de l'Ukraine, supporte quand même le poids économique principal de la guerre s'épaissit. Depuis l'échec de la contre-offensive ukrainienne lancée le 4 juin 2023, avec un armement insuffisant et sans couverture aérienne – déficience occidentale oblige –, nous savons que la Russie ne sera pas vaincue. Pourquoi, alors, s'installer dans une guerre sans fin ? L'obstination des dirigeants européens devient fascinante. Les buts de guerre officiels reposent sur une vision aberrante de la réalité. Récusant le mode « émotionnel » qui domine les médias pour aveugler certains de nos dirigeants autant que nos populations, je dois résoudre un problème historique : pourquoi les Européens, et notamment ceux de l'Europe des Six initiale, se sont-ils, en l'absence

de menace militaire, engagés dans une guerre si contraire à leurs intérêts et dont l'objectif officiel est moralement douteux ?

La Russie, rappelons-le, ne fait peser *aucune* menace sur l'Europe occidentale. Puissance conservatrice (en 2022 comme en 1815), elle souhaite nouer un partenariat économique avec l'Europe, en particulier avec l'Allemagne. Comme je l'ai souligné, elle a été *soulagée* d'être débarrassée, en 1990, de ses démocraties populaires satellites, et particulièrement de la Pologne, son boulet existentiel. Elle *sait* ne pas avoir les moyens démographiques et militaires d'une expansion vers l'Ouest ; la lenteur de son action en Ukraine le démontre.

Que la menace russe relève du fantasme, il suffit pour s'en convaincre d'observer que Donetsk, grande ville du Donbass, est à 100 kilomètres de la frontière russe, à 1 000 kilomètres de Moscou, à 2 000 kilomètres de Berlin, à 3 000 kilomètres de Paris, à 3 200 kilomètres de Londres, à 8 400 kilomètres de Washington. La Russie se bat sur sa frontière. Une lecture sans a priori de la carte confirme que, comme l'assurent ses dirigeants, elle mène une guerre défensive contre un monde occidental offensif.

Le but officiel de l'Ukraine, et donc de ceux qui la soutiennent, est de replacer des territoires peuplés de Russes, en Crimée et au Donbass, sous l'autorité du gouvernement de Kiev. Pourquoi l'Europe, continent de la paix, s'est-elle engagée techniquement dans ce que les historiens du futur regarderont comme une guerre d'agression ? Une agression, il est vrai, d'un genre singulier : on n'envoie pas d'armée, on se contente de fournir du matériel et de l'argent, en sacrifiant la population ukrainienne, militaire ou civile. J'ai décrit au chapitre précédent un état zéro de la religion. Vient ici à l'esprit l'hypothèse d'une moralité zéro, générée en Europe occidentale par l'extinction des croyances collectives zombies. La paix néokantienne apparaît finalement bien éloignée de la morale de Kant.

L'Europe, cependant, ne s'est pas enfoncée dans cette guerre en dépit de ces absurdités et de ces invraisemblances, par hasard, par bêtise, par accident. Quelque chose l'a poussée. Tout n'est pas la faute des États-Unis. Ce quelque chose, c'est sa propre implosion. Le projet européen est mort. Un sentiment de vide sociologique et

historique a envahi nos élites et nos classes moyennes. Dans ce contexte, l'attaque russe contre l'Ukraine a fait presque figure d'aubaine. Les éditorialistes des médias ne s'en sont d'ailleurs pas cachés : Poutine, par son « opération militaire spéciale », redonnait du sens à la construction européenne ; l'UE avait besoin d'un ennemi extérieur pour se ressouder et repartir de l'avant. Ce discours optimiste trahissait une vérité plus sombre. L'Union est une usine à gaz, ingérable et, littéralement, irréparable. Ses institutions tournent à vide ; sa monnaie unique a entraîné des déséquilibres internes irréversibles ; sa réaction à la « menace Poutine » ne manifeste pas forcément un effort pour se ressaisir mais peut-être, à l'opposé, une pulsion suicidaire : elle exprimerait l'espoir, inavouable, que cette guerre sans fin fasse, en définitive, tout exploser. Après avoir usiné une machinerie maastrichtienne dysfonctionnelle, nos élites pourraient ainsi se défausser sur la Russie ; leur obscur désir serait que la guerre débarrasse l'Europe d'elle-même. Poutine serait leur sauveur, un Satan rédempteur.

Le rôle nouveau que jouent actuellement les États-Unis en Europe, celui de dispensateurs à l'Union d'une mort militairement assistée, a aussi de quoi surprendre. Appauvrie par quarante ans de néolibéralisme (comme nous le verrons aux chapitres 8 à 10), passablement ridicule et inquiétante depuis l'épisode Trump, qui n'est pas terminé, l'Amérique n'est plus, dans aucun domaine, un leader crédible. Dès 1985, les taux de mortalité infantile allemand, français et italien étaient simultanément inférieurs au taux de mortalité infantile américain. Dès 1993, l'espérance de vie dans ces trois mêmes pays (les principales nations du groupe européen originel) dépassait celle qu'enregistraient les États-Unis. Le sentiment que l'Amérique connaissait un déclin relatif avait été l'un des moteurs de Maastricht, et avait suscité chez les Européens une volonté d'autonomie, et même de puissance.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, c'est donc par défaut que règne l'Amérique, et aussi grâce à une ruse technologique de l'histoire. Deux aspects du suicide européen doivent être examinés en détail. D'abord la renonciation du géant allemand à la puissance,

ensuite celle de l'ensemble des élites européennes à la liberté. Le cas allemand va nous ramener à l'anthropologie, celui des élites européennes nous fera explorer le mécanisme de contrôle des individus qu'a enfanté la globalisation financière.

L'Allemagne, société-machine

Tout prédisposait l'Allemagne, à la suite de sa réunification, puis de la montée de sa puissance financière pendant la crise de 2007-2008, à jouer le rôle de leader en Europe et à se distinguer des États-Unis. C'est le chemin qu'elle semblait prendre en 2003 lors de la guerre d'Irak, alors même qu'elle ne dominait pas l'Union. Mais en 2022 elle s'est vraiment couchée. Depuis le début de la guerre d'Ukraine, aucun autre pays n'a avalé de couleuvres plus grosses. La trajectoire singulière de cet hégémon réticent et pusillanime demande réflexion.

Nous devons d'abord nous rappeler que la dégringolade morale et politique de la plus puissante des nations à l'ouest du continent s'est produite en même temps que celle de toutes les autres. L'idée fondamentalement fausse des maastrichtiens (et aussi des antimaastrichtiens d'ailleurs) aura été de croire que l'Europe allait entraîner un dépassement de la nation par la création d'une entité d'un ordre supérieur, certes pluri-post-national, mais qui aurait de la substance. Ni les uns ni les autres n'ont compris à temps que le moteur sociologique profond du projet était la dissolution spontanée des nations, dans ce vide qu'ont décrit Peter Mair et d'autres auteurs, et que l'Europe de l'euro ne pouvait être qu'une version élevée au carré de ce que devenaient les nations elles-mêmes : des agrégats atomisés, peuplés de citoyens apathiques et d'élites irresponsables. Un immense agrégat atomisé.

Le premier nihilisme européen a pris la forme d'une négation des peuples et des nations et, accessoirement, d'un démantèlement des

appareils industriels périphériques par l'euro. Et ce, pour échafauder un objet politique inexistant, et qui ne pouvait exister.

Ce processus de dissolution des nations, qui a engendré une décomposition de l'édifice européen dans son ensemble, n'a pas empêché que certaines nations, comme l'Allemagne, se soient révélées plus résistantes que d'autres.

La société allemande n'est pas individualiste. Son fond anthropologique est, on l'a dit, la famille souche, autoritaire et inégalitaire, qu'on peut aujourd'hui qualifier de zombie parce que, si la famille paysanne est bien loin dans le passé, certaines de ses valeurs subsistent, et plus longtemps que celles du protestantisme ou du catholicisme. Malgré la disparition des grandes religions et des idéologies qui leur ont succédé, persistent en Allemagne des habitudes mentales de discipline, de travail et d'ordre. Durant la globalisation, celle-ci a donc mieux préservé son efficacité industrielle. Alors même que l'idéal de la nation s'évanouissait partout, *y compris en Allemagne*, celle-ci a pourtant réorganisé l'Europe de l'Est autour d'elle. Les Américains n'avaient aucunement envisagé qu'un géant économique réapparaîtrait lorsqu'ils lui avaient accordé son unité et offert à l'Est un espace d'expansion industrielle, les anciennes démocraties populaires, passées par la grâce du président Clinton du statut de satellites idéologico-politiques de la Russie à celui de satellites économiques de l'Allemagne, démographiques également. Pour une Allemagne en grande dépression démographique, les populations actives de l'Est, bien formées sur le plan éducatif par le communisme, ont été un cadeau de l'Histoire.

L'Allemagne n'est pas nationaliste, elle n'a aucun projet de puissance, ce que prouve sa fécondité très insuffisante de 1,5 enfant par femme, au maximum, sur longue période.

Sa réunification et sa remise au centre du continent ont cependant recréé les conditions géo-économiques anciennes de l'Europe. L'Allemagne s'est retrouvée en position dominante. Attentif à la permanence géopolitique de l'Allemagne après sa défaite de 1918, Jacques Bainville aurait été fasciné par l'Europe de 2020[2].

Soutenue dans son être par son système anthropologique, l'Allemagne, nous l'avons dit, a mieux résisté à la mort des idéologies. Mais le pays n'est pas sorti indemne du processus. Celui-ci y a pris une forme singulière : l'obsession de l'efficacité économique pour elle-même. Un peu comme si, privée de conscience, la société allemande était devenue une machine à produire. Une idéologie propose aux individus un destin commun. Rien de tel ici. Juste une obsession de l'adaptation industrielle, qui implique, entre autres choses, de compenser l'atonie démographique par un afflux massif d'immigrés, comme lorsque l'on met de l'essence dans le réservoir d'une voiture. L'acceptation des immigrés par Angela Merkel durant la crise des réfugiés de 2015 s'est inscrite dans la continuité de l'appel de main-d'œuvre, sans que l'on puisse toutefois nier l'existence de considérations morales. Pourquoi se priver du sentiment d'être juste et bon si l'on fait en même temps ce qui est économiquement nécessaire ? Notons toutefois l'indifférence à l'origine ethnique : il n'est pas vrai que l'Allemagne a mieux traité les Ukrainiens que les Syriens. Notre analyse de la mort des idéologies, validée ainsi par l'épisode de 2015, permet d'affirmer que le racisme est en Allemagne une forme morte.

La basse fécondité devrait condamner la population allemande au déclin, comme celle du Japon. Mais, au contraire, elle est passée de 80,327 millions d'habitants en 2011 à 84,358 millions en 2022. Les habitants de nationalité allemande étaient 73,985 millions en 2011, baissant à 72,034 millions en 2022, décroissance qui inclut les naturalisés. On comptait 6,342 millions d'étrangers en 2011 mais 12,324 millions en 2022, presque un doublement[3].

En 2022, Ukrainiens, Roumains, Polonais, Croates et Bulgares occupaient une place saillante. La chute du rideau de fer a effectivement mis à la disposition de l'économie industrielle allemande les populations actives des anciennes démocraties populaires, employées le plus souvent sur place, dans leur propre pays, mais parfois aussi absorbées directement par la population active de l'Allemagne.

TABLEAU 2

Pays d'origine des étrangers vivant en Allemagne en 2022

Turquie	1 487 110
Ukraine	1 164 200
Syrie	923 805
Roumanie	883 670
Pologne	880 780
Italie	644 970
Croatie	436 325
Bulgarie	429 665
Afghanistan	377 240
Grèce	361 270
Russie	290 615
Irak	284 595
Kosovo	280 850
Au total	
Union européenne	4 598 602
Reste de l'Europe	3 895 506
Autres	3 830 087

Source : Statistisches Bundesamt

La société allemande, évidemment, s'adapte, se transforme. Il est vraisemblable qu'elle se stratifie et se durcit. Les classes moyennes y régressent un peu plus vite qu'ailleurs en Europe, la mobilité sociale décroît aux deux extrémités de la pyramide sociale un peu plus vite aussi[4]. Les réformes Hartz des années 2003-2005 (sous Schröder) ont assoupli le marché du travail et généré une importante population de travailleurs sous-privilégiés, soit à temps partiel (souvent des femmes), soit instables (souvent aussi des femmes). J'aurais tendance à penser que les valeurs autoritaires et inégalitaires de la famille souche ont été le ressort de ces réformes. Au-delà de tout jugement idéologique, l'adaptation a été, en tout cas, une réussite économique,

même si l'essentiel du redressement était acquis dès 2001 et surtout lié au fait que la RFA avait fini de digérer la RDA.

Rien n'autorise à affirmer que ce système est instable, ou inviable à moyen terme. Le taux de chômage très faible dans le noyau industriel permet d'intégrer, à ce stade, paisiblement, l'immigration, même si la croissance de l'AfD, une force politique cousine du Rassemblement national, commence de poser un problème. Mais qui dit problème ne dit pas absence de solution. De nouvelles formes sociales ne cessent d'apparaître dans l'Histoire.

Dans le courant des années 2000, l'Allemagne a agi de plus en plus comme une société-machine, résolvant des problèmes économiques, séparément les uns des autres, sans que la guide la notion à la fois symbolique et réaliste d'un véritable destin national. En 2012, en inaugurant Nord Stream (dont la construction avait commencé en 2005), elle est entrée dans un partenariat énergétique étroit avec la Russie tout en comptant sur les États-Unis pour la protéger militairement. La déréliction de la Bundeswehr, son instrument militaire, résultait certes d'une admirable conversion à l'idée de paix, mais aussi du choix de faire des économies en hommes actifs et en investissements pour soutenir les exportations civiles. L'Allemagne a donc abordé la guerre d'Ukraine avec une armée en cours de dépérissement.

Cette combinaison d'actes désordonnés caractérise une société dépourvue d'une conception globale de ce qu'elle fait. La simple lecture de quelques textes géopolitiques américains aurait montré aux dirigeants allemands que les États-Unis n'accepteraient jamais qu'ils se rapprochent de la Russie. Comme l'a très bien expliqué Brzezinski dans *Le Grand Échiquier* (1997), le problème stratégique que la chute du communisme posait à Washington était que la présence américaine sur le continent européen, ou en Asie, ne se justifiait plus. L'Eurasie aurait donc pu s'unifier, et marginaliser l'Amérique. Pour les stratèges de Washington, l'alliance germano-russe fait figure de cauchemar absolu. Dans cette perspective, le comportement de l'Allemagne, nouvelle grande puissance économique du continent, qui accentuait simultanément sa dépendance militaire aux États-Unis et sa

dépendance énergétique à la Russie, était typique d'une société-machine.

Nation active et nation inerte

Confronté au cas extraordinaire d'une nation censée ne plus exister (selon la modélisation de l'Histoire proposée dans ce livre autant que selon la théorie du dépassement de la nation proposée par l'Europe) mais qui continue de monter en puissance, je suis contraint à ce stade de procéder à un recadrage conceptuel. Une nation, c'est un peuple conscientisé par une croyance collective et une élite qui le dirige en fonction de celle-ci. Il ne faut pas croire cependant que lorsque la croyance collective en la nation disparaît, le peuple disparaît avec elle. Seule sa capacité d'action s'évanouit. Le peuple subsiste. Même si la France n'a plus d'élites dignes de ce nom, plus de croyance en elle-même, même si elle a ratifié le traité de Maastricht, aboli sa souveraineté, supprimé son idéal collectif, le peuple français continue d'exister en dépit de lui-même. L'éclipse de la France en tant qu'agent historique nous laisse avec le problème de Français qui, eux, continuent d'être ce qu'ils sont : de faire des manifs, des émeutes, de refuser que leurs services publics se déglinguent et se raréfient. L'impuissance de la nation en tant qu'agent historique efficace nous permettait de postuler, dans le cas de la France, géopolitiquement, une nation disparue. Le cas de l'Allemagne, où l'idéal national s'est évaporé mais où quelque chose, manifestement, continue de produire de la puissance, économique, me contraint à revenir sur l'idée d'un effacement complet de la nation. Je vais donc opposer la *nation active*, consciente, à la *nation inerte*, qui hors de toute conscience d'elle-même continue sur une trajectoire, comme par inertie, au sens physique du mot. Nation active, nation inerte : en vérité c'est en discutant le cas du Japon avec mon ami Hirohito Ohno, qui fut journaliste à l'*Asahi shimbun* et cultive aujourd'hui son jardin à Azumino, que cette distinction m'est apparue. Mais le Japon est

comme l'Allemagne, un pays de famille souche zombie, et continue d'exister pleinement en l'absence d'un projet national, et avec la même obsession économique que l'Allemagne.

Résumons-nous. À partir des années 2000, l'Allemagne a cessé d'être une nation active, mais, dans le même temps, elle est devenue en Europe de plus en plus puissante en tant que nation inerte. Le caractère souche du fond anthropologique a dramatisé ce paradoxe. Dans ce système, le chef est fondamentalement malheureux.

Le malheur d'être chef dans une culture souche

Dans les pays de culture individualiste, comme les États-Unis, l'Angleterre ou la France (dans sa partie centrale), arriver au pouvoir n'est pas un problème mais une apothéose. L'individu chef, c'est l'individu réalisé, absolu, heureux d'être chef. Dans une culture souche de type allemand ou japonais, il en va autrement. Si les conditions générales permettent à la société de marcher de manière harmonieuse, les individus placés à tous les niveaux de la hiérarchie y sont sécurisés par la présence au-dessus d'eux d'une autorité quelconque. Tous, sauf les chefs, que ne surplombe plus aucune autorité rassurante. Le malaise qu'ils ressentent n'est pas trop grave si le pays n'est pas très puissant : il aura, en général, un parrain extérieur, sur une scène internationale où sa capacité de décision sera insignifiante. Gare, en revanche, aux dirigeants de pays de ce type qui commencent de dominer leur environnement. Rappelons que les valeurs fondamentales de la famille souche étaient l'autorité (du père sur les fils) et l'inégalité (des frères entre eux). L'inégalité des frères mute en inégalité des hommes et des peuples. L'autorité devient droit de domination sur les peuples faibles. Sublimée dans la perception des rapports internationaux, cela donne, pour le chef d'un État très puissant : mon pays est supérieur à tous les autres et ces autres doivent obéir. Et je ne me sens moi-même pas bien : je dois décider

seul, en l'absence d'une instance de contrôle supérieure. Enfin, mon pays est supérieur à tous les autres, c'est déjà ça. Gare, ai-je dit !

Dans le cas de la famille communautaire, russe ou chinoise, l'autoritarisme est corrigé par l'égalitarisme : l'égalité des frères devient égalité des hommes et des peuples. Là se trouve la source anthropologique, d'abord de l'universalisme communiste, ensuite du souverainisme généralisé de Poutine, qui propose au monde la vision d'un monde multipolaire, mais où chaque « pôle », égal aux autres, est autoritaire dans sa sphère. Que l'Ukraine soit l'égale de la Russie, cette idée n'a sans doute pas même effleuré les dirigeants russes. C'est le principe d'autorité qui régit, dans leur esprit, les rapports entre Moscou et Kiev.

Revenons au cas d'une nation souche qui monte en puissance. L'Allemagne sous Guillaume II en a été l'idéal-type. Unifiée, devenue la première puissance industrielle du continent, dominante et dominatrice, elle entraîna alors l'Europe dans son premier naufrage. Les individus qui la gouvernaient, non seulement Guillaume II et son entourage, mais au-delà les classes supérieures allemandes, avaient perdu le contact avec la réalité. Ses chefs osèrent alors défier non seulement la France (c'était traditionnel), mais aussi, et simultanément, la Russie et l'Angleterre (auxquelles, pour faire bonne mesure, ils ajouteront en cours de route les États-Unis), fabriquant ainsi contre eux-mêmes un système d'alliance d'une puissance inédite. *Deutschland über alles*.

Cette incapacité des dirigeants de pays souches à gérer la puissance frappa aussi le Japon, pour le mener à l'attaque de Pearl Harbor et défier la première puissance économique de l'époque. La perte de *self-control* des hommes placés au sommet de la pyramide pourrait être qualifiée de mégalomanie structurellement induite en société souche.

Le retour de l'Allemagne en tant que puissance dominante du continent laissait présager une nouvelle phase de ce genre. Ses interventions en faveur de la dissolution de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, tout comme le mouvement vers l'Ukraine de l'Union européenne passée sous son leadership, et qui conduisit à Maïdan en 2014, évoquaient terriblement la géographie de l'expansion nazie. La guerre d'Ukraine, cependant, nous a

brusquement fait observer le contraire : une démission, un refus même d'influer sur les événements. Les élites allemandes ont renoncé, semble-t-il, à défendre dans l'immédiat les intérêts de leur pays, les uns après les autres : intérêts énergétiques et économiques dans le cas des rapports avec la Russie. Mais les Allemands sont aussi sur le point de laisser se gâter leurs relations avec la Chine, pourtant plus essentielles encore à leur économie. On a l'impression d'observer en action, en inaction plutôt, la classe dirigeante d'une société souche naine, secondaire, qui refuse l'autonomie et qui aspire à la soumission.

De nombreux facteurs pourraient expliquer ce refus de grandir. L'Allemagne est un pays terriblement vieilli où l'âge médian atteint 46 ans. Peut-être ce renoncement caractérise-t-il la gérontocratie. Les vieux ne sont guère aventureux. La mauvaise conscience historique pourrait aussi l'expliquer. Assoiffée d'expiation, l'Allemagne aspire à être désormais du côté du bien : l'évidence de l'agression russe – le Mal en marche, si l'on ne réfléchit pas – facilite une telle posture. Comment ne pas être solidaire de la petite Ukraine ?

Mais la vraie raison, à mon avis, est plus profonde, systémique. La difficulté d'être un chef en système souche est aggravée dans l'Allemagne d'aujourd'hui par l'absence de conscience nationale, et donc d'un principe directeur d'action.

D'anxieux, le dirigeant souche devient passif. Lorsque nous aborderons les sociétés anglo-américaines, individualistes et de plus historiquement dominantes, nous constaterons une absence de projet national parallèle à celle de l'Allemagne, et résultant d'un même vide, d'une même décomposition des forces collectives, qui produira non pas de la passivité, mais un activisme fébrile, manœuvré par des bandes plutôt que par les chefs de partis structurés par des doctrines. L'atomisation sociale est partout et détermine, chez les dominés, de la passivité, chez les dominants, de l'activisme. Un même principe d'inertie anime toutes les nations occidentales, toutes « inertes », privées d'âme.

Il n'est pas dit cependant qu'à long terme le choix, si l'on peut dire, de la passivité soit complètement négatif pour l'Allemagne même si ses conséquences à court terme apparaissent catastrophiques.

J'aurai l'occasion, dans la conclusion de ce livre, d'évoquer une Allemagne réconciliée avec la Russie, une fois l'OTAN défaite. Il n'est même pas exclu qu'elle sorte gagnante de cette guerre qu'elle fait semblant de faire. Les moralistes pourraient alors théoriser la supériorité intrinsèque de la passivité sur la fébrilité.

Reste à comprendre pourquoi, à l'exception de Viktor Orban, tous les dirigeants européens depuis le début de la guerre d'Ukraine ont obéi à Washington, considérant que les réticences molles de Scholz et de Macron ont été insignifiantes. Il nous faut donc examiner maintenant le destin étrange de l'oligarchie européenne. Bien partie pour régner de manière autonome, un peu germanique peut-être mais indépendante de l'oligarchie qui gouverne les États-Unis, elle se trouva brutalement rétrogradée, devenant une composante subalterne du système américain. Le refus des élites allemandes de devenir l'oligarchie supérieure du continent n'explique pas tout.

Un développement oligarchique autonome brisé

Revenons au développement oligarchique de l'Europe au début des années 2000. Il semble alors presque harmonieux. L'accident des référendums néerlandais et français de 2005, où le « non » l'emporta largement, est vite surmonté par le traité de Lisbonne, qui contourne les votes, deux ans plus tard. Au fond, la séquence dans son ensemble marque un renforcement du principe oligarchique puisqu'elle établit qu'on peut annuler un référendum sans que le peuple réagisse. C'est un tournant important : dans deux pays de tradition démocratique et libérale, les peuples ne comptent plus, pas simplement par la faute des « élites », mais parce que, rendus anomiques par un état religieux et idéologique zéro, aucune action collective ne peut plus les mobiliser.

Très peu de temps après, la crise de 2007-2008 fait apparaître une nouvelle hiérarchie des États : l'Allemagne en haut, la France en

adjudant, les autres à des niveaux divers, la Grèce tout en bas. Nous pourrions dénoncer la disparition du principe d'égalité entre les nations, et de liberté des peuples dans ces nations, mais on pourrait aussi bien célébrer l'émergence, vers 2013, d'un continent certes oligarchique, mais qui traçait une voie oligarchique autonome. La guerre d'Ukraine, dix ans plus tard à peine, a révélé subitement que plus personne en Europe n'avait de pensée ni d'action autonomes. Les dirigeants de tous les pays de l'Union abandonnent leur activité traditionnelle, la « construction de l'Europe avec des mots », pour se transformer en robots pilotés de l'extérieur, comme dans un film de science-fiction.

Une hypothèse radicale peut expliquer cette robotisation. L'Europe, simultanément oligarchique et anomique, a été rattrapée et envahie par les mécanismes souterrains de la globalisation financière – laquelle n'est pas une force aveugle, impersonnelle, mais un phénomène dirigé et contrôlé par les États-Unis. L'examen du champ monétaire et de la circulation des capitaux va nous offrir une clé explicative inattendue.

Comprendre les problèmes des riches

Dans un système oligarchique, économique autant que politique, la richesse s'accumule en haut de la structure sociale. Cette richesse doit aller quelque part. C'est une question angoissante pour son détenteur, qui lui aussi, on l'oublie trop souvent, a ses problèmes : comment mettre son argent à l'abri et le faire « travailler » ? Je tiens ici à remercier Peter Thiel (cofondateur de PayPal), qui, au cours d'une discussion riche et passionnante, sur les élites américaines notamment, m'a fait comprendre le point de vue des gens qui ont réellement de l'argent.

L'un des phénomènes fondamentaux des dernières décennies a été l'extension du dollar comme monnaie refuge et des paradis fiscaux, sous contrôle américain, comme lieux de refuge des avoirs européens.

L'émergence du dollar comme monnaie d'usage à l'échelle internationale, en dehors du territoire américain, remonte aux années 1960 et doit beaucoup à la dissolution de l'Empire britannique. Oliver Bullough a écrit deux ouvrages particulièrement éclairants sur la question : *Moneyland* et *Butler to the World*[5]. On y découvre le rôle moteur qu'ont joué la City de Londres et les confettis de l'Empire britannique, en offrant au dollar une vie plus libre, plus gaie, à l'extérieur de la sphère de contrôle direct de l'administration fiscale américaine. La Banque d'Angleterre commence par autoriser les banques établies dans la City à utiliser le dollar comme monnaie et à consentir des prêts dans cette devise. D'abord perplexes, les autorités américaines comprennent vite le bénéfice qu'elles peuvent en tirer : le Trésor américain perd certes son contrôle exclusif et direct mais la sphère d'action des États-Unis s'étend. À la fin des années 1960, plus d'une centaine de filiales de banques étrangères opèrent dans la City. Ce qu'on appelle l'« euro-dollar » est né, mais il s'agit en fait d'un dollar « monnaie du monde ». La monnaie de l'État américain devient l'instrument de réserve et de spéculation de tous les riches de la planète, et l'État américain, de fait, l'État de tous les riches du monde. Je force le trait à dessein, transformant à nouveau une tendance en structure achevée.

La création de l'euro n'a que très momentanément freiné cette tendance. L'un des effets de la crise de 2007-2008 a été que les gens qui avaient vraiment de l'argent ont perdu confiance dans la monnaie unique. Entre juin 2008 et février 2022 (début de la guerre d'Ukraine), l'euro a vu sa valeur s'éroder de 25 % par rapport à celle du dollar. Les vrais riches ont donc préféré thésauriser en dollars plutôt qu'en euros. La causalité est circulaire puisque la conversion en dollars des avoirs des riches soutient la valeur du dollar.

Les paradis fiscaux ont joué un rôle essentiel dans la mise en marche du mécanisme. La liste la plus récente des « pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales », publiée le 21 février 2023 au *Journal officiel* de l'UE, est édifiante. On y trouve, certes, la Fédération de Russie, mais, pour le reste, uniquement des entités soumises à des degrés divers aux États-Unis :

– Directement, comme les îles Vierges des États-Unis, Guam et les Samoa américaines.

– Un peu moins directement, comme Palaos et les Îles Marshall.

– Via la Grande-Bretagne ou ses anciennes colonies, telles les îles Vierges britanniques, Anguilla, les îles Turques-et-Caïques, les Bahamas, Trinité-et-Tobago, les Fidji, le Vanuatu, les Samoa.

– Quant au Costa Rica et à Panama, bien que n'étant pas formellement américains, ils sont eux aussi dans la main des États-Unis.

Le développement du système doit, on le voit, beaucoup au Royaume-Uni et à ses dépendances plus ou moins émancipées. Pour autant, le contrôle final est bien américain. L'Angleterre a sauvé sa tuyauterie financière mais elle s'est de la sorte asservie aux États-Unis.

Avec la création de sociétés écrans enchâssées les unes dans les autres, les paradis fiscaux ont permis d'édifier, ainsi que le décrit Oliver Bullough dans *Moneyland*, un monde certes invisible mais partie non négligeable du monde réel. Gabriel Zucman, dans son remarquable livre de 2017, *La Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*, estime que 11 % du patrimoine financier des ménages européens sont placés dans des paradis fiscaux[6]. Zucman reprend toutefois la vieille antienne qui consiste à dénoncer implicitement la Suisse où, traditionnellement, les riches Européens « planquaient leur fric », pour parler élégamment (mentionnons aussi les annexes du Luxembourg, du Liechtenstein et de Monaco). Mettre au pas la Suisse est le plus souvent considéré comme une victoire de la morale sur le capitalisme financier « en général ». Le lecteur de Marx et de Lénine, qui pense en termes de groupes socialement organisés et d'instruments étatiques, verra les choses un peu différemment.

Un très beau diagramme du livre de Zucman (p. 33) montre qu'à partir des années 1980 le placement en Suisse de l'argent des riches Européens stagne puis diminue légèrement, tandis qu'il s'envole dans les paradis fiscaux du reste du monde. Ceux-ci sont sous l'œil des Américains. La Suisse, quand elle était le paradis fiscal des riches

Européens, présentait certes un problème aux divers gouvernements de gauche, partout en Europe. Elle assurait quand même l'indépendance de nos oligarchies vis-à-vis des États-Unis. Un européiste convaincu mais réaliste, résigné à la nature oligarchique de l'Union, devrait militer pour protéger ou, mieux, réhabiliter la Suisse en tant que paradis fiscal, plutôt qu'aider les Américains à faire pression sur les banques de la Confédération pour qu'elles révèlent leurs secrets, s'il en reste. En aucune manière il ne devrait se réjouir de voir les Suisses payer des amendes à la Réserve fédérale (Fed) pour des agissements qui sont des vétilles si on les compare à ceux des institutions financières américaines, responsables de la Grande Récession (avant d'être renflouées par l'État fédéral sans que leurs dirigeants soient sanctionnés)[7]. Il est clair que, du point de vue américain, briser la Suisse était essentiel pour tenir les oligarchies européennes.

Si 60 % de l'argent des riches Européens (proportion donnée par Zucman) fructifient sous l'œil bienveillant d'autorités supérieures situées aux États-Unis, on peut considérer que les classes supérieures européennes ont perdu leur autonomie mentale et stratégique. Mais le pire, leur surveillance par la NSA, restait à venir.

Internet a bouleversé nos vies, dont celle des oligarques. En 1999, 15 % des Européens utilisaient Internet, en 2003 ils étaient 42 %, et en 2021 87 %. Tout le monde aujourd'hui utilise Internet. Or, nous devons faire l'hypothèse historique non pas seulement que l'actionnement des mécanismes financiers s'est accéléré grâce à Internet, mais que leur nature même s'est transformée. Alors qu'autrefois les privilégiés s'efforçaient, modestement, d'échapper à l'impôt, ils sont entrés maintenant dans un système magique de spéculation entièrement informatisé. L'argent n'est plus seulement à l'abri, il *travaille*.

Sous l'œil de la NSA

Grâce à ses voyages instantanés entre paradis fiscaux anglo-américains, l'argent autrefois sagement caché en Suisse fait désormais de l'argent. Il était immobile, il est devenu actif, participant à la grande fiesta spéculative qu'est devenue la globalisation dans sa phase ultime. Venant aussi parfois de Suisse, souvent par l'intermédiaire du Luxembourg, il se meut de plus en plus loin de la production réelle et contribue à déréaliser l'économie, menant ainsi l'Occident à la défaite. Nous verrons comment, plus en détail au chapitre 9, qui traite de la désintégration de l'économie réelle américaine.

Avançons toutefois, déjà, sur la question de la perte d'autonomie des classes supérieures européennes. Internet a d'abord incarné un rêve de liberté, ensuite une réalité plus sombre ; il a suscité dans un premier temps un sentiment grisant : liberté de rencontrer des personnes auxquelles auparavant on n'aurait jamais pu parler, liberté de circulation de l'information, liberté d'envoyer des photos d'un bout à l'autre de la planète, liberté de la pornographie, liberté de réserver sur simple impulsion son billet de train et son hôtel, d'examiner à tout instant son compte en banque, de faire circuler son argent. Dans un second temps, on s'est rendu compte qu'Internet, c'est aussi *l'enregistrement de tout*, absolument tout ce qu'on y fait, et la possibilité de mettre sous surveillance la totalité des actions, présentes et passées, financières et sexuelles, qui s'y déroulent.

Je ne pense pas que les riches qui ont commencé à déposer leur argent dans les paradis fiscaux anglo-saxons aient compris tout de suite qu'ils se plaçaient sous l'œil et le contrôle des autorités américaines. Une prise de conscience a certainement commencé quand ont été révélés les agissements de la National Security Agency (NSA), aussi ancienne que la CIA, mais qui, avant Internet, n'avait pas une telle importance. La NSA s'est spécialisée dans l'enregistrement des communications, construisant, par exemple, pour plus de 3 milliards de dollars, un *data center* monumental dans l'Utah.

Quand on pense au pouvoir de contrôle de l'Amérique, la première idée qui vient à l'esprit est celle d'un gendarme du monde, intervenant dans de petits pays comme l'Irak ou les États d'Amérique centrale : des pays pauvres, des dominés. Le complotiste du plateau

de Millevaches, cet autre dominé, s'imagine peut-être qu'il est, lui aussi, surveillé par la CIA. On néglige l'essentiel : la surveillance exercée par la NSA sur les oligarchies du monde, particulièrement hors des États-Unis. On n'y pense pas parce qu'il s'agit de privilégiés.

No Place to Hide de Glenn Greenwald est sur ce point capital d'une lecture indispensable à tout déniaisement[8]. Greenwald est le journaliste qui a rendu publiques les informations livrées par Edward Snowden, informaticien de la CIA puis de la NSA, devenu un symbole de la liberté politique. Snowden a révélé, en 2013, le programme d'espionnage à grande échelle mis au point par le gouvernement américain. Il s'est réfugié en Russie, et je pense que l'asile accordé à Snowden est l'une des choses que les Américains n'ont pas pardonnées à Poutine.

Si la CIA se consacre aux équilibres mondiaux, à l'action au Proche-Orient ou ailleurs, il apparaît clairement dans l'ouvrage de Greenwald que la NSA cible prioritairement, non pas les ennemis des États-Unis, mais leurs alliés : Européens, Japonais, Coréens, Latino-Américains. La révélation que le téléphone portable d'Angela Merkel était sur écoute a commencé d'alerter l'opinion. À la lecture du livre de Greenwald, on prend conscience que l'Empire américain n'est pas une abstraction et qu'il ne résulte pas seulement de la volonté de démocrates consentants : il repose sur des mécanismes fort concrets de surveillance des individus.

Une géographie inédite de l'Occident se dégage, telle qu'on la voit de Washington. Le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont des annexes (les *Five Eyes*). L'Europe occidentale est une deuxième Amérique latine, où la domination américaine, quoiqu'en reflux, est beaucoup plus ancienne. Mon ami Philippe Chapelin, grand connaisseur de l'Amérique latine, m'a alerté sur l'évolution des élites européennes vers une soumission de type latino-américain, avec cette différence que l'intelligentsia de gauche est restée indépendante des États-Unis en Amérique latine, ce qui n'est pas le cas en Europe.

La NSA ne compte que 30 000 employés directs mais elle sous-traite une part de ses activités à des compagnies privées qui disposent,

elles, de 60 000 employés. On évalue en général à une centaine de milliers les membres de l'« *Intelligence Community* », qui rassemble dix-huit agences de renseignements. Ils ne constituent en fait que le noyau d'une nébuleuse de contrôle beaucoup plus vaste : 300 000 personnes me paraissent, au pifomètre, une estimation raisonnable de l'ordre de grandeur[9]. Si les citoyens d'Europe, et notamment de France, ne savent pas où est l'argent de leurs dirigeants, la NSA, elle, le sait et ces dirigeants savent qu'elle le sait.

En toute honnêteté, je ne puis vraiment dire dans quelle mesure les données collectées par la NSA permettent de tenir les élites occidentales. Je ne sais pas non plus jusqu'à quel degré cette institution peut réellement atteindre des comptabilités privées, ni quelles sont ses capacités de stockage. Mais il suffit que les élites européennes croient en son pouvoir et se sentent surveillées pour se montrer très prudentes dans leurs rapports avec le maître américain. Beaucoup de gens ont fait n'importe quoi dans la phase en apparence émancipatrice d'Internet, durant laquelle l'Occident a vu foisonner les Benjamin Griveaux financiers[10].

C'est avec regret que j'intègre la peur à mon explication de la servilité européenne envers les États-Unis. Elle n'est pas le seul facteur d'alignement ; mais ce système de pouvoir absolument étanche, avec un taux d'obéissance proche de 100 %, fait songer qu'une ambiance totalitaire doit régner dans les hautes sphères. Vladimir Poutine peut ironiser en suggérant que, si les États-Unis demandaient aux dirigeants européens de se pendre, ils le feraient, mais supplieraient que ce soit avec des cordes fabriquées chez eux[11] ; et de préciser que cette supplique serait rejetée pour protéger les intérêts de l'industrie textile américaine. À obéissance extrême, explication extrême.

Déclin de l'Amérique mais accroissement de son emprise sur l'Europe

Ces mécanismes de contrôle financier n'ont pas été voulus, ils se sont introduits comme par surprise : Internet, je l'ai dit, a été perçu d'abord comme un instrument de liberté, avant que l'on comprenne que c'était aussi un instrument de surveillance comme il n'en avait jamais existé. Les classes supérieures de l'Europe oligarchique en construction ont été séduites par la globalisation financière et piégées par l'enregistrement universel des données.

Si la prise américaine initiale sur ses protectorats européens (et asiatiques) date de 1945, Internet l'a énormément renforcée. On constate effectivement que depuis le milieu des années 2000, le contrôle américain de l'Europe occidentale s'est alourdi. Nous devons souligner ici le décalage existant entre les perceptions respectives des États-Unis par les Européens et par le reste du monde. Il est évident, aux yeux des non-Européens, que la puissance des États-Unis régresse, et vite : la production industrielle américaine, qui représentait 45 % de la production mondiale en 1945, n'en représente plus que 17 %. Et ces 17 %, comme nous le verrons au chapitre 9, ne sont pas complètement réels. Pour le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, ainsi qu'il l'a expliqué en détail dans *The India Way*, il va de soi que le poids des États-Unis est en diminution constante au sein d'un monde qui se développe et se diversifie[12]. Les Indiens voient d'ailleurs la rétractation de l'Empire américain comme la suite logique de celle de l'Empire britannique, à laquelle ils ont assisté aux premières loges. Ce sentiment des Indiens, on le retrouve partout : en Iran, en Arabie saoudite, en Chine, en Thaïlande… Partout sauf en Europe. Les Européens semblent être les seuls, peut-être avec les Japonais et les Coréens, à percevoir une OTAN qui se renforce et une Amérique de plus en plus indispensable. Mais c'est parce que, à mesure que le système américain se rétracte dans l'ensemble du monde, il pèse de plus en plus sur ses protectorats initiaux, qui restent ses bases ultimes de puissance. Nous sommes ici

au-delà de la doctrine Brzezinski – en deçà plutôt. Il ne s'agit plus vraiment pour les États-Unis de dominer le monde. C'est le contrôle de l'Europe et de l'Asie extrême-orientale qui est devenu vital, parce que dans leur état actuel d'affaiblissement les États-Unis ont besoin de leurs capacités industrielles. Il est frappant de constater à quel point les activités technologiques de pointe ont reflué vers la périphérie de l'Empire. Les puces électroniques sont fabriquées à Taïwan, en Corée ou au Japon. Ce qui reste d'activités industrielles se trouve au Japon, en Corée, en Allemagne, en Europe de l'Est.

Si nous fouillons l'inconscient de l'OTAN, nous observons que sa mécanique militaire, idéologique et psychologique n'existe plus pour protéger l'Europe occidentale, mais pour la contrôler.

Considéré dans sa structure productive et commerciale globale, l'Occident n'est pas symétrique. On voit apparaître un rapport d'exploitation systémique de la périphérie par le centre américain. Le déficit de la balance commerciale des États-Unis (en biens et services) avec l'Union européenne était en 2021, à la veille de la guerre, de 220 milliards de dollars. Si l'on ajoute les 40 milliards de la Suisse, les 60 du Japon, les 30 de la Corée et les 40 de Taïwan, et en tenant compte du surplus de 0,4 milliard face à la Norvège, on obtient un déficit américain de 393 milliards de dollars vis-à-vis de ses alliés (protectorats et colonies), davantage que les 350 milliards vis-à-vis de la Chine, il est vrai affaiblie en 2021 au sortir des années Covid.

L'Américanosphère, cœur du cœur de l'Empire, est moins déséquilibrée. Le Canada, certes, dégage un excédent de 50 milliards face aux États-Unis, mais il n'est pas sûr que sa proximité n'en fasse pas une composante « intérieure » de l'économie américaine. Les États-Unis, fait extraordinaire, dégagent un excédent de 5 milliards face au Royaume-Uni et de 14 milliards face à l'Australie. La Nouvelle-Zélande dégage un excédent de 1 milliard face aux États-Unis.

Il est donc temps de nous intéresser à la Grande-Bretagne, nation non pas simplement inerte mais en perdition ; l'hystérie antirusse des Britanniques perdra alors son caractère mystérieux.

1. Nicholas Mulder, *The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, Yale University Press, 2022.

2. Jacques Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, Gallimard, coll. « Tel », 2002.

3. Source : Statistisches Bundesamt.

4. OCDE, *Is the German Middle-Class Crumbling? Risks and Opportunities*, 2021.

5. Oliver Bullough, *Moneyland. Why Thieves and Crooks Now Rule the World and how to Take it Back*, Londres, Profile Books, 2018 ; *Butler to the World. How Britain Became the Servant of Tycoons, Tax Dodgers, Kleptocrats and Criminals*, Londres, Profile Books, 2022.

6. Gabriel Zucman, *La Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*, Seuil, 2017.

7. UBS a ainsi été condamné en juillet 2023 à payer 387 millions de dollars. Voir l'article du 24 juillet 2023, signé de Samantha Delouya, sur le site de CNN : « UBS Hit with $387 Million in Fines for "Misconduct" by Credit Suisse in Archegos Dealings ».

8. Glenn Greenwald, *No Place to Hide. Edward Snowden, the NSA and the U.S. Surveillance State*, New York, Metropolitan Books, 2014 ; trad. fr. *Nulle part où se cacher. L'affaire Snowden par celui qui l'a dévoilée au monde*, JC Lattès, 2014.

9. Mon estimation semblera légère méthodologiquement mais c'est ainsi que j'avais procédé pour évaluer la charge du KGB sur l'économie soviétique dans *La Chute finale*, *op. cit.*

10. Benjamin Griveaux : homme politique socialiste puis macroniste, dont la carrière politique fut brisée en 2020 par la révélation de vidéos personnelles à caractère sexuel. La naïveté face à Internet est l'élément important dans cette histoire en elle-même insignifiante.

11. TASS, mi-juillet 2023.

12. Subrahmanyam Jaishankar, *The India Way. Strategies for an Uncertain World*, Gurugram, HarperCollins India, 2020.

CHAPITRE 6

En Grande-Bretagne : vers la nation zéro (Croule Britannia)

Le bellicisme britannique est à la fois triste et comique. Les proclamations quotidiennes du Ministry of Defence (MoD) nous donnent l'impression de revivre, sur un mode parodique, la bataille d'Angleterre ou celle de l'Atlantique. L'Empire britannique luttait alors, à l'échelle du monde, pour la civilisation. Aujourd'hui, l'armée britannique ne serait même pas capable, comme l'armée française, de mener des opérations en Afrique et de s'y faire détester. Le Royaume-Uni ne possède pas vraiment l'arme nucléaire puisqu'il dépend des États-Unis pour son entretien et qu'il n'est pas clair du tout qu'il pourrait l'utiliser sans leur autorisation. La mégalomanie pour ainsi dire cinématographique du MoD nous parachute quelque part entre James Bond et OSS 117 – à cette différence près que James Bond cherche plutôt à apaiser le conflit avec la Russie, tandis qu'OSS 117, malgré sa stupidité, accomplit la mission absurde que lui ont confiée les services français.

Les vociférations britanniques laissent perplexes les Américains eux-mêmes, qui n'en attendaient pas tant. Le suivisme habituel aurait suffi, tel Blair s'engageant avec Bush dans la seconde guerre d'Irak. Revers tragique de cette bouffonnerie : s'ils n'ont pas beaucoup de matériel à envoyer, les Britanniques, quand même, à chaque étape,

poussent à une intensification de la guerre. Quand, après la première offensive russe, Zelenski semblait prêt à discuter avec Poutine, Boris Johnson a été l'un de ceux qui l'ont convaincu de ne pas négocier, l'enfermant pour toujours dans son rôle de guerrier. Les Britanniques ont été les premiers à envoyer des chars lourds Challenger 2, des missiles à longue portée Storm Shadow, des munitions à uranium appauvri. Le tout en quantités insignifiantes (quatorze chars) mais pour donner l'exemple aux Français qui ont enchaîné avec le jumeau du Storm Shadow, le Scalp, et surtout aux Allemands qui ont livré, ou promis de le faire, des chars Leopard 1 et 2 en plus grand nombre. Nous avons alors découvert que l'Allemagne excellait dans l'exportation de véhicules non seulement civils mais aussi militaires, puisque le Leopard 2 a été vendu, neuf ou d'occasion, aux Pays-Bas, à la Norvège, au Canada, à la Grèce, à la Hongrie, à la Finlande, à l'Espagne, au Danemark, à la Suède, à la Suisse, à la Pologne, au Portugal, à la Turquie, au Qatar, à Singapour, au Chili et à l'Indonésie. Vers la fin de l'été 2023, l'Ukraine en avait reçu quatorze de Pologne, huit du Canada, huit de Norvège, six d'Espagne et trente-six étaient « en cours de livraison » en provenance d'Allemagne[1]. Tout ce matériel européen, dont la quantité globale reste peu impressionnante, semble avoir été utilisé (et usé ?) durant la contre-offensive ukrainienne de l'été 2023. Les États-Unis ont suivi le Royaume-Uni pour l'envoi de munitions à uranium appauvri, même si, leurs stocks de munitions classiques s'épuisant, ils ont été les seuls à expédier aux Ukrainiens des bombes à fragmentation. On attendait sur le front l'arrivée du char américain Abrams, privé de son armure la plus efficace (dont le secret ne doit pas tomber aux mains des Russes), tandis que deux Challenger déjà au moins ont flambé dans les plaines d'Ukraine.

Le moment Truss

On interprète parfois le bellicisme anglais comme une réaction au Brexit. Celui-ci, en effet, ne s'est pas révélé un grand succès économique et il aurait donc suscité, chez les Britanniques, une peur de l'isolement et le besoin de rejoindre leurs partenaires européens, à travers cet activisme diplomatique et pseudo-militaire. Une telle interprétation n'est pas dénuée de sens mais très en deçà de la réalité. Nous devons revenir au préalable sur le sens du Brexit.

Je dois ici confesser l'erreur que j'ai commise dans mon analyse initiale de cet événement. Avec beaucoup d'autres, j'y avais vu la résurgence d'une identité nationale, tout du moins en Angleterre puisque l'Écosse a voté pour rester dans l'UE. Le Brexit a, en réalité, découlé d'une implosion de la nation britannique. Cette hypothèse rend d'ailleurs compte de la séparation, sur ce problème, de l'Angleterre et de l'Écosse dont l'Union, en 1707, donna naissance à la nation britannique, largement sur la base d'une commune identité protestante, ainsi que l'a montré Linda Colley[2].

Allons plus loin dans ma confession. J'étais resté imbu de la vision traditionnelle d'une Angleterre pragmatique, raisonnable, endurante, et j'avais même réussi à oublier qu'elle avait été un acteur majeur de la révolution néolibérale et que, malgré une forte opposition intérieure, elle avait participé à la deuxième guerre d'Irak.

Je dois à Liz Truss une illumination. Sa première allocution de Premier ministre, le 6 septembre 2022, devant le 10 Downing Street, me causa un choc cognitif : sa dégaine de petite-bourgeoise agitée et vaniteuse était si peu britannique ! Suivit une cascade d'informations surprenantes que mon cerveau libéré, grâce à elle, finit par accepter. Le *Guardian* s'émerveillait de ce que les quatre membres les plus importants du gouvernement de Liz Truss n'étaient ni des hommes, ni des Blancs. Le Premier ministre était une femme blanche, le chancelier de l'Échiquier, Kwasi Kwarteng, était d'origine ghanéenne, le ministre des Affaires étrangères, James Cleverly, de père britannique mais sa mère venait de Sierra Leone, la ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, était d'origine indienne. Le contraste était saisissant avec un gouvernement français dans lequel la majorité des ministres importants, même s'ils ont parfois un grand-parent

maghrébin, ont de bonnes bouilles de petits-bourgeois de province, de Macron à Le Maire en passant par Borne. (Je précise, pour ne pas provoquer de malentendu, que je me sens moi-même physiquement plus proche de mes concitoyens d'origine maghrébine que de nos gouvernants.)

L'évolution récente de la Grande-Bretagne marque, en fait, une colorisation stupéfiante de la politique au plus haut niveau. Prenons la fonction de chancelier de l'Échiquier, le deuxième personnage du gouvernement, plus prestigieux au Royaume-Uni que ne l'est en France le ministre de l'Économie et des Finances. On peut remonter la liste des chanceliers de l'Échiquier jusqu'au lointain Moyen Âge. Le chancelier occupe le 11 Downing Street (il jouxte le 10). Se sont succédé à ce poste ces dernières années des personnes issues des « minorités ethniques » : en juillet 2019, Sajid Javid, d'origine pakistanaise, suivi en février 2020 de Rishi Sunak, l'actuel Premier ministre, d'origine indienne, puis de Nadhim Zahawi, en juillet 2022, d'origine kurde, à qui succéda, en septembre 2022, Kwasi Kwarteng, déjà mentionné. Ce n'est qu'avec Jeremy Hunt, en octobre 2022, que la fonction revint à un « Blanc », comme on dit là-bas.

Tout cela dans une ambiance de folie économique. Kwasi Kwarteng avait concocté, avec Liz Truss, une politique extraordinaire de diminution des impôts sans financement en contrepartie. Résultat : des marchés pris de panique et une Banque d'Angleterre à peine moins affolée. Truss et Kwarteng avaient oublié que la livre, contrairement au dollar, n'est pas la monnaie de réserve mondiale qui permet à l'État de faire n'importe quoi.

Les personnalités « de couleur » du Parti conservateur sont de vrais conservateurs, de vrais « tories », et ils se sont illustrés par leur radicalisme dans le domaine du maintien de l'ordre autant que par leur néolibéralisme. Pensons à Priti Patel, ministre de l'Intérieur, d'origine indienne, si dure qu'elle nous ferait presque éprouver de la tendresse pour Gérald Darmanin.

Autre personnalité « de couleur », Humza Yousaf, Premier ministre d'Écosse et président du Scottish National Party (SNP), d'origine pakistanaise. Ajoutons enfin une autre vedette, moins directement politique mais d'une inflexible russophobie : le procureur de la Cour

pénale internationale, Karim Khan (fils d'un dermatologue pakistanais et d'une infirmière britannique), celui-là même qui a lancé un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine et se trouve désormais, réciproquement, inscrit sur la liste des personnes recherchées en Russie. Ce même Karim Kahn a un frère, Imran Ahmad Khan, l'un des élus conservateurs qui ont fait s'effondrer le Red Wall, c'est-à-dire la forteresse travailliste réputée inexpugnable du nord de l'Angleterre. Sa carrière d'élu a cependant été brève. Glorifié d'abord (contre son gré) comme premier député simultanément tory, gay et de couleur, il a ensuite été poursuivi pour abus sexuel sur un mineur de 15 ans. Pour comble, il a fait la moitié de ses études supérieures en… Russie. Je n'évoque pas ces individus et ces événements pour faire concurrence à *Voici* ou *Gala* mais pour bien faire sentir au lecteur français (ou non britannique) que le Royaume-Uni est un monde en soi et qu'il y advient des phénomènes plus fascinants encore que la russophobie.

Rishi Sunak semble plus raisonnable. Il n'a pas participé, par exemple, à la rédaction du brûlot néolibéral qui annonçait en 2012 le plan économique fou de 2022, signé par Kwasi Kwarteng, Priti Patel, Dominic Raab, Chris Skidmore et Liz Truss, *Britannia unchained*[3]. Une fois nommé Premier ministre, il s'est contenté de prêter serment sur la *Bhagavad-Gita*, partie sacrée de l'épopée hindoue du *Mahabharata*. Sa femme, milliardaire (par son père), indienne, n'a pas la nationalité britannique (une première !) et, il y a quelques années, elle a attiré l'attention du fisc.

Je n'ai cité jusqu'ici que des membres du Parti conservateur, actuellement au pouvoir, mais c'est au Parti travailliste qu'appartiennent la majorité des députés « de couleur ». Songeons seulement au maire de Londres, Sadiq Kahn, d'origine pakistanaise.

Cette évolution est en un sens admirable, mais nous devons comprendre sa signification sociologique et historique. L'Angleterre était un pays « blanc » et protestant, dont la classe dirigeante était blanche et protestante, une nation née de son opposition au catholicisme et qui avait fondé son empire avec la conviction tacite que les « Blancs » (et bien sûr protestants) étaient supérieurs. Nous

pouvons simultanément nous réjouir que le racisme britannique ait disparu (comme le racisme allemand) et nous demander ce qu'est l'objet historique nommé Royaume-Uni maintenant qu'il n'est plus exclusivement gouverné par des protestants blancs. Je poserai la même question à propos des États-Unis.

Hommage à Ionesco : inventaire des dysfonctions britanniques

Les minorités ethniques, les « BAME », pour « Black, Asian and Minority Ethnic », ne forment que 7,5 % de la population britannique[4] mais il est clair que, symboliquement, elles représentent davantage au sein de la classe politique. Pour mesurer plus en profondeur leur place dans la société britannique, intéressons-nous à l'éducation supérieure, qui contribue pour une large part à définir la classe moyenne dans les sociétés avancées. Nous ne nous éloignerons guère de la politique. Le temps n'est plus, au Royaume-Uni (comme ailleurs dans les ex-démocraties libérales), où des ouvriers siégeaient au Parlement. Un diplôme de l'enseignement supérieur, si dégradé soit-il, est désormais requis pour entrer en politique.

En 2019, la probabilité pour un jeune Anglais blanc d'accéder à l'éducation supérieure était de 33 %, celle des Noirs de 49 %, celle des « Asian » de 55 %. Et, au sein de ces « Asian », qui comprennent surtout des personnes d'origine indienne ou pakistanaise, la probabilité pour des personnes d'origine chinoise s'élevait à 72 %[5]. Nous pouvons attribuer pour une large part l'avantage des Indiens ou des Chinois à des structures familiales verticales (communautaires mais qui réservent une place particulière à l'aîné) ainsi qu'aux traditions sikhes ou confucéennes de respect pour l'éducation. La famille nucléaire absolue des Anglais blancs n'encadre pas ses rejetons aussi efficacement, et le protestantisme zéro d'aujourd'hui ne véhicule

plus, par définition, le potentiel éducatif du protestantisme actif ou zombie. Mais les Noirs aussi ont plus de chances de faire des études supérieures que les Blancs. Or, ni les structures familiales africaines ou antillaises, ni les traditions religieuses, chrétiennes, animistes ou vaudoues qui s'y superposent ne favorisent particulièrement l'éducation.

Nous sommes ici confrontés à une déviation des forces anthropologiques et religieuses par un facteur mystérieux. On peut démontrer l'anomalie en identifiant une décorrélation : partout dans le monde, la performance éducative est corrélée à la performance en matière de mortalité infantile. Plus la mortalité infantile est basse, plus la performance éducative est élevée. En Angleterre, la mortalité infantile chez les Blancs est de 3 pour 1 000 et chez les Noirs de 6,4. Cette décorrélation de la performance éducative et de la performance médicale est une anomalie sociologique. Elle montre que les BAME bénéficient d'une discrimination positive dans l'éducation comme parfois en politique.

Je passe sans transition à la pauvreté pour bien faire sentir le sentiment de flottement qui règne un peu partout dans ce pays qui fantasme sur la guerre. Le *Guardian* du 18 mai 2022 nous apprenait, par exemple, que les policiers avaient reçu la consigne de traiter avec discernement (de laisser filer ?) les personnes (des vieilles dames ?) surprises à voler dans les supermarchés parce qu'elles ont faim. On retrouve ici, quand même, l'humanité de l'Angleterre traditionnelle, mais qui doit administrer la destruction de sa base productive par la révolution néolibérale.

Retour à la sauvagerie postmoderne. Un accord conclu le même mois avec le Rwanda prévoyait d'y déporter les immigrés en situation irrégulière. La cour d'appel du Royaume-Uni a décrété cette déportation irrégulière. J'imagine mal la Cour suprême validant ce projet farfelu.

Le principe de la déportation est en lui-même un peu rude. Mais si la destination est un pays où s'est déroulé un génocide, c'est trop. Quand le Bundestag a défini l'*Holodomor*, la grande famine ukrainienne, comme un génocide, je me suis étonné que l'Allemagne manquât du sens de l'humour au point de prétendre, par l'entremise

de ses élus, nous enseigner doctement ce qu'est un génocide. Mais si le gouvernement britannique tente de faire du Rwanda un lieu de déportation, je me demande si l'état zéro de la religion et de l'idéologie n'a pas aussi accouché – en Angleterre ! – d'un état zéro du sens de l'humour. On sent surtout se profiler une moralité zéro à laquelle nous pourrions aussi attribuer la livraison à l'Ukraine de munitions à uranium appauvri.

Le destin de Julian Assange à Londres pose, lui, la question de savoir quelle marge de liberté le Royaume-Uni conserve dans le système américain ; et si, en cet état zéro de tant de choses, la liberté d'information et d'expression, si chère à la culture politique anglaise, a encore quelque chance de survie[6]. Après s'être réfugié dans l'ambassade d'Équateur entre 2012 et 2019, Assange a été incarcéré par l'État britannique par suite d'une procédure d'extradition lancée par les États-Unis pour cause d'« espionnage ». Le 20 avril 2022, la justice britannique a autorisé son extradition aux États-Unis ; le ministre de l'Intérieur britannique doit signer l'ordonnance. Les avocats de Julian Assange ont fait appel de la décision de la haute cour…

Je me demande dans quelle mesure la guerre d'Ukraine interfère avec ces péripéties. Le lien est forcément étroit puisque l'extradition effective de Julian Assange signerait pour ainsi dire officiellement la fin de l'indépendance du Royaume-Uni et lui conférerait, non moins officiellement, le statut de satellite de l'Amérique. Poutine, protecteur de la liberté de Snowden, ne manquerait pas alors, j'en suis sûr, de nous faire une démonstration d'humour russe.

Je le répète avec force : je n'écris pas ces lignes pour m'indigner mais parce que, historien, je cherche à comprendre la nature de la société britannique actuelle.

Poursuivons l'inventaire à la Ionesco de ses dysfonctions. Dans les statistiques du National Health Service (NHS), orgueil, après-guerre, de la nation, symbole de l'État social (État social et nation active, c'est tout un), on découvre qu'en 2021, parmi les nouveaux médecins enregistrés au Royaume-Uni, seulement 37 % étaient britanniques,

13 % originaires de l'UE et 50 % venus du reste du monde, surtout d'Inde et du Pakistan. Mais qu'est-ce donc que cette nation qui n'est plus capable de former ses propres médecins pour soigner ses citoyens ?

Cet appauvrissement commence à peser sur l'état biologique de la population. Citons à nouveau le *Guardian*, aussi riche d'informations qu'il est inepte dans sa posture belliciste (commune à presque toute la presse britannique, aucune différence ici avec la France) :

> Les enfants britanniques qui ont grandi pendant les années d'austérité accusent un retard de taille par rapport à nombre de leurs pairs européens. En 1985, garçons et filles britanniques se classaient au 69e rang sur 200 pays pour la taille moyenne à l'âge de 5 ans. Mais en 2019, les garçons étaient au 102e rang et les filles au 96e. La taille moyenne d'un garçon de 5 ans était de 112,5 cm et celle d'une fille de 111,7 cm.
>
> Aux Pays-Bas, la taille moyenne d'un garçon de 5 ans est de 119,6 cm et celle d'une fille de 118,4 cm. En France, les chiffres sont respectivement de 114,7 cm et 113,6 cm. En Allemagne, ils sont de 114,8 et 113,3. Les garçons danois mesurent en moyenne 117,4 cm et les filles danoises 118,1 cm (*sic*).
>
> Selon les experts, un mauvais régime alimentaire et des coupes budgétaires dans le système de santé sont à l'origine de ce phénomène. Mais ils ont également souligné que la taille est un indicateur important des conditions de vie générales, notamment des maladies et des infections, du stress, de la pauvreté et de la qualité du sommeil[7].

Continuons ce tour d'horizon du désarroi britannique par un coup d'œil sur la situation économique des classes moyennes ; mettons-nous ainsi à la place d'un universitaire anglais : son salaire est bloqué, sa retraite va être diminuée de 30 %, il a subi une inflation encore supérieure à 6 % pendant l'été 2023 tandis que le taux d'intérêt de son emprunt immobilier n'en finit pas de grimper à cause de la politique monétaire de la Banque d'Angleterre. La prolétarisation menace.

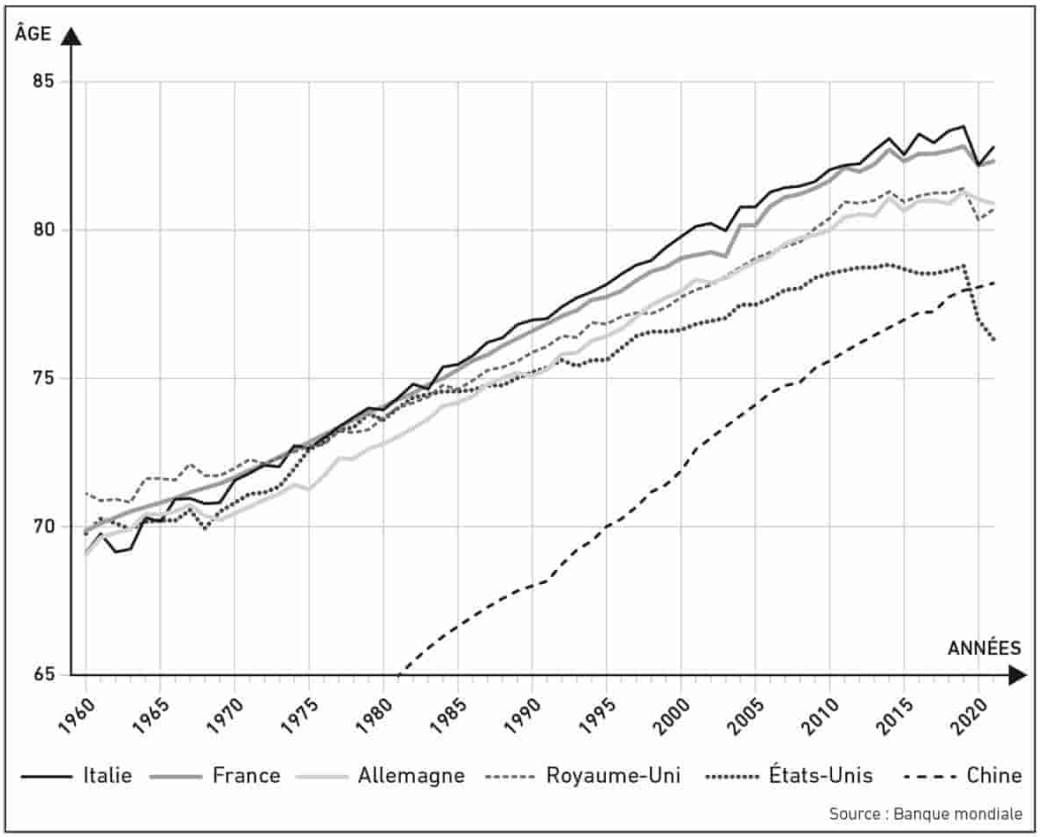
La courbe des espérances de vie (graphique 6.1) montre que si seuls les États-Unis ont enregistré un recul spectaculaire entre 2015 et 2020, le Royaume-Uni, dès les années 1980 (les années Thatcher), a subi un ralentissement sensible. La progression y devient alors plus

lente qu'en France ou en Italie, plus lente même qu'en Allemagne, perturbée à partir de 1990 par la réunification. La chronologie du mouvement démographique nous impose donc d'examiner les conséquences pratiques du néolibéralisme.

La désintégration économique

Graphique 6.1

L'ESPÉRANCE DE VIE DEPUIS 1960EN OCCIDENT ET EN CHINE



Margaret Thatcher n'a pas été une partenaire mineure de Reagan, ni Tony Blair une pâle copie de Bill Clinton. La transformation néolibérale du Royaume-Uni n'a pas été moins importante que celle qu'ont connue les États-Unis. Certes, les Britanniques restent, par bien des aspects, des Européens. L'inégalité des revenus n'est pas, outre-Manche, comparable à celle qui se déploie aux États-Unis ; la violence par homicide y reste faible, de niveau européen. Mais dans d'autres domaines, le Royaume-Uni est allé marginalement plus loin que le géant d'outre-Atlantique. Surtout, et tout simplement en raison de sa petite taille et de sa faible puissance, le néolibéralisme l'a mis dans une situation beaucoup plus périlleuse ; il ne dispose pas des ressources et de la profondeur stratégique d'un pays-continent. Son tissu urbain ne compte pas, contrairement à celui des États-Unis,

quinze agglomérations de plus de 5 millions d'habitants mais une seule, Londres, dont l'aire rassemble 10 millions de personnes, c'est-à-dire 15 % de la population. La capitale polarise à elle seule la société d'une façon dangereuse. La France aussi est polarisée et l'agglomération parisienne pèse encore plus lourd, avec près de 16 % de la population du pays. Mais la superficie deux fois supérieure de l'Hexagone (France : 551 695 km^2, Royaume-Uni : 243 610 km^2) donne plus d'autonomie culturelle aux villes situées hors du Bassin parisien. L'Angleterre seule, avec 130 279 km^2, est vraiment petite, à peine plus grande que le Bassin parisien, évalué à 110 000 km^2. À la concentration socio-économique dont Londres est le siège s'ajoute, depuis l'épuisement des réserves de pétrole de la mer du Nord, l'absence de ressources naturelles.

La désindustrialisation britannique a été un peu plus prononcée encore que celle des autres grands pays du monde occidental. Si, en France et aux États-Unis, les effectifs industriels ne représentaient que 19 % de la population active en 2021, c'était seulement 18 % au Royaume-Uni. Par comparaison, l'Allemagne est à 28 %, l'Italie à 27 % et le Japon à 24 %. La Grande-Bretagne a été jusqu'à sacrifier sa capacité de concevoir des automobiles ordinaires. On en construit toujours dans le pays, mais elles ne sont plus britanniques. Surtout, le Royaume-Uni est le pays où la financiarisation de l'économie a été maximale, plus poussée encore qu'aux États-Unis. Outre-Atlantique, l'industrie financière (comme on dit élégamment pour dissimuler le fait qu'elle ne produit à peu près rien) représente 7,8 % du PIB ; mais au Royaume-Uni, c'est 8,3 %. Enfin, ce qui permet d'affirmer que la situation économique britannique est la plus aventureuse, c'est le fait, mentionné à la fin du chapitre précédent, que le Royaume-Uni parvient à être en déficit commercial avec les États-Unis, eux-mêmes l'étant avec la plupart des pays du monde[8].

C'est à l'idéologie, néolibérale bien sûr, que la Grande-Bretagne doit d'être devenue vulnérable. On a privatisé jusqu'à l'absurde ; les chemins de fer et l'approvisionnement en eau, secteurs que les

économistes qualifient de monopoles naturels, ont été impitoyablement vendus, dérégulés, paralysés, pis encore, renvoyés à leur forme fragmentée du XIX^e siècle. On a recouru systématiquement à l'*outsourcing*, l'externalisation, par laquelle des tâches qui incombent à l'État sont confiées à des compagnies privées. Les conservateurs avaient introduit cette pratique, mais Tony Blair s'y convertit ardemment en 1997. « Sous le régime travailliste, des services publics d'une valeur de plusieurs milliards de livres ont été externalisés : le secteur privé gère des prisons ; les autorités locales externalisent largement, depuis les allocations de logement et les services fiscaux jusqu'au nettoyage des rues et aux écoles. Les grands contrats informatiques de l'administration sont confiés, presque exclusivement, au secteur privé. Les organisations caritatives gèrent une grande partie des services sociaux destinés aux personnes âgées et aux handicapés[9]. »

Derrière la désintégration économique, la désintégration religieuse

Mais en imputer la responsabilité au néolibéralisme ne suffit pas. Au niveau conscient des acteurs, politiques ou non, figurait bien sûr une doctrine économique qui rêvait d'un marché pur et parfait et d'un repli de l'État sur ses fonctions de maintien de l'ordre et de guerre. C'est le néo-libéralisme doctrinaire de Margaret Thatcher, une femme personnellement honnête, que je décris. Mais force est de constater que, appliquée, cette doctrine a détruit les services publics, l'industrie et les conditions de vie. Les premiers libéraux, comme l'a si bien montré Karl Polanyi, avaient construit le marché ; les néolibéraux détruisent l'économie. C'est très différent.

Repartons, une fois de plus, du postulat que les acteurs sont sincères. Il est évident que les privatisations, l'externalisation et les

baisses d'impôts ne peuvent répondre à ce fait tout simple que, comme les États-Unis, le Royaume-Uni forme trop peu d'ingénieurs – 8,9 % des étudiants contre 7,2 % aux États-Unis, 24,2 % en Allemagne et 23,4 % en Russie vers 2020 – et que cette déficience condamne à l'échec toute politique qui ne ferait pas de la formation d'ingénieurs une priorité. Pour comprendre comment une erreur intellectuelle aussi énorme a pu l'emporter, il convient de descendre au-dessous du niveau conscient. Il suffit de se débarrasser des mots, qui organisent le conscient, pour observer les faits, qui sont ici l'inconscient en action. La révolution conceptuelle néolibérale apparaît alors comme la simple libération d'un instinct d'acquisition dissocié de toute morale. Le mot qui vient à l'esprit, c'est « cupidité ». On peut faire de l'argent en bradant les biens d'État, en rançonnant les citoyens par l'externalisation. Il est normal que cet inconscient cupide se soit plus amplement libéré chez les travaillistes, dont le conscient est social. C'est sans conteste Tony Blair qui incarne le mieux, de façon ostensible, la notion de cupidité de l'inconscient : depuis qu'il n'est plus Premier ministre, il s'occupe à faire de l'argent, beaucoup d'argent.

Le néolibéralisme à voulu fonder un capitalisme non wébérien, dont « l'esprit » serait libéré de l'éthique protestante. Au-delà de son simplisme intellectuel, la révolution néolibérale trahit une déficience morale.

Je ne m'en tiendrai pas là. La cupidité n'est qu'un aspect de l'expérience néolibérale. Vouloir travailler moins pour gagner plus n'est peut-être pas très moral, mais cette inclination n'est pas dénuée de bon sens. Par contre, la fièvre de destruction – des usines, des métiers, des existences individuelles – que nous avons vue se répandre suggère qu'est à la manœuvre un instinct de destruction dissimulé lui aussi derrière la théorie économique. On nous a rebattu les oreilles avec la « destruction créatrice » schumpétérienne. Mais ce que l'on observe pour de bon, dans l'économie et dans la société, c'est la destruction tout court : le mot « nihilisme » revient nous hanter.

Souvenons-nous de la phrase la plus connue de Margaret Thatcher : « *There is no such thing as society* » (« La société, ça n'existe pas »), souvent citée, avec raison, tellement elle est centrale. J'ai du

mal à voir en Margaret Thatcher une philosophe politique majeure du XX^e siècle finissant. Pourtant cette phrase, si extraordinaire dans sa radicalité, nous révèle une vérité cachée du néolibéralisme : sa négation pure et simple de la réalité. À moins qu'elle ne formule un souhait : la destruction de ce dont on nie l'existence, la société.

Ce n'est pas dans les débats anciens des économistes, par exemple entre Milton Friedman et ses opposants keynésiens, que nous trouverons les causes de ce nihilisme, de la disparition de la moralité sociale, mais du côté de la religion, active, zombie ou zéro. Il est temps d'appliquer à la Grande-Bretagne l'hypothèse d'un effondrement final du protestantisme. Le vide religieux est la vérité ultime du néolibéralisme.

Ce qu'était le protestantisme

Rappelons au préalable les valeurs du protestantisme, qui ne sont pas forcément très familières aux ressortissants d'un pays catholico-républicain comme la France. Le protestantisme se distingue d'abord par une plongée en lui-même de l'individu sous le prétexte de dialoguer avec Dieu. Il implique donc un degré d'intériorisation presque inconnu jusqu'à son avènement. Mais, dans le même temps – ce dont on est moins averti en France –, il entraîne un renforcement de la conscience collective. L'individu « intériorisé » est également surveillé par la collectivité avec une précision inédite elle aussi jusque-là dans l'histoire européenne. Max Weber nous a donné un très beau résumé du rapport de l'individu au groupe dans le protestantisme initial :

> Mais il importe de souligner un fait trop oublié : la Réforme ne signifiait certes pas l'élimination de la domination de l'Église dans la vie de tous les jours, elle constituait plutôt la substitution d'une nouvelle forme de *domination* à l'ancienne. Elle signifiait le remplacement d'une autorité extrêmement relâchée, pratiquement inexistante à l'époque, par une autre qui pénétrait tous les domaines de la vie

> publique ou privée, imposant une réglementation de la conduite infiniment pesante et sévère. […]
>
> L'autorité du calvinisme, telle qu'elle sévit au XVI^e^ siècle à Genève et en Écosse, à la fin du XVI^e^ siècle et au début du XVII^e^ siècle dans la plus grande partie des Pays-Bas, au XVII^e^ siècle en Nouvelle-Angleterre et pour un temps en Angleterre, représenterait pour nous la forme la plus absolument insupportable de contrôle ecclésiastique sur l'individu[10].

Le protestantisme, comme on le voit, comporte des éléments à la fois très forts et très contradictoires, que nous allons retrouver dans ses autres aspects.

Il exige que les masses soient alphabétisées parce que les fidèles doivent tous avoir accès aux Écritures. C'est, je l'ai dit, ce qui explique l'avance des pays réformés non seulement en matière d'instruction mais aussi pour ce qui est du décollage économique. Le facteur crucial de l'ascension de l'Occident a été l'attachement du protestantisme à l'alphabétisation.

Par ailleurs, professant que chaque fidèle est lui-même prêtre, le protestantisme dénote une composante égalitaire-démocratique. À un niveau plus profond, cependant, on trouve l'opposé : la prédestination. Certains sont élus et d'autres damnés, une conviction bien établie chez Luther, radicalisée par Calvin. Elle a beau avoir été atténuée aux Pays-Bas, en Angleterre et aux États-Unis, par l'arminianisme et la réintroduction du libre arbitre, le protestantisme n'est jamais revenu à la notion chrétienne initiale que, sur le plan métaphysique, tous les hommes sont égaux. La gamme des possibles va de l'affirmation qu'ils ne le sont pas au sentiment que cette égalité est sujette au doute.

Terminons notre passage en revue des principales caractéristiques du protestantisme. C'est une éthique du travail : nous ne sommes pas sur terre pour rigoler, mais pour travailler et épargner. Nous voici aux antipodes de la société de consommation. Le protestantisme a été, aussi, longtemps synonyme de puritanisme sexuel.

Les pays protestants avaient cela en commun et tous ont réussi économiquement. Sans exception. Qu'on prenne la Suisse, avec son noyau protestant, les Pays-Bas avec leur centre protestant, les pays scandinaves, l'Allemagne protestante, l'Angleterre, les États-Unis ou les périphéries de l'Angleterre que sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada. Tous ont prospéré tout en ne partageant pas les mêmes structures familiales. L'Allemagne, je l'ai dit, est très autoritaire, l'Angleterre très libérale.

Le protestantisme a connu des variations. Alors que la moitié du catholicisme s'effondrait dans le Bassin parisien, vers 1730-1740, pour y être remplacé par la Révolution et la République, le protestantisme anglais et américain traversait, lui, une phase de mollesse, avec le développement, chez les éduqués supérieurs de l'époque, d'un indifférentisme certain. Max Weber a ainsi pu définir Benjamin Franklin comme déiste. Tel qu'il le décrit, je verrais volontiers en lui un protestant zombie typique, qui ne pratique plus sa religion mais en conserve l'éthique, attaché aux valeurs d'honnêteté, de travail, de sérieux, et toujours conscient que l'homme ne dispose que d'un temps limité.

Thomas Paine et Thomas Jefferson peuvent aussi être considérés comme déistes, en ce moment de fléchissement du pessimisme protestant qui a précédé la Révolution américaine. Un Dieu déduit de la raison et, de plus, raisonnable ne ressemble plus guère au Dieu terrible de Calvin. Je ne vois pas non plus comment interpréter, un peu plus tôt, les Lumières écossaises (tellement en interaction avec les françaises), qui comptaient des penseurs comme David Hume, Adam Smith ou Adam Ferguson, sans diagnostiquer un relâchement substantiel de la foi protestante dans les classes moyennes supérieures.

En Grande-Bretagne, la Révolution française et la révolution industrielle, conjuguant leurs effets, font alors surgir le sentiment d'une menace et, pourquoi pas, une peur renouvelée de la damnation. Un regain protestant enfièvre l'Angleterre et l'Écosse entre 1780 et 1840. En Angleterre, il touche l'Église anglicane, dominante, comme les non-conformistes héritiers des puritains du XVII^{e} siècle. Le recensement religieux de 1851 révèle des taux de pratique tout à fait

étonnants dans un pays déjà très urbanisé et industrialisé. Dans la mégalopole de Londres, le taux d'assistance à l'office religieux atteint 40 %. Dans les districts urbains du Nord industriel et des Midlands, il se situe entre 44 et 50 %. La moyenne générale de tous les districts d'Angleterre est de 66 %. Au Pays de Galles, elle est de 84 %[11].

Le protestantisme revitalisé du XIXe siècle fait apparaître une géographie religieuse spécifique : l'Angleterre du Sud-Est, autour de Londres, est à dominante anglicane ; dans l'Angleterre du Nord, le Pays de Galles et la Cornouaille prévalent les sectes protestantes non conformistes, les méthodistes en particulier. On relève une correspondance entre les zones industrielles ouvrières et ce protestantisme non conformiste, coïncidence qui nous dit pourquoi, dans l'histoire anglaise, conscience religieuse et conscience de classe se sont si bien entremêlées[12]. Nous y reviendrons.

Du protestantisme actif au protestantisme zombie puis zéro

C'est ce protestantisme bicéphale qui s'effondre donc entre 1870 et 1930. Voit alors le jour ce que j'appelle une société protestante zombie, un monde dans lequel la pratique religieuse s'étiole mais où les valeurs sociales de la religion persistent, ainsi que les rites de passage prescrits par les diverses Églises. Ni le baptême, ni le mariage, ni l'inhumation ne sont remis en cause. Mais, signe qu'on n'y respecte plus tous les commandements bibliques – « croissez et multipliez » –, la fécondité chute, et d'abord dans les classes moyennes.

Privée de son encadrement protestant, la Grande-Bretagne découvre le nationalisme pur (qui associe mieux désormais l'Angleterre et l'Écosse dans une entité commune, supérieure à leurs diverses Églises) et participe, sans trop d'états d'âme, à la boucherie

de la Première Guerre mondiale. Cette guerre, il convient de le remarquer, au-delà de l'affrontement militaire violent de la France et de l'Allemagne, opposait à un niveau plus fondamental les deux principales puissances économiques du temps, deux pays protestants en train de passer au stade zombie : l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Le libéralisme progressiste et le travaillisme (qui finit par absorber son parrain libéral) ont été les émanations politiques les plus visibles de ce protestantisme zombie. L'immense majorité des cadres du travaillisme ascendant était issue des sectes non conformistes.

C'est toujours ce protestantisme fantomatique qui permet à la Grande-Bretagne, entre 1939 et 1945, de rester une collectivité solidaire, efficace, morale, moins nationaliste à ce stade qu'en 1914, mais qui accepte avec résignation et dignité une guerre nécessaire.

Un léger retour du religieux parcourut l'ensemble du monde occidental au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale[13], masquant un regain beaucoup plus massif du christianisme zombie, protestant ou catholique, c'est-à-dire des valeurs de décence et de conformisme issues de la religion indépendamment de toute pratique religieuse. Les ondes de choc du nihilisme nazi s'étaient propagées en profondeur. Le monde développé reprenait son souffle. C'est l'époque où fleurit un conformisme familial maximal, constituant le substrat du baby-boom. Cette reprise de la fécondité s'appuyait sur une répartition particulièrement nette des rôles masculins et féminins. À côté ou au-dessus du conformisme familial, le *Welfare State*, l'État social d'après-guerre, fut l'incarnation ultime du christianisme zombie, son apothéose.

Le passage du stade zombie à l'état zéro se produit à partir des années 1960[14]. Cette mutation est liée, on l'a vu, au développement de l'éducation supérieure, à la stratification éducative qui en découlait, à l'atomisation sociale enfin. Le nombre des baptêmes chute[15], celui des unions illégitimes explose, tout comme celui des divorces, des remariages et des familles monoparentales. La fréquence de la crémation monte en flèche. En 1888, au tout début de la phase

zombie, la crémation représentait 0,01 % des obsèques, en 1939 3,5 %, en 1947 10,5 %. En 1960, à l'aube de la révolution finale, 34,7 %. En 2021, la crémation compte pour 78,4 %. Comme le « mariage pour tous », la prédominance de la crémation indique clairement que le protestantisme a atteint un état zéro. L'instauration du « mariage pour tous » présente toutefois l'avantage de fournir une date marquant symboliquement la fin du christianisme dans un pays. En Angleterre, c'est 2014.

Voilà pourquoi le néolibéralisme de l'ère Thatcher, postérieur aux Beatles et aux Rolling Stones, sur fond de cohabitation hors mariage et de naissances illégitimes (sans oublier la liberté sexuelle qui va de pair), n'est pas le libéralisme de l'âge de l'Expiation[16]. Le libéralisme classique avait certes adopté le libre-échange et laissé mourir de faim les Irlandais, mais il coexistait avec un protestantisme actif, qui tenait la société, et dotait le Britannique de base d'un surmoi (l'homme, corrompu par le péché originel, est mauvais, en général et sexuellement) et d'un idéal du moi (la rédemption, le salut, etc.). Il accompagna la révolution industrielle, cet accroissement massif de la production des choses par des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers, qualifiés ou non. Le néolibéralisme, lui, a émancipé la finance et procédé à la destruction de l'appareil productif. Sur son marché pur et parfait s'agitent des hommes sans moralité, simplement cupides. Succédant au protestant actif du premier libéralisme et au protestant zombie du *Welfare State*, l'homme idéal du néolibéralisme thatchérien est un protestant zéro.

La désintégration sociale et politique

Les concepts enchaînés de protestantismes actif, zombie et zéro permettent de périodiser efficacement l'histoire sociale de la Grande-Bretagne. Prenons l'exemple du système éducatif, en tant que producteur et reproducteur de la structure sociale. Nous pouvons

nous représenter les *public schools* (écoles privées) des années 1880-1960 comme des lieux d'épanouissement puis de stabilisation du protestantisme zombie[17]. Eton, Harrow, Rugby, Charterhouse, Westminster, Winchester… La religion y devenait formelle mais on y fusionnait les enfants de l'aristocratie avec ceux des nouvelles classes moyennes supérieures dans une éthique de sobriété, de répression des émotions, empreinte de masochisme (avec dortoir spartiate, chauffage parcimonieux et châtiments corporels), qui devait beaucoup à l'éthique sévère du calvinisme. On y apprenait un peu de latin et de grec, moins de mathématiques et de sciences. En découlèrent la décence britannique, la « *stiff upper lip* » (le stoïcisme de celui qui jamais ne se plaint) et, par ricochet contre-répressif, sans doute, ce sens de l'humour que j'ai senti très menacé dans l'affaire des déportations au Rwanda.

Le projet social était de former par l'école une classe dirigeante apte à gouverner l'Empire. Il séduira les classes supérieures américaines protestantes, en cours de reconfiguration à la fin du XIX^e^ siècle, et elles en produiront une version atténuée.

Le régime des *public schools*, déjà moins rigoureux dans les années 1930, s'adoucit plus encore avec la révolution culturelle des années 1960 et 1970. Le néolibéralisme thatchérien et son support, comment dire, amoral, le protestantisme zéro, leur permettent de muter en *independent schools*, toujours destinées aux enfants de 6 % de privilégiés, mais qui s'efforcent de concilier, en un composé instable, un meilleur niveau éducatif et un confort élevé. Le tarif des inscriptions s'élève ; les enfants de riches Chinois, Russes et Nigérians contribuent, par le coût de leur scolarité, à l'équilibre des comptes. Mais de l'éthique ancienne peu ou rien ne subsiste. Les *independent schools* expriment et reproduisent l'état zéro du protestantisme britannique.

Dans le domaine politique, l'évolution religieuse s'est mêlée aux bouleversements sociaux. Traditionnellement, une vision bipolaire de la structure sociale – *working-class* et autres – sous-tendait le système politique bipartisan, qu'encourageait déjà le scrutin uninominal

majoritaire à un seul tour ; *Conservative* versus *Labour*, le Labour ayant pris la suite des libéraux du XIX^e^ siècle.

Mais dès 1920, le secteur des services représentait en fait 51 % de l'emploi en Grande-Bretagne et le centre de gravité réel de la structure sociale était ce que l'on appelle outre-Manche la *lower middle-class* (classe moyenne inférieure), une obsession à peine souterraine de l'Angleterre[18]. L'affrontement des Tories et du Labour a masqué cette centrisation ancienne de la structure de classes objective ; il fonctionnait parce qu'il était lui-même ancré dans l'affrontement religieux zombie, issu de l'époque victorienne, entre l'Église anglicane et les sectes non conformistes. La répartition des deux tendances religieuses, même dans leur état zombie, déterminait toujours la géographie politique : la carte du parti Tory était celle de l'Église anglicane, la carte du Labour celle des sectes non conformistes et plus généralement du protestantisme le plus rigide ; elle comprenait l'Angleterre du Nord, le Pays de Galles et la majorité de l'Écosse.

La réalité de la structure de classes et le passage progressif du protestantisme au stade zéro expliquent pourquoi Margaret Thatcher put abattre le pouvoir des syndicats, dont celui, musclé, des mineurs. La persistance du bipartisme ne reposait plus ni sur la structure socio-économique objective, ni sur une structuration religieuse zombie. Le bipartisme a toutefois survécu, grâce au mode de scrutin, mais il n'est pas impossible que les violents affrontements verbaux qui caractérisent actuellement la Chambre des communes n'existent que pour masquer la perte de substance idéologique des partis. Depuis Tony Blair, le Labour n'est plus capable de définir une voie économique différente de celle des conservateurs.

Liz Truss n'aura peut-être été que l'incarnation accidentelle de l'inconscient petit-bourgeois britannique, succédant à l'opposition entre l'aristocratie et la classe ouvrière. Le dualisme se traduisait autrefois par des accents très polarisés, qui s'effacent ; il contribuait cependant à structurer la nation. Sa rupture met à nu une société stratifiée par l'éducation supérieure, atomisée par l'atrophie de la

religion, informe, ni nationale ni de classes, surplombée par une élite idéologique qui pêche dans les questions ethniques et raciales des raisons de se diviser en woke « travaillistes » et antiwoke « conservateurs ». C'est, paradoxalement, dans ce contexte qu'un Parti conservateur à dominante antiwoke a réussi à former un gouvernement ultrawoke. La vérité est que les cadres du Parti conservateur diffèrent à peine, culturellement, de ceux du Parti travailliste. Tout ce petit monde est passé par l'université, où règnent les valeurs woke.

La période du Brexit a coïncidé avec l'avènement d'un état religieux zéro.

En 2014 avait eu lieu le référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Le « non » l'avait emporté, mais de peu, et surtout parce que les personnes âgées n'en voulaient pas. La fin du protestantisme explique très bien la dissidence écossaise. Ce qui avait permis l'acte d'Union de 1707, ainsi que l'a si bien montré Linda Colley, c'est le fait que, si l'Écosse et l'Angleterre se percevaient à l'origine comme deux nations distinctes, elles étaient aussi deux nations protestantes. Le protestantisme disparaissant, ce lien s'est défait. De là une Écosse qui semble ne plus trop savoir ce qu'elle est, si elle doit quitter le Royaume-Uni ou non, renouer avec l'UE ou non. Les ouvriers anciennement catholiques de la région de Glasgow, désormais porteurs d'un catholicisme zéro, y votent pour le Scottish National Party, de tradition presbytérienne et qui a fini, comme nous l'avons vu, par se choisir un leader musulman.

Le Brexit, quant à lui, a opposé non seulement éduqués supérieurs et non-éduqués, mais jeunes et vieux, dans un double mixte tout à fait étonnant, puisque les personnes âgées et celles qui n'avaient pas fait d'études supérieures se sont alliées pour adopter le Brexit. La motivation la plus puissante des milieux populaires était probablement d'arrêter l'immigration en provenance d'Europe de l'Est, de Pologne notamment. Voilà qui ne suggère ni une nation retrouvant le dynamisme de sa jeunesse, ni un peuple optimiste. La presse dite populaire (les « tabloïds »), *The Sun*, *The Daily Mail*, *The Daily Mirror*, *The Daily Express*, aux mains de divers milliardaires, dont Rupert Murdoch, magnat australo-américain, a soutenu le

Brexit. Une fraction notable de l'oligarchie y était donc favorable[19]. La présence de Rupert Murdoch au générique évoque plus l'ascendant de l'Américanosphère que le souffle puissant d'une nouvelle révolution anglaise. Le rôle des Australiens d'Angleterre dans les récentes évolutions de la société et de la politique britanniques mériterait une étude approfondie ; j'en ai croisé beaucoup dans mes lectures sur la Grande-Bretagne, porteurs d'une vision non européenne de l'Histoire.

L'hypothèse d'un état zéro du protestantisme anglais permet d'expliquer le démantèlement du Red Wall. Les élections générales de 2019 ont donné une importante majorité aux conservateurs, mais les commentateurs ont surtout été frappés par la chute des bastions travaillistes au nord du pays. Dans de nombreuses circonscriptions de cette région, pour la première fois, des candidats conservateurs étaient élus, ruinant une affiliation travailliste presque pluriséculaire[20]. Ce phénomène a été perçu comme une conséquence du Brexit, une expression de reconnaissance à l'égard de Boris Johnson qui avait pris en charge l'aspiration populaire à l'indépendance. Johnson avait d'ailleurs ensuite émis quelques bruits intelligents sur la nécessité de revitaliser l'industrie. Je pense, pour ma part, que les habitants de cette région ont surtout été privés de leur identité politique travailliste par le reflux du substrat religieux, qui s'est superposé au reflux de l'économie industrielle. La population du nord de l'Angleterre n'est plus ouvrière, elle est post-industrielle, avec tous les petits boulots du secteur tertiaire qu'implique cette déqualification. Le travaillisme était né de l'industrie et du non-conformisme ; la désindustrialisation et le protestantisme zéro, combinés, devaient bien finir par l'ébranler un jour.

Concluons sur le Brexit : il n'a pas manifesté un retour de la nation, mais a résulté de sa décomposition. Les personnes âgées ont exprimé leur nostalgie, les électeurs populaires leur anomie, les oligarques de la presse une préférence pour l'Américanosphère. Si en 2014 l'Ukraine a rejeté la Russie (et de ce fait neutralisé ses oligarques qui en étaient si proches), en 2016 l'Angleterre a choisi les États-Unis

(et de fait conservé ses oligarques qui leur sont si liés). L'Angleterre soutient l'indépendance de l'Ukraine au moment où elle perd la sienne. Comment s'étonner alors que ce soutien soit parodique, puisqu'elle-même est en train d'oublier ce qu'est l'indépendance.

Quand la haine du prolo remplace le racisme

Toutes les sociétés avancées ont été transformées par l'éducation supérieure de masse, ainsi que par le retour de l'inégalitarisme subjectif et des inégalités objectives qui en résultent. Dans le cas de l'Angleterre, l'opposition entre ceux qui ont fait des études supérieures et les autres s'est compliquée en raison d'identités de classe antérieures et d'une force sans équivalent ailleurs[21].

J'avais écrit, en 1994, dans *Le Destin des immigrés*, que ce qui différenciait l'Angleterre des États-Unis et y rendait le racisme de type américain impossible, c'est qu'aux yeux des Anglais les ouvriers blancs étaient déjà, depuis le milieu du XIX^e^ siècle au moins, une race à part[22]. Dans la mesure où plusieurs races blanches coexistaient en Angleterre, il n'était guère concevable qu'à la manière américaine on s'y fixe sur les Noirs. Le Brexit et ses suites ont confirmé cette hypothèse : la détestation du populo est devenue telle dans l'Angleterre d'en haut que s'est déclarée une préférence pour les Noirs en particulier, et pour les BAME en général. Rappelons que les éduqués les plus supérieurs ont voté très majoritairement *Remain* (Cambridge et Oxford à 73,8 % et 70 %).

Selon les *Brexiters*, en sortant de l'Union européenne, l'Angleterre pouvait reprendre en main son destin. Mais le référendum n'a pas débouché sur ce qui aurait rendu cette aspiration réalisable : une réconciliation des éduqués supérieurs qui voulaient rester en Europe et des éduqués secondaires qui voulaient en sortir. Le ressentiment

habituel des catégories moyennes supérieures contre le monde populaire n'a fait qu'empirer.

Notons au passage que les simples éduqués supérieurs ne contrôlent pas globalement le Royaume-Uni, les super-riches liés aux États-Unis, oui. La mise en œuvre du Brexit par le gouvernement de Boris Johnson, si elle suggérait une rémanence du tempérament authentiquement démocratique, pouvait aussi sous-entendre que le Royaume-Uni était dominé par une fraction d'une oligarchie ayant conservé une certaine capacité d'action politique autonome. Les liens établis entre Londres et New York par la finance globalisée, afin de cogérer les paradis fiscaux notamment, me font préférer la seconde hypothèse.

On a donc assisté outre-Manche depuis le Brexit à un phénomène tout à fait singulier. Des classes éduquées supérieures de plus en plus favorables à tout ce que le populo déteste : la diversité, les minorités ethniques et surtout l'immigration, ce moteur décisif du vote *Leave*. La proportion des personnes passées par l'université qui votèrent *Remain* et qui veulent que l'immigration soit réduite a baissé de 20 points et n'est plus que de 23 %, tandis que la proportion de ceux qui souhaitent qu'elle augmente a été multipliée par trois pour monter à 31 %[23]. Comment ne pas y voir une provocation antipopulaire ?

Revenons aux statistiques tout à fait étranges qui dévoilent que les BAME accèdent de façon privilégiée aux études supérieures. On peut se demander si cette préférence affichée pour elles n'est pas aussi, au-delà de bons sentiments motivant une *affirmative action* informelle, une vengeance exercée par les classes moyennes supérieures anglaises contre leur plèbe. Plèbe à laquelle on impose désormais d'être dirigée par les descendants visibles des anciens dominés de l'Empire. Des esprits malicieux diront peut-être que, le pouvoir politique comptant désormais si peu, on peut bien le laisser aux BAME. Qui sait ?

Rien, dans ce qui précède, ne dessine une nation sûre d'elle-même et qui sait où elle va. Tout, au contraire, révèle une perte de sens, une anxiété, dont on peut imaginer qu'elle a besoin de boucs émissaires.

Les prolos et les vieux avaient l'Europe. Mais les partisans du *Remain*, qu'ont-ils ?

La Russie s'était, en un sens, autodésignée comme bouc émissaire à la disposition des classes moyennes britanniques, avec ses enfants d'oligarques placés en masse dans les écoles privées anglaises, et surtout avec ses investissements immobiliers à Londres, directs ou sous le couvert de sociétés écrans britanniques. À la veille de la guerre, la partie ouest de Londres, où les Russes avaient acheté sans compter, était surnommée Londongrad. L'achat du club de football de Chelsea par Roman Abramovitch symbolisait presque à lui tout seul le statut nouveau de nation inerte, éteinte ou prostituée du Royaume-Uni.

Protestantisme zéro, nation zéro

Les Français, ai-je dit, croient avoir inventé la nation lors de la Révolution française ; ils ne savent pas (ou ne veulent pas savoir) que, dans leur cas, l'appartenance à la nation n'a fait que remplacer l'appartenance au peuple chrétien. En bons héritiers de l'universalisme catholique, nous sommes restés attachés, malgré l'existence de notre nouvel État-nation, à l'idée d'homme universel.

L'histoire des pays protestants est tout à fait différente. La nation y a vu le jour plus tôt. Né de la séparation d'avec Rome, le protestantisme requérait que tous les nationaux accèdent aux écrits religieux dans la langue vernaculaire, en l'occurrence l'anglais ; il a accouché d'un peuple à part, élu de Dieu. La première révolution anglaise a, pour la plus grande gloire de ce Dieu, décapité le roi. Oliver Cromwell, qui devait son pouvoir à son rôle de fondateur de la New Model Army, a tenté d'établir le premier régime à la fois militaire et religieux de l'histoire européenne.

Écoutons William Blake dans le dernier quatrain de son poème « Jerusalem » :

I will not cease from Mental Fight,
Nor shall my sword sleep in my hand:
Till we have built Jerusalem,
In England's green & pleasant Land.

(Je ne cesserai mon combat intérieur
Ni ne reposerai mon épée
Que nous n'ayons bâti Jérusalem
Sur les terres vertes et riantes d'Angleterre.)

Ces vers, où se mêlent intimement le national et le religieux, ont été écrits en 1804, publiés en 1808 et mis en musique par Hubert Parry en 1916. « Jerusalem » est devenu pour l'Angleterre un hymne national officieux, beaucoup plus capable de soulever l'âme que le morne *God Save the King*. En 1962, il fut la musique choisie par Tony Richardson pour son film *La Solitude du coureur de fond* (d'après une nouvelle d'Alan Sillitoe), qui nous montre la révolte d'un jeune ouvrier contre les privilèges de classe.

Si, en pays protestant, tendances nationale et religieuse s'entrelacent à ce point, on se doute que l'effondrement final de la religion peut y impliquer celui du sentiment national. Le protestantisme zéro, davantage, ou plutôt moins qu'une nation inerte, définit une nation zéro.

Le protestantisme zéro, comme nous allons le voir, est aussi un problème pour les nations scandinaves, même si leur caractère excentré, et pour ainsi dire provincial, les protège de trop grandes turbulences.

1. Wikipédia, consulté le 13 septembre 2023.

2. Linda Colley, *Britons. Forging the Nation 1707-1837*, Londres, Pimlico Books, 1994.

3. *Britannia Unchained: Global Lessons for Growth and Prosperity*, Londres, Palgrave MacMillan, 2012. Le livre est signé de cinq parlementaires britanniques : Kwasi Kwarteng, Priti Patel, Dominic Raab, Chris Skidmore et Liz Truss.

4. Ce chiffre comme les suivants renvoient aux BAME nés en Angleterre.

5. Taux d'accès à l'enseignement supérieur : https://www.ethnicity-facts-figures.service.gov.uk/education-skills-and-training/higher-education/entry-rates-into-higher-education/latest.

6. Julian Assange est le fondateur de WikiLeaks. En 2010, à la suite des révélations de WikiLeaks sur la manière dont les États-Unis et leurs alliés mènent la guerre en Irak et en Afghanistan, Assange acquiert une immense notoriété. Il est ensuite au cœur d'une affaire politico-judiciaire qui implique la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, et qui le prive de liberté à partir de 2010 dans des circonstances telles qu'il a pu être qualifié de prisonnier politique.

7. *The Guardian*, « Children Raised Under UK Austerity Shorter than European Peers, Study Finds », 21 juin 2023.

8. Sur l'évolution économique et sociale du Royaume-Uni, voir l'extraordinaire *The Rise and Fall of the British Nation: A Twentieth Century History*, de David Edgerton, 2019, Penguin.

9. https://www.theguardian.com/society/microsite/outsourcing_/story/0,13230,933818,00.html.

10. Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1967, p. 33.

11. K.D.M. Snell et Paul S. Ell, *Rival Jerusalems. The Geography of Victorian Religion*, Cambridge University Press, 2000, p. 415.

12. Hugh McLeod, *Religion and the People of Western Europe 1789-1989*, Oxford University Press, 1997.

13. Bien noté en Grande-Bretagne par Calum G. Brown dans *The Death of Christian Britain. Understanding Secularisation 1800-2000*, Londres, Routledge, 2009.

14. C'est ce qu'a très bien montré Calum G. Brown dans *The Death of Christian Britain*, en utilisant d'autres mots. Lui parle de protestantisme là où je parle, moi, de protestantisme zombie.

15. *Ibid.*, p. 168.

16. Voir Boyd Hilton, *The Age of Atonement. The Influence of Evangelicalism on Social and Economic Thought 1785-1865*, Oxford University Press, 1986.

17. Voir Francis Green et David Kynaston, *Engines of Privilege. Britain's Private School Problem*, Londres, Bloomsbury, 2019.

18. Mike Savage, *Social Class in the 21st Century*, Londres, Pelican Books, 2015, p. 38.

19. Kathryn Simpson, « Tabloid Tales: How the British Tabloid Press Shaped the Brexit Vote », *Journal of Common Market Studies*, volume 61, no 2, 2022, p. 302-322.

20. Voir Deborah Mattinson, *Beyond the Red Wall. Why Labour Lost, How the Conservatives Won and What Will Happen Next ?*, Hull, Biteback Publishing, 2020.

21. Voir Owen Jones, *Chavs. The Demonization of the Working Class*, Londres, Verso, 2016.

22. Emmanuel Todd, *Le Destin des immigrés. Assimilation et ségrégation dans les démocraties occidentales*, Seuil, 1994.

23. Matthew Goodwin, *Values, Voice and Virtue*, Londres, Penguin, 2023, p. 21.

CHAPITRE 7

La Scandinavie : du féminisme au bellicisme

L'une des surprises de la guerre d'Ukraine aura été l'apparition d'un pôle belliciste protestant en Europe du Nord. La guerre a montré que la Norvège est un agent militaire actif des États-Unis en Europe. Le Danemark est sans doute plus encastré encore dans le dispositif américain. La Finlande et la Suède, pour leur part, ont rejoint l'OTAN avec un sentiment d'urgence. On va voir que ce bellicisme était antérieur à la guerre et qu'il procède largement, comme celui du Royaume-Uni, d'une dynamique sociale interne aux nations.

Les demandes d'entrée dans l'OTAN de la Suède et de la Finlande sont, au regard de l'Histoire, aussi étonnantes que le bellicisme britannique. Ces pays avaient une tradition de neutralité, très ancienne dans le cas de la Suède, postérieure à la Deuxième Guerre mondiale dans celui de la Finlande. Surtout, aucune menace ne planait sur eux. Les Russes désiraient entretenir des rapports paisibles avec l'Occident par l'intermédiaire d'une Finlande à laquelle ils n'avaient pas touché depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Quant à imaginer que la Russie pourrait attaquer la Suède, il faut le dire brutalement et sur un mode familier : c'est du délire. Si l'on peut concevoir que les Finlandais ont commis une erreur d'analyse,

entraînés vers l'OTAN par l'Estonie, leur cousine linguistique, on doit dans le cas des Suédois, qui n'ont même pas de frontière commune avec la Russie (contrairement aux Finlandais évidemment, mais aussi aux Norvégiens), diagnostiquer un emballement relevant de la psychiatrie. En proie à une intense russophobie, les dirigeants suédois songeraient-ils à venger la défaite de leur pays face à Pierre le Grand entre 1700 et 1721 ? La Russie fut en première ligne pour dépecer l'Empire baltique de la Suède, mais avec le concours du Danemark, d'une partie de la noblesse polonaise et, pour assener le coup de grâce, de la Prusse et de la Grande-Bretagne. La petite Suède est donc depuis longtemps efficace, et coriace, mais renoncer à sa neutralité pour reconquérir la Baltique, je n'y crois pas.

Ces absurdités ont vraiment eu lieu. Là aussi, les acteurs sont sincères. Si la menace de la Russie n'est pas réelle, la peur de la Russie l'est. Je n'entends donc pas dénoncer l'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède, mais saisir l'origine de cette peur, tout comme je me suis efforcé d'élucider le bellicisme du Royaume-Uni. Ce chapitre, cependant, sera très court. Les pays scandinaves ne sont pas des acteurs majeurs du conflit. Leur cas présente principalement l'intérêt de confirmer que l'effondrement terminal du protestantisme est l'un de ses moteurs cachés. L'identité officiellement féministe de la Suède nous permettra aussi d'aborder brièvement la dimension « féministe » de l'engagement occidental.

Quelque chose de pourri au royaume du Danemark (et de Norvège)

Avant d'en venir aux cas de la Suède et de la Finlande, examinons rapidement ceux du Danemark et de la Norvège, intégrés à l'OTAN bien avant la crise.

La Norvège a longtemps été une possession du Danemark et elle n'obtint son indépendance définitive qu'en 1905, après une courte période de domination suédoise entre 1814 et 1905. Après avoir

acquis son indépendance, elle fut le théâtre d'affrontements linguistiques passionnés entre les tenants du riksmål, du bokmål et du landsmål (ou nynorsk), mais il suffit de savoir que le norvégien usuel est une variante du danois. Plus sérieusement, par leur maîtrise de l'anglais, les Scandinaves sont proches du bilinguisme.

La Norvège, on l'a vu, a aidé les Américains à saboter les gazoducs Nord Stream. Le Danemark, quant à lui, se comporte depuis longtemps comme une annexe des services de renseignements américains. Il a participé à la mise sur écoute du téléphone d'Angela Merkel. En collaboration avec la NSA, un centre de recueil et de stockage des données a été construit sur une petite île à l'est de Copenhague pour espionner les alliés occidentaux plutôt que les Russes. Citons ici France 24 pour souligner le caractère très banal de cette information :

> Comment le Danemark est devenu le poste d'écoute de la NSA en Europe : les révélations, dimanche, de l'aide apportée par les espions danois à la NSA américaine pour surveiller des dirigeants européens soulignent le rôle de premier plan que ce pays scandinave joue pour les services américains de renseignement. Une collaboration qui n'a fait que s'accentuer au fil des ans[1].

Le Danemark est devenu de facto membre du club des « *Five Eyes* », qui, rappelons-le, regroupe les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

On doit constater par ailleurs que, dans une carrière politique norvégienne ou danoise, le poste de Premier ministre peut mener naturellement au secrétariat de l'OTAN. Anders Fogh Rasmussen, Premier ministre du Danemark à partir de 2001, a démissionné pour devenir secrétaire général de l'OTAN de 2009 à 2014, date à laquelle il a été remplacé par Jens Stoltenberg, Premier ministre de Norvège jusqu'en 2013. Rasmussen est aujourd'hui « conseiller officieux » pour rapprocher l'Ukraine de l'OTAN[2].

Membre de l'Union européenne, le Danemark est un pion des États-Unis parfois plus avancé que la Norvège, même s'il est, de tradition, moins efficace sur le plan militaire. En juillet 2023, la

Danoise Margrethe Vestager, commissaire européenne à la Concurrence, a tenté d'imposer Fiona Scott Morton, une Américaine, comme économiste en chef de son secteur. On imagine sans peine l'impartialité dont elle eût fait preuve à l'égard des Gafa. Considérons, avec une probabilité de 80 %, qu'un haut fonctionnaire danois placé dans le système européen est un représentant officieux de Washington.

L'intégration de la Norvège et du Danemark au système de contrôle américain m'incline à envisager un élément d'intérêt pragmatique dans la volonté suédoise d'entrer dans l'OTAN. Étoile centrale de la constellation scandinave, ce pays de 10,4 millions d'habitants, entouré d'une Norvège de 5,4 millions d'habitants, d'un Danemark de 5,9 millions et d'une Finlande de 5,5 millions, est depuis toujours dans cette région la puissance dominante, un leader idéologique, notamment pendant sa longue expérience sociale-démocrate entre 1920 et la fin des années 1990. Pouvait-elle sans réagir laisser l'OTAN, c'est-à-dire les États-Unis, soumettre, après le Danemark et la Norvège, la Finlande à leur contrôle direct ? Entrer dans l'OTAN l'aidera probablement à préserver son influence en Scandinavie par la mise en œuvre d'une coordination militaire directe avec les partenaires plus petits qui l'entourent. Le conflit inutile avec la Russie semble quand même un prix bien élevé pour ce modeste avantage. J'avance cette raison sans trop y croire.

Fébrilité sociale en Suède et en Finlande

La situation sociale et économique de la Suède ou de la Finlande ne peut en rien être comparée à celle de l'Angleterre. Selon la Banque mondiale, le produit intérieur brut par tête était, en 2022, de 55 873 dollars en Suède, de 50 536 dollars en Finlande, de 48 432 en Allemagne, de 45 850 au Royaume-Uni et de 40 963 en France. Le PIB par tête, relativement modeste, des Français par rapport aux Britanniques, dont les difficultés en matière d'alimentation et de santé

sont beaucoup plus graves que les nôtres, nous rappelle toutefois que cet indicateur doit être manié avec précaution. Nous verrons qu'aux États-Unis il a la particularité d'être carrément un fantasme. La Finlande se distingue en outre, dans les enquêtes de type PISA sur le niveau des élèves, par des scores extrêmement élevés. La Scandinavie n'est cependant pas à l'abri de la chute des quotients intellectuels que l'on observe dans la plupart des pays protestants[3]. Le QI est un instrument de mesure bien accepté et donc largement utilisé dans les pays protestants, parce que cette religion, on l'a vu, ne croit guère en une égalité a priori entre les hommes. Mesurer des différences d'intelligence entre individus n'y cause donc aucune gêne. La France catholique et républicaine, en revanche, n'aime pas la notion de QI. Quoi qu'il en soit, James Flynn et Michael Shayer ont noté que la baisse des QI, à partir de 1995 à peu près, est uniforme en Finlande, au Danemark, en Norvège et en Suède.

Surtout, Suède et Finlande n'échappent pas à la crise des « démocraties occidentales » qui résulte au premier chef, je le répète, de la nouvelle stratification éducative. Ces deux pays ont vu surgir des partis identitaires, xénophobes, d'extrême droite, populistes (on ne sait plus trop comment les appeler si l'on veut rester neutre et objectif). Au moment où j'écris, le Parti des vrais Finlandais participe au gouvernement et les Démocrates de Suède, sans participer au leur, le soutiennent. Si le Danemark a évité que se forme un parti populiste identitaire, c'est essentiellement parce que les sociaux-démocrates danois ont eux-mêmes intégré le logiciel xénophobe et se présentent comme « le parti de gauche européen qui a le premier compris que l'immigration est un immense problème ».

Pourquoi ce malaise ? Si les Scandinaves ont été touchés par le néolibéralisme, ils n'ont cependant pas sacrifié leur État social ; il est donc exclu de donner à leur mal-être une explication trop économique.

Avant toute interprétation, nous devons souligner que l'anxiété scandinave n'a pas attendu la question russe pour poindre et que la guerre d'Ukraine a surtout permis que se manifeste une préoccupation militaire qui lui préexistait. On en a la preuve grâce à

un ouvrage qui remonte à 2018. Dans *Cultural Evolution*, Ronald Inglehart, s'appuyant sur la World Values Survey (qu'il a fondée), a exploré l'évolution des « valeurs » dans un grand nombre de pays[4]. Un sondage d'opinion n'atteint le plus souvent que le conscient des individus, qui n'extériorisent que ce qui est socialement toléré. On trouve cependant, parmi les réponses souvent banales recueillies par la World Values Survey, celles, fascinantes, à la question de savoir si les personnes interrogées seraient prêtes à s'engager pour défendre leur pays par les armes. Inglehart a constaté une baisse de ce que l'on pourrait appeler la citoyenneté militaire dans l'ensemble du monde occidental, bien en phase, pour le coup, avec la politique d'envoi d'armements mais non d'hommes à l'Ukraine appliquée par l'OTAN. Une exception : la Scandinavie, où Inglehart note une hausse de la disposition à se battre pour son pays. En Suède, cette progression a permis de rétablir le service militaire en 2017, bien avant donc que la Russie envahisse l'Ukraine.

L'ouvrage d'Inglehart est intéressant aussi pour l'explication que l'auteur donne du phénomène, ou, plutôt, par son incapacité à en fournir une qui soit satisfaisante. Il attribue, en effet, le déclin général de l'intérêt pour la chose militaire dans le monde occidental à la féminisation de la société. La thèse est séduisante et me conviendrait a priori puisque, dans *Où en sont-elles ?*, j'ai associé la baisse du sens du collectif, et donc de l'intérêt pour la chose militaire, à l'émancipation des femmes[5]. Un problème se pose toutefois : la Scandinavie est, c'est officiel, la région la plus féministe du monde. Nous sommes confrontés à une aporie.

Tentons de la résoudre ou, du moins, de proposer une hypothèse. Se pourrait-il que le féminisme, dans ce cas, loin d'encourager le pacifisme, y favorise le bellicisme ?

L'activisme antirusse de certaines femmes politiques suédoises et finlandaises l'atteste. Des Premiers ministres de sexe féminin, Magdalena Andersson en Suède, Sanna Marin en Finlande, ont déterminé leurs pays à adhérer à l'OTAN. Gardant à l'esprit l'hypothèse d'Inglehart, qui associe les femmes au rejet de la guerre,

on peut imaginer chez certaines d'entre elles, placées au plus haut niveau, celui des relations internationales, une forme d'imposture : « La guerre était la chose des hommes, nous devons nous montrer aussi décidées qu'eux, ou même plus. » La supposition que je hasarde ici, c'est que ces femmes auraient absorbé inconsciemment une dose de masculinité toxique. Une analyse statistique des attitudes politiques féminines et masculines face à la guerre d'Ukraine constituerait un beau sujet de thèse : Victoria Nuland (sous-secrétaire d'État américaine chargée de l'Ukraine), Ursula von der Leyen (présidente de la Commission européenne) et Annalena Baerbock (ministre allemande des Affaires étrangères), ces pasionarias de la guerre, représentent-elle plus qu'elles-mêmes, ou non ? Faut-il voir dans la prudence relative de Scholz et Macron une expression de masculinité ?

Les partis populistes identitaires suédois ou finlandais, mentionnés plus haut, le Parti des vrais Finlandais et les Démocrates de Suède, ont pour caractéristiques d'avoir un électorat fortement masculin. On dirait aujourd'hui « fortement genré ». On les a soupçonnés de sympathie pour la Russie.

Je ne suis pas complètement sérieux, je l'admets, mais nous devons pourtant intégrer à notre raisonnement qu'il y a réellement un malaise dans les relations entre les sexes, en Scandinavie, et qu'il se manifeste en politique.

Fin du protestantisme, crise de la nation

Une hypothèse plus simple, dérivant de l'analyse du cas britannique, nous offre une clé. La crise est de type religieux et culturel. En Scandinavie aussi, la nation est fille du protestantisme et, là aussi, son évanescence met la nation en danger. L'état zéro qu'il a atteint y génère une anxiété d'origine nationale, et par conséquent internationale dans de petits pays, et ce malgré une économie qui n'est pas trop mal en point. De là, peut-être, un besoin de sécurité

que satisfait l'entrée dans l'OTAN, pour conjurer une menace extérieure inexistante. Car c'est du sein de sociétés scandinaves, qui ne savent plus trop ce qu'elles font dans l'Histoire, que monte le sentiment d'un danger. Ce que la Suède et la Finlande ont exprimé en demandant d'adhérer à l'OTAN, ce qui est maintenant chose faite, ce n'est pas le besoin d'être protégées contre les Russes ; c'est à l'état brut un besoin d'appartenance.

1. https://www.france24.com/fr/éco-tech/20210531-comment-le-danemark-est-devenu-le-poste-d-écoute-de-la-nsa-en-europe.

2. https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-danemark-anders-fogh-rasmussen-en-mission-pour-rapprocher-l-ukraine-de-l-otan.

3. James R. Flynn et Michael Shayer, « IQ Decline and Piaget: Does the Rot Start at the Top? », *Intelligence*, vol. 66, janv.-févr. 2018, p. 112-121.
Cet article nie toutefois le déclin du QI aux États-Unis, que la même revue identifiera cinq ans plus tard. Voir plus bas, p. 259.

4. Ronald Inglehart, *Cultural Evolution. People's Motivations Are Changing, and Reshaping the World*, Cambridge University Press, 2018.

5. E. Todd, *Où en sont-elles ?*, *op. cit.*

CHAPITRE 8

La vraie nature de l'Amérique : oligarchie et nihilisme

Dès l'introduction, j'ai salué les mérites de John Mearsheimer et son courage. Dans le chapitre 10, consacré aux classes dirigeantes américaines, je chanterai les louanges de son collègue et complice Stephen Walt, qui demande depuis longtemps que les États-Unis reviennent à une conception raisonnable du monde, un monde dans lequel ils n'aspireraient plus à une « hégémonie libérale » mais se contenteraient de préserver leur puissance en jouant des équilibres internationaux, pesant selon leur intérêt (*balancing*) en faveur de telle ou telle autre puissance. Les États-Unis sont la première puissance militaire mais ils n'ont nullement la capacité de tout dominer directement. Je respecte infiniment Walt et Mearsheimer, parce qu'ils sont tous deux capables de garder la tête froide dans un milieu d'idéologues néoconservateurs excités et sans compétence militaire. Leur vision de l'histoire me semble cependant mécanique car ils regardent les États-nations comme des éléments compacts et stables. Or pour appréhender la politique extérieure d'un pays, il faut analyser en profondeur ses évolutions internes. Ces deux géopoliticiens dits « réalistes » demeurent, pour une bonne part, aveugles à des évolutions parfois dramatiques. Ils postulent, par exemple, comme je l'ai dit dans l'introduction, que les États-Unis sont toujours un État-

nation. Rien n'est moins sûr. L'Amérique, de plus, serait stable et, mieux encore, à l'abri du reste du monde. La vision géopolitique traditionnelle suppose que les États-Unis constituent, entre l'Atlantique et le Pacifique, entre ces deux non-puissances que sont le Canada et le Mexique, une île à l'écart de tout danger, une nation qui ne risque rien et peut donc s'autoriser à commettre toutes les erreurs concevables sur le plan international. Jamais ils n'ont eu à se battre pour leur survie, comme la France, l'Allemagne, la Russie, le Japon, la Chine et même la Grande-Bretagne. Dans ce chapitre et les deux suivants, je vais essayer de montrer qu'au contraire les États-Unis risquent beaucoup dans la conjoncture actuelle. Leur dépendance économique au reste du monde est devenue immense ; leur société se décompose. Les deux phénomènes interagissent. Perdre le contrôle de leurs ressources extérieures provoquerait une chute du niveau de vie de la population, qui n'est déjà pas brillant. Mais c'est le propre d'un empire de ne plus pouvoir séparer ce qui, dans son évolution, est interne de ce qui est externe. Il faut, en conséquence, partir de la dynamique interne de la société, ou plutôt de sa régression, pour comprendre la politique extérieure américaine.

Je prie d'avance le lecteur d'excuser le caractère schématique des trois chapitres qui vont être consacrés aux États-Unis. Tout n'y sera pas démontré. La crise d'une société si complexe devrait faire l'objet d'un livre. Mais le temps presse : la guerre nous entraîne toujours plus loin. Mon dessein n'est pas d'atteindre un haut niveau de perfection académique mais de contribuer à la compréhension d'un désastre en cours.

En étudiant successivement la stabilité de la société russe, la désintégration de la société ukrainienne, la mauvaise conscience des anciennes démocraties populaires, la fin du rêve européen d'indépendance, l'affaissement du Royaume-Uni en tant que nation (nation mère plutôt que sœur des États-Unis), la dérive scandinave, nous nous sommes rapprochés progressivement du foyer de la crise mondiale, le trou noir américain. Car le vrai problème auquel le monde est aujourd'hui confronté, ce n'est pas la volonté de puissance

russe, très limitée, c'est la décadence de son centre américain, elle sans limite[1].

De cette décadence, je ne vais étudier que ce qui peut servir à déchiffrer l'action extérieure des États-Unis. Je vais le faire en des termes nets et négatifs. D'autres que moi, très nombreux, écrivent que l'Amérique est toujours l'Amérique, que sa démocratie fonctionne encore (même si le phénomène Trump et ses séquelles les font hésiter sur ce point), et surtout que, dans son conflit avec la Russie, elle défend la liberté, la démocratie, la protection des minorités, la justice en somme. Et c'est très bien. Je pense et dis le contraire. Ensemble nous contribuons à perpétuer l'existence d'un Occident à peu près pluraliste, à défaut d'être égalitaire.

Le nihilisme, un concept nécessaire

J'ai beaucoup hésité à appliquer le concept de nihilisme aux États-Unis, davantage qu'à l'Ukraine ou à l'Europe. Ces dernières ont connu une histoire très sombre. Les États-Unis sont nés dans un climat d'optimisme ; leur déclaration d'indépendance évoque « la poursuite du bonheur ».

Ayant lu, il y a bien longtemps, *La Révolution du nihilisme* de Hermann Rauschning[2], j'ai complété cette lecture par celle de l'opuscule de Leo Strauss « Sur le nihilisme allemand », qui répond à Rauschning[3]. J'admets que comparer l'Allemagne de Hitler et les États-Unis de Biden est outrancier, absurde, insupportable. L'antisémitisme, sans être inexistant outre-Atlantique, n'est pas au cœur des préoccupations américaines. L'Amérique a même accompli une émancipation des Juifs comme on en a vu peu dans l'Histoire. Si je me suis résigné à utiliser le concept de nihilisme, qui, de fait, établit un parallèle entre les trajectoires allemande et américaine, c'est pour

aider l'esprit du lecteur, après le mien, à effectuer un basculement. Pour des raisons techniques aussi.

Il m'a semblé nécessaire de disposer d'un concept central qui symbolise la conversion de l'Amérique du bien au mal. Notre problème intellectuel, au fond, est que nous aimons l'Amérique. Les États-Unis ont été l'un des tombeurs du nazisme ; ils nous ont montré la voie à suivre pour atteindre la prospérité et la décontraction. Pour accepter pleinement l'idée qu'aujourd'hui ils tracent celle qui mène à la pauvreté et à l'atomisation sociale, le concept de nihilisme est indispensable.

Quant aux raisons techniques, ce qui me contraint aussi à utiliser ce concept, c'est la constatation que les valeurs et le comportement de la société américaine sont aujourd'hui foncièrement négatifs. Comme naguère le nihilisme allemand, cette négativité est le produit d'une décomposition du protestantisme, mais celle-ci ne s'y produit pas au même stade. Le nazisme apparut dans sa première phase après qu'entre 1880 et 1930 le protestantisme eut cessé d'être une religion active. Le nazisme correspond à une éruption de désespoir durant sa *phase zombie*, à une époque où les valeurs protestantes, positives et négatives, subsistaient malgré le reflux de la pratique religieuse. La phase zombie du protestantisme américain a été, elle, massivement positive. Elle va, en gros, de la présidence de Roosevelt à celle d'Eisenhower, et elle a vu s'édifier un État social, des universités prodiguant un enseignement de masse et de qualité, et se répandre une culture optimiste qui a séduit le monde. Cette Amérique avait récupéré les valeurs positives du protestantisme (haut niveau éducatif, égalitarisme entre les Blancs) et tentait de se débarrasser de ses valeurs négatives (racisme, puritanisme). La crise actuelle correspond, en revanche, à l'atterrissage dans l'état zéro du protestantisme. Celui-ci permet de comprendre à la fois le phénomène Trump et la politique étrangère de Biden, le pourrissement interne comme la mégalomanie externe, les violences que le système américain exerce sur ses propres citoyens et sur ceux des autres pays.

La dynamique allemande des années 1930 et la dynamique américaine actuelle ont en commun d'avoir pour moteur le vide. Dans les deux cas, la vie politique fonctionne sans valeurs, elle n'est

qu'un mouvement qui tend vers la violence. Rauschning ne définissait pas le nazisme autrement. D'abord membre du NSDAP, il l'avait quitté : ce conservateur, normal si l'on peut dire, ne pouvait tolérer la violence gratuite. Dans l'Amérique actuelle, j'observe, au plan de la pensée et des idées, un dangereux état de vide, avec comme obsessions résiduelles l'argent et le pouvoir. Ceux-ci ne sauraient être des buts en eux-mêmes, des valeurs. Ce vide induit une propension à l'autodestruction, au militarisme, à une négativité endémique, en somme, au nihilisme.

Un dernier élément, essentiel, m'a fait adopter ce concept : le refus de la réalité. Le nihilisme, en effet, ne traduit pas seulement un besoin de détruire soi et les autres. Plus en profondeur, quand il se transforme en une sorte de religion, il tend à nier la réalité. Je vais montrer comment dans le cas américain.

Dépenser plus pour mourir plus

Voici tout de suite un exemple de nihilisme appliqué : l'évolution de la mortalité aux États-Unis.

Dans *Deaths of Despair*, publié en 2020, Anne Case et Angus Deaton ont analysé sa hausse depuis l'an 2000[4], spécifiquement celle des Blancs de 45-54 ans – par alcoolisme, suicide et addiction aux opioïdes –, compensée un peu par une baisse qui s'est poursuivie chez les Noirs. Seule parmi les pays avancés, l'Amérique fait l'expérience d'une baisse globale de l'espérance de vie : de 78,8 ans en 2014 à 77,3 ans en 2020. Un an plus tard, en 2021, les Américains vivaient en moyenne 76,3 ans, les Britanniques 80,7 ans, les Allemands 80,9 ans, les Français 82,3 ans, les Suédois 83,2 ans et les Japonais 84,5 ans. En 2020, la Russie, avec 71,3 ans seulement, portait toujours la marque, pour ainsi dire biologique, de son histoire torturée. Mais l'espérance de vie des Russes n'avait été que de 65,1 ans en 2002 et a donc augmenté de six ans sous Poutine.

Le graphique 6.1 (au chapitre 6, sur la Grande-Bretagne) avait déjà montré que la chute récente de l'espérance de vie aux États-Unis avait été précédée par un ralentissement de sa croissance, à partir de 1980, durant les années néolibérales. Nous savons de plus qu'elle ne s'est pas rétablie rapidement après le Covid, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs dans le monde développé[5]. Le Covid semble en outre avoir amorcé une dégradation dans tous les groupes ethniques.

Le taux de mortalité infantile, annonciateur de l'avenir, indique un retard de l'Amérique plus accentué encore que celui des pays avancés qu'elle « protège » ou de ceux qu'elle combat. Vers 2020, il était selon l'UNICEF de 5,4 pour 1 000 naissances vivantes aux États-Unis, contre 4,4 en Russie, 3,6 au Royaume-Uni, 3,5 en France, 3,1 en Allemagne, 2,5 en Italie, 2,1 en Suède et 1,8 au Japon[6].

La mise en regard de cette mortalité américaine avec le grand dessein historique exposé dans la déclaration d'indépendance de 1776 produit un effet saisissant. « Nous tenons pour des vérités allant de soi que tous les hommes sont créés égaux et qu'ils ont été dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la poursuite du bonheur. » Mais le plus stupéfiant est que la hausse de la mortalité est allée de pair avec les dépenses de santé les plus élevées au monde. En 2020, celles-ci représentaient 18,8 % du PIB américain, contre 12,2 % en France, 12,8 % en Allemagne, 11,3 % en Suède, 11,9 % au Royaume-Uni. Bien entendu, ces pourcentages présentent une estimation basse puisque, à cette même date, le PIB par tête était aux États-Unis de 76 000 dollars contre 48 000 en Allemagne, 46 000 au Royaume-Uni, 41 000 en France. Le lecteur peut s'amuser à multiplier le pourcentage du PIB consacré à la santé par le PIB par tête ; il se fera ainsi une idée de l'énorme effort financier théoriquement consenti par les États-Unis pour soigner leurs habitants. Je dis théoriquement parce que, on va le voir, tout cela révèle surtout que la notion de PIB a un caractère largement fictif.

Il y a pire – et c'est maintenant que la pertinence du concept de nihilisme va apparaître dans sa plénitude : Anne Case et Angus

Deaton montrent que la hausse de la mortalité s'est produite tandis qu'une partie de ces dépenses de santé était consacrée à la *destruction* de la population. Je fais ici référence au scandale des opioïdes. De grandes entreprises pharmaceutiques, relayées par des médecins bien payés et peu scrupuleux, ont mis à la disposition de patients en souffrance morale, pour des raisons économiques et sociales, des antidouleurs dangereux, addictifs, menant très fréquemment à une mort directe, à l'alcoolisme ou au suicide. C'est ce phénomène qui explique l'augmentation de la mortalité chez les Blancs de 45-54 ans. Nous avons donc bien affaire aux agissements de certaines catégories supérieures ayant pour conséquence de dévaster une partie de la population. Cela frise l'ignominie, mais restons technique dans la formulation : nous sommes ici en pleine moralité zéro. En 2016, le Congrès, tenu par ces *lobbies* (qui font légalement et officiellement partie du système politique américain), a voté l'*Ensuring Patient Access and Effective Drug Enforcement Act*, qui interdit aux autorités sanitaires de suspendre l'usage des opioïdes. Les « représentants » des citoyens ont donc pondu une loi autorisant l'industrie pharmaceutique à continuer de les assassiner[7]. Nihilisme alors ? Oui, bien sûr.

Flash-back : la bonne Amérique

Pour comprendre la dynamique régressive à l'œuvre dans la société américaine, on doit se souvenir de ce que fut la bonne Amérique et rappeler la logique qui la sous-tendait. Je ne vais pas m'arrêter sur l'Amérique rooseveltienne du New Deal, explicitement « de gauche », celle qui décida de surtaxer les riches et qui institua un contre-pouvoir syndical, deux éléments essentiels de l'équilibre social qui eurent pour effet d'intégrer la classe ouvrière dans les classes moyennes et de rendre possible la mobilisation démocratique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Je vais dépeindre à grands traits

l'Amérique d'Eisenhower, un président républicain, qui occupa la Maison-Blanche pendant deux mandats, de 1953 à 1961.

En 1945, l'industrie américaine représentait la moitié du secteur dans le monde. Le niveau éducatif du pays était le plus élevé de tous, y compris dans l'aire protestante. Dès l'entre-deux-guerres, le système secondaire des *high schools* avait été massivement développé. Dans l'après-guerre, ce fut le tour des universités, grâce notamment au *Servicemen's Readjustment Act* de 1944, plus connu sous le nom de « GI Bill », qui, parmi d'autres aides à la reconversion civile, offrait aux anciens conscrits des facilités financières pour suivre des études supérieures. L'Amérique d'Eisenhower n'était plus dans sa masse qu'aux deux tiers protestante mais elle le restait entièrement dans ses valeurs fondamentales. Les catholiques eux-mêmes acceptèrent cette focalisation sur l'éducation, qui pour les Juifs était superflue.

Le regain religieux d'après-guerre semble avoir été particulièrement accusé en Amérique. Robert D. Putnam et David E. Campbell en situent la « marée haute » dans les années 1950[8]. Ces deux auteurs frôlent la notion de religion zombie puisqu'ils définissent celle des Américains d'alors comme largement civique et prioritairement dressée contre le communisme athée. Apparaît alors le terme « judéo-christianisme » (qui ne veut strictement rien dire sur le plan religieux). C'est un regain du protestantisme zombie que vit, à ce moment-là, le pays, à cette nuance près qu'une pratique religieuse importante subsiste, qui consolide les communautés locales mais dont le sens métaphysique n'est pas clair.

L'Amérique d'Eisenhower baigne dans une culture authentiquement démocratique et se préoccupe du bien-être de tous les citoyens ; ses valeurs internes coïncident avec celles de sa politique extérieure en lutte contre le communisme totalitaire. Deux ombres au tableau : l'Amérique latine demeure une dépendance à demi coloniale et, bien sûr, la ségrégation des Noirs perdure. Mais les premiers frémissements de la lutte pour les droits civiques entament, par la déségrégation, le principe restrictif de l'égalité entre Blancs seulement. La campagne de boycott lancée par Rosa Parks et Martin Luther King en 1955 amène en 1956 la Cour suprême à déclarer

inconstitutionnelle la ségrégation pratiquée dans les bus. Ladite Cour suprême avait pourtant été conçue par les Pères fondateurs comme un instrument de modération de la démocratie, un pôle de pouvoir réservé à l'*establishment*.

L'élite du pouvoir vers 1955

Quelle sorte d'élite dirigeante avait donc l'Amérique d'Eisenhower ? Bien que le pays soit déjà très divers sur le plan ethno-religieux, puisqu'il compte de massives minorités catholique irlandaise, catholique italienne, juive d'Europe orientale et centrale et tant d'autres, sa classe dirigeante, elle, ne l'est en rien. Dans *L'Élite du pouvoir*, C. Wright Mills décrit en 1956 un groupe étroit et totalement WASP (White Anglo-Saxon Protestant)[9]. Et pas WASP de bas étage. On y trouve surreprésenté l'*establishmen*t épiscopalien, l'Église épiscopale étant l'équivalent américain de l'Église anglicane, dont le protestantisme tolère une bonne dose de hiérarchie et d'autorité sociale.

Cette élite épiscopalienne était formée dans des internats privés qui imitaient le système éducatif britannique. À leur sommet, il y avait Groton, l'école par laquelle était passé Franklin Delano Roosevelt avant de poursuivre ses études à Harvard. À l'instar de ce qui se passait alors en Angleterre, mais dans un style plus souple et moins spartiate, les écoles privées de l'*establishment* WASP n'étaient pas obsédées par la performance intellectuelle. Ce que l'on visait, c'était à forger le « caractère ».

Il est rituel de se moquer des WASP. Et il est vrai que cette classe supérieure, comme n'importe quelle classe dirigeante, véhiculait toutes sortes de préjugés ridicules. N'en demeure pas moins qu'elle était porteuse d'une morale et d'une exigence. Entre 1941 et 1945, ses membres les plus jeunes ont été envoyés, comme le reste de la population mobilisable, faire la guerre en Europe ou dans le

Pacifique ; ils étaient, comme Roosevelt, issus de ce petit monde enchanté qui n'avait pas hésité à instaurer des taux d'imposition s'élevant jusqu'à 90 % sur les tranches supérieures de revenu.

Disons au revoir à cette élite WASP en examinant le cas de John Rawls, l'un de ses représentants, instrumentalisé dès avant sa mort (en 2002), avec une certaine perversité, par ceux qui, à partir de 1980, s'appliquèrent à démanteler l'Amérique démocratique.

John Rawls est l'auteur d'une célèbre *Théorie de la justice*, publiée en 1971, au sortir de cet âge d'or. Lu correctement, ce livre fait désormais figure d'éloge funèbre, ainsi que je vais le montrer. Né en 1921, une génération et demie après Roosevelt, Rawls appartenait à une catégorie inférieure des WASP. Élève de la Kent School, un bon cran au-dessous de Groton, il étudia ensuite à Princeton plutôt qu'à Harvard. Il combattit dans le Pacifique et en revint hanté par d'intenses préoccupations morales ; épiscopalien, il se convertit à l'athéisme après avoir observé sur place les ravages causés par le bombardement atomique d'Hiroshima. En résulta le pavé qu'est la *Théorie de la justice*, mise en forme théorique de la pratique des classes supérieures WASP pendant l'époque bénie. La justice, telle que Rawls la définit, consiste à tolérer les inégalités si elles contribuent ultimement au bien-être de la partie la plus pauvre de la population. L'ironie de l'affaire est que Rawls a formulé sa martingale sociale peu de temps avant que la montée des inégalités, loin de bénéficier aux pauvres, commençât à les décimer. Voyons cela plus en détail.

« Le triomphe de l'injustice » : 1980-2020

Quand, en effet, on regarde sur « Google Ngram » comment a évolué la popularité de John Rawls, on constate que, modeste dans la décennie postérieure à 1971, elle décolle peu après 1980 et s'emballe entre 1990 et 2006, c'est-à-dire au moment même où l'application de sa théorie ne pouvait montrer qu'une chose : la conversion de l'Amérique à l'injustice. Le titre du livre d'Emmanuel Saez et Gabriel

Zucman, *Le Triomphe de l'injustice*[10], le résume nettement, et son contenu l'illustre magnifiquement. Au terme d'un élégant calcul, les deux auteurs en viennent à constater que les taux d'imposition aux États-Unis se sont si bien éloignés du régime fiscal introduit par le New Deal qu'on approche désormais d'une *flat tax*, impôt à taux unique, de 28 % pour les riches comme pour les pauvres, avec, comble d'injustice, une chute du taux d'imposition sur les quatre cents contribuables les plus riches. Si l'on ajoute que la hausse de la mortalité américaine touche les gens qui n'ont pas dépassé le stade de ce qui équivaut au lycée, il devient évident que l'Amérique actuelle matérialise exactement l'inverse de la justice telle que la concevait Rawls. Que la *Théorie de la justice* ait été acclamée par les hommes politiques et les intellectuels des *think tanks* alors même que l'injustice triomphait est, du point de vue sociologique, particulièrement vicieux. S'agissait-il de narguer le bon peuple par une sorte de rituel économico-philosophico-satanique ? Nihilisme, quand tu nous tiens… Le succès planétaire – pardon, occidental – de Rawls à partir des années 1980 a été planifié, et en particulier chez ces benêts de Français.

Mon ami et éditeur Jean-Claude Guillebaud m'avait dit alors, et il me l'a confirmé depuis, que la *Théorie de la justice* avait été traduite aux Éditions du Seuil, en 1987, avec l'aide financière de la CIA. Je doute que les services russes aient, sous Poutine, réussi une opération de même niveau dans la vie intellectuelle française.

Vers le protestantisme zéro aux États-Unis

Plusieurs facteurs ont longtemps dissimulé la disparition du protestantisme (et de la religion en général) aux États-Unis. D'abord, des taux de pratique plus élevés qu'en Europe, mais dont des études détaillées ont montré qu'ils avaient été surestimés, multipliés par deux même, parce que les sondés se vantaient ; ensuite, le *boom*

évangélique des années 1970, achevé dès le début des années 1990[11]. L'ouvrage de Ross Douthat *Bad Religion* nous apprend que l'évangélisme est une hérésie, sans vrai rapport avec le protestantisme classique[12]. Calvinisme et luthéranisme étaient sévères ; ils exigeaient de l'homme qu'il observe une morale, économique et sociale par exemple, et il avait enfanté le progrès. Le regain religieux des années 1970, s'il a permis à certains de ses inspirateurs de gagner beaucoup d'argent, a surtout charrié des éléments régressifs : une lecture littéraliste de la Bible, une mentalité généralement antiscientifique et, surtout, un narcissisme pathologique. Dieu n'est plus là pour exiger, mais pour cajoler le croyant et lui distribuer des bonus, psychologiques ou matériels.

Pour discerner à quel point l'évolution du protestantisme américain n'a pas été si différente de ce qui s'est passé en Europe occidentale, le plus sûr est de suivre l'évolution de la fécondité. On sait que dans une population alphabétisée, la baisse de la fécondité est le meilleur indicateur d'un déclin de la religiosité : les couples ne se sentent plus surveillés par l'autorité divine. Or, aux États-Unis, cette évolution a été tout à fait normale. En France, pays en tête dans le contrôle des naissances, l'indice conjoncturel de fécondité était de 2,1 enfants par femme dans les années 1930 ; il était, en 1940, de 2 aux États-Unis, et à peine plus bas au Royaume-Uni : 1,8. Les couples américains remontèrent à un niveau effectivement assez élevé, 3,6 enfants par femme en 1960. Mais, dès 1980, au sortir du *boom* évangélique, l'Amérique était tombée à 1,8. Au même moment, l'Angleterre était à 1,7 et la France à 1,9. Rien ici ne dénote que la vraie religion survivait outre-Atlantique.

Autre indice de la déchristianisation ultime : l'attitude vis-à-vis de l'homosexualité. En 1970, parmi les personnes qui allaient à l'église, 50 % déjà acceptaient l'homosexualité[13] ; en 2010, 70 %. Chez celles qui la fréquentaient rarement, le taux d'acceptation montait à 83 %. Prenons enfin l'indicateur phare de la religion zéro, le mariage pour tous, qui signale le dépassement des stades actif et zombie : en 2008, ne l'acceptaient que 22 % des générations nées avant 1946, mais

50 % de celles nées entre 1966 et 1990. Je ne cite pas ces chiffres dans une optique conservatrice, répressive ou nostalgique. L'acceptation de l'homosexualité et celle du mariage pour tous ne sont retenues ici que comme preuves d'un basculement culturel, irréversible, et comme indices d'un état zéro de la religion. Le christianisme, le judaïsme et l'islam réprouvent l'homosexualité, et pour aucune de ces religions le mariage entre personnes du même sexe n'a le moindre sens. La France, on l'a vu, a légalisé le mariage pour tous en 2013 et le Royaume-Uni en 2014. Aux États-Unis, ce fut en 2015 à l'échelon fédéral. On ne constate aucun décalage notable. 2015, donc, année de la religion zéro. 2016, élection de Donald Trump. 2022, l'Ukraine devient le sous-traitant de la guerre avec la Russie.

Cet état zéro est instable ; il possède une dynamique propre qui mène au nihilisme, et même à sa forme la plus achevée : le déni de la réalité. Les États-Unis ont été (avec l'Angleterre) le premier moteur non seulement de la révolution libérale, mais aussi de la révolution sexuelle puis de la révolution du « genre », qui de la lutte pour l'égalité des sexes est passée à la question transgenre. Nous retrouverons ces thèmes idéologiques importants dans le conflit entre l'Occident et la Russie. Commençons par réfléchir au sens qu'ils ont au sein de la société américaine.

Je laisse de côté l'égalité des sexes, revendication légitime et qui ne pose pas de problème conceptuel ; j'y laisse aussi l'émancipation des homosexuels, belle et bonne sans contestation possible, même aux yeux des sceptiques réfractaires à l'idéologie « gay » qui ne voient pas l'intérêt de faire tourner la vie des sociétés autour des préférences sexuelles. La question transgenre est une autre affaire, dès qu'on affirme qu'un individu peut changer de « genre », selon son goût, par simple déclaration à l'État civil, ou changer de « sexe » par le port de vêtements significatifs, l'ingestion d'hormones ou une opération chirurgicale. Mon intention ici n'est pas de refuser aux individus le droit de faire ce qu'ils veulent de leur corps et de leur vie, mais de saisir le sens sociologique et moral – c'est tout un – de la centralité qu'a acquise la question transgenre aux États-Unis et, plus généralement, dans l'ensemble du monde occidental. Les faits sont

simples et je conclurai rapidement. La génétique nous dit que l'on ne peut pas transformer un homme (chromosomes XY) en femme (chromosomes XX), et réciproquement. Prétendre le faire, c'est *affirmer le faux*, un acte intellectuel typiquement nihiliste. Si ce besoin d'affirmer le faux, de lui rendre un culte et de l'imposer comme la vérité de la société prédomine dans une catégorie sociale (les classes moyennes plutôt supérieures) et ses médias (le *New York Times*, le *Washington Post*), nous avons affaire à une religion nihiliste. Pour moi, chercheur, je le redis, juger n'est pas mon affaire mais il m'appartient de donner des faits une interprétation sociologique correcte. Étant donné la large diffusion de la thématique transgenre en Occident, nous pouvons de nouveau considérer que l'une des dimensions de l'état zéro de la religion, en Occident, est le nihilisme.

Protestantisme zéro et chute de l'intelligence

Selon mon modèle d'évolution des sociétés, si 20 à 25 % d'une génération ont fait des études supérieures, l'idée leur vient qu'ils détiennent une supériorité intrinsèque : au rêve d'égalité succède une légitimation de l'inégalité. Résumons ici, une fois de plus, ce processus tel qu'il s'est déroulé aux États-Unis, non seulement parce qu'ils ont été les premiers à faire l'expérience de cette mutation décisive, mais aussi parce qu'ils ont ensuite agi à l'échelle mondiale comme sous l'emprise d'une puissante et lancinante pulsion en faveur de l'inégalité. Le développement de l'éducation supérieure restratifie la population, il fait s'éteindre l'ethos égalitaire que l'alphabétisation de masse avait répandu, et, au-delà, tout sentiment d'appartenance à une collectivité. L'unité religieuse et idéologique vole en éclats. S'enclenche alors un processus d'atomisation sociale et d'amenuisement de l'individu, qui, cessant d'être encadré par des valeurs communes, se retrouve fragilisé.

Le seuil de 25 % d'éduqués supérieurs a été atteint aux États-Unis dès 1965 (les Européens ont une génération de retard au minimum).

Curieusement, il s'est s'accompagné presque immédiatement d'un déclin intellectuel à tous les niveaux.

La progression de l'éducation supérieure, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, exprimait un idéal méritocratique. Les meilleurs devaient aller plus loin ou plus haut, pour le bien de tous (Rawls). Aux États-Unis, la pratique méritocratique s'était techniquement appuyée sur les SAT, les *Scholastic Aptitude Tests*[14]. Ceux-ci comportent deux parties, l'une qui évalue les compétences dites verbales, l'autre les compétences en mathématiques. Concernant la partie verbale, une chute s'est produite entre 1965 et 1980, suivie d'une stabilisation jusqu'en 2005, date à laquelle la chute a repris[15]. Concernant les mathématiques, on constate la même chute entre 1965 et 1980, une récupération entre 1980 et 2005, puis une rechute après 2005. Le déclin a donc affecté les deux parties du test.

La baisse du niveau éducatif américain (qui trente ans plus tard aura sa contrepartie en France) est confirmée par une étude du National Center for Education Statistics, *Scores decline again for 13-year-old students in reading and mathematics*. Le commentaire précise que tous les groupes ethniques ont été touchés, et les bons comme les mauvais élèves[16].

Phénomène concomitant, l'intensité des études a, elle aussi, décliné. En 1961, on mesurait en moyenne quarante heures de travail effectif par semaine, mais en 2003 vingt-sept heures seulement, soit une baisse d'un tiers[17].

Une étude très récente a fait apparaître qu'entre 2006 et 2018 le quotient intellectuel a également chuté dans l'ensemble de la population américaine, plus rapidement toutefois chez ceux qui n'avaient pas suivi d'études supérieures[18]. (J'ai mentionné ce phénomène au chapitre précédent concernant la Scandinavie, où il a été identifié plus tôt.)

Comment ne pas lier cet affaissement de l'efficacité éducative à la disparition du protestantisme, dont l'éducation était l'un des atouts ? À nouveau, le caractère hérétique de l'évangélisme se fait jour puisque

sa propagation a coïncidé chez les Blancs américains avec des niveaux d'études inférieurs à ceux des catholiques[19].

C'est le grand paradoxe de cette séquence historique et sociologique : le progrès éducatif y a occasionné, à terme, une régression éducative, parce qu'il a provoqué la disparition des valeurs favorables à l'éducation.

Protestantisme zéro et libération des Noirs

Le protestantisme, je l'ai dit, ne croit pas en l'égalité des hommes. Même dans la version américaine édulcorée du calvinisme, il y a des élus et donc des damnés. La famille nucléaire absolue anglo-américaine prédispose aussi à cette conception du monde : contrairement à la famille nucléaire égalitaire du Bassin parisien, elle ne détermine aucune équivalence des enfants devant l'héritage. En décrivant l'Amérique heureuse et protestante zombie d'Eisenhower, j'ai noté que les Noirs n'étaient pas inclus dans la démocratie, même si l'on observait les prémices de la lutte pour leurs droits. Cette exclusion n'était pas un oubli, une imperfection : elle était inhérente au système sociopolitique ; elle le définissait – la démocratie libérale américaine – et lui permettait de fonctionner. Ce qui avait permis aux États-Unis de devenir une formidable démocratie en dépit de l'inégalitarisme métaphysique protestant et malgré l'indifférence à l'égalité de la famille nucléaire absolue, c'était d'avoir « fixé » l'inégalité sur des « races inférieures », les Indiens puis les Noirs. Pour que l'égalité régnât parmi les Blancs, il avait fallu séparer, d'un côté les élus, les Blancs, et, de l'autre, les damnés, les Noirs (au départ, les Indiens). On peut considérer que le racisme anti-Noirs des immigrés irlandais, puis italiens, vite impeccable, et fort peu catholique, fut un bon indicateur d'assimilation par adoption d'une posture sociale d'origine protestante.

Aux États-Unis le problème noir comprend ainsi une dimension religieuse, centrale. Racisme et protestantisme ne sont pas des variables séparées. L'enfermement des Noirs, c'est la damnation protestante. On objectera que la plupart des Noirs américains sont, ou plutôt étaient, eux-mêmes protestants. Mais le protestantisme des Noirs américains – émotionnel, associé à l'idée de survie dans l'adversité portée par le gospel – a justement pour caractéristique de leur être propre. Les églises protestantes noires sont séparées. De fait, le protestantisme noir institutionnalisait lui aussi, à sa manière, la différence raciale.

Si le racisme et la ségrégation dérivaient largement, en dernière instance, de valeurs religieuses, on se doute que l'une des conséquences de l'effondrement de la religion, active ou zombie – c'est-à-dire d'un système mental et social définissant les hommes comme inégaux et certains hommes comme inférieurs –, va être la libération des Noirs. Je ne parle pas ici des protestants bienveillants des classes supérieures ou moyennes qui ont lutté, au niveau conscient, dès le XIX^e^ siècle au Nord, en Nouvelle-Angleterre notamment, pour l'émancipation des Noirs ; je parle de l'inconscient des masses, des attitudes mentales profondes.

On aurait la séquence suivante : la stratification éducative mène à l'implosion du protestantisme ; celle-ci libère les Noirs du principe d'inégalité. Viennent alors la lutte pour les droits civiques, l'*affirmative action*, et enfin l'élection en 2008 de Barack Obama, premier président noir des États-Unis. Ne subsisterait en Amérique comme obstacle à l'universel que l'incertitude sur l'égalité des enfants, et donc des hommes, dans la famille nucléaire absolue.

La séquence a toutefois des conséquences troublantes. L'inégalité des Noirs permettait à l'égalité des Blancs de fonctionner et l'un des effets négatifs imprévus de la libération des Noirs aura été de désorganiser la démocratie américaine. Les Noirs n'incarnant plus le principe d'inégalité, l'égalité des Blancs s'est pulvérisée. Le sentiment démocratique est donc plus menacé encore en Amérique qu'ailleurs. Dans l'ensemble du monde avancé, l'éducation supérieure a miné le sentiment démocratique. Mais aux États-Unis la disparition soudaine

de l'égalité des Blancs, fondée sur l'inégalité des Noirs, a aggravé le phénomène. Telle est la toile de fond anthropologique et religieuse de la puissante dérive inégalitaire de la société américaine dans les années 1965-2022, que l'on aurait tort de ne considérer que dans ses aspects économiques (la montée des inégalités de revenu) ou politique (l'effacement du rôle des citoyens non diplômés).

La libération des Noirs a induit une nouvelle contradiction. Elle a vraiment eu lieu ; elle est profonde sur le plan des valeurs. Le racisme américain classique est bel et bien mort et j'aurais tendance à penser que même les électeurs du parti blanc républicain ne croient plus que les Noirs leurs sont inférieurs. Obama a bien été élu président ; l'actuel secrétaire à la Défense américain, Lloyd Austin, est noir. Pour autant, même émancipés, les Noirs, dans une large mesure, demeurent piégés. Leur émancipation est intervenue tandis que s'opérait la stratification éducative, que s'accroissait l'inégalité économique, et que le niveau scolaire et le niveau de vie fléchissaient. La mobilité sociale est plus faible aujourd'hui aux États-Unis qu'en Europe. L'émancipation des Noirs américains s'accomplit alors qu'ils sont, statistiquement, en bas de la pyramide sociale, ce qui leur rend très difficile d'échapper à leur condition objective. Toujours concentrés dans la strate inférieure, ils ont acquis la citoyenneté dans une société où s'est évanoui l'idéal de citoyens égaux. Ils deviennent des individus semblables aux autres au moment où, privé du soutien des croyances collectives et de l'idéal du moi qu'elles imposaient, l'individu rapetisse.

Falling from grace *: prisons, fusillades de masse et obésité*

S'il y a encore des protestants authentiques aux États-Unis et s'ils observent leur pays, je pense qu'une expression leur vient immédiatement à l'esprit pour le décrire : *falling from grace*, la Chute.

Aux inégalités de richesses s'ajoute le fait que leur accroissement a désagrégé les classes moyennes. Dans l'Amérique idéale des années 1950, celles-ci incluaient, je l'ai dit, la classe ouvrière, qui en formait même le gros. La liquidation de la classe ouvrière par la globalisation a donc causé le dépérissement des classes moyennes. Ne subsiste plus qu'une classe moyenne supérieure, 10 % de la population peut-être, accrochée à l'oligarchie des 0,1 % supérieurs, et qui s'efforce de ne pas dégringoler. C'est cette classe moyenne supérieure qui s'oppose à la résurgence d'une taxation progressive, davantage que la classe la plus élevée, dont le capital échappe largement à l'impôt[20].

Les hausses de mortalité inégales selon le revenu, mises en évidence par Case et Deaton, s'additionnent à d'autres éléments qui dessinent un pays déchu. Cette société libérale, qui défend la démocratie contre l'« autocratie » russe, détient le plus fort taux d'incarcération au monde. En 2019, le nombre de prisonniers par million d'habitants y était de 531, contre 300 en Russie – et j'imagine qu'en recrutant des mercenaires dans les prisons le groupe Wagner a dû faire baisser ce taux. Le Royaume-Uni était à 143, la France à 107, l'Allemagne à 67 et le Japon à 34.

Les États-Unis sont aussi le pays où les *mass shootings*, les « fusillades de masse », se sont multipliées d'une manière inquiétante depuis 2010[21].

Enfin, c'est la patrie de l'obésité. Entre 1990-2000 et 2017-2020, le nombre des habitants en surpoids y est passé de 30,5 % à 41,9 %[22] de la population. Définie par un indice de masse corporelle égal ou supérieur à 30 kg/m², l'obésité est de plus de 40 % plus fréquente chez ceux qui n'ont eu qu'une éducation secondaire, mais notons cependant que les éduqués supérieurs américains obèses sont trois fois plus nombreux que leurs homologues français.

Cette affection ne pose pas simplement un problème médical. Bien entendu, elle provoque des décès : pendant l'épidémie de Covid elle a, en tant que facteur de risque, contribué à la médiocre performance de l'Amérique. Elle est, à vrai dire, un facteur de risque même sans Covid. Mais, au-delà de l'état du corps, elle nous dit des choses

frappantes sur la structuration mentale des individus. Dans une société où, en dépit des inégalités, se nourrir ne pose aucune difficulté, l'obésité révèle un manque d'autodiscipline, d'autant plus net quand elle touche les riches qui ont les moyens de se procurer des aliments de qualité. On peut donc utiliser le taux d'obésité (ou son inverse plutôt) comme un indicateur (parmi d'autres) du contrôle que les individus parviennent à exercer sur eux-mêmes. Le taux américain trahit une déficience du surmoi à l'échelle de la société tout entière. Étant donné les chiffres précédemment cités, et en nous en tenant aux seuls éduqués supérieurs, nous pouvons nous amuser à calculer un coefficient d'amincissement du surmoi (et donc de l'idéal du moi) de trois chez les Américains par rapport aux Français.

La fin de la méritocratie : bienvenue à l'oligarchie

L'Amérique prospère et démocratique de l'après-guerre s'était convertie à l'idéal méritocratique. Dans le contexte général d'expansion de l'éducation supérieure, les barrières établies par les WASP pour freiner l'accès à l'université des autres groupes ethnoreligieux, les Juifs notamment, avaient été levées. La motivation des élites WASP était pour une part géopolitique. Il fallait affronter l'URSS dans tous les domaines, scientifique autant qu'idéologique. L'idéologie d'abord : sur le plan moral, l'émancipation des Noirs était nécessaire pour affronter l'universalisme communiste. La science ensuite : l'envoi du premier Spoutnik dans l'espace, en 1957, causa un choc aux États-Unis. La crainte se répandit que l'URSS eût acquis une supériorité technologique. Les dernières résistances au principe méritocratique tombèrent : on avait tout à coup besoin des Juifs. Ne leur devait-on pas la bombe atomique, ainsi que nous le rappelle le film *Oppenheimer* ? Le *numerus clausus* institué dans les années 1920, qui en limitait le nombre dans les universités les plus prestigieuses, fut, en pratique, aboli ; ils furent admis, et en grand nombre, à

Harvard, Princeton et Yale, les trois plus prestigieux établissements de l'Ivy League.

James Bryant Conant, président de Harvard de 1933 à 1953, chimiste, l'un des superviseurs du Manhattan Project (qui réalisa la bombe atomique), se fit l'avocat d'une ouverture méritocratique. Il introduisit, pour entrer à Harvard, l'emploi des *Scholastic Aptitude Tests*, mais, pragmatique, tout en préservant en sous-main une voie d'accès direct pour les enfants des riches parents qui assuraient le financement de l'université[23].

Mais voici qu'advient le stade ultime du pourrissement de la démocratie américaine, la fin du système méritocratique, le renfermement sur elles-mêmes des classes supérieures, le passage au stade oligarchique. Les privilégiés sont fatigués de jouer le jeu de la méritocratie, même s'ils en sortaient gagnants. Les plus riches, je viens de le dire, quel qu'ait été le niveau intellectuel de leur progéniture, avaient toujours été en mesure de lui acheter des places à Harvard, Yale ou Princeton. Par contre, les rejetons des catégories moyennes supérieures devaient, eux, subir, souvent avec succès, le rituel des SAT. La préparation à ces tests, très efficace, était devenue une si énorme et prospère industrie aux États-Unis qu'ils perdirent toute validité comme instrument de mesure de l'intelligence. Cette préparation supposait que parents et élèves ne rechignent pas à la peine et elle provoquait du coup, chez les uns et les autres, des accès d'anxiété. Aussi cette épreuve était-elle de moins en moins tolérée. On a assisté ces dernières années à un reflux, par plaques, des SAT. En désorganisant cette procédure d'admission, le Covid a fourni le prétexte pour la supprimer[24].

La renonciation au principe méritocratique clôt la phase démocratique de l'histoire américaine. Le haut de la pyramide sociale est stratifié, inégalitaire, et nous ne pouvons certes pas mettre sur le même plan, d'une part les avocats, médecins et universitaires qui gagnent entre 400 000 et 500 000 dollars par an, revenus amputés par le coût de l'éducation de leurs enfants et des assurances médicales, et d'autre part les quatre cents plus riches Américains identifiés par le

journal *Forbes*. Mais tout ce petit monde constitue le sommet d'une société oligarchique, dans laquelle les oligarques à proprement parler vivent entourés de leurs dépendants, des privilégiés eux aussi. Ensemble, ils se moquent des difficultés qu'affrontent 90 % de leurs concitoyens.

C'est cette oligarchie libérale, travaillée par le nihilisme, et non une démocratie libérale, qui mène la lutte de l'Occident contre la démocratie autoritaire russe.

On a connu dans l'Histoire des oligarchies conquérantes – dans la Rome républicaine tardive ou à Carthage –, mais elles régnaient sur des sociétés raisonnablement efficaces. Le drame de l'oligarchie américaine est qu'elle règne sur une économie en décomposition, et largement fictive, comme nous allons le voir maintenant.

1. J'ai été, sur cette question, impressionné et influencé par le livre de Ross Douthat, *The Decadent Society. How We Became Victims of Our Own Success* (New York, Avid Reader Press, 2020), qui aborde le problème d'une éventuelle décadence de la société américaine. Ross Douthat est l'éditorialiste conservateur intelligent du *New York Times* ; il y garantit un pluralisme d'opinions sans équivalent au *Monde*, dans la presse française en général, ou même au *Guardian*. Comme il est aussi critique de cinéma, il étend son analyse au domaine culturel et donne un aperçu saisissant de la stagnation de la culture américaine. On lui doit un concept merveilleux, très utile pour la géopolitique, celui de « décadence durable » (*sustainable decadence*). Constatant que le monde entier est en décadence, Douthat conclut que les États-Unis décadents pourraient rester viables dans un monde décadent. Je ne l'ai pas suivi mais je reste séduit.

2. Hermann Rauschning, *La Révolution du nihilisme*, Gallimard, 1939.

3. Dans Leo Strauss, *Nihilisme et politique*, Rivages Poche, 2004. Il s'agit d'une conférence donnée en 1941.

4. Anne Case et Angus Deaton, *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*, Princeton University Press, 2020, p. 42.

5. « Life Expectancy Changes since COVID-19 », *Nature Human Behaviour*, 17 octobre 2022.

6. Données OCDE : https://data.oecd.org/healthstat/infant-mortality-rates.htm.

7. A. Case et A. Deaton, *Deaths of Despair*, *op. cit.*, p. 125.

8. Robert D. Putnam et David E. Campbell, *American Grace. How Religion Divides and Unites Us*, New York, Simon and Schuster, 2010, p. 82-90.

9. C. Wright Mills, *The Power Elite*, Oxford University Press, 1956 et 2000, p. 60-68. La traduction française, parue chez Maspero, date de 1969.

10. Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *Le Triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Seuil, 2020.

11. R. Putnam et D. Campbell, *American Grace*, *op. cit.*, p. 105.

12. Ross Douthat, *Bad Religion. How We Became a Nation of Heretics*, New York, Free Press, 2013.

13. R. Putnam et D. Campbell, *American Grace*, *op. cit.*, p. 486.

14. Nicholas Lemann, *The Big Test. The Secret History of the American Meritocracy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1999. En 1990, le SAT a été renommé *Scholastic Assessment Test* et, en 2005, *SAT Reasoning Test*.

15. Voir Wikipédia pour les chiffres détaillés : https://en.wikipedia.org/wiki/SAT.

16. Qu'on ne voie pas là, de ma part, un accès d'antiaméricanisme primaire. Dans *Les Luttes de classes en France au XXIe siècle* (Seuil, 2020), j'avais noté un phénomène similaire pour l'école primaire de la République.

17. Philip S. Babcock et Mindy Marks, « The Falling Time Cost of College: Evidence from Half a Century of Time Use Data », National Bureau of Economic Research, avril 2010.

18. Elizabeth M. Dworak, William Revelle et David M. Condon, « Looking for Flynn Effects in a Recent Online U.S. Adult Sample: Examining Shifts within the SAPA Project », *Intelligence*, vol. 98, mai-juin 2023, 101734.

19. Pew Research Center.

20. Je dois d'avoir pleinement perçu cette paralysie fiscale à une discussion avec Peter Thiel.

21. Voir le site *The Violence Project* : https://www.theviolenceproject.org.

22. Centers for Disease Control, Adult Obesity Facts : https://www.cdc.gov/obesity/data/adult.html.

23. Jerome Karabel, *The Chosen. The Hidden History of Admission and Exclusion at Harvard, Yale and Princeton*, Boston, Houghton Mifflin Company, 2005.

24. C'est sensible dans le livre de Daniel Markovits, *The Meritocracy Trap* (Penguin Books, 2019). Markovits est professeur à la faculté de droit de Yale, au cœur du système donc. On pourrait croire qu'il critique la méritocratie sur des bases simplement morales et justes, à la manière de Michael Young. Mais il ne remet aucunement en question le fait que les étudiants sélectionnés le méritent, ce dont on peut douter au regard des pratiques les plus récentes. Il suggère seulement que ce système les aliène.

CHAPITRE 9

Dégonfler l'économie américaine

Entre janvier et juin 2023, une cascade d'études a révélé que les États-Unis n'étaient pas capables de produire les armes dont l'Ukraine avait besoin[1]. Ces études n'émanaient pas de groupuscules affiliés au Kremlin mais de divers *think tanks* financés par le Pentagone et le Département d'État. Comment la première puissance du monde a-t-elle pu se retrouver dans une situation aussi absurde ? Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser à la réalité de l'économie américaine et, ce faisant, dégonfler l'un des deux plus gros « PIB » (produit intérieur brut) de la planète (l'autre est celui de la Chine), pour le ramener à quelque chose qui a un sens. Pourquoi pas le « PIR », produit intérieur réel ? Nous allons découvrir la dépendance des États-Unis à l'égard du reste du monde et leur fragilité fondamentale.

Avant de nous livrer à cette critique radicale, rappelons cependant, par souci d'équilibre, quelques indiscutables points forts de ladite économie. Il est incontestable que, dans les années récentes, les plus importantes innovations sont provenues de la Silicon Valley, dont l'avance dans les technologies de la communication et de l'information a considérablement renforcé l'emprise des États-Unis, si ce n'est sur le monde, du moins, on l'a vu, sur leurs alliés. Toujours dans les années récentes, nous avons assisté à leur grand rebond

comme producteurs de pétrole et surtout de gaz. De 4 millions de barils par jour en 1940, la production américaine de pétrole était passée à 9,6 en 1970, puis était retombée jusqu'à 5 millions seulement en 2008. En 2019, donc peu de temps avant la guerre, elle atteignait, grâce à la technique du *fracking*, 12,2 millions de barils. Sans devenir un exportateur significatif, les États-Unis ont cessé d'être un importateur net de pétrole. La production de gaz est passée, quant à elle, de 489 milliards de m^3 par an en 2005 à 934 milliards en 2021. Dans le domaine du gaz, les États-Unis sont désormais le deuxième exportateur mondial, après la Russie. Ils sont devenus, grâce à la guerre, le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié, qu'ils peuvent en particulier fournir à leurs alliés européens, brutalement sevrés du gaz russe. Le domaine de l'énergie a mis en lumière l'une des grandes bizarreries de la guerre : on se demande sans cesse si le but des Américains est de défendre l'Ukraine ou de contrôler et d'exploiter leurs alliés, Européens et Est-Asiatiques.

Les points forts de l'économie américaine – les Gafa et le gaz, la Silicon Valley et le Texas – sont situés aux deux pôles du spectre des activités humaines : les lignes de code informatique tendent vers l'abstraction, l'énergie est une matière première. Les difficultés de l'économie américaine remplissent le reste du spectre : la fabrication des objets, c'est-à-dire l'industrie au sens traditionnel du mot. C'est une déficience de l'industrie que la guerre a mise en évidence, par une très banale incapacité à produire suffisamment d'obus de 155, la norme de l'OTAN. On comprend peu à peu cependant que rien ne peut plus être produit en quantité suffisante, missiles de tous types compris.

La guerre, ce grand révélateur, a montré le décalage qui s'était creusé entre la perception que nous avons de l'Amérique (et que l'Amérique a d'elle-même) et la réalité de sa puissance. En 2022, le PIB russe représentait 8,8 % du PIB américain (et, combiné au PIB biélorusse, 3,3 % du PIB du camp occidental). Comment, malgré ce déséquilibre en leur faveur, les États-Unis en sont-ils arrivés à ne plus pouvoir fabriquer assez d'obus pour l'Ukraine ?

Volatilisation de l'industrie américaine

La globalisation, orchestrée par l'Amérique elle-même, a sapé son hégémonie industrielle. En 1928, la production industrielle américaine représentait 44,8 % de celle du monde ; en 2019, elle avait chuté à 16,8 %. Dans le même temps, celle du Royaume-Uni s'est effondrée de 9,3 % à 1,8 %, celle du Japon est montée de 2,4 % à 7,8 %, celle de l'Allemagne a décru de 11,6 % à 5,3 %, celle de la France a plongé de 7 % à 1,9 %, celle de l'Italie a baissé de 3,2 % à 2,1 %. La Chine, en 2020, a atteint 28,7 %. La Russie, quinzième producteur industriel, tourne autour de 1 %. La rareté des statistiques comparatives la concernant semble surtout indiquer que l'industrie russe a accompli ce que tentent d'atteindre certains avions américains, la furtivité ; et l'on peut donc dire que la Russie a cueilli à froid les États-Unis en élaborant contre eux l'arme absolue : l'industrie furtive.

Pour mieux évaluer encore les rapports de force « physiques » dans le monde globalisé, on peut examiner cette industrie de l'industrie qu'est la production de machines-outils. En 2018, la Chine fabriquait 24,8 % des machines-outils de la planète, le monde germanique 21,1 % (Allemagne, Autriche et Suisse combinées, sachant que le gros de l'industrie suisse jouxte la frontière allemande), le Japon 15,6 %, l'Italie, 7,8 % les États-Unis seulement 6,6 %, la Corée du Sud 5,6 %, Taiwan 5,0 %, l'Inde 1,4 %, le Brésil 1,1 %, la France 0,9 %, le Royaume-Uni 0,8 %. Je renonce à dénicher la Russie dans les statistiques ; elle atteint ici une invisibilité qui fait redouter le pire.

Le déclin américain dans la production de biens tangibles se retrouve dans l'agriculture. À la suite de la mise en œuvre, en 1994, de l'Accord de libre-échange nord-américain avec le Mexique et le Canada (Alena, en anglais Nafta), l'agriculture américaine a subi un processus de concentration, de spécialisation et de dépérissement[2]. Nous avons cité au chapitre 1 la production de blé : tandis qu'en Russie elle était de passée de 37 millions de tonnes en 2012 à 80 millions en 2022, elle a chuté aux États-Unis de 65 millions de tonnes

en 1980 à 47 millions en 2022. Plus généralement, alors que l'Amérique était un énorme exportateur (net) de denrées agricoles, elle est désormais juste à l'équilibre et flirte avec le déficit[3]. On peut imaginer que, avec une population qui continue de croître, elle va devenir franchement déficitaire durant les dix à vingt ans qui viennent.

Le PIR des États-Unis

Dans les paragraphes précédents, nous nous sommes appuyés sur des chiffres officiels. Le moment est venu de les enjamber. Le produit intérieur brut américain est en effet composé, dans son écrasante majorité, de services aux personnes dont on ne discerne pas toujours l'efficacité ou même l'utilité : médecins (parfois tueurs, on l'a vu, dans l'affaire des opioïdes) et avocats surpayés, financiers prédateurs, gardiens de prison, agents des services de renseignements. En 2020, le PIB incluait même comme valeur ajoutée le travail des 15 140 économistes du pays, en majorité des grands prêtres du mensonge, au salaire annuel moyen de 121 000 dollars. Que vaut le PIB américain quand on le déleste de l'activité de cette masse parasite qui ne correspond pas à une véritable production de richesse ? Je vais proposer un exercice qui devrait amuser le lecteur : dégonfler le PIB au moyen d'estimations un peu libres pour parvenir à une évaluation réaliste de la richesse annuellement produite aux États-Unis, le PIR (produit intérieur réel, ou réaliste). J'y parviendrai moyennant un calcul dont l'audace et la précision devraient me valoir un prix Nobel. La Banque royale de Suède, qui a décerné ce hochet à tant de comiques méticuleux, pourrait bien pour une fois récompenser un esprit simple et clair.

Nous avons vu au chapitre précédent que les dépenses de santé représentaient 18,8 % du PIB américain, et ce, pour aboutir à une baisse de l'espérance de vie. Il me semble que la valeur réelle de ces

dépenses de santé, étant donné leur résultat, est surestimée. N'existent vraiment, dans ces dépenses, que 40 % de la valeur affichée. Je vais donc les diminuer en les multipliant par le coefficient 0,4.

Revenons alors au PIB américain de 76 000 dollars par tête en 2022. Je constate que, dans cette évaluation, 20 % correspondent à des secteurs de l'économie que je qualifierai de physiques : industrie, construction, transports, mines, agriculture. Ces 20 % de 76 000 donnent 15 200 dollars que je sécurise en les déclarant « vrais ». Restent 60 800 dollars par tête, la « production » de services (incluant la santé), dont je n'ai aucune raison de penser qu'ils sont plus « vrais » que la santé elle-même. Je leur applique donc à eux aussi le coefficient de diminution de 0,4. Mes 60 800 dollars deviennent 24 320 dollars. J'additionne les 15 200 dollars de productions physiques sécurisées à ces 24 320 dollars de services amaigris. J'obtiens un PIR par tête de 39 520 dollars. Ce résultat est fascinant parce qu'en 2020 le PIR par tête était légèrement inférieur au PIB par tête des pays d'Europe occidentale (pour mémoire, celui de l'Allemagne était de 48 000 dollars et celui de la France de 41 000). Comme c'est étrange : l'ordre des richesses par tête coïncide désormais avec celui des performances en matière de mortalité infantile, avec ici l'Allemagne en tête et les États-Unis bons derniers.

La dépendance aux marchandises importées

Nous avons noté, au début du chapitre 8, l'illusion dont même les meilleurs géopoliticiens américains, qui perçoivent leur patrie comme une île, à l'abri de tous les malheurs du monde, sont les jouets. Ils oublient l'une des caractéristiques fondamentales des États-Unis : l'énorme déséquilibre de leur balance commerciale ; ils consomment beaucoup plus qu'ils ne produisent.

Les échanges en biens réels d'un pays avec l'étranger offrent, après la production industrielle, globale ou de machines-outils, un

indicateur supplémentaire, et excellent, de sa puissance réelle. L'Amérique vit sous perfusion d'importations qui ne sont pas couvertes par des exportations mais par l'émission de dollars. Elle finance son déficit commercial en émettant des bons du Trésor mais ne peut s'y autoriser que parce que le dollar est la monnaie de réserve du monde ; il sert aux transactions internationales et aussi, beaucoup (comme nous l'avons vu au chapitre 5), aux gens les plus riches à thésauriser leur argent dans les paradis fiscaux. Sans en être certain, on peut néanmoins estimer que le tiers des dollars en circulation est utilisé à cet effet.

Tout comme il a été nécessaire de dégraisser le PIB de ses services inutiles ou fictifs pour évaluer la richesse réelle, si nous voulons évaluer correctement le déficit extérieur américain, nous devons ne prendre en considération que les biens et laisser de côté les services. Poursuivons donc notre travail critique. N'oublions jamais que tous ces indicateurs, scientifiques à l'origine, ont été métamorphosés par la globalisation en instruments de démonstration, de séduction, de dissimulation. Si l'on se contente de regarder ce que le déficit américain sur les échanges de biens (services exclus) représente *en proportion du PIB* (toujours lui, aussi fictif que d'habitude), on a l'impression d'un état stable : 4,5 % de déficit en 2000, 4,6 % en 2022. Mais ce taux est obtenu grâce à une augmentation du PIB proportionnelle à celle du déficit. Et ce PIB ne représente toujours rien. Renonçons toutefois à évaluer les PIR successifs des États-Unis car cela nous obligerait à effectuer un calcul moins rigoureux que le précédent. Il y a plus simple : on peut examiner le volume du déficit commercial en lui-même. À l'état brut, il a augmenté de 173 % entre 2000 et 2022. Déflaté par l'indice des prix, il a augmenté de 60 %.

Le plus frappant est que l'accroissement du déficit commercial persiste malgré la réorientation protectionniste officielle de la politique économique amorcée sous Obama, renforcée par Trump et reprise par Biden. Ce mystère supplémentaire va nous aider à comprendre le caractère irrévocable du déclin américain. Ayant examiné ses causes profondes – chute du protestantisme, de l'éducation et de la morale civique, autant de phénomènes qui ne sont

guère réversibles –, nous ne serons pas surpris de constater que le déclin économique lui-même ne semble pas l'être non plus.

Des méritocrates improductifs et prédateurs

Tous les indicateurs économiques utilisés jusqu'ici concernaient la production de biens ou de denrées. Si l'on veut évaluer en profondeur le potentiel d'une économie, on doit remonter, en amont, vers les producteurs, les hommes qui fabriquent les choses. Car une économie, c'est d'abord un ensemble d'hommes et de femmes qui ont été formés et ont acquis des compétences. Pour se retrouver incapable de produire les obus nécessaires à l'Ukraine, l'Amérique a dû d'abord se débarrasser des hommes qui les fabriquaient.

Un article de *Foreign Affairs*, « How America Broke its War Machine », nous apprend que l'industrie de défense, qui dans les années 1980 employait 3,2 millions de travailleurs, n'en emploie plus aujourd'hui, après restructurations et concentration des entreprises, que 1,1 million. Une division par trois. Les économistes américains, ces champions de l'inversion du réel, parleraient sans doute ici de « consolidation ». Mais cette réduction des effectifs, puisqu'il s'agit bien de cela, nous donne un indicateur concret du déclin non seulement matériel, mais humain qui a frappé l'industrie américaine.

Nous avons vu, au chapitre 1, comment les États-Unis, plus de deux fois plus peuplés que la Russie, forment vraisemblablement 33 % d'ingénieurs de moins qu'elle. Approfondissons. L'idéal méritocratique s'est retourné contre la démocratie américaine : en la viciant avec un idéal d'inégalité, elle l'a minée. Cette évidence, de nombreux auteurs l'ont relevée[4]. Ce qui leur a souvent échappé, c'est la façon dont le type d'études, et donc de formation professionnelle que choisissent les « méritants » sélectionnés par les tests, les SAT, avait changé. Dans l'esprit des pères fondateurs de la méritocratie, l'objectif principal était de faire face à la compétition soviétique. Les

États-Unis devaient recruter les meilleurs élèves en science et en technologie afin de pourvoir une industrie capable de l'emporter sur celle des méritocrates communistes. Conant, le président de Harvard durant cette période, on l'a vu, était chimiste de formation et l'un des superviseurs du Manhattan Project. On a cependant assisté à un tarissement rapide du recrutement scientifique et technique. Aujourd'hui, parmi les étudiants américains, seulement 7,2 % suivent des études d'*engineering*. On peut donc parler d'une fuite sociale interne des cerveaux : vers le droit, la finance et les écoles de commerce, tous secteurs où les revenus peuvent être plus élevés que ceux de l'ingénierie ou de la recherche scientifique.

Les économistes ne se sont pas contentés de ne pas relever ce phénomène ; pressés de démontrer que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles (et surtout dans le leur, l'Université et les *think tanks* patronaux le plus souvent), ils ont concocté une interprétation absurde de la rémunération plus élevée dont bénéficiaient les éduqués supérieurs en général (par rapport à ceux du secondaire, souvent trumpistes). Constatant que ceux qui faisaient le plus d'études avaient de meilleurs revenus, ces gros malins ont considéré que ces revenus mesuraient un apport effectif de l'éducation, une amélioration du capital humain. Il ne leur est pas venu à l'esprit que des études supérieures en droit, en finance ou de commerce, sans provoquer une quelconque amélioration des capacités productives ou même intellectuelles des individus concernés, leur déféraient toutefois, par suite de leur position sociale, une capacité supérieure de *prédation* de la richesse produite par le système. Résumons-nous : les revenus plus élevés des plus éduqués traduisent le fait que les avocats, les banquiers et tant d'autres planqués du tertiaire sont, en meute, d'excellents prédateurs. Voici donc la perversion ultime à laquelle le développement de l'éducation a abouti : la multiplication de diplômés crée une multitude de parasites. Si le lecteur français veut se faire peur et se demander pourquoi son pays s'appauvrit, au lieu de beugler contre les fonctionnaires ou contre les immigrés, il n'a qu'à méditer sur le nombre des étudiants en écoles de commerce, gestion, comptabilité et

ventes, dont le nombre est passé de 16 000 en 1980 à 239 000 en 2021-2022.

La dépendance aux travailleurs importés

Pour compenser leur carence en travailleurs scientifiques et techniques de tous niveaux, ce qu'on appelle là-bas *STEM workers* (pour « *science, technology, engineering or mathematics* »), les États-Unis en importent, massivement. En 2000, les natifs de l'étranger constituaient 16,5 % de l'ensemble de cette catégorie. En 2019, la proportion montait à 23,1 %, soit 2,5 millions de travailleurs importés, parmi lesquels 28,9 % (soit 722 500) étaient des Indiens. On comptait aussi 273 000 Chinois, 100 000 Vietnamiens et 119 000 Mexicains. Bien entendu, ces étrangers importés sont plus qualifiés que leurs équivalents américains. Parmi les *STEM workers* nés aux États-Unis, 67,3 % avaient un BA (une licence) mais 86,5 % chez les immigrés[5].

Quelques autres chiffres : chez les *software developers*, on compte 39 % d'étrangers ; parmi les ingénieurs, selon le secteur, 15, 20 ou 25 % ; et 30 % parmi les physiciens. En Californie, les étrangers représentent 39 % des *STEM workers*.

En un sens, cette captation de talents venus d'ailleurs, c'est l'histoire même de l'Amérique. De 1840 à 1910, l'arrivée massive d'immigrés allemands et scandinaves, souvent instruits et porteurs du dynamisme propre à la famille souche, accompagna l'ascension industrielle tardive mais rapide du pays. Cet appel à l'étranger se faisait toutefois sur fond d'une dynamique éducative des WASP eux-mêmes. La population d'accueil produisait aussi des ouvriers qualifiés, des techniciens et des ingénieurs (peu de grands scientifiques cependant). Désormais ce flux vient compenser un effondrement éducatif, non seulement des WASP, mais de l'ensemble de la population blanche américaine.

TABLEAU 3

Les dix pays recevant le plus de doctorats entre 2001 et 2020 aux États-Unis

	Tous domaines	Sciences et ingénierie	Ingénierie	Proportion ingénierie sur l'ensemble
Chine	88 512	81 803	30 599	35 %
Inde	36 565	34 241	14 397	39 %
Corée du Sud	25 994	19 781	8 023	31 %
Taïwan	12 648	9 765	3 418	27 %
Canada	9 027	6 399	1 060	12 %
Turquie	8 887	7 372	3 104	35 %
Iran	7 338	6 949	4 834	66 %
Thaïlande	5 166	4 494	1 701	33 %
Japon	4 121	3 100	479	12 %
Mexique	4 089	3 451	912	22 %

(Source : National Science Foundation)

La différence d'inclination, entre étrangers et Américains, pour les études scientifiques et techniques est sensible au sein des universités. Celles-ci accueillent, comme on sait, un grand nombre d'étudiants étrangers. Le tableau 3 présente dans les années 2001-2020 deux traits significatifs : d'abord l'importance de la Chine et de l'Inde parmi les pays qui fournissent des doctorants aux universités américaines ; ensuite la proportion élevée de futurs ingénieurs chez ces étudiants étrangers. C'est une information capitale quant à l'intérêt qu'éprouvent les pays sources pour la technique et l'industrie. Dans ce tableau, je décerne le premier prix en sociologie des motivations aux doctorants iraniens pour le taux de 66 % suivant des études d'ingénieur. On saisit dès lors pourquoi depuis le début de la guerre en Ukraine l'Iran exporte des drones militaires en Russie.

Dans ce livre géopolitique, je m'efforce d'approcher des fondements de la puissance. Le nombre des ingénieurs doit nous mener plus loin que la production d'armes et, à nouveau, des choses vers les hommes. Une armée moderne tient par ses capacités techniques et celles-ci ne se réduisent pas à son corps du génie. La majorité de ses officiers, surtout dans les armes techniques que sont l'aviation et la marine, sont en fait des ingénieurs. Que les États-Unis soient incapables d'en former en grand nombre sème le doute sur ce que serait le potentiel réel de l'armée américaine en cas de conflit majeur. Air Force et Navy en sont historiquement les branches les plus performantes, avec une mention toute particulière, depuis la guerre du Pacifique, pour l'aéronavale. C'est donc en son cœur que la fuite des cerveaux vers les écoles de droit et de commerce menace la puissance militaire américaine. On ne gagne pas une guerre en envoyant à l'adversaire des injonctions de payer ou en bloquant ses comptes. Tiens, cette phrase me donne un sentiment de déjà-vu : gel des avoirs de la Banque de Russie et saisie des biens des oligarques russes (et de simples ressortissants russes, en violation du droit de propriété si vénéré en Occident), refus enfin d'assurer les navires qui transporteraient du pétrole russe. Du côté américain, c'est l'esprit des avocats qui mène la guerre. Et l'Ukraine manque d'obus.

La maladie incurable du dollar

Faire de la prospective, ce n'est pas simplement être capable de percevoir un déclin. Dans le cas des États-Unis, l'exercice serait presque trop facile ; il s'agit de s'assurer si le processus est réversible ou non.

Pour ceux que l'hypothèse d'une religion zéro, qui exclut tout « réveil », ne convainc pas, je vais ajouter une séquence économique qui implique aussi que le déclin n'est pas réversible. Je l'ai amorcée plus haut en soulignant le fait que le déficit commercial continue d'augmenter en dépit de mesures néoprotectionnistes.

Une autre prise de conscience économique ne produit aucun effet aux États-Unis. Depuis la Grande Récession de 2007-2008, l'Amérique sait – toutes classes confondues – que la montée des inégalités engendre une instabilité croissante de l'économie et une baisse du niveau de vie. En 2011, le mouvement « Occupy Wall Street » a désigné l'adversaire, le capitalisme financier. En 2013, la publication aux États-Unis du livre de Thomas Piketty, *Le Capital au XXIe siècle*, dont la thèse est que la montée des inégalités est inexorable si la politique ne s'en mêle pas (ou la guerre, d'origine politique), se révéla un succès phénoménal. Mais comme dans le cas du déficit commercial, on n'a observé aucune altération du cours des choses économiques. L'indice de Gini, qui varie entre 0 et 1, est d'autant plus élevé que l'inégalité est forte. Il continue d'augmenter aux États-Unis. En 1993, il était de 0,454 ; en 2006, à la veille de la Grande Récession, de 0,470 ; en 2021, une dizaine d'années environ après celle-ci, il atteignait 0,494. Tel un cavalier de l'Apocalypse, l'inégalité poursuit sa route.

Pourquoi le navire américain ne peut-il redresser la barre ? Réduire les inégalités et le déficit commercial, réorienter les étudiants vers les filières d'ingénierie et de science ? Laissant de côté le fondement religieux de cette impuissance (la moralité zéro), nous pouvons aussi identifier un verrou d'ordre économique, pur, qui empêche d'agir. L'Amérique, en effet, produit la monnaie du monde, le dollar, et la capacité qu'elle a de tirer de la richesse monétaire du néant la paralyse. Nous ne sommes certes pas ici très éloignés de la moralité zéro, mais on peut analyser ce mécanisme de manière purement technique – sans invoquer Dieu ni la morale.

On connaît la *Dutch disease*, la « maladie hollandaise », appelée aussi « malédiction des ressources naturelles », qui s'attache souvent au pétrole ou au gaz. L'abondance d'une ressource naturelle dans un pays et son exportation y font augmenter la valeur de la monnaie, dont la force handicape alors le développement des autres secteurs de l'économie. Disons que l'Amérique souffre d'une « *super Dutch disease* ». La ressource « naturelle » qui entrave son économie, c'est le dollar. Produire la monnaie du monde, à un coût minimal ou nul,

rend peu rentables, et par conséquent peu attirantes, toutes les activités autres que la création monétaire.

La monnaie créée ne sort pas d'une planche à billets actionnée par la Fed. Ainsi que l'a noté Ann Pettifor dès l'introduction d'un livre fort pertinent, 5 % seulement de la production monétaire sont le fait de la Banque centrale[6]. Les 95 % restants résultent des prêts que les banques consentent à des particuliers ou s'accordent entre elles. S'il y a une crise, toutefois, la Fed, pour sauver le système, émettra plus d'argent, comme elle l'a fait en 2008, garantissant que la création monétaire par les banques et les particuliers, de fait par l'État, est sans limite. Absence de limites aussi pour la dette publique américaine dont le plafond légal est, chaque fois que c'est nécessaire, relevé par le Congrès. À intervalles réguliers, en effet, l'Amérique nous joue une comédie budgétaire : les républicains menacent les démocrates de ne pas rehausser le plafond de la dette si ces derniers n'acceptent pas de réduire telle ou telle dépense sociale. Sujets de l'Empire, allez en paix, le plafond de la dette sera relevé, les dollars et les bons du Trésor continueront d'être émis et les privilégiés de la planète continueront à les acheter. Ces dollars ont en effet la particularité d'exister pour le reste du monde. Au sortir d'une sieste, l'esprit brumeux mais libre, je me prends à fantasmer sur un Biden qui enverrait quelques milliards de dollars aux dirigeants ukrainiens pour qu'ils puissent faire leur shopping en Europe occidentale. Soyons raisonnable : une telle chose ne saurait exister entre alliés américains et européens…

Difficile d'amender un tel système : il est tellement plus facile de produire de la monnaie que des biens. Et le beau métier sera bien sûr celui qui rapproche son possesseur de la création monétaire, de la source de l'opulence : banquier, avocat fiscaliste, lobbyiste au service du banquier, etc. L'ingénieur est trop éloigné de cette source prodigue, l'industriel vit avec l'obligation de réaliser un taux de profit de, mettons, 15 %, fixé par les gens qui fabriquent de l'argent… Une protection aux frontières contre l'industrie étrangère ne peut suffire si la vraie concurrence vient d'une planche à billets interne, collective et démoniaque. Le mécanisme se répercute, par anticipation, sur les

jeunes qui choisissent formations et métiers. Si un banquier et un avocat gagnent tellement plus, pourquoi s'engager dans de difficiles études scientifiques ou techniques ? S'explique alors ce qu'on a constaté plus haut : la fuite des cerveaux vers les métiers improductifs. On préfère entreprendre des études de droit, de finances ou de commerce, parce que, par elles, on se rapprochera des fontaines sacrées d'où jaillit le dollar[7].

1. Par exemple, Samuel Charap et Miranda Priebe, « Avoiding a Long War: U.S. Policy and the Trajectory of the Russia-Ukraine Conflict », Rand Corporation, janvier 2023.

Michael Brenes, « Privatization and the Hollowing Out of the U.S. Defense Industry », *Foreign Affairs*, 3 juillet, 2023.

2. Mark V. Wetherington, *American Agriculture. From Farm Families to Agribusiness*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2021, p. 149-171.

3. Voir l'article de Will Snell, « U.S. Agriculture Flirting with an Annual Trade Deficit – First Time in 60 years ? », daté du 29 octobre 2020 et publié sur le site du Martin-Gatton College of Agriculture, Food and Environment : https://agecon.ca.uky.edu/us-agriculture-flirting-annual-trade-deficit-%E2%80%93-first-time-60-years.

4. Outre les ouvrages mentionnés au chapitre 8, on peut citer Michael J. Sandel, *The Tyranny of Merit*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020, et Will Bunch, *After the Ivory Tower Falls. How College Broke the American Dream and Blew up our Politics and How to Fix It*, New York, William Morrow, 2022.

5. American Immigration Council.

6. Ann Pettifor, *The Production of Money. How to Break the Power of Bankers*, Londres, Verso, 2017, p. 3.

7. Je dois cette idée d'une rétroaction des spécialisations économiques sur les formations universitaires à mon collègue Philippe Laforgue.

CHAPITRE 10

La bande de Washington

Notre tableau global quoique schématique de la société et de l'économie américaines est achevé. Sa dynamique régressive a été identifiée. Nous allons maintenant examiner à la loupe et avec l'œil d'un anthropologue le groupe d'individus qui, concrètement, conduisent la politique extérieure de la puissance malade qu'est devenue l'Amérique. Quelle est donc cette tribu aux mœurs singulières qui, par ses goûts et ses décisions, a mené l'Occident aux portes de la Russie ? On étudie le plus souvent une communauté primitive dans son milieu naturel : ce sera la ville de Washington. Nous nous intéresserons plus particulièrement à l'*establishment* géopolitique américain, qu'on appelle sur place, familièrement, le « Blob », du nom d'un micro-organisme inquiétant.

La fin des WASP

L'élite du pouvoir WASP chère à C. Wright Mills a disparu ; il suffit, pour s'en rendre compte, de regarder l'administration américaine actuelle. Parmi ses figures les plus importantes, celles qui pilotent la guerre en Ukraine en particulier, plus un seul WASP. Joe

Biden est d'origine catholique irlandaise ; Jake Sullivan, son conseiller à la Sécurité, lui aussi ; Antony Blinken, le secrétaire d'État, c'est-à-dire le ministre des Affaires étrangères, est d'origine juive ; Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État chargée de l'Europe et de l'Eurasie (donc de l'Ukraine), est née d'un père juif et d'une mère d'origine britannique ; le secrétaire d'État à la Défense, Lloyd Austin, est noir et catholique.

Si les Noirs sont lourdement surreprésentés dans les prisons américaines, avec 40 % des détenus, ils le sont aussi dans le cabinet Biden. Alors que la population américaine compte 13 % de Noirs, le cabinet Biden en compte 26 %. Les Noirs constituent 13,3 % des membres de la Chambre des représentants (racialement représentative, donc) et seulement 3 % des sénateurs (dans une institution conçue pour freiner l'Histoire, c'est normal). Hors des institutions politiques *stricto sensu*, on dénombre 6,4 % de Noirs parmi les journalistes et à peine 0,5 % chez les super-riches (parmi les quatre cents Américains les plus riches, deux seulement sont noirs). Mais chez les responsables politiques, nous retrouvons à Washington l'ambiance colorée de Londres.

L'avenir des classes dirigeantes se lit dans les universités. Examinons l'origine des élèves au sein des trois plus prestigieuses d'entre elles : Harvard, Yale et Princeton, les lieux saints où l'on forme l'oligarchie future. Si les Blancs forment encore 61 % de la population américaine, ils ne représentent plus que 46 % des étudiants au sein des *Big Three*. Comme au Royaume-Uni, on mesure donc une sous-représentation qui annonce l'évanescence à venir de la prédominance des Blancs dans le domaine intellectuel. Les Noirs, toutefois, restent légèrement sous-représentés : à leurs 13,3 % dans la population générale ne correspondent que 10 % d'entre eux à Yale, Harvard et Princeton. Même configuration pour les Latinos, qui constituent désormais 20 % de la population générale mais seulement 16 % des élèves des trois grandes universités. Une catégorie vient compenser toutes les sous-représentations et fait donc apparaître une surreprésentation spectaculaire, celle des Asiatiques : 6 % de la population mais 28 % des élèves des grandes universités.

L'effacement des WASP à l'échelon gouvernemental n'a pas été voulu. Une administration républicaine, même trumpiste, les ferait réapparaître, mais porteurs toutefois d'un protestantisme zéro. Nous aurions alors affaire à de pseudo-WASP. D'ailleurs Biden, dans l'esprit de tous, n'est qu'américain et blanc, sans plus. Ses origines catholiques irlandaises ne comptent pas. Quand Kennedy est devenu le premier président catholique dans l'histoire des États-Unis, ce fut un événement, un tournant. Rien de tel ici : l'absence complète de WASP dans l'entourage de Biden et le fait que lui-même n'en soit pas un n'intéressent personne.

L'explication du phénomène est simple. L'état zéro de la religion a balayé non seulement les différences religieuses, mais aussi celles de race et d'éducation. Quelle différence entre un catholique zéro et un protestant zéro ? Quelle différence entre un Blanc et un Noir dans une ambiance de protestantisme zéro, et donc – poussons aussi loin que possible notre nouvelle terminologie – de damnation zéro. La vaporisation du protestantisme a entraîné celle du racisme américain traditionnel, tellement lié à cette croyance religieuse.

La surreprésentation des Asiatiques à l'Université ne résulte pas d'un racisme inversé mais de leur dynamisme éducatif supérieur. La disparition du protestantisme, avec son exigence éducative et son culte de l'effort, sur fond anthropologique d'une famille nucléaire absolue qui encadre peu ses enfants, a dévasté les capacités scolaires de la population blanche. Elle a fait converger les descendants des protestants et des catholiques dans une même baisse du niveau comptabilisé par les SAT et par le quotient intellectuel moyen. Les enfants d'immigrés japonais, coréens, chinois et vietnamiens ont en revanche été protégés, pendant une ou deux générations, de ce naufrage, non seulement par des structures familiales autoritaires, mais aussi par la tradition confucéenne qui sacralise l'éducation, tradition elle-même greffée sur la transmission familiale[1]. Nous avons observé le même phénomène au Royaume-Uni et il a son équivalent en France.

Évitons tout malentendu. Comme dans le cas du Royaume-Uni, nous devons d'abord saluer la prodigieuse réussite historique que

marque la fin des distinctions entre catholiques et protestants et, plus encore, entre Blancs et Noirs. Dans un second temps, cependant, nous devons nous demander ce qu'implique, sociologiquement, la disparition des WASP.

La fin de l'élite du pouvoir, dans un climat de moralité zéro, s'est accompagnée de la volatilisation de tout ethos commun au groupe dirigeant. L'élite WASP indiquait une direction, des objectifs moraux, bons ou mauvais. Le groupe dirigeant actuel (je n'ose l'appeler élite) ne propose rien de tel. Ne subsiste en son sein qu'une dynamique du pouvoir pur qui, projetée sur le monde extérieur, a muté en une préférence pour la puissance militaire et la guerre. Je reviendrai plus en détail sur ce point capital. Je dois d'abord introduire les quelques éléments sociologiques de base qui me seront nécessaires pour situer le rôle que jouent les Juifs au sein de l'administration Biden dans la conception de la politique extérieure américaine.

Disparition de l'intelligence juive ?

Je précise tout d'abord, pour éviter de nouveau un malentendu, que je suis moi-même d'origine juive, bretonne et anglaise, et fort satisfait de ces trois origines.

Les Juifs constituent 1,7 % de la population américaine. Nous en avons rencontré une proportion très supérieure parmi les membres de l'administration Biden, particulièrement chez ceux qui s'occupent de la politique étrangère. La même surreprésentation s'observe dans le *Board of Directors* du *think tank* de politique étrangère le plus prestigieux, le Council on Foreign Relations : près d'un tiers de ses trente-quatre membres sont juifs. En 2010, le classement Forbes faisait apparaître que, parmi les cent premières fortunes des États-Unis, il y avait 30 % de Juifs. On a l'impression d'être à Budapest au début des années 1930. L'interprétation de ce fait est d'ailleurs la même : afin d'expliquer une forte surreprésentation des Juifs dans les

catégories supérieures d'une société donnée, nous devons d'abord chercher, et le plus souvent trouver, une faiblesse éducative dans la population générale, qui a permis à l'intensité éducative de la religion juive de se manifester pleinement. Cette condition, on l'a vu, est parfaitement remplie par l'Amérique actuelle, comme elle le fut par l'Europe centrale et orientale des années 1800-1930. L'importance relative des Juifs aux États-Unis, jusqu'à une période récente, est l'un des effets de l'étiolement de la préoccupation éducative des protestants. Privée de la concurrence protestante, l'insistance des Juifs sur l'éducation a pu produire dans l'Amérique des années 1965-2010 le même genre d'effet massif qu'elle avait produit dans l'Europe centrale et orientale faiblement alphabétisée du XIX^e^ siècle.

L'Histoire toutefois continue, en particulier celle du judaïsme aux États-Unis. La montée en puissance éducative des Américains d'origine asiatique a mis fin à la situation de vide concurrentiel des années 1965-2010.

Un article saisissant du magazine en ligne *Tablet* (un magazine juif) montre à quel point la tendance actuelle est aujourd'hui à l'effacement de la centralité des Juifs aux États-Unis[2].

Le titre de l'article, « The Vanishing », daté du 1^er^ mars 2023 et signé Jacob Savage, est plutôt catastrophiste. L'auteur constate que « dans le monde universitaire, à Hollywood, à Washington et même à New York, partout où les Juifs américains avaient réussi à s'imposer, leur influence est en net recul ». Une série d'exemples tout à fait frappants illustre son propos : chez les *boomers*, les Juifs représentaient 21 % des universitaires dans les meilleurs établissements ; chez les moins de 30 ans, ils n'en représentent plus que 4 % ; ils ne fournissent plus que 7 % des étudiants des universités de l'Ivy League, autrement dit moins que le quota de 10 % maximum que leur imposait jadis le *numerus clausus* levé à la fin des années 1950. « Harvard est passé de 25 % de Juifs dans les années 1990 et 2000 à moins de 10 % aujourd'hui », déplore Savage.

Le déclin frappe d'autres sphères que l'Université : « À New York, siège du pouvoir politique des Juifs américains, il n'y a presque plus

de Juifs au pouvoir. Il y a dix ans, la ville comptait cinq membres juifs au Congrès, un maire juif, deux présidents juifs d'arrondissement et 14 membres juifs au conseil municipal. Aujourd'hui, il ne reste plus que deux membres du Congrès et un seul président d'arrondissement. Seuls six Juifs siègent au conseil municipal, qui compte 51 membres. » Historiquement, nous apprend Savage, les Juifs étaient aussi surreprésentés parmi les juges fédéraux. Alors qu'ils ne forment que 2,5 % de la population (pour moi 1,7 %, mais je préfère ne pas altérer sa série comparative ; la définition de qui est ou n'est pas juif est toujours discutable), ils comptaient au moins 20 % des juges fédéraux. Or, parmi les cent quatorze juges nommés par Biden au moment où cet article a été écrit, huit ou neuf seulement étaient juifs (donc 7 ou 8 %, ce qui serait quand même toujours une surreprésentation).

Même recul à Hollywood, enfin : hormis quelques vestiges d'un autre temps, comme Steven Spielberg, James Gray ou Jerry Seinfeld, on n'y trouve plus guère de grands réalisateurs, ni même de grands scénaristes d'origine juive. Le texte se conclut sur une réflexion qui, dans le contexte actuel, prend une saveur particulière : « Si Poutine ou Orban réduisaient de 50 % la population juive de leurs universités, l'ADL [Anti-Defamation League, une ONG qui aide les Juifs à lutter contre la discrimination] pousserait les hauts cris. Mais Harvard et Yale peuvent, comme par magie, perdre près de la moitié de leurs étudiants juifs en moins de dix ans, et nous nous taisons. »

Savage dénonce le retour d'une discrimination à l'encontre des Juifs. Je n'y crois pas un instant. Je ne vois pas du tout pourquoi les Blancs se mettraient à leur préférer les Asiatiques. L'interprétation la plus vraisemblable est que, longtemps avantagés par une religion très favorable à l'éducation, les Juifs américains se sont finalement tellement bien assimilés qu'ils ont été aspirés par le déclin religieux et intellectuel américain. Leur assimilation est mesurable par le taux de mariages mixtes : les Juifs mariés avant 1980 ne l'étaient à un non-Juif que dans 18 % des cas. Parmi ceux qui ont convolé entre 2010 et 2020, l'exogamie ethnoreligieuse était déjà de 61 %. Je doute que le déclin américain ait épargné les 39 % de couples endogames qui subsistent. J'ai parlé d'un protestantisme zéro, puis d'un catholicisme

zéro ; pourquoi ne pas concevoir, dans le cas des États-Unis (et ailleurs), un judaïsme zéro ? Le concept serait utile pour analyser un éventuel déclin éducatif chez les Juifs eux-mêmes.

J'ai abondamment cité cet article parce qu'il ouvre un champ de réflexion innovant. J'avoue cependant que je n'ai qu'une confiance relative dans les chiffres dont il fait état et dans ses conclusions. Et de toute façon, dans le groupe dirigeant actuel, et particulièrement dans la fraction dédiée à la guerre, les Américains d'origine juive sont toujours surreprésentés – effet retard de carrières qui culminent.

Un village nommé Washington

Comme l'a remarqué Eric Kaufmann, dans *The Rise and Fall of Anglo-America*, les WASP américains, qui ont délibérément émancipé les catholiques, les Juifs, les Asiatiques, les Latinos et les Noirs, sont dans l'Histoire l'une des rares classes dirigeantes impériales qui ait procédé à sa propre dissolution pour en produire une nouvelle qu'on puisse qualifier d'universelle[3]. On ne voit guère comme pendant que, dans l'Antiquité, la classe dirigeante romaine. Kaufmann trouve cela admirable et, je le répète, en un sens moral universel, il a raison. Le problème se situe à un autre niveau. Les États-Unis avaient été dirigés, entre 1945 et 1965, par une élite homogène, cohérente, et que soudaient des liens personnels ; elle conservait ce que le protestantisme avait de bon et maîtrisait ce qu'il avait de mauvais ; elle se soumettait, comme le reste de la population, à une morale commune, elle acceptait le service militaire, l'impôt du sang, et l'impôt tout court ; elle menait une politique extérieure responsable axée sur la défense de la liberté, sauf, il faut le rappeler, en Amérique latine, l'arrière-cour des États-Unis, où pouvaient s'exprimer ces mauvais instincts incurablement et partout présents dans l'homme. Aujourd'hui, le village de Washington n'est plus qu'une collection d'individus tout à fait dénués de morale commune.

Je ne parle pas de « village » par hasard. Si un groupe d'individus n'est plus soudé par une croyance de portée nationale ou universelle, s'il est anomique au sens d'atomisé, ce que l'on observe, c'est un mécanisme purement local de régulation des croyances et des actes. J'ai évoqué au chapitre 4 les surmoi fragiles d'individus qu'aucune croyance collective, société ou « idéal du moi » ne structurent ni n'encadrent. Ces individus faibles sont mus par un mécanisme de régulation mimétique interne au groupe auquel ils appartiennent localement ou professionnellement. Je pourrais citer comme exemples, en France, une banlieue qui vote pour le Rassemblement national, un quartier pauvre de Marseille, le métier de journaliste ou le gouvernement de Macron. Partout l'atomisation des sociétés individualistes avancées induit des dérives centripètes de lieu et/ou de métier. Mais il s'agit ici de Washington et de son groupe dirigeant. Au-delà de l'abaissement glorieux des barrières de race et de religion, imaginons des Blancs, des Noirs, des Juifs, des Asiatiques frétillant tous ensemble dans le bain d'argent et de pouvoir de Washington. De fait, ces individus n'existent que les uns par rapport aux autres ; ils ne déterminent plus leurs actes et décisions en se référant à des valeurs extérieures et, surtout, supérieures : religieuses, morales, historiques. Leur seule conscience est locale, villageoise. La constatation est très inquiétante : les individus qui composent le groupe dirigeant de la plus grande puissance mondiale n'obéissent plus à un système d'idées qui le transcende mais réagissent à des impulsions venues du réseau local auquel ils appartiennent.

Anthropologie du Blob

Jusqu'ici je me suis surtout référé à Washington en général. Venons-en à l'*establishment* géopolitique. Nous avons la chance, le concernant, de disposer d'un livre exceptionnel de Stephen Walt, *The Hell of Good Intentions. America's Foreign Policy Elite and the Decline of*

U.S. Primacy[4]. Walt, je l'ai dit, est, avec Mearsheimer, un éminent représentant du réalisme en géopolitique. Ensemble, ils ont écrit un livre sur le lobby israélien[5]. Tandis que Mearsheimer enseigne à l'université de Chicago, une université créative et souvent mal-pensante, vers la droite ou vers la gauche, et qui ne fait pas partie de l'Ivy League, Walt, lui, est professeur à Harvard, plus précisément à la John F. Kennedy School of Government. Il peut regarder d'en haut l'*establishment* géopolitique.

On trouve dans son livre un développement intitulé « *Life in the "Blob". A sense of community* », que l'on dirait avoir été écrit par un anthropologue plutôt que par un géopoliticien. Walt y décrit le « Blob », surnom inventé par Ben Rhodes, un ancien conseiller d'Obama, pour désigner le microcosme chargé de la politique étrangère. Le nom désigne un organisme unicellulaire d'aspect visqueux que l'on rencontre en forêt, où il se multiplie en absorbant les bactéries et les champignons qui l'environnent. Il est dénué de cerveau.

Le Blob washingtonien tel que le présente Walt correspond tout à fait à ma vision d'un groupe dirigeant dépourvu d'attaches intellectuelles ou idéologiques extérieures à lui-même. Walt relève que si certains de ses membres ont fait de bonnes études, c'est loin d'être un critère indispensable pour en faire partie. Il souligne surtout une évolution décisive : les personnes qui, auparavant, se consacraient à la politique étrangère avaient souvent été formées dans d'autres disciplines et avaient fait carrière hors de ce domaine : « avocats, banquiers, universitaires, hommes d'affaires », ils y étaient entrés avec des vues et des préoccupations générales. Ce n'est plus vrai des gens du Blob, qui, à quelques exceptions près, même quand ils changent de postes et, en apparence, de métiers, ne sortent jamais de leur corral. Walt prend l'exemple de l'ancienne ambassadrice des États-Unis à l'ONU Samantha Power, qui s'était fait connaître comme journaliste et militante des droits de l'homme et avait enseigné à Harvard (dans le même institut John F. Kennedy auquel Walt appartient) avant de rejoindre l'équipe de campagne de Barack

Obama puis de devenir, en 2009, sa « conseillère spéciale chargée du multilatéralisme ». En 2013, elle a été nommée ambassadrice. À la suite de l'arrivée de Trump au pouvoir, elle est retournée à Harvard. « Ses rôles ont changé, mais elle n'a jamais cessé de "faire de la politique étrangère" », conclut Walt. Son livre a paru en 2018 et les années ultérieures ont confirmé son diagnostic. Dès janvier 2021 et le retour des démocrates à la Maison-Blanche, Samantha Power s'est retrouvée catapultée par Biden à la tête de l'Usaid, l'Agence des États-Unis pour le développement international.

L'effet pervers majeur de cet enfermement dans « l'international » est qu'il prédispose à l'activisme. « Ils ont un intérêt personnel évident à ce que les États-Unis aient une politique mondiale ambitieuse, explique Walt. Plus le gouvernement américain est occupé à l'extérieur, plus il y a de postes à pourvoir parmi les experts en politique internationale, plus la part de la richesse nationale consacrée à résoudre ces problèmes mondiaux sera grande et plus importante sera leur influence potentielle. » D'où une propension à gonfler les menaces et une obsession de la puissance militaire. Il y a intérêt (professionnel) à ce que ça chauffe !

Walt confirme ici ce que j'ai remarqué plus haut : dans un monde où dépérissent les idéologies, subsistent bien entendu l'État, mais plus encore les métiers. Le Blob n'est pas seul en cause. Les journalistes, qui, autrefois, adhéraient à des idéologies opposées, sont devenus le « Journalisme », avec son éthique et ses préoccupations propres, avec aussi, notons-le, sa propre préférence pour la guerre, parce que c'est du spectacle. Même schéma pour la police ou l'armée.

Dans sa description du Blob, Walt montre l'imbrication de ses membres, qui y circulent souvent en marge des partis. Comme dans n'importe quel milieu étroit, dans n'importe quel village, on voit se former des couples et se conclure des mariages. Un exemple particulièrement central : la famille Kagan. Partons de Robert Kagan, le plus agité et le plus violent des idéologues néoconservateurs. C'est l'un des fils de l'historien militaire Donald Kagan et le frère de l'historien également militaire Frederick Kagan, autre fils de Donald. Tous sont passés par Yale. Robert, donc, pond des livres, dans lesquels il vante la contribution de l'instrument militaire à la vitalité

planétaire de la démocratie[6]. Il a commencé par soutenir l'administration républicaine de Bush (le promoteur de la guerre d'Irak) avant d'épauler les démocrates impériaux (dans la guerre d'Ukraine). Robert Kagan est l'heureux époux de Victoria Nuland, la sous-secrétaire d'État susmentionnée, qui s'est consacrée à l'Europe et à l'Ukraine. Elle s'était fait remarquer en 2014 par une verte semonce lancée au téléphone : « *Fuck the EU !* » Ce n'est pas tout. La belle-sœur de Robert Kagan, la femme de Frederick, Kimberly Kagan, a fondé et dirige l'Institute for the Study of War (ISW). C'est ce même *think tank*, émanation directe du néoconservatisme, qui élabore les cartes sur la guerre d'Ukraine pieusement reproduites dans le journal *Le Monde* et ailleurs, où elles nous sont présentées comme provenant d'une source indépendante et sûre.

Je n'ignore pas que la notion de *deep state*, dont les adeptes cherchent dans les profondeurs de l'appareil d'État des instances dirigeantes secrètes, est extrêmement populaire. Je ne suis pas de cette école. Je propose au contraire de fonder une « école de l'État superficiel » (le *shallow state* ?). Les appareils d'État existent aux États-Unis, où l'armée, la marine, l'Air Force, la CIA, la NSA sont de gigantesques et froides machines. Mais elles sont peuplées d'individus qui, pour l'essentiel, respectent le principe hiérarchique. Ces monstres bureaucratiques sont chevauchés par la petite bande de demi-intellectuels qui habitent le Blob, un sous-village de Washington.

Se venger de l'Ukraine ?

Me reste à mentionner, pour clore ce chapitre, une interrogation, un doute. Reconstituant les trajectoires des acteurs américains de la guerre, j'ai été surpris de constater la fréquence d'ancêtres juifs venus de l'Empire des tsars et de ses marges.

Nous avons noté que les deux personnalités les plus influentes qui « gèrent » l'Ukraine, Antony Blinken, le secrétaire d'État, et Victoria Nuland, la sous-secrétaire d'État, sont d'origine juive. Plus précisément, on découvre que Blinken est du côté de sa mère d'origine juive hongroise et que son grand-père paternel était né à Kiev. Chez Victoria Nuland, on relève, du côté paternel, une combinaison de Juifs moldaves et ukrainiens. Passons à l'arrière-plan idéologique, la belle-famille de Victoria, les Kagan. Donald, le père de Robert et Frederick, était né en Lituanie. Que dans le haut *establishment* géopolitique tant de personnes aient un lien de famille avec la partie occidentale de l'ancien Empire des tsars ne laisse pas de troubler.

Je sais d'expérience qu'une origine familiale étrangère, aussi lointaine soit-elle, peut susciter un lien mental avec une région du monde. Oblatt Lajos, mon arrière-grand-père juif de Budapest, ne figure, dans l'histoire de ma famille, qu'à l'état d'abstraction ; pour moi il n'est qu'un nom. Toujours est-il que mon premier livre, qui annonçait la chute du système soviétique, est né d'un voyage en Hongrie, où m'avait attiré ce souvenir familial si ténu.

Je conçois donc tout à fait que pour Blinken et Nuland des liens beaucoup plus directs, beaucoup plus réels, font pleinement exister l'Ukraine et la Russie.

Le néonazisme parodique du nationalisme ukrainien (dont j'ai parlé au chapitre 2, avec mesure, me semble-t-il) ne les embarrasse pourtant pas comme il embarrasse les Israéliens, qui se souviennent, eux, de l'Ukraine comme du lieu de naissance officiel de l'antisémitisme « russe », avec les pogroms de 1881-1882. Une tendresse des Juifs d'origine hongroise pour la Hongrie, oui, je peux l'imaginer, d'autant que je l'ai souvent constatée. Une affection des Juifs d'origine ukrainienne pour l'Ukraine, non. Je vois deux interprétations possibles à l'indifférence au passé de la part de Blinken et Nuland.

D'abord la plus vraisemblable. L'état zéro de la religion est aussi un état zéro de la mémoire. Une absence complète de conscience historique pourrait expliquer pourquoi le passé de l'Ukraine n'importune ni Blinken ni Nuland. Ces deux responsables politiques

ne seraient plus eux-mêmes que des Américains sans mémoire, absolument indifférents donc au passé antisémite de l'Ukraine et au néonazisme symbolique du nationalisme ukrainien actuel. Seule les inspirerait la grandeur de l'Empire américain.

Une autre interprétation serait plus angoissante, et surtout pour les Ukrainiens. Cette guerre, si elle présente l'avantage, dans les rêves des néoconservateurs, d'user démographiquement la Russie, ne contribuera nullement, quelle que soit son issue, à consolider la nation ukrainienne mais à la détruire. À la fin du mois de septembre 2023, la police militaire ukrainienne a ceint le pays de barbelés pour empêcher les hommes valides, écœurés par la contre-offensive inutile et meurtrière de l'été, exigée par Washington, de fuir en Roumanie ou en Pologne pour échapper à la conscription. Quelle importance ? Pourquoi les Américains d'origine juive ukrainienne qui, avec le gouvernement de Kiev, copilotent cette boucherie ne ressentiraient-ils pas cela comme une juste punition infligée à ce pays qui a tant fait souffrir leurs ancêtres ? Nous lirons leurs Mémoires avec intérêt, s'ils en écrivent un jour.

Cette plongée spéculative achève notre examen de l'Amérique. Le moment est venu de reprendre contact avec la totalité et la réalité du monde, pour comprendre pourquoi, en majorité, hors de l'Occident, on souhaite une victoire russe.

1. Famille souche chez les Japonais et les Coréens, communautaire chez les Chinois et les Vietnamiens (nuance « souche » au sud-est de la Chine et au nord du Vietnam, nuance « nucléaire » au sud du Vietnam).

2. Je remercie à nouveau Peter Thiel qui m'a signalé le fait et l'article.

3. Eric Kaufmann, *The Rise and Fall of Anglo-America*, Harvard University Press, 2004.

4. Londres, Picador, 2018.

5. John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, 2007.

6. Robert Kagan, *Of Paradise and Power. America and Europe in the New World Order* (New York, Alfred A. Knopf, 2003) : les Européens sont des chochottes ; *The Jungle Grows Back. America and Our Imperiled World* (New York, Alfred A. Knopf, 2018) : les Européens sont des fascistes. Dans tous les cas, l'armée américaine va leur apprendre la vraie vie.

CHAPITRE 11

Pourquoi le Reste du monde a choisi la Russie

Dès 1979, Christopher Lasch avait placé le narcissisme au cœur de la culture américaine (*The Culture of Narcissism*)[1]. Tout ce que j'ai dit, dans les chapitres précédents, de l'atomisation des sociétés avancées, de l'individu nain né de l'effondrement de la religion et des idéologies, pourrait n'être considéré que comme un prolongement du travail de Lasch, dont la lecture m'avait tellement impressionné. Mais le concept de narcissisme est d'application plus vaste encore : il ne rend pas seulement compte de phénomènes internes aux sociétés occidentales, il permet aussi de comprendre leur politique extérieure. Il est frappant, en effet, de constater à quel point l'Occident, depuis le début de cette crise, aussi bien sa branche américaine que sa branche européenne, est convaincu, contre toute réalité objective, qu'il est toujours le centre du monde ou, mieux encore, qu'il en représente la totalité. Russie maléfique mise à part, toutes les nations de fraîche date seraient confites dans l'admiration de ses valeurs.

L'Occident semble s'être figé quelque part entre 1990 et 2000, entre la chute du mur de Berlin et un bref moment de toute-puissance. Plus de trente ans ont passé depuis la chute du communisme et il est clair que, pour le reste du monde, désormais,

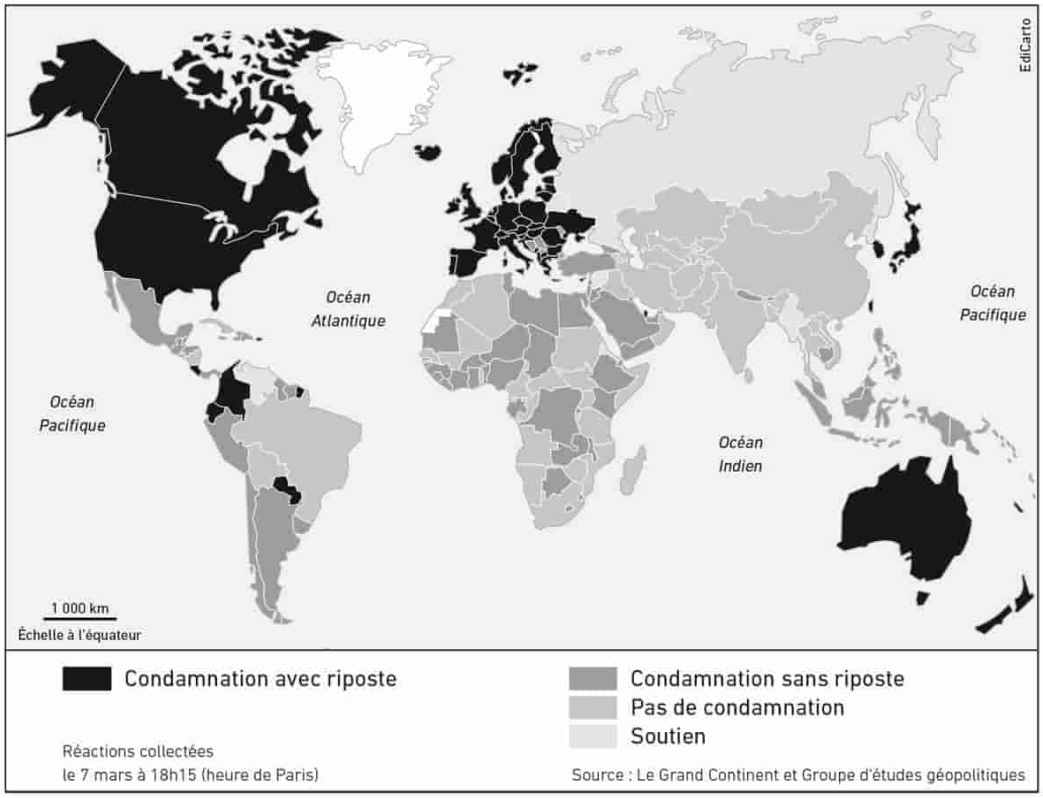
particulièrement depuis la Grande Récession de 2007-2008, il a cessé d'être un vainqueur admirable. La globalisation qu'il a déclenchée s'essouffle, son arrogance exaspère. Le narcissisme occidental, l'aveuglement qui s'ensuit, est devenu l'un des atouts stratégiques majeurs de la Russie.

Qui veut punir la grande méchante Russie ?

La carte réalisée par le Groupe d'études géopolitiques, le 7 mars 2022, sur les réactions des États à l'invasion de l'Ukraine, livre une représentation globale du narcissisme occidental. Elle indique quels pays ont réellement, activement, condamné la Russie en acceptant le principe de sanctions (« condamnation avec riposte »). On mesure l'isolement de l'Occident. Seuls ont condamné la Russie « avec riposte » l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, le Costa Rica, la Colombie, l'Équateur et le Paraguay. Si nous mettons de côté les quatre pays d'Amérique latine, tous minuscules hormis l'anarchique et dynamique Colombie, la sphère occidentale ne rassemble que les alliés ou protectorats militaires des États-Unis. Les pays qui ont activement soutenu la Russie forment un bloc assez peu recommandable sur le plan démocratique : le Venezuela, l'Érythrée, la Birmanie, la Syrie et la Corée du Nord. N'en tirons aucune conclusion sur le plan des valeurs. « On choisit ses ennemis, on ne choisit pas ses alliés », disait Raymond Aron. L'idéal souverainiste que prône la Russie justifie toutes les alliances, jusqu'à la lune de miel récente entre elle et la Corée du Nord. La Russie est militairement assiégée. Au risque de choquer, j'appliquerais volontiers, pour saisir l'attitude de Vladimir Poutine vis-à-vis de Kim Jong-un, gardien du totalitarisme lignager de la Corée du Nord, la formule de Churchill pour justifier son alliance avec Staline, cet autre boucher : « Si Hitler envahissait l'enfer, je ferais au moins une référence favorable au diable à la Chambre des communes[2]. »

Carte 11.1

ATTITUDE DES ÉTATS LE 7 MARS 2022 EN FAVEUR OU NON DE SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE



Les pays qui ont condamné « sans riposte », pour la forme, la Russie n'avaient pas vraiment choisi leur camp. Le plus frappant est la masse des pays qui n'ont tout simplement pas condamné. Elle comprend le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, quatre pays qui constituent, avec la Russie, les Brics. Réfractaire à la domination économique américaine, ce groupe a été fondé en 2009 (l'Afrique du Sud l'a rejoint en 2011) dans les remous de la Grande Récession, qui avait révélé au monde l'irresponsabilité économique de l'Occident. La crise américaine des *subprimes* fut pour ces pays, démunis mais en croissance, une affaire sidérante : pourquoi accorder à de pauvres gens des prêts immobiliers, à taux élevés, quand on sait qu'ils ne pourront pas les rembourser ? Moralité zéro, quand tu nous tiens… À

l'irresponsabilité des États-Unis est vite venue s'ajouter celle de l'Europe, si lente à réagir. En vérité, c'est la Chine qui, par une politique de relance massive, a tiré le monde de la récession. L'émergence des Brics répondit à cette double irresponsabilité occidentale. Conséquence de cette guerre qui devait isoler la Russie, ce groupe s'est élargi, avec l'admission en août 2023, au sommet de Johannesburg, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Iran, de l'Égypte, de l'Éthiopie et de l'Argentine.

L'Occident des sanctions ne représente que 12 % de la population mondiale. Les Brics comptent donc l'Inde, désormais le pays le plus peuplé, la Chine, deuxième pays le plus peuplé, tous deux situés sur le continent le plus peuplé, l'Asie. Le Brésil, quant à lui, est le pays le plus peuplé et le plus puissant d'Amérique latine : il a longtemps été un allié des États-Unis avant de devenir son principal opposant sur le continent américain, le Mexique ayant suivi une trajectoire inverse puisque, depuis l'accord de l'Alena, d'opposant principal il est devenu un satellite industriel. Enfin, l'Afrique du Sud est, de loin, le pays le plus puissant de l'Afrique subsaharienne.

Le camp occidental a pourtant continué de penser et d'agir comme s'il était toujours le maître du monde et ses médias se sont entêtés à en faire, à lui tout seul, la « communauté internationale ». Nous vivons en Europe et aux États-Unis un grand moment de supériorité morale subjective. Pourtant, l'un des thèmes historiographiques à la mode est aujourd'hui l'esclavage, que les Européens et les Américains ont honteusement pratiqué à grande échelle du XVIII^e^ au milieu du XIX^e^ siècle, une abomination que nous devons expier. Oui, ce fut une abomination et, oui, nous devons l'expier. Mais il est presque surréel de voir ce thème s'amplifier et se répandre tandis qu'on assiste, parallèlement, à une résurgence du sentiment que l'Occident détient une supériorité morale. On peut résoudre le paradoxe : notre supériorité morale est telle qu'elle nous permet aussi de nous critiquer nous-mêmes. Seuls comptent nos remords. Quant à l'humanité extérieure, jamais, à nos yeux, elle n'existe vraiment.

Le plus étonnant, dans les mois qui suivirent le début de la guerre, fut l'attente vis-à-vis de la Chine, telle que nos médias et nos gouvernements l'exprimaient. J'ai évoqué cet élément stupéfiant et central dans l'introduction. Par esprit de justice et par charité, je ne citerai personne. L'attitude de l'Occident a combiné aveuglement et stupidité. Les commentateurs à chaud de l'actualité ont entretenu l'idée absurde que l'intrusion de la Russie en Ukraine contrariait la Chine et que celle-ci hésitait même entre la soutenir et la punir. Cette déconnexion du réel rendrait nécessaire l'appel à un psychiatre, peut-être un géopsychiatre. Depuis une décennie au moins, les États-Unis désignent la Chine comme leur adversaire principal, avant la Russie. Les dirigeants du Parti communiste chinois savent que si la Russie tombe, ce sera ensuite leur tour. Que dans un tel contexte le petit monde de l'OTAN ait envisagé le ralliement de la Chine est, à proprement parler, ahurissant. Ce délire (c'est le terme technique qui convient) suppose deux conditions. D'abord l'absence, qui fait peur, d'une intelligence géopolitique minimale chez nos dirigeants et nos journalistes ; ensuite une présomption si colossale qu'on la soupçonne d'être entachée de racisme. S'attendre à ce que la Chine s'aligne sur l'Occident contre la Russie postulait que Xi Jinping et son entourage étaient des nigauds et sous-entendait, à nouveau, que l'homme blanc est évidemment un être supérieur.

L'aveuglement des Occidentaux étant posé, je vais donner dans ce chapitre ce que j'estime être une représentation plus réaliste du monde, en montrant pourquoi le « Reste du monde », comme on dit parfois dans l'Américanosphère pour désigner le non-Occident (avec un jeu de mots : « *The West against the Rest* »), ne s'est pas mobilisé pour soutenir l'Occident. Mieux, je vais exposer pourquoi ce « Reste du monde » s'est pris à souhaiter que la Russie l'emporte et, constatant qu'elle avait bien encaissé le premier choc, s'est engagé peu à peu de son côté. La réalité du monde, c'est le double antagonisme, économique et anthropologique, qui oppose le « Reste » à l'Ouest.

– L'antagonisme économique découle du fait tout simple que la globalisation s'est révélée n'être qu'une re-colonisation du monde par l'Occident, cette fois sous direction américaine plutôt que

britannique. L'exploitation des peuples moins avancés (l'extraction de la plus-value, diraient les marxistes) a été plus discrète mais beaucoup plus efficace que dans les années 1880-1914.

– L'antagonisme anthropologique résulte, lui, de l'existence dans la majorité des pays du « Reste » de structures familiales et de systèmes de parenté opposés à ceux de l'Ouest.

La Russie vit de ses ressources naturelles et de son travail ; en aucune manière elle n'entend imposer au monde ses valeurs. Elle n'aurait d'ailleurs les moyens ni d'exploiter économiquement le « Reste », ni d'y exporter sa culture. Face à une Amérique qui vit du labeur du « Reste » et lui vante une culture nihiliste, la Russie est généralement apparue préférable au « Reste ». L'Union soviétique avait puissamment contribué à la première décolonisation ; une multitude de pays attendent désormais de la Russie qu'elle concoure aussi à la deuxième.

L'exploitation économique du monde par l'Occident

On nous dit souvent que la globalisation économique a permis que, dans les anciens pays du tiers-monde, se développent une industrie et des classes moyennes, donc, potentiellement la démocratie. Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas toute la vérité. On n'a pas voulu voir que ce développement était, par nature, aussi antagonique que celui qui avait souvent opposé, dans l'Europe du XIX^{e} siècle, la bourgeoisie et le prolétariat. Les Occidentaux n'ont pas reconnu qu'en délocalisant leur industrie ils se proposaient de vivre comme une sorte de bourgeoisie planétaire, en exploiteurs du travail sous-payé du Reste du monde. Ce rapport d'exploitation a transformé les populations du « Reste » en un prolétariat généralisé tout en laissant subsister, avec une certaine inconscience, des classes dirigeantes locales.

Pour établir un pont entre le colonialisme antérieur à 1914 et la globalisation récente, le plus simple est de citer un passage prophétique d'*Imperialism* de John Hobson, qui date de 1902, un classique de la littérature anti-impérialiste qui impressionna fortement Lénine bien que son auteur fût attaché au libéralisme politique.

> Nous avons évoqué la possibilité d'une alliance encore plus large d'États occidentaux, d'une fédération européenne de grandes puissances qui, loin de faire avancer la cause de la civilisation mondiale, pourrait introduire le péril gigantesque d'un parasitisme occidental, d'un groupe de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures prélèveraient d'énormes tributs en Asie et en Afrique, au moyen desquels elles entretiendraient de grandes masses de serviteurs apprivoisés, non plus engagés dans les industries agricole et manufacturière de base, mais maintenus dans l'exécution de services personnels ou de services industriels mineurs sous le contrôle d'une nouvelle aristocratie financière. Que ceux qui estiment qu'une telle théorie ne mérite pas d'être prise en considération examinent la situation économique et sociale des districts du sud de l'Angleterre qui sont déjà réduits à cette condition, et qu'ils songent à l'extension immense que connaîtrait un tel système si l'on soumettait la Chine au contrôle économique de groupes similaires de financiers, d'investisseurs et de responsables politiques et commerciaux. Cela reviendrait à drainer le plus grand réservoir potentiel de profits que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe[3].

Hobson poursuit en évoquant l'Empire romain finissant, précipité dans l'abîme par une classe dirigeante parasitaire qui, venue de tous les rivages de la Méditerranée, faisait la chasse aux esclaves sur le Rhin et transformait le peuple romain en une plèbe assistée, et en route pour sa désintégration féodale.

En 1895, H. G. Wells avait publié *La Machine à explorer le temps,* qui décrit la transformation des ouvriers de l'industrie en Morlocks, des bêtes souterraines et anthropophages, et celle des bourgeois en Eloïs, consommant la nourriture produite en surface avant d'être dévorés eux-mêmes (vers 802 701). On ne peut qu'admirer la capacité des intellectuels de l'Empire britannique, alors à son apogée, à concevoir le futur. Wells est passé à la postérité comme auteur de science-fiction. Hobson apparaît aujourd'hui comme un prospectiviste génial, avec cette réserve que sa prédiction aura dû attendre, pour se réaliser, l'épuisement des nations européennes dans deux guerres mondiales, le glissement du centre de gravité de

l'Occident vers les États-Unis, et surtout la décomposition endogène de l'Amérique et de l'Europe par l'éducation supérieure, la dissolution des croyances collectives, l'atomisation mentale de leurs peuples et de leurs élites.

Nous voyons cependant que l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce, en 2001, a marqué le basculement final de l'Occident dans le paradigme de Hobson.

Engels, en 1892, dans sa préface à la réédition anglaise de *La Situation de la classe ouvrière en Angleterre en 1844*, puis Lénine en 1917 dans le chapitre 8 de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, établirent un lien entre le réformisme social-démocrate, qu'ils constataient, et la participation indirecte des classes ouvrières de l'Ouest aux surprofits générés par l'impérialisme. Les prolétaires européens devaient déjà, selon eux, une partie de leur niveau de vie (en hausse) au travail des colonies – avec la classe ouvrière britannique en première ligne ; ils étaient donc à même de négocier dans un système social qui leur devenait plus aimable. Ce que ne pouvaient imaginer Engels ou Lénine (mais que Hobson avait entrevu), c'est que le prolétariat occidental pourrait être complètement transformé en une plèbe vivant largement du travail des Chinois et d'autres peuples du monde.

Je viens de comprendre, un peu tard je l'admets, que ce monde est advenu par la grâce de la globalisation, qui a mené la société de consommation à son stade final. Jusque vers 1980, les ouvriers d'Amérique, de France ou d'ailleurs consommaient, pour l'essentiel, ce qu'ils produisaient : ce fut la première société de consommation, issue des Trente Glorieuses. Mais la délocalisation des usines occidentales a ensuite transformé les peuples. Les objets de leur consommation sont désormais produits ailleurs. Le prolétariat laborieux des années 1950 s'est mué en plèbe dans les années 2000, à l'instigation des théoriciens et des praticiens de l'économie mondialisée. Ce que j'écris ici, je le précise, est strictement conforme à la théorie qu'exposent les manuels d'économie internationale les plus orthodoxes. La théorie du libre-échange ne s'intéresse qu'au consommateur, qui doit pouvoir acheter les biens dont il a besoin au prix le moins élevé, et ses apôtres menacent sans cesse les peuples

occidentaux de devoir payer plus cher leur nourriture, leurs vêtements, leurs téléphones portables, leurs automobiles, leurs médicaments, les jouets de leurs enfants et leurs nains de jardin s'ils s'obstinent à vouloir les fabriquer eux-mêmes. Les apôtres ont gagné, mais leur victoire a eu des conséquences sociopolitiques qu'ils n'avaient pas anticipées.

J'ai déjà fait état du désarroi moral des ouvriers américains que l'ablation de leur valeur en tant que producteurs a privés d'utilité sociale et acculés à l'alcoolisme, à se gaver d'opioïdes et, de désespoir, à se suicider. Reste à expliquer pourquoi la majorité d'entre eux choisissent de voter pour Trump plutôt que de mettre fin à leurs jours ; pourquoi les milieux populaires d'Europe occidentale aussi ont basculé dans le vote « populiste, xénophobe, d'extrême droite » même là où une immigration massive et incontrôlée ne les menace pas. Pourquoi les populations qui ont survécu au démantèlement de leur industrie sont-elles maintenant de droite ? C'est tout simple. Les partis de gauche, sociaux-démocrates ou communistes, s'appuyaient sur des classes ouvrières exploitées. Les partis populistes, eux, s'appuient sur des plèbes dont le niveau de vie dérive largement du travail sous-payé des prolétaires de Chine, du Bangladesh, du Maghreb ou d'ailleurs. Je me surprends moi-même en pensant ce qui suit : les électeurs populaires du Rassemblement national sont, au regard de la théorie marxiste la plus élémentaire, des extracteurs de plus-value à l'échelle mondiale. Ils sont donc très normalement de droite. Ainsi qu'Engels et Lénine l'avaient pressenti, le libre-échange corrompt, mais nous pouvons ajouter : le libre-échange absolu corrompt absolument.

Cette analyse cruelle nous permet aussi de comprendre pourquoi il est si difficile de réindustrialiser. Si la délocalisation de nombreuses activités productives a contribué à anémier de plus en plus nos provinces et nos banlieues, le libre-échange a tenu sa promesse : favoriser le consommateur aux dépens du producteur, transformer le producteur en consommateur, et le citoyen productif en plébéien parasite, guère désireux au fond de retrouver le chemin et la discipline de l'usine.

Mais ne nous arrêtons pas à la situation de ce qu'on appelle aujourd'hui « les milieux populaires ». C'est l'ensemble de la société, dans le monde occidental avancé (j'exclus ici les nations ouvrières d'Europe de l'Est), qui profite du travail des ouvriers chinois et des enfants du Bangladesh. Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur mal payés comme les « prolos ». Les électeurs de LFI comme ceux du RN. Aux États-Unis, pays profiteur en chef grâce au dollar, les électeurs de Trump et ceux de Biden vivent tous des surprofits de la globalisation, même s'il est vrai que l'inutilité sociale grandissante des milieux populaires américains les condamne de plus en plus souvent à adopter des comportements imprudents et à subir une mortalité surnuméraire anormale.

Cette vision surprendra, je pense, le lecteur occidental, si heureux de contribuer par ses achats à l'ascension des classes moyennes chinoise, indienne ou thaï, appelées, de ce fait, à devenir d'indéfectibles soutiens de la démocratie libérale. Cette représentation gratifiante se révèle d'ailleurs idiote alors que la démocratie libérale s'étiole en Occident même. Mais si la vision de Hobson ne correspond pas à la perception que l'Occident a du monde, n'est-elle pas en revanche celle du Reste du monde, où triment pour des salaires dérisoires hommes, femmes et enfants ? Et ne devons-nous pas déceler là une des causes de l'indifférence, hors de notre Occident chéri, aux souffrances de l'Ukraine ? Ou, pire, d'une inclination pour cette Russie, qui bien qu'européenne et blanche au point d'être souvent blonde ne joue pas le jeu de l'exploitation mondiale mais insiste au contraire pour rester une nation souveraine, extérieure au système ?

L'opposition économique entre un Occident exploiteur et un Reste du monde exploité est une réalité. Se double-t-elle d'une opposition entre démocraties et dictatures ? Nous avons, en fait, déjà largement répondu à cette question. Trois des Brics initiaux sont d'incontestables démocraties : le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde ; elles ont leurs imperfections, mais, si l'on considère l'état actuel de déliquescence des démocraties occidentales, devenues des oligarchies libérales, ces imperfections ne sont que péchés véniels. J'ai défini au chapitre 1 la Russie comme une démocratie autoritaire, parce qu'elle

vote mais fait taire plusieurs de ses minorités (mais non ses minorités ethniques). Seule la Chine n'est en aucune manière une démocratie.

Telle était la situation à la veille de la guerre. Depuis, la stratégie occidentale des sanctions a radicalisé l'antagonisme latent de l'Ouest et du « Reste » de deux manières : en sommant le « Reste » de choisir l'Occident contre la Russie ; en suscitant dans les classes supérieures du « Reste » une peur inédite des États-Unis.

De la guerre économique à la guerre mondiale

La guerre d'Ukraine est une véritable guerre et le peuple ukrainien vit un martyre. Toujours est-il que l'affrontement principal oppose, non pas la Russie à l'Ukraine, mais la Russie aux États-Unis et à leurs alliés (ou vassaux). Cet affrontement est avant tout économique. Pourquoi ne dépasse-t-elle pas cet étiage ? Et celui-ci est-il vraiment, comme on le croit souvent, moins élevé, moins intense, que le palier militaire, où se combattent des hommes en armes ?

La supériorité nucléaire de la Russie et sa nouvelle stratégie ont fait de l'Ukraine le théâtre d'opérations conventionnelles très localisées. Les Russes possèdent des missiles hypersoniques, les Américains non. Leur doctrine militaire, on l'a vu, autorise désormais Moscou à user de frappes nucléaires tactiques si l'État russe est menacé. L'engagement de l'OTAN dans une guerre conventionnelle créerait une situation trop dangereuse.

J'aurais tendance à penser, cependant, que les Russes – qui, ne l'oublions pas, ont choisi le moment d'ouvrir les hostilités et en ont dessiné le cadre général –, en leur interdisant de mener une vraie guerre conventionnelle, ont satisfait les Occidentaux. L'envoi de matériel militaire à l'Ukraine, mais non d'hommes, s'inscrit bien dans la logique de la globalisation. Nous avons, dans un premier temps, fait fabriquer ce dont nous avions besoin par les travailleurs des pays à bas salaire ; dans un second, nous faisons faire la guerre dont nous avons besoin par un pays à bas coût. Le corps humain ne vaut pas

cher en Ukraine, nous l'avons remarqué à propos de la gestation pour autrui. Il est significatif que le *Wall Street Journal*, qui s'intéresse principalement à l'économie, ait le premier attiré l'attention sur le nombre d'amputés en Ukraine – de 20 000 à 50 000 – produits en série par la contre-offensive suicide de l'été 2023[4]. Ces dégâts semblent avoir relancé l'industrie des prothèses en Allemagne.

Si l'Occident a, de bon cœur, accepté de mener en ce qui le concerne une guerre exclusivement économique, et s'il a tenté d'abattre la Russie par des sanctions, il n'en a pas médité correctement le mécanisme. Dirigeants et médias nous ont dit, et certainement l'ont-ils pensé, que la guerre économique était moins violente que la guerre tout court. Elle ne l'est déjà pas quand elle affame des populations. Dans le cas de la guerre d'Ukraine, les sanctions ont surtout élargi à la planète le champ des opérations et donné à la guerre, instantanément, une dimension mondiale et un caractère de lutte à mort entre les États-Unis et la Russie.

La chance a voulu qu'au tout début de 2022 paraisse *The Economic Weapon*, « l'arme économique » (que j'ai déjà cité), de Nicholas Mulder, un jeune universitaire néerlandais qui enseigne aux États-Unis à l'université Cornell[5]. Il y explique comment les sanctions sont devenues l'instrument privilégié des dirigeants occidentaux, et à quel point leurs effets ne sont en rien modérés. La sanction économique comme substitut à la guerre est associée à la fondation de la Société des Nations (SDN) en 1920 : cette mesure fut inspirée par le blocus mis en œuvre par les Alliés contre les Empires centraux pendant le conflit qui venait de s'achever. Elle reposait sur la conviction que ce blocus, qui avait fait des centaines de milliers de morts, de faim ou de maladies, avait joué un rôle décisif dans la victoire des Alliés sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Pour fonctionner, la sanction économique doit abolir la neutralité des non-belligérants et obtenir leur participation. Une guerre conventionnelle se joue entre deux acteurs, devant un monde extérieur transformé en un immense public. Que l'on songe à la guerre de 1870 entre la France et la Prusse, ou à la guerre de 1904-

1905 entre la Russie et le Japon. Ces matchs meurtriers ne sont plus possibles dans un régime de sanctions. Pour que celui-ci soit efficace, le reste du monde doit l'appliquer à la demande, si demande il y a, de la puissance qui en a décidé ainsi. Si le pays auquel la demande est adressée est un allié, il n'y a évidemment pas de problème. S'il est neutre, il subira des pressions. Si un antagonisme latent préexiste à la guerre, celui-ci sera, instantanément ou progressivement, révélé et activé. C'est ce qui se passe entre les États-Unis et le Reste du monde depuis 2022.

Jamais la Russie n'aurait aussi bien résisté aux sanctions si le Reste du monde, sommé par les États-Unis et leur camp de choisir, n'était au fond convenu d'aider la Russie. L'Occident a découvert qu'on ne l'aime pas. Une terrible blessure narcissique. Un éditorial du *Monde* du 6 août 2023, intitulé « L'efficacité des sanctions mise en question », nous l'a fait sentir :

> La « flotte fantôme » qui transporte clandestinement le pétrole russe […] représente entre 10 % et 20 % de la capacité totale de transport mondiale. Elle permet donc de passer outre à ces sanctions, y compris par le truchement de pays-clés particulièrement courtisés par les Occidentaux, à commencer par l'Inde. L'étanchéité du dispositif est même compromise dans les deux sens, puisque la Russie parvient toujours à se procurer par ailleurs des composants électroniques indispensables pour une industrie d'armement particulièrement sollicitée par une guerre de haute intensité. Les sanctions se heurtent là à la politique : l'endiguement impliquerait de durcir le ton vis-à-vis de pays tiers, comme le Kazakhstan, au moment où les Occidentaux espèrent les détacher de l'orbite russe.

L'Occident a enjoint au monde de se tourner contre la Russie en participant à un système d'embargo, de blocus, et d'interdits sur les personnes en lançant des poursuites spécifiques contre des responsables politiques de premier plan et des oligarques. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les pays du monde n'ont en majorité pas appliqué ces mesures coercitives. Parce qu'il fallait choisir entre l'un ou l'autre camp, on peut avancer que *le Reste du monde a soutenu la Russie dans son effort pour briser l'OTAN*, en achetant son pétrole et son gaz, en lui fournissant les matériels et les pièces détachées dont

elle avait besoin pour continuer la guerre et marcher sans trop de mal comme société civile.

L'Occident aurait dû s'interroger sur l'efficacité des sanctions. Ces dernières décennies, le Venezuela et l'Irak ont été mis en état de blocus. Celui de l'Irak entre les guerres de 1990 et 2003 a fait environ 300 000 morts[6] ; celui du Venezuela a détruit une bonne partie de la société. Mais aucun des deux régimes n'est tombé. Dans les deux cas, objectera-t-on, il s'agissait de pays producteurs de pétrole, qui ont donc bénéficié d'une manne naturelle. On peut dire la même chose de la Russie qui, en plus du pétrole, a du gaz – et avec cet avantage supplémentaire que, forte de ses 17 millions de km^2, elle a partout des voisins dont l'attitude va de l'amitié affichée à la bienveillance tacite. Parmi eux, la Chine, première puissance industrielle au monde, l'Inde, mais aussi l'Iran désormais et, dans une certaine mesure, la Turquie, auxquels il faut ajouter les pays musulmans. Soumettre la Russie à un blocus opérationnel était au fond, dès le départ, un projet saugrenu qui ne pouvait résulter que du narcissisme otanien. C'est ici qu'il faut se souvenir non pas tant de l'optimisme de Bruno Le Maire que de l'étroitesse, de taille et d'esprit, de la petite bande de Washington, leader opérationnel du camp occidental.

J'ai décrit plus haut l'antagonisme causé par l'exploitation économique qui est la réalité du rapport de l'Occident au Reste du monde, sans pouvoir, malheureusement, en excepter ni en absoudre nos milieux populaires. Par souci d'équilibre, considérons aussi, dans les pays du Reste du monde, la dualité peuple-classe dirigeante. Ce sont les travailleurs du bas de l'échelle sociale qui boulonnent pour assurer le confort de l'Occident. Mais les multiples décisions d'aider la Russie, dans le Reste du monde, ce ne sont pas les travailleurs exploités qui les ont prises, mais les groupes dirigeants indien, turc, saoudien, sud-africain, brésilien, argentin, et tant d'autres. On aurait pu s'attendre à ce qu'ils fussent solidaires de l'Occident, où ils recyclent leurs dollars et duquel ils pourraient même s'imaginer faire partie. Les grands hôtels, les paradis fiscaux, les écoles privées américaines et anglaises où les ploutocrates de tous pays envoient

leurs enfants auraient pu, ensemble, délimiter un espace commun à tous les super-riches de la planète ; et le *Moneyland* cher à Oliver Bullough devenir le système nerveux central d'un univers post-national authentique… C'est raté. La saisie illégale des avoirs russes à l'étranger a soulevé une vague de terreur parmi les classes supérieures du Reste du monde. En traquant l'argent et les yachts des oligarques russes, les États-Unis (et leurs vassaux) ont, de fait, menacé dans leurs biens tous les oligarques du monde, ceux des grands comme des petits pays. Échapper à l'État prédateur américain est devenu partout une obsession et se dégager de l'empire du dollar devient pour tous un objectif raisonnable, même s'il leur faut procéder de façon prudente et progressive. Saluons pourtant l'effet démocratique involontaire qu'auront eu les sanctions, qui ont, en pratique, rapproché de leurs peuples les privilégiés du Reste du monde.

La peur qu'inspire le Trésor américain n'est toutefois pas le seul motif qui a conduit les Saoudiens à s'entendre avec les Russes pour maintenir le prix du pétrole, les Turcs à entrer dans un rapport de compétition cordiale avec les Russes, les Iraniens à se rapprocher toujours plus de Moscou, les Indiens à demeurer dans une alliance de fait avec ses dirigeants. Comme l'avaient pressenti les Occidentaux, les valeurs politiques et morales ont aussi compté, mais, malheureusement pour eux, dans un sens qu'ils n'avaient pas du tout prévu. Les valeurs occidentales, de plus en plus, déplaisent. L'analyse anthropologique va sur ce point nous éclairer.

Aveuglement à la diversité anthropologique du monde

Nous avons vu au chapitre 1 que l'Amérique triomphante de 1945 avait conscience de la diversité du monde ; elle avait donné naissance à une anthropologie culturelle dynamique et tolérante. Cette acceptation de la diversité a disparu. Nous avons expliqué de quelle manière, dès les années 1960, une conception uniforme des peuples

commença à la remplacer, que la chute du système soviétique a, pour ainsi dire, sublimée. Par son existence même, l'URSS attestait la diversité du monde.

La « fin de l'histoire » selon Francis Fukuyama a achevé ce processus[7], et justifié d'avance l'interventionnisme : si le monde est homogène et uniformément destiné à se démocratiser, pourquoi ne pas donner un petit coup de pouce à l'Histoire en marche ? Un petit coup de pouce militaire. On se mit aussi à espérer que la Chine, si elle produisait pour commercer, et s'enrichissait, si elle accouchait de classes moyennes prospères, finirait bien par engendrer aussi une démocratie libérale. Cette version « McDo » de Hegel ignorait un fait fondamental : les régimes politiques libéraux de l'Angleterre, des États-Unis et de la France ne sont pas nés du hasard, mais d'un fond familial nucléaire et individualiste. Les structures de la famille paysanne chinoise se caractérisaient, elles, par leur autoritarisme et leur égalitarisme, comme celles de la Russie.

La géopolitique incitant à schématiser, je vais me contenter d'indiquer l'opposition anthropologique la plus simple qui soit et présenter une classification binaire des pays, en opposant deux systèmes de parenté, avec les structures familiales qui leur correspondent, et en plaçant tous les pays du monde sur un axe patrilinéarité/bilatéralité.

Dans un système de parenté bilatéral, les ascendants et collatéraux du père d'une part, ceux de la mère d'autre part, pèsent d'un poids égal dans la détermination du statut social de l'enfant ; la famille, centrée sur le couple, est nucléaire. C'est, je le redis, le système anthropologique qui, dans la phase d'alphabétisation, a conduit à la démocratie libérale parce que la famille faisait préexister dans la population un tempérament libéral. Dans la phase récente qui a vu l'enseignement supérieur se développer, ce système a provoqué le surgissement d'un féminisme radical. Les phases ultimes de cette révolution culturelle ont été l'émancipation de l'homosexualité, le développement d'une appréciable bisexualité féminine, enfin de l'idéologie transgenre, comme je l'ai montré dans *Où en sont-elles ?*

Une esquisse de l'histoire des femmes[8]. Le monde occidental étroit (États-Unis, Royaume-Uni, France, Scandinavie) est issu de ce système anthropologique bilatéral mais il n'en a pas conscience. Il se pense universel, ce qui paradoxalement ne l'empêche pas de se croire supérieur. *Beati pauperes spiritu*…

Le Reste du monde est en majorité différent, patrilinéaire. Ses systèmes de parenté fonctionnent en vertu d'une norme opposée. Le statut social fondamental de l'enfant est défini par la parenté du père seulement. Le principe patrilinéaire cohabite souvent avec un système familial communautaire, peu ou pas du tout individualiste. Ainsi que le montre la carte 11.2, les systèmes anthropologiques patrilinéaires dessinent sur un planisphère une énorme masse qui s'étend de l'Afrique de l'Ouest à la Chine du Nord, en traversant le monde arabo-persan ; et elle inclut l'ensemble de la Russie. Le monde occidental, bilatéral et nucléaire, libéral, périphérique, apparaît bien petit. La carte utilise des taux de patrilinéarité, parce qu'il faut tenir compte de la diversité interne des États et dans chaque peuple de l'intensité variable du principe patrilinéaire. Je l'ai obtenue en combinant les données de Paola Giuliano et Nathan Nunn à ma propre connaissance des systèmes de parenté du monde, tirée d'un demi-siècle de recherche sur la famille[9].

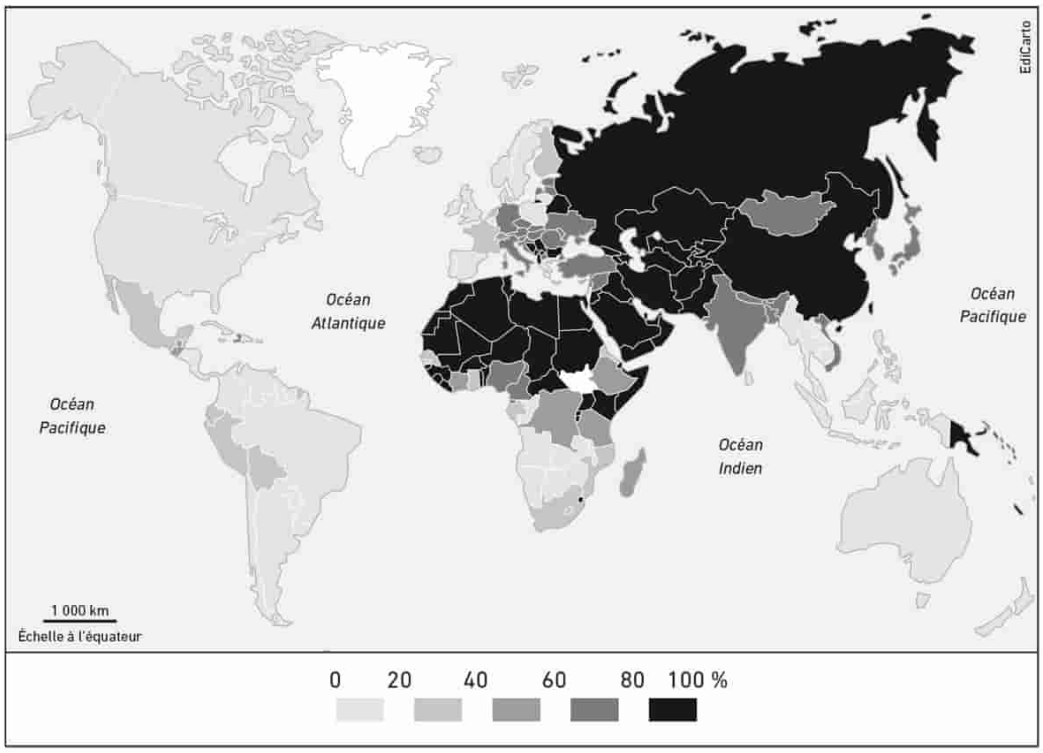
On trouve maintenant partout des ménages nucléaires, dans les immeubles de Moscou, dans les mégalopoles chinoises, au Caire ou à Téhéran ; mais toutes les valeurs anciennes, patrilinéaires, communautaires, réfractaires à un féminisme radical, n'ont pas disparu pour autant.

Les alignements anthropologiques ne recoupent pas tous les alignements économiques étudiés dans les paragraphes précédents. Ainsi l'Amérique du Sud tombe-t-elle ici du côté occidental, bilatéral et nucléaire. L'antagonisme latent entre le Brésil et les États-Unis ne peut en aucune manière être interprété en termes anthropologiques. L'hostilité du Brésil est économique et politique. En revanche, l'étrange mansuétude à l'égard de la Russie de pays comme l'Iran, l'Arabie saoudite ou la Turquie devient compréhensible. Et l'on est

moins étonné de voir les peuples du Mali, du Burkina Faso ou du Niger agiter des drapeaux russes. Une même sensibilité patrilinéaire et anti-individualiste rapproche ces pays en apparence si divers.

Carte 11.2

LE TAUX DE PATRILINÉARITÉ DANS LE MONDE



Tout comme les cultures bilatérales, les cultures patrilinéaires évoluent et ce serait une grave erreur de croire qu'elles ignorent l'émancipation des femmes. Mais celle-ci n'y prend pas la forme extrême de féminisme typique du monde occidental. Je ne suis pas aveugle à la répression continue de la liberté des femmes en Iran. Mais, dans la République islamique, les femmes font désormais plus d'études que les hommes, et ont en moyenne moins de deux enfants.

La patrilinéarité comporte bien entendu des degrés. La famille communautaire russe, par exemple, est de formation récente et a conservé un statut assez élevé des femmes par rapport à celui de la Chine. La carte loge l'Inde dans une situation intermédiaire : la patrilinéarité de l'Inde du Nord est sans doute plus forte encore que celle de la Chine mais l'Inde du Sud, dont le système familial est si particulier, accorde aux femmes une meilleure place.

Je classerais l'Allemagne et le Japon comme semi-patrilinéaires. L'idéologie féministe y est moins poussée que dans l'Occident étroit[10].

Un exemple simultanément exotique et technologique aidera peut-être le lecteur à convenir que toute modernité n'est pas occidentale. Prenons l'État du Karnataka en Inde. Son taux de fécondité était, vers 2020, de 1,7 enfant par femme, égal à celui de la France. Sa capitale, Bangalore, est l'un des pôles de la révolution informatique mondiale. Cet État appartient à l'Inde du Sud, plus avancée sur le plan éducatif et économique que l'Inde du Nord. Le statut des femmes y est plus élevé, bien que la parenté soit régie par le principe de patrilinéarité. Le système de mariage du Karnataka permet d'observer une coexistence absolue de la modernité économique et de la différence culturelle.

L'Inde du Sud pratique l'union entre cousins croisés, c'est-à-dire le mariage entre les enfants d'un frère et d'une sœur (le mariage entre les enfants de deux frères ou entre les enfants de deux sœurs est en revanche interdit). En 2019, le taux de mariage entre cousins germains était au Karnataka de 23,5 %. Si l'on ajoute les mariages entre cousins plus éloignés, ainsi que le mariage entre oncle et nièce, parfois autorisé, on constate qu'entre 1992-1993 et 2015-2016 le total des mariages consanguins est passé de 29,9 % de l'ensemble des mariages à 27,5 %[11], et qu'en 2019-2020 le taux était toujours de 27,2 %[12]. L'endogamie familiale est stable, malgré une très légère baisse initiale, au pays de l'informatique, dans cette région de l'Inde du Sud qui fournit une bonne partie de leurs ingénieurs aux Gafa américains. Oui, l'anthropologie peut être utile à la compréhension de la diversité du monde présent. Dans le contexte de la guerre d'Ukraine, elle aide à appréhender le nouveau *soft power* russe.

Le nouveau soft power *russe*

Un coup d'œil sur la carte de l'homophobie (11.3) montre à quel point elle ressemble à celle de la patrilinéarité (11.2). Toutes deux illustrent l'isolement occidental.

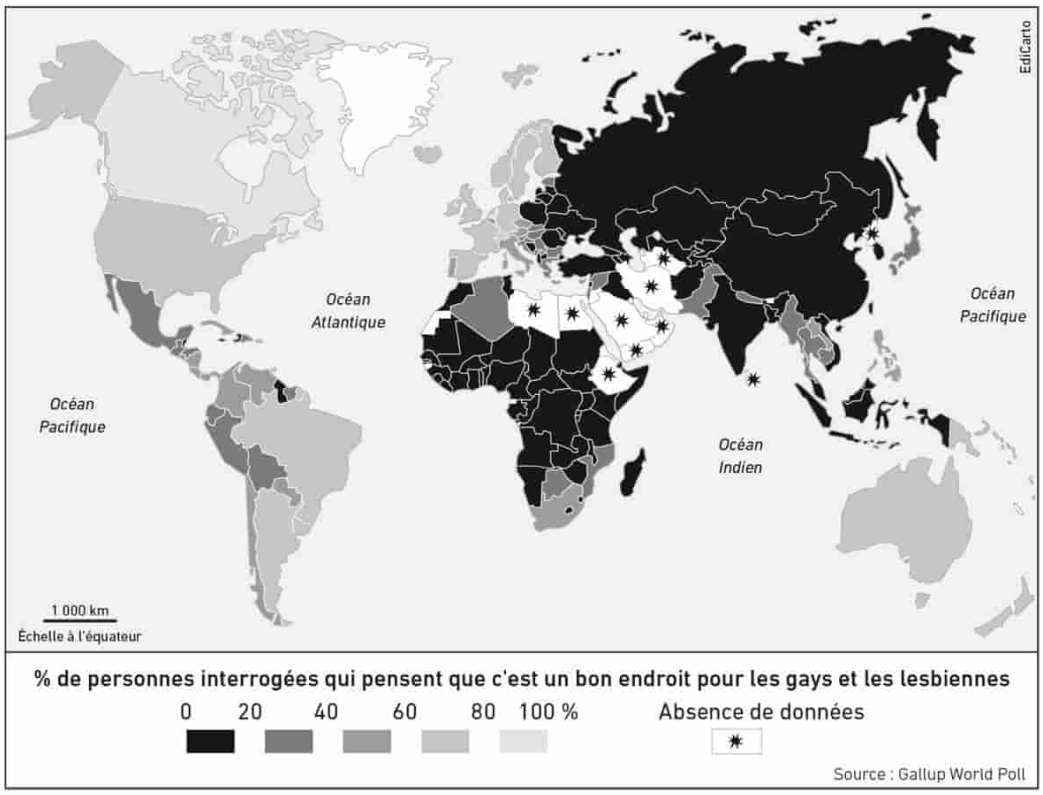
Les questions de mœurs sont devenues étrangement importantes dans les rapports internationaux. Les Occidentaux condamnent comme arriéré tout pays hostile à l'idéologie LGBT. Sûrs d'incarner une modernité universelle, ils n'ont pas compris qu'ils étaient en train de se rendre suspects au monde patrilinéaire, homophobe, et de fait opposé à la révolution occidentale des mœurs.

Dans un tel contexte, accuser avec véhémence la Russie d'être scandaleusement anti-LGBT, c'est faire le jeu de Poutine. Les Occidentaux s'imaginent que la législation de plus en plus répressive votée par la Douma contre l'homosexualité et les droits transgenres (et encore plus depuis le début de la guerre) prouve au monde que la Russie est mauvaise. Ils se trompent. La Russie sait que sa politique homophobe et antitransgenre, loin de lui aliéner les autres pays de la planète, en séduit beaucoup. Cette stratégie consciente lui confère un *soft power* considérable. Au *soft power* révolutionnaire du communisme a succédé le *soft power* conservateur de l'ère Poutine.

Le communisme russe avait attiré une partie des classes ouvrières européennes, en particulier en Italie et en France, et surtout des pays entiers, comme la Chine. Son athéisme cependant effrayait bon nombre de peuples, dont ceux du monde musulman. La Russie actuelle, conservatrice sur le plan des mœurs, ne souffre plus de ce handicap. Poutine, d'ailleurs, surjoue le rôle d'une religion orthodoxe qui depuis bien longtemps n'est plus un facteur notable dans la société russe. C'est à ce conservatisme moral d'un genre nouveau, post-religieux, qu'on doit imputer le si facile rapprochement intervenu entre le régime des mollahs iraniens et la Russie, alors que celle-ci était pourtant, avec l'Angleterre, l'un des deux grands ennemis traditionnels de l'Iran. Le conservatisme russe rend également possibles des rapports certes complexes, mais de plus en plus cordiaux avec la Turquie d'Erdogan, dirigée par un parti islamique, ou avec l'Arabie saoudite, une monarchie fondamentaliste.

Carte 11.3

L'HOMOPHOBIE DANS LE MONDE


EdiCarto
Océan Atlantique
Océan Pacifique
Océan Pacifique
Océan Indien
1 000 km
Échelle à l'équateur
% de personnes interrogées qui pensent que c'est un bon endroit pour les gays et les lesbiennes
0 20 40 60 80 100 %
Absence de données
Source : Gallup World Poll

L'idéologie transgenre de l'Occident semble poser au monde patrilinéaire un problème plus sérieux encore que l'idéologie gay. Comment des sociétés dans lesquelles la différence entre parentés paternelle et maternelle est structurante, et l'opposition entre hommes et femmes conceptuellement indispensable, pourraient-elles accepter une idéologie qui nous dit qu'un homme peut devenir une femme et une femme un homme ? Parler d'un simple rejet serait sous-estimer l'enjeu du conflit. Il est tout à fait plausible que ces sociétés considèrent que l'Occident est « devenu fou ». Nihiliste peut-être ?

Particulièrement fascinante, dans le cadre de cette étude géopolitique qui doit intégrer la question transgenre, est le problème des alliés ou vassaux patrilinéaires des États-Unis. En Ukraine, à Taïwan, au Japon, on vote des lois « LGBT » pour tenter de se mettre en conformité avec la norme occidentale.

Le cas le plus récent est celui du Japon. Lecteur moi-même de Kawabata et de Tanizaki, conscient d'une complémentarité entre les littératures française et japonaise par leurs méditations sur la sexualité, je ne peux m'empêcher d'en parler un peu en détail.

Au Japon, le 16 juin 2023, le Sénat a adopté la « loi pour la compréhension par les citoyens de la diversité du genre et de l'orientation sexuelle », plus couramment appelée « loi LGBT ». Le projet de loi avait été adopté la veille par la Chambre basse. La coalition au pouvoir du Parti libéral-démocrate et du parti Kōméi, avec l'appui du parti Ishin et du Parti démocrate du peuple, a fait passer la loi de façon extrêmement hâtive. Au sein du Parti libéral-démocrate, la majorité des députés et des sénateurs étaient contre. Mais, comme dans les autres partis, on doit voter ce qui est décidé par les cadres (famille souche).

La gauche (Parti constitutionnel démocrate, Parti communiste japonais, Parti social-démocrate, parti Reiwa Shinsengumi) a voté contre la loi, jugée insuffisante. Le seul parti qui s'est démarqué par son opposition est le parti Sanseitō, représenté par son unique membre au Sénat, Sōhei Kamiya. Trois sénateurs du Parti libéral-démocrate ont quitté la salle avant le vote (ils ont été accusés d'avoir enfreint le règlement du parti).

Le nouvel ambassadeur des États-Unis au Japon, Rahm Emanuel, qui n'avait cessé de tweeter son soutien public, s'est réjoui de l'adoption de la loi sur la plateforme X (ex-Twitter). À la suite de son adoption, la Cour suprême du Japon a rendu verdict que l'interdiction faite à un employé transgenre travaillant au ministère de l'Économie d'utiliser les toilettes pour femmes était illégale. Par ailleurs, la commune de Shibuya est maintenant dépourvue de toilettes publiques réservées aux femmes. Des mouvements protestataires pour sauvegarder les toilettes pour femmes se sont mis en route à l'initiative de gens comme Moe Fukada, analyste en intelligence technologique. La crainte se répand de voir un jour des femmes transgenres (des hommes, donc) entrer dans des bains publics pour femmes… À suivre. Nous saurons un jour si la conversion politique du Japon à l'idéologie LGBT a rapproché la population japonaise des États-Unis

ou ajouté une dose supplémentaire de ressentiment contre le grand protecteur.

L'ironie suprême est ailleurs. Ces législations sont introduites pour affirmer une appartenance à l'Occident et rendre plus sûre la protection américaine face à la Russie ou à la Chine. Mais réfléchissons un peu et revenons sur le sens profond de l'idéologie transgenre, telle que je l'ai analysée au chapitre 8. Elle dit qu'un homme peut devenir femme, et qu'une femme peut devenir homme. Elle est une affirmation du faux et, en ce sens, proche du cœur théorique du nihilisme occidental. Mais comment l'adhésion à un culte du faux pourrait-elle mener à une alliance militaire plus sûre ? Je pense pour ma part qu'il existe en fait un rapport mental et social entre ce culte du faux et la non-fiabilité désormais proverbiale des États-Unis dans les affaires internationales. Tout comme un homme peut devenir femme, un traité passé avec l'Iran dans le domaine nucléaire (Obama) peut se transformer, du jour au lendemain, en un régime de sanctions aggravé (Trump). Ironisons un peu plus : la politique extérieure américaine est à sa manière *gender fluid*. La Géorgie et l'Ukraine savent désormais ce que vaut la protection américaine. Taïwan et le Japon ne seraient pas, j'en suis convaincu, défendus par les États-Unis contre la Chine. Ceux-ci n'en ont plus les moyens industriels. Mais, surtout, l'idéologie nihiliste, qui progresse sans cesse en Amérique, transforme le principe même du respect des engagements en une chose désuète, négative. Trahir devient normal. En votant ces lois par complaisance, les pays d'Asie orientale « valident » donc d'avance, en quelque sorte, leur futur « lâchage » par les États-Unis.

1. Avec Georges Liébert, nous avions fait traduire cet ouvrage aux éditions Robert Laffont dès 1980, sous le titre *Le Complexe de Narcisse*.

2. Le système nord-coréen représente la mutation d'un totalitarisme communiste standard en un totalitarisme ethnicisant dirigé par une lignée familiale. La famille souche coréenne, qui encourage la continuité lignagère et une perception ethnique du peuple (l'inégalité des frères devient inégalité des hommes et des peuples), peut expliquer cette mue.

3. John A. Hobson, *Imperialism. A Study*, Londres, Unwin Hyman, 1988, p. 364-365.

4. *Wall Street Journal*, 1er août 2023.

5. N. Mulder, *The Economic Weapon*, *op. cit*.

6. Joy Gordon, *Invisible War. The United States and the Iraq Sanctions*, Harvard University Press, 2010, note 82, p. 255-257.

7. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992.

8. E. Todd, *Où en sont-elles ?*, *op. cit*.

9. Paola Giuliano et Nathan Nunn, « Ancestral Characteristics of Modern Populations », *Economic History of Developing Regions*, 33 (1), 2018, p. 1-17 ; Emmanuel Todd, *L'Origine des systèmes familiaux*, Gallimard, 2011 et *La Diversité du monde*, Le Seuil, 1999 et 2017.

10. E. Todd, *Où en sont-elles ?*, *op. cit.*, p. 92.

11. Mir Azad Kalam et autres, « Change in the Prevalence and Determinants of Consanguineous Marriages in India between National Family and Health Surveys (NFHS) 1 (1992–1993) and 4 (2015–2016) », Human Biology Open Access Pre-Prints, WSU Press, 11 octobre 2020.

12. India, *National Family Health Survey 2019-2021* (version indienne des DHS, *Development and Health Survey*).

CONCLUSION

Comment les États-Unis sont tombés dans le piège ukrainien

1990-2022

La période qui s'est écoulée depuis la chute du mur de Berlin n'a pas été bien comprise. L'illusion originelle a été de croire que la chute de l'URSS découlait d'une victoire américaine. Mais au moment où elle se produisit, comme nous l'avons montré, les États-Unis étaient eux-mêmes en déclin depuis vingt-cinq ans. Si le communisme a implosé, c'est pour des raisons internes : la stratification éducative a fait voler en éclats un système déjà fragilisé par ses contradictions économiques.

Nous avons à plusieurs reprises retracé les conséquences de cette illusion, mais en ordre dispersé. Il est temps, pour clore ce livre, de rassembler en une séquence ordonnée par la chronologie les éléments disséminés tout au long des chapitres précédents. Nous allons utiliser ce que nous savons désormais de l'évolution interne des sociétés russe, ukrainienne, est-européenne et occidentales pour proposer une lecture nouvelle des trois décennies qui ont suivi la guerre froide et plongé l'OTAN dans le piège ukrainien.

La chute de l'URSS a remis l'Histoire en mouvement. Elle a créé un vide qui a aspiré le système occidental, et principalement américain, alors qu'il était lui-même en crise et s'atrophiait en son centre. Un double mouvement s'est déclenché : une vague d'expansion de l'Amérique vers l'extérieur, alors même que dans l'intérieur des États-Unis se produisait un accroissement de la

pauvreté et de la mortalité. Le dépérissement de la religion et, surtout, des croyances collectives civiques qui lui avait succédé y a été plus fort, plus extrême qu'ailleurs dans le monde avancé. Notons que tous les acteurs de la guerre, Russie comprise, sont affectés par le même mouvement vers un état zéro de la religion. Il ne se manifeste pas toujours par l'apparition d'un état d'esprit nihiliste, qui nie la réalité du monde et tend vers la guerre, mais partout les populations semblent désormais incapables de se reproduire. Dans le monde libéral occidental *stricto sensu* – États-Unis, Royaume-Uni, France, Scandinavie –, la fécondité se rapproche de 1,6 enfant par femme ; 1,5 en Allemagne et en Russie.

Toutes les nations, *Russie comprise*, sont « inertes », au sens où j'ai défini ce concept au chapitre 5, plutôt qu'actives. Aucun sentiment collectif puissant ne les anime, pour restaurer leur grandeur par des prouesses économiques, par la guerre ou tout autre projet qui unirait les citoyens dans un fervent effort commun. Là où prédominaient des formes familiales complexes, intégratrices de l'individu au groupe, subsiste un résidu de collectivité qui permet aux gouvernements de mener une action plus efficace. J'ai dépeint l'Allemagne (de famille souche) comme une société-machine. J'ajoute ici que la Russie (de famille communautaire), malgré l'idéal souverainiste qui anime sa classe dirigeante, malgré sa capacité à rebondir économiquement et technologiquement (comme l'Allemagne), n'est pas nationaliste au sens classique. Elle est aussi une « nation inerte », et c'est pourquoi Poutine veut, par-dessus tout, la préserver d'un engagement total dans la guerre ; il a mobilisé lentement parce que les Russes aussi, même s'ils restent plus que les Français (par exemple) attachés à leur nation, sont des individus postmodernes qui pensent d'abord à leurs plaisirs et à leurs peines. Ils sont toutefois à l'abri de la forme extrême qu'a prise la postmodernité : le nihilisme, ce mal propre aux sociétés que leur anthropologie définit comme individualistes, le monde anglo-américain en tête. Des contrepoids au nihilisme existent en France parce qu'une bonne moitié de sa périphérie contenait des structures familiales complexes (souches, communautaires et autres). Rien, par contre, ne freine les États-Unis et l'Angleterre dans leur

dérive centripète, narcissique puis nihiliste. Grâce à une composante souche, l'Écosse est peut-être épargnée.

Dans le monde anglo-américain, le stade de la nation inerte semble avoir été dépassé vers 2020. Si les classes dirigeantes russe, allemande et française restent ethno-nationales, celles de l'Américanosphère ont perdu leur assise culturelle originelle. Le sentiment aristocratique qui prévalait en Angleterre jusque vers 1980 a depuis disparu. Quant à l'Amérique, on pouvait encore la considérer, vers 1990, comme une nation, certes impériale mais qui conservait un foyer culturel vivace. L'Amérique d'aujourd'hui n'est plus un État-nation ; elle a perdu sa classe dirigeante et sa capacité à fixer une direction. Vers 2015, elle a atteint ce que j'ai appelé un état zéro. Cette expression ne signifie pas que le pays n'existe plus ou ne produit plus rien mais qu'il n'est plus structuré par ses valeurs originelles : protestantes, et que la moralité, l'éthique du travail et le sentiment de responsabilité qui animaient sa population se sont évaporés. L'élection de Trump, champion de la vulgarité, puis celle de Biden, champion de la sénilité, auront été l'apothéose de cet état zéro. Les décisions de Washington ont cessé d'être morales ou rationnelles. Je ne donnerai donc pas de cette Amérique qui ne sait plus qui elle est ni où elle va l'image paranoïaque classique d'un système manipulateur efficace.

Revenons à la géopolitique. La guerre d'Ukraine clôt le cycle ouvert en 1990. La vague expansionniste, qui continue de vider le centre de l'Amérique de sa substance et de son énergie, est venue se briser contre la Russie, nation inerte mais stable.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Pourquoi les Américains se sont-ils engagés dans un combat qu'ils ne peuvent gagner ? Pourquoi se sont-ils retrouvés en guerre contre la Russie alors que, depuis Obama, leur littérature géopolitique faisait de la Chine l'adversaire principal ? Alors même que, depuis Obama également, un repli semblait en cours, un retour à une posture internationale plus modeste.

La conscience historique des acteurs occidentaux (et pas seulement des Américains) est à son plus bas. Nos gouvernements prennent des décisions mais leur vision des rapports de force planétaire – militaires,

économiques, idéologiques – et de leur évolution est, on l'a vu, fantasmatique. Leur non-conscience, et l'absence d'un projet réel qui en découle, justifie une approche chronologique : c'est l'examen des décisions concrètes des acteurs, dans une séquence historique qu'ils n'ont pas maîtrisée, qui permet de comprendre la marche à la guerre, inexorable autant qu'absurde, à laquelle nous avons assisté. L'existence d'une composante nihiliste aux États-Unis et d'une autre en Ukraine, de natures différentes, exclut d'ailleurs *a priori* une interprétation rationnelle de l'Histoire. Notre seule consolation sera de voir la fusion des deux nihilismes, l'américain et l'ukrainien, conduire à une défaite, revanche ultime de la raison dans l'Histoire.

Les grandes étapes

Je distinguerai dans l'action des États-Unis, l'acteur central de cette marche à la guerre (plutôt que la Russie), quatre phases définies par l'évolution des dépenses militaires américaines en proportion du PIB.

Le PIB, nous l'avons vu au chapitre 9, n'est pas un bon indicateur de la puissance économique réelle. Si donc je m'appuie sur le pourcentage du PIB consacré aux dépenses militaires, c'est parce que cet indicateur est susceptible de mesurer l'intérêt des États-Unis pour la chose militaire.

Phase 1

Dans les années qui suivent la chute de l'URSS, les États-Unis acceptent la perspective d'une paix générale : la fraction du PIB qu'ils consacrent à leurs dépenses militaires tombe, entre 1990 et 1999, de 5,9 % à 3,1 %. Le désarmement auquel cette chute correspond nous

permet d'affirmer que, durant cette phase d'une dizaine d'années, les États-Unis ne nourrissent pas de projet de domination mondiale.

Phase 2

Entre 1999 et 2010, se déroulent dix années d'hubris. La fraction du PIB consacrée aux dépenses militaires remonte, pour atteindre 4,9 % en 2010. Les États-Unis se mettent à rêver d'une emprise absolue sur le monde. Les échecs – en Irak, en Afghanistan – se succèdent.

Phase 3

Vient le temps du repli. J'en placerai le début non pas en 2010, comme le suggèrent les dépenses militaires, mais dès 2008, année de la crise des *subprimes* et de l'élection de Barack Obama, président pacifique d'instinct. En 2017, les dépenses militaires reviennent à 3,3 % du PIB.

Phase 4

La quatrième et dernière phase pourrait être intitulée : la sortie du réel. Les États-Unis tombent dans le piège de la guerre d'Ukraine. Les dépenses militaires augmentent, mais de manière insignifiante : 3,7 % en 2020, 3,4 % en 2021. Ces chiffres modestes nous invitent à nuancer le discours de Vladimir Poutine et, incidemment, les analyses de Mearsheimer : loin d'être bellicistes, les États-Unis avaient renoncé à l'expansion et ne voulaient pas d'un affrontement avec la

Russie, mais le rêve nihiliste des nationalistes ukrainiens, produit différé de la décomposition de l'Union soviétique, les a appâtés. Poutine, cependant, n'avait aucune raison de distinguer Kiev de Washington. Il décida d'entrer en guerre au moment qui lui semblait opportun. Tout laisse à penser que son calcul était excellent.

Les géopoliticiens actuels prennent en compte trois acteurs majeurs : l'Amérique, la Chine, son adversaire principal, et la Russie, son adversaire secondaire. Je vais les conserver, mais je vais ajouter l'Allemagne comme acteur fondamental. Son poids en Europe n'a cessé d'augmenter entre 1990 et 2020. La guerre d'Ukraine a lieu à sa porte et nous ne devons pas croire que le style fuyant du chancelier Scholz résume le rôle que joue l'Allemagne dans cette crise, européenne devenue mondiale.

Je suis personnellement convaincu que les efforts des États-Unis pour séparer l'Allemagne de la Russie – l'une de leurs obsessions stratégiques depuis 1990 – finiront par échouer. Sur la carte de l'Europe, deux forces majeures sautent aux yeux, l'Allemagne et la Russie. Leur commune fécondité de 1,5 enfant par femme les apaise et les rapproche. Elles ne peuvent plus se faire la guerre ; leurs spécialisations économiques les désignent comme complémentaires. Tôt ou tard, elles collaboreront. La défaite américano-ukrainienne ouvrira la voie à leur rapprochement. Les États-Unis ne pourront indéfiniment endiguer la force pour ainsi dire gravitationnelle qui attire réciproquement l'Allemagne et la Russie.

Observons maintenant la véritable histoire des années 1990-2022.

1990-1999 : la phase pacifique

Commençons par l'implosion de l'Union soviétique, entre novembre 1989 (chute du mur de Berlin) et décembre 1991 (fin officielle de l'URSS). Le 3 octobre 1990, l'Allemagne est réunifiée sous l'impulsion de Kohl. Bush père accepte ce qu'il faut bien considérer comme une annexion de la RDA par la RFA, contre l'avis

de François Mitterrand et de Margaret Thatcher, qui, nés en 1916 et 1925, se souvenaient de la prédominance allemande sur le continent. Tout le monde, alors, interprète l'effondrement du communisme comme une victoire des États-Unis, et se trompe. En Amérique, on ne prend pas l'Allemagne au sérieux. À cette date, la RFA compte 62,7 millions d'habitants et la RDA 16,4 millions. Au total, cela fait 79,1 millions d'habitants. Aux yeux des Français (58,1 millions) et des Britanniques (57,3 millions), c'est déjà trop. Pour les Américains (250,1 millions), ce n'est pas grand-chose. Paniqués, nos inspecteurs des finances et autres énarques concoctent le traité de Maastricht : ils exigent la dissolution du mark dans l'euro et obtiennent, en acceptant la création d'une Banque centrale européenne à Francfort, celle du franc dans le mark. L'Allemagne détient désormais la clé monétaire de la maison Europe. Mais parce que les Allemands sont un temps confrontés aux coûts de la réunification, Français et Britanniques les croient finis et oublient le problème allemand. Des « jeunes » d'après-guerre ont succédé à Mitterrand et Thatcher.

La question, si souvent agitée aujourd'hui, d'une garantie que les États-Unis auraient donnée à la Russie de ne pas étendre l'OTAN vers l'Est n'a guère d'intérêt. C'est un débat anhistorique qui fait l'impasse sur l'état d'esprit des acteurs à l'époque. Aucun responsable politique n'avait été capable d'envisager l'écroulement de l'Union soviétique ; une fois celle-ci disparue, personne n'imaginait dans quel abîme allait tomber la Russie. Elle restait dans les esprits une superpuissance, un pôle d'équilibre. Une extension de l'OTAN était inenvisageable.

Les intentions des États-Unis étaient alors pacifiques. Entre 1990 et 1999, leurs dépenses militaires, on l'a vu, baissèrent de façon massive. Mais c'est alors que se produisit le deuxième événement impensable : après l'URSS, la Russie sombra. On n'avait pas saisi que le communisme était davantage qu'une organisation économique, qu'il était devenu, après l'orthodoxie, la religion de la Russie, une croyance collective qui soudait la société. Sa disparition entraîna un état d'anarchie qui mena le pays au bord de la désintégration. Vers 1994, l'espérance de vie, en baisse rapide à cause des conditions sanitaires, des homicides et des suicides, atteignit son nadir. Le PIB

par habitant descendit à son point le plus bas en 1996. Quant au PIB global de la Russie (plus archaïque, physique, réel que le PIB américain), c'est en 1998 qu'il atteignit son plancher, après une crise financière et un défaut sur la dette. Le troc se répandit et on se demanda si le rouble allait survivre. Ajoutons qu'en 1994-1996 l'armée russe perdit la première guerre de Tchétchénie et se révéla donc incapable d'empêcher la dissidence d'une toute petite population du Caucase, il est vrai fort violente.

Les États-Unis regardaient avec condescendance cette Russie qui, entre 1994 et 1998, toucha le fond. Ils s'efforcèrent de continuer à la considérer comme une nation en transition, susceptible de devenir un jour une démocratie comme les autres. Toutefois, vers 1997-1998, son évidente faiblesse les fit passer d'une attitude bienveillante au rêve d'un K.-O. final. Voici venir les prémisses de l'hubris.

Le Grand Échiquier de Brzezinski date de 1997. Rétrospectivement, on ne saurait dire si ce livre exprime une peur ou un espoir. Il décrit l'Empire américain né de la Deuxième Guerre mondiale, avec ses points d'appui dans les nations conquises de l'Allemagne et du Japon. Examinons d'abord la peur qu'éprouve alors Brzezinski : si la chute du communisme a rendu l'Amérique inutile, les pôles japonais mais surtout allemand pourraient s'associer à la Russie ; une masse eurasiatique émergerait qui marginaliserait les États-Unis. L'association de l'Allemagne et de la Russie constitue la menace principale.

L'espoir qui animait Brzezinski maintenant : la Russie s'effondrant, il suggère qu'on peut l'achever si on lui arrache l'Ukraine, amputation qui la priverait à jamais de son statut impérial. Si la guerre d'Ukraine aboutit finalement à la chute de l'Empire *américain*, Zbigniew Brzezinski passera dans l'histoire de la géopolitique comme le plus grand humoriste involontaire de tous les temps.

1999-2008 : l'hubris

Dans la mythologie grecque, Bellérophon, après bien des exploits, dont la capture du cheval ailé Pégase, s'envole sur lui vers le ciel dans l'intention d'y siéger aux côtés des dieux. Zeus, furieux d'une telle présomption, envoie un taon piquer Pégase qui désarçonne Bellérophon. Celui-ci chute dans un buisson d'épines et ne survit que pour mener sur terre l'existence misérable d'un aveugle. Son histoire illustre le destin de tous ceux que saisit l'« hubris », cette démesure qui naît d'une méconnaissance de nous-mêmes et de nos limites.

À partir de 1999, les États-Unis entrent en état d'hubris. Pour la première fois de leur histoire, ils n'ont plus d'adversaire. Étourdis par ce vide, ils perdent la tête. Eschyle prétend qu'Hubris était fille de Dyssebeia, l'Impiété. De fait, l'hubris américaine commence au moment même où le protestantisme zombie disparaît et où le pays plonge vers un état zéro de la religion.

Jusque-là, aucun élargissement de l'OTAN n'avait encore eu lieu. Mais en 1999, la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie intègrent l'Alliance en réponse à une invitation faite à Madrid en 1997. Toujours en 1999, de mars à juin, l'OTAN bombarde la Serbie, une campagne aérienne de soixante-dix-huit jours au cours desquels, pour faire bonne mesure, quelques bombes sont larguées sur l'ambassade de Chine à Belgrade.

Ironie de l'histoire : 1999, qui marque l'entrée des États-Unis dans leur phase d'hubris, voit aussi l'arrivée au pouvoir de Poutine et le début du redressement de la Russie.

À ce stade, on ne saurait encore parler d'une fixation antirusse dans les sphères dirigeantes occidentales : comment être hostile à une puissance qu'on croit définitivement abattue ? On se contente, durant les années 1990, par l'intermédiaire des OPNG (organisations *pseudo* non gouvernementales) et des hommes d'affaires américains qui s'activent à Moscou ou Saint-Pétersbourg, d'essayer de prendre le contrôle de tout ce qui peut l'être en Russie, et particulièrement des hydrocarbures. Dans l'esprit des Américains, la Russie a cessé d'exister en tant qu'acteur autonome, son destin est d'entrer dans leur système hégémonique, partenaire d'un niveau qui reste à définir, mais en tout cas soumis.

Enfant hyperactif, l'Amérique a du mal à fixer son attention sur un seul objectif. La Russie n'est plus perçue comme une menace et l'attaque terroriste du World Trade Center, le 11 septembre 2001, suffit à détourner l'agitation des États-Unis vers le Proche-Orient, où ils s'en prennent à des puissances inexistantes. L'invasion de l'Afghanistan est justifiée puisque c'est là que Ben Laden s'est réfugié. L'invasion de l'Irak, en 2003, ne l'est nullement : elle marque l'entrée des États-Unis dans une nouvelle phase de leur histoire, la guerre d'agression pure et simple. Ce que l'Irak a subi figurera (après la défaite de l'Occident) dans les livres d'histoire, comme l'une des hontes du XXI^e^ siècle. La toute nouvelle composante nihiliste de l'Amérique accouche de Colin Powell, qui, tube à essai en main aux Nations unies, affirme que l'Irak détient des armes de destruction massive. Le nihilisme nie la réalité et la vérité, c'est un culte rendu au mensonge. L'administration Bush fils a, sur ce plan, innové.

Dès 1999, le budget militaire avait recommencé d'augmenter. Le petit monde des géopoliticiens ne parle plus que de l'hyperpuissance américaine et d'un monde unipolaire. La fin de l'histoire dans sa version militaire. Notons que les attentats du 11 Septembre ont eu lieu *après* que les dépenses militaires eurent augmenté, et donc après l'entrée des États-Unis en hubris.

Ils se croient tellement invincibles que, le 11 décembre 2001, ils font entrer la Chine à l'OMC (Organisation mondiale du commerce), l'acte politique et économique le plus irréfléchi qui puisse se concevoir. Ses conséquences seront beaucoup plus catastrophiques pour eux que leur retraite d'Irak ou d'Afghanistan.

En septembre 2002, Bush fils présente au monde la nouvelle « *US National Security Strategy* ». Tous les pays du monde convergent vers des « valeurs communes », et « les grandes puissances se trouvent désormais dans le même camp » : « La Russie, explique-t-il, est au cœur d'une transition sur laquelle nous fondons beaucoup d'espoir, en quête d'un avenir démocratique, et elle est un partenaire dans la guerre contre le terrorisme. Les dirigeants chinois découvrent que la liberté économique est la seule source de richesse. Avec le temps, ils constateront que la liberté sociale et politique est la seule source de la

grandeur nationale. L'Amérique encouragera les progrès de la démocratie et de l'ouverture économique dans les deux pays. » Autant pour la face conte de fées.

La face militaire ensuite. L'objectif affiché de cette nouvelle stratégie est d'atteindre une supériorité technologique et militaire telle qu'elle découragera toute course aux armements. Le rêve américain a redécollé vers un nouveau monde virtuel. Entre 1995 et 2002, la proportion d'utilisateurs d'Internet est passée aux États-Unis de 10 à 60 % de la population. Le cinéma a bien perçu la nouvelle trajectoire : en 1999 sort le film *Matrix*, qui nous plonge effectivement dans un monde virtuel.

Mais on n'arrête pas l'Histoire, elle continue, elle va vite, étonnamment vite, et surtout depuis que Francis Fukuyama l'a déclarée finie. Pendant que les États-Unis se fourvoient en Irak et en Afghanistan, laissent la Chine décimer leur industrie, la Russie se redresse. La vitesse du rebond va surprendre autant que la brutalité de l'effondrement dans les années 1990.

En août et septembre 1999, les Tchétchènes avaient envahi le Daghestan et perpétré des attentats sur le sol russe, notamment à Moscou. Poutine écrase la Tchétchénie avec une extrême brutalité. Sa popularité est assurée. Il fait ensuite preuve de modération en octroyant à la Tchétchénie un statut original, une autonomie qui s'appuie sur des clans dont tous au départ n'étaient pas favorables aux Russes. Le succès de cette politique permettra aux régiments tchétchènes de jouer, du côté russe, un grand rôle dans la guerre d'Ukraine.

Cette seconde guerre de Tchétchénie a été le premier signe que la Russie n'allait pas se décomposer. Les Occidentaux n'y prêtèrent guère attention ; pas plus qu'ils ne remarquèrent que sa situation économique avait commencé de s'améliorer avant même l'arrivée de Poutine au pouvoir.

Optimiste ou prudent, on ne sait, Poutine s'était montré à ses débuts très complaisant vis-à-vis des États-Unis. Au lendemain du 11 Septembre, il avait exprimé sa solidarité et ouvert l'Asie centrale à

l'armée américaine pour lui faciliter la conquête de l'Afghanistan. Son pro-américanisme a inquiété alors les élites russes[1].

La Russie n'était pas, à partir de 1999-2001, la seule puissance qui se redressait. Les Allemands n'ont mis que dix ans à digérer l'Allemagne de l'Est. En 2001 commence l'envolée de leur excédent commercial, qui en 2004 dépassera 5 % du PIB et 7 % en 2015. La réorganisation de l'économie allemande ne se réduit pas à une mise à niveau industrielle de la Bundesrepublik élargie. L'intégration dans l'OTAN de la Tchéquie, de la Pologne et de la Hongrie a créé une vaste zone de sécurité pour les investissements allemands. L'essentiel du redressement de l'Allemagne a consisté à intégrer dans son système industriel les anciennes démocraties populaires par la mise au travail de leurs populations actives bien éduquées par le communisme.

Le redécollage économique de l'Allemagne a précédé, on l'a vu, les réformes libérales du Code du travail. Un mauvais esprit notera que la sous-évaluation de l'euro par rapport à ce qu'aurait été un mark maintenu a ensuite formidablement renforcé les exportations allemandes. L'explication ne me convainc pas. J'ai le sentiment que, dans n'importe quels système ou configuration économiques, les Allemands s'en seraient sortis, simplement parce qu'ils incarnent l'Allemagne, avec son potentiel anthropologique (souche), éducatif et technologique. La même logique m'a toujours fait penser que les Russes s'en sortiraient parce qu'ils incarnent la Russie, avec son potentiel anthropologique (communautaire), éducatif et technologique. Je reste aujourd'hui convaincu que l'Allemagne, un temps désorganisée par la rupture de son approvisionnement en gaz russe, s'en sortira. Depuis que le journal britannique *The Economist*, qui se trompe toujours, l'a présentée à nouveau (le 17 août 2023) comme l'homme malade de l'Europe, j'en suis sûr.

L'Europe des années 1990 a été bousculée par la chute du mur mais, depuis les années 1980, elle se portait mieux que les États-Unis. Avant même la deuxième guerre d'Irak, un ressentiment antieuropéen avait surgi là-bas. Dans l'édition de juin-juillet 2002 de la *Policy Review*, Robert Kagan avait publié un article intitulé « Power and

Weakness ». Le succès qu'il remporta l'amena à en faire un petit livre, *Of Paradise and Power*, publié lui après le début de la guerre d'Irak et donc après le refus des Français et des Allemands d'y participer[2]. Mais, dans le texte de 2002, avait éclaté un mépris envieux des Européens, que Kagan disait « être de Vénus », tandis que les Américains seraient « de Mars ». En d'autres termes, les Européens étaient des femmes, pour ne pas dire des femmelettes. Cette agressivité viriliste avait pour origine la constatation plus ou moins consciente que les États-Unis décrochaient par rapport à l'Ancien Monde. En 2002-2003, cela faisait plus de quinze ans (depuis 1986 environ) que l'espérance de vie des Européens dépassait celle des Américains.

Qu'importe. Le délire mégalo se poursuit et s'amplifie. En 2004, l'OTAN intègre la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Bulgarie, la Roumanie, après qu'elles y ont été invitées à Prague en 2002. De façon coordonnée, en 2004, ces mêmes pays (moins la Bulgarie et la Roumanie) rejoignent l'UE. Les deux traînardes seront absorbées en 2007. À ce stade, l'expansion de l'UE est clairement un sous-produit de celle de l'OTAN.

La ruée vers l'Est continue. Du 22 novembre 2004 au 23 janvier 2005, une « révolution orange » se déroule en Ukraine. Les États-Unis y jouent un rôle crucial. Ce n'est pas l'Union européenne qui est à la manœuvre, mais eux, soit directement par le biais de leur ambassade, soit par leurs services, ou au moyen d'ONG, pardon, d'OPNG. Simultanément, le discours américain sur la Russie bascule. Dans *The Dark Double*, Andrei Tsygankov a étudié l'apparition de la russophobie aux États-Unis[3]. Il montre de façon convaincante que la presse et les médias audiovisuels furent à la source de leur revirement d'attitude. Dès novembre 2005, un éditorial du *Washington Post* s'intitulait « Mr. Putin's Counter Revolution[4] ». Quelques mois plus tard, en mars 2006, paraissait une plaquette du Council on Foreign Relations au titre explicite : *Russia's Wrong Direction*. On y fustige une « *dedemocratization* » de la Russie. Mais l'article le plus féroce a paru dans *Foreign Affairs*, également en mars 2006 : « The Rise of US

Nuclear Primacy ». Les États-Unis y sont présentés comme tellement plus puissants que le reste du monde qu'une première frappe nucléaire pourrait mettre leur adversaire hors de combat avant de pouvoir riposter. Comme il s'agit d'armement nucléaire, la Russie, concurrente historique dans ce domaine, est, bien entendu, visée. *Foreign Affairs* se pose en rivale de *Dr. Strangelove* (*Docteur Folamour*), ce film hilarant dans lequel Stanley Kubrick a mis en scène une attaque nucléaire américaine sur la Russie, involontaire certes, mais avec le concours d'un conseiller nazi recyclé (Peter Sellers) et d'un militaire cinglé (George C. Scott).

Le comportement des Russes peut-il justifier ce basculement ? L'écrasement de la Tchétchénie s'était déroulé en pleine lune de miel entre Washington et Moscou. La mise au pas des oligarques, dont l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski (qui fricotait avec ExxonMobil) en octobre 2003, est en revanche un facteur. Au-delà de l'échec d'une tentative américaine pour mettre la main sur des hydrocarbures, la mise au pas des oligarques russes choque aux États-Unis. Outre-Atlantique, les oligarques sont justement en train de l'emporter sur l'État. Je pense toutefois que la véritable cause du revirement antirusse est plus stratégique dans un sens classique : la formation d'un front commun germano-franco-russe contre la guerre d'Irak a mis en alerte l'*establishment* géopolitique américain, le Blob en gestation.

Avant même le début de la guerre, Poutine s'était rendu à Berlin le 9 février 2003, et le lendemain à Paris. Après le déclenchement de la guerre ont lieu trois rencontres et conférences de presse communes – Poutine, Schröder, Chirac –, la première le 11 avril 2003 à Saint-Pétersbourg ; la deuxième le 31 août 2004 à Sotchi ; la troisième le 3 juillet 2005 à Kaliningrad. Pendant ces deux années, un réalignement continental indépendant des États-Unis se profile, au moment même où l'économie allemande étend son hégémonie en Europe de l'Est.

Loin d'être à la remorque de la France, l'Allemagne a joué un rôle moteur dans l'opposition à la guerre d'Irak. Le monde garde le souvenir de l'admirable discours de Dominique de Villepin à l'ONU, mais Hans Kundnani montre bien, dans *The Paradox of German*

Power, que ce sont les Français qui ont suivi les Allemands et non l'inverse : Schröder avait déclaré qu'il s'opposerait à l'invasion de l'Irak même si les inspecteurs en désarmement y découvraient des armements secrets, à un moment où la France gardait encore ses options ouvertes[5]. L'Allemagne est alors membre du Conseil de sécurité. « Ensemble avec nos amis français, avec la Russie et la Chine, nous sommes plus que jamais convaincus que le désarmement de l'Irak peut et doit être obtenu par des moyens pacifiques », déclarait le chancelier allemand Gerhard Schröder le 14 mars 2003.

Le revirement antirusse des Américains a donc eu pour motivation principale la peur d'une Allemagne indépendante et active, et surtout d'une Allemagne désireuse de s'entendre avec la Russie. Après la victoire sur Saddam Hussein, Condoleeza Rice, conseillère pour la Sécurité de Bush fils puis Secretary of State, a formulé cette vérité par sa négation : « Il faut punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie. » Nous savons que la Russie ne sera pas pardonnée, que la France ne sera pas punie. Mais l'Allemagne sera tout sauf ignorée.

Le cauchemar de Brzezinski semble devenir réalité ; et le gaz russe vient l'assombrir encore. Les travaux du gazoduc Nord Stream 1, issu d'un projet lancé en 1997, démarrent fin 2005 et se terminent en 2011 pour aboutir à une mise en service effective en 2012. En dehors de l'importance tout à fait réelle de l'énergie, il faut savoir que gaz et pétrole occupent une grande place dans la psyché géopolitique de l'Amérique, tout comme les Noirs en occupent une autre, démesurée, dans sa psyché sociologique.

Au cours des années 2003-2010 s'esquisse donc une conjonction germano-russe, avec la bénédiction des Français qui, il faut le dire, donnent l'impression de ne pas trop comprendre ce qui se joue. L'espace mental du Quai d'Orsay, loin d'être mondial, ne s'étend pas au-delà de Berlin, Beyrouth et Brazzaville.

Ce que l'on reproche au Kremlin, c'est moins d'avoir opéré un virage autocratique (argument officiel de *Russia's Wrong Direction* en 2006) que de s'entendre de mieux en mieux avec deux démocraties européennes. La brochure aurait aussi bien pu s'appeler *Germany's*

Wrong Direction ou *France's Wrong Direction* ou encore, pourquoi pas, *Europe's Wrong Direction*. Si l'autocratie inquiétait vraiment les têtes pensantes de la politique extérieure américaine, une brochure intitulée *Saudi Arabia's Wrong Direction* eût été plus appropriée.

Le 10 février 2007, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, Poutine prononce un discours fondateur. Il déclare, tout simplement, que la Russie n'acceptera pas un monde unipolaire où les États-Unis feraient la loi. On peut interpréter les invitations adressées à la Géorgie et à l'Ukraine d'entrer dans l'OTAN, en avril 2008, lors du sommet de Bucarest, comme étant la réponse des États-Unis à ce discours de Munich. C'est l'apogée de l'hubris, avant le reflux : la crise des *subprimes* s'amplifie. La chute de Bellérophon commence ; le retour sur terre approche pour l'élite de Washington. Mais il est trop tard, les dieux ont aveuglé ceux qu'ils veulent perdre et l'Amérique est trop engagée. Au sommet de Bucarest, en ouvrant l'OTAN à l'Ukraine, les États-Unis ont commencé de creuser le piège d'où ils ne pourront plus s'échapper.

Dès août 2008, la Géorgie est victime de l'une des innombrables promesses que les États-Unis ne peuvent tenir : les Russes interviennent dans les démêlés de la petite république avec sa province séparatiste d'Ossétie du Sud et lui infligent une défaite. La Géorgie perd l'Ossétie du Sud et en prime l'Abkhazie. L'Amérique, qui trois mois plus tôt invitait la Géorgie à rejoindre l'OTAN, n'a pas bougé. La petite république perd 18 % de son territoire. Regardant la carte de l'Ukraine en septembre 2023, j'ai constaté qu'à ce stade elle avait perdu 18 à 20 % du sien (Crimée comprise) et je me suis demandé si une loi géopolitique secrète ne permettait pas de prédire que tout pays qui compte sur la protection américaine contre la Russie ou la Chine n'est pas destiné à perdre à peu près 20 % de son territoire. Non, je divague : pour Taïwan ce pourrait être 100 %, pour la Lituanie tout au plus 1 à 2 % (le corridor de Suwalki entre la Biélorussie et Kaliningrad). Quant à l'Ukraine, si, comme je le crois, l'objectif final des Russes est d'annexer les oblasts de Crimée, Lougansk, Kharkiv, Donetsk, Dnipro, Zaporijia, Kherson, Mykolaïv et Odessa, la perte serait de 40 %.

2008-2017 : le repli américain et l'hubris (pacifique spéciale) allemande

Les dépenses militaires américaines ne diminuent à nouveau qu'à partir de 2010, mais dès 2008 l'Amérique est ramenée à une plus grande modestie. Elle tente un retour de l'*hubris* à la *sophrosunè*, son contraire selon Socrate, cette modération qui dérive d'une bonne évaluation de soi-même. Avec la crise des *subprimes* se dissipe le mythe d'une économie enchanteresse. 2008, c'est aussi, bien sûr, l'élection de Barack Obama.

La tragédie de la présidence d'Obama est que les qualités personnelles de l'homme n'ont pu brider les forces de l'histoire. Intelligent, très, et pacifique d'instinct, il avait été l'un des rares hommes politiques qui avait eu le courage de s'opposer à la guerre d'Irak. Né à Honolulu, il a 47 ans en 2008, et en conséquence l'Europe et son annexe du Proche-Orient ne l'obsèdent pas comme la plupart des géopoliticiens-gérontocrates de Washington, formés du temps de la guerre froide. Il incarne le retour du bon sens à la Maison-Blanche. En 2012, il permet à la Russie d'entrer à l'OMC. Il refuse d'armer l'Ukraine. Parvenant à un accord sur le nucléaire iranien en juillet 2015, il s'efforce de dégager les États-Unis du bourbier proche-oriental. Il a réussi en Irak, que les derniers soldats américains quittent le 18 décembre 2011, mais il échoue en Afghanistan.

Si les États-Unis ont accepté de se retirer du Proche-Orient, c'est aussi parce qu'à partir de 2009 ils ont recouvré leur autonomie énergétique. En 2008, point bas de leur production de pétrole, elle n'était plus que de 300 millions de tonnes ; en 2021, elle atteindra 711 millions. Durant la même période, leur production de gaz a augmenté de 71 % et les a placés au premier rang mondial.

Je serais tenté de voir en Obama le dernier des présidents américains responsables et au fond, par sa moralité et son intelligence – osons le mot –, le dernier représentant de l'élite WASP, même s'il

n'est blanc que par sa mère (contre Freud mais comme Erich Fromm et les rabbins d'Israël, je crois à la prédominance de la mère).

L'État américain poursuit cependant sa course à l'abîme, par petites touches, par inertie. En 2009, l'OTAN intègre la Croatie. En 2010, l'espérance de vie des Américains blancs de 45-54 ans commence à baisser.

En 2002, j'avais écrit dans *Après l'empire* que le monde était trop vaste et vivant pour que les États-Unis pussent le contrôler. En 2011, c'est une évidence. Si les Américains sont empêtrés dans leurs problèmes internes – rétablissement économique et réforme du système de santé –, l'Histoire partout s'accélère, surtout dans le monde arabe. Le 17 décembre 2010 éclate la révolution tunisienne ; Ben Ali s'enfuit le 14 janvier 2011. Dès le 3 janvier, en Algérie, avait commencé un mouvement de protestation. Le 14 janvier, c'est au tour des Jordaniens de manifester. Le lendemain éclate la révolution égyptienne. Le 27 janvier, c'est le début de la révolution yéménite. Le 14 février, la population se soulève à Bahreïn, le 15 février dans la Libye de Kadhafi. Le 20 février, le Maroc est lui aussi touché par un mouvement de contestation. Enfin, le 15 mars débute le soulèvement contre Bachar el-Assad en Syrie.

Le 17 mars 2011, les Américains se laissent entraîner dans une dernière intervention en Libye, sans enthousiasme. C'est la queue de la comète. Le cœur n'y est plus. Des Européens, dont les Français, plus que les Américains, sont alors emportés par la marotte du bombardement.

Le 11 mars 2011, un tsunami provoque au Japon l'accident nucléaire de Fukushima. Angela Merkel annonce, sans consulter un seul de ses partenaires européens, que l'Allemagne va sortir du nucléaire. Le dégonflement de l'hubris militaire américaine semble bizarrement coïncider avec un autre accès d'hubris, allemand celui-là, et extrêmement original il faut l'avouer, parce qu'il exclut tout caractère militaire. On pourrait le décrire comme pacifique, économique et démographique. L'Allemagne tire de ses excédents commerciaux une puissance financière qui fait d'elle, de fait, la patronne de l'Europe. L'effacement géopolitique de la France est immédiat. À l'état religieux zéro de l'Hexagone correspondent très

vite deux présidents de plus en plus proches de zéro, Nicolas Sarkozy puis François Hollande[6]. Le zéro absolu (au sens sociologique, qui suppose une disparition complète des valeurs et partis traditionnels) ne sera toutefois atteint qu'en 2017 avec Emmanuel Macron.

Nord Stream I est mis en service en 2012. Le lien de l'Allemagne avec la Russie s'affirme. En 2013, la Croatie entre dans l'UE : elle est le satellite numéro un de l'Allemagne dans l'Europe post-communiste. Entre 1989 et 2021, sa population a plongé de 4,8 millions à 3,9 millions d'habitants, une chute de 900 000 personnes, mais à cette date 436 000 Croates vivaient déjà en Allemagne. Les crises grecques de 2010, 2011 et 2015 montrent que l'Allemagne est aux commandes ; elle impose la vision d'une Europe hiérarchique, conforme à l'idéal de la famille souche, autoritaire et inégalitaire : Berlin en haut, la France en fidèle sous-officier, la Grèce en bas. L'adjudant Hollande a spécialement dépêché des inspecteurs des finances à Athènes pour enfumer le gouvernement grec.

En juillet 2013, la Russie commet le sacrilège absolu : se prenant sans doute pour l'Angleterre du XIX^e^ siècle ou la Suisse de l'époque nazie, elle accorde l'asile politique à Edward Snowden.

L'hubris allemande atteint son acmé pendant l'été 2015, quand la chancelière Merkel, une nouvelle fois sans se concerter avec ses partenaires européens, accueille plus de 1 million de réfugiés, dont beaucoup fuient la Syrie. « *Wir schaffen das* », prêche-t-elle, « Nous allons le faire », version germanique du « *Yes, we can* » d'Obama – à une différence notable près : quand les Allemands annoncent qu'ils vont faire quelque chose, ils sont plus crédibles que les Américains.

L'année précédente, l'hubris allemande avait eu une énorme conséquence : l'Euromaïdan, qui a débuté le 21 novembre 2013. Contrairement à ce qui s'était passé en 2005 avec la Révolution orange, les Américains n'ont plus joué ici un rôle moteur. Cette fois, c'est l'Union européenne dirigée par l'Allemagne qui a été à la manœuvre.

La Révolution orange n'avait finalement abouti à rien : l'alternance de phases pro-occidentales et prorusses s'était poursuivie, anarchie et

corruption persistaient. La Révolution orange toutefois, souterrainement, avait fait lever le nationalisme ukrainien. Il arrive à maturité en 2014 et toute sa force va se manifester durant la crise. Mais c'est bien l'Union européenne qui déclenche l'effondrement du régime en exigeant du gouvernement de Kiev qu'il choisisse entre elle et la Russie. L'UE déchire l'Ukraine et donne leur chance aux nationalistes de l'ouest du pays, historiquement liés d'ailleurs aux mondes germaniques, autrichien puis allemand. C'est bien l'Europe allemande qui par son expansion non armée a sommé l'Ukraine de choisir. Sans en être absolument certain moi-même, il me semble que ce que l'Allemagne recherchait en Ukraine, c'était, conformément à sa nouvelle nature de société-machine, de la population active plutôt que des territoires. L'effondrement économique final de l'économie ukrainienne, que la rupture du lien avec la Russie avait rendu inévitable, devait mécaniquement libérer une émigration que l'Allemagne, et la Russie d'ailleurs, pourraient se partager. C'est exactement ce qui s'est produit.

L'Amérique n'avait aucun intérêt à toute cette affaire même si l'Allemagne, dans son accès d'hubris pacifique spécial, comptait toujours sur les États-Unis pour assurer sa sécurité. Ceux-ci sont, cependant, entraînés par leur protégée, contraints de suivre, de surenchérir même, sous peine de perdre tout contrôle dans cette zone stratégique fondamentale où la Russie et l'Allemagne se rencontrent, pour s'opposer ou pour négocier.

Les Américains ont abandonné le Proche-Orient, l'un de leurs trois pôles de domination extérieure avec l'Europe et l'Asie orientale. Ils ne se résolvent pas à voir éclore une Europe qui pourrait se passer d'eux. Quand ils interviennent en Ukraine, désormais, ce n'est pas pour briser la Russie par une action offensive ; c'est pour tenir les Allemands et enrayer la politique européenne autonome (et fort maladroite) qui se dessine[7]. L'Amérique, vers 2015, est clairement passée en mode défensif.

Écoutons Antony Blinken, alors secrétaire d'État adjoint sous Obama, en juin 2015 : « Tant en Ukraine orientale que dans la mer de Chine du Sud, nous assistons à des efforts pour modifier

unilatéralement et par la force le *statu quo* – des transgressions auxquelles s'opposent les États-Unis et leurs alliés[8]. » La formulation traduit une posture strictement défensive. Celle-ci est toutefois d'un genre singulier parce que les États-Unis sont installés aux frontières de la Russie (dans les pays baltes) et de la Chine (à Taïwan) très, très loin de leurs propres frontières. Une posture défensive mégalomane, pourrait-on dire, particulièrement dans un pays qui s'affaiblit en son centre. En 2014, la Russie avait récupéré la Crimée. Les États-Unis n'avaient pas bougé. Le 30 septembre 2015, la Russie intervient en Syrie. Les États-Unis ne bougent toujours pas.

2016-2022 : le piège du nihilisme ukrainien

Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni se prononce en faveur du Brexit. Le 8 novembre, Donald Trump est élu président des États-Unis. Le monde anglo-américain entre en état d'apesanteur. Du point de vue de la sociologie historique, c'est, redisons-le, l'année du zéro absolu. Nous allons désormais observer et devoir expliquer des décisions stratégiques dépourvues de logique. Des aléas purs. Sans en être encore là, nous devons nous préparer à des équivalents géopolitiques de ces *mass shootings* qui se multiplient aux États-Unis depuis les années 2010.

J'ai longtemps cherché une cohérence dans la politique extérieure de Trump. J'ai dû y renoncer. On l'accuse d'avoir bénéficié du soutien de Poutine, mais c'est lui qui, à partir de décembre 2017, a commencé d'armer les Ukrainiens alors qu'Obama s'y était refusé. Trump a fourni aux Ukrainiens les missiles antichar Javelin qu'ils réclamaient depuis 2014. Ces armes redoutables permettront à l'armée ukrainienne de casser l'offensive russe vers Kiev en février-mars 2022. Personne ne le sait encore mais ces missiles sont le loquet qui va coincer l'Amérique dans le piège qui se referme.

Sous Trump, le Blob n'est plus seulement proliférant, mais désorganisé. Les néoconservateurs ne parviennent pas à s'identifier au président de l'« *America first* », qui par ses proclamations semble hostile à tout engagement international, à l'OTAN, à la guerre, et met leur carrière en danger. Robert Kagan, pilier républicain, s'éclipse un moment, mais pour réapparaître après 2020 du côté des démocrates. Dès septembre 2018, il publie un livre pessimiste, *The Jungle Grows Back*, qui illustre assez bien le nouvel état d'esprit du Blob, que je qualifierai de régressif-violent. Kagan laisse à nouveau éclater son ressentiment contre l'Ancien Monde : le Japon et l'Allemagne ne sont devenus des démocraties que grâce à l'armée américaine (ce n'est pas faux, seule la Russie est sortie du totalitarisme par ses propres efforts). Il réaffirme que l'action militaire reste nécessaire mais sur un mode défensif. On retrouve dans ce livre bâclé la tache aveugle de la plupart des géopoliticiens américains : Kagan nie le déclin économique des États-Unis[9].

Il existe certes désormais à Washington une ligne antichinoise qui unit républicains et démocrates, mais elle est à ses débuts plutôt de nature économique et va se révéler un échec. Le virage protectionniste ne peut aboutir, parce que l'Amérique est déjà trop faible industriellement et surtout structurellement victime de sa « *Super Dutch Disease* », dont l'agent toxique est, on l'a vu, le dollar. Elle ne parvient pas à développer une industrie de substitution aux importations. De toute façon, la main-d'œuvre qualifiée nécessaire n'y existe plus. On ne peut reconvertir des dentistes surpayés et des ouvriers mis au chômage par le déclin automobile en producteurs de microcircuits intégrés.

La politique extérieure de Trump est erratique. Le 6 décembre 2017, il reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël. Pourquoi ? Pour séduire l'électorat juif américain ? Mais celui-ci est majoritairement démocrate et le restera. Pour faire plaisir aux évangélistes ? Mais ces derniers ont cessé d'exister en tant que force politique. Une lubie, alors ? Pourquoi pas ? Le 8 mai 2018, il annonce que les États-Unis se retirent de l'accord sur le nucléaire iranien et que le « niveau des sanctions économiques contre l'Iran va être le plus élevé possible ».

Pour faire plaisir à Israël ? Pour faire monter le prix du pétrole, sachant que les pétroliers américains sont plutôt républicains ? Pourquoi pas ? On pourrait également expliquer de la même manière les sanctions contre le Venezuela : elles font grimper le prix du pétrole, pour lequel les États-Unis atteignent, en 2018, une balance nette nulle. Mais justement, une balance nulle signifie que le gain financier l'est aussi pour le pays, même si le soutien du prix du pétrole est agréable, en interne, aux pétroliers texans. Moralité zéro ? Je n'exclus même pas la possibilité que Trump ait éprouvé un plaisir enfantin à dire « non ! », « bien fait ! » ou « prout ! » comme autant de modalités nouvelles de la politique extérieure américaine. Néanmoins, dans un ultime accès de lucidité, Trump signe avec les talibans à Doha le 29 février 2020 un accord de retrait d'Afghanistan.

L'incohérence continue jusqu'à la fin de son mandat. Il a menacé de quitter l'OTAN, mais cela n'empêche pas l'Alliance de s'élargir encore en absorbant le Monténégro en 2017 et la Macédoine du Nord en 2020.

Joe Biden est élu en novembre 2020. Il semble d'abord renouer avec l'état d'esprit raisonnable de Barack Obama. Les troupes américaines se retirent d'Afghanistan le 30 août 2021 (en application de l'accord négocié par Trump). L'évacuation se fait dans des conditions honteuses, mais nous y sommes habitués depuis la chute de Saïgon. Une débâcle américaine à l'ancienne avait même quelque chose de rassurant. Biden reprend les négociations avec l'Iran. Il se montre à nouveau poli avec les Européens. Rien ne laisse supposer qu'il adopterait une posture plus agressive vis-à-vis de la Russie. Le réarmement de l'Ukraine, cependant, continue. Dans le contexte de décomposition, étatique autant que sociale, des États-Unis (n'oublions pas l'assaut du Capitole par des partisans de Trump le 6 janvier 2021), on peut hasarder l'hypothèse d'un État qui se scinde en ses divers organes – l'armée, la police, la marine, les services de renseignements, etc. –, lesquels agissent désormais sans contrôle ni coordination. Me vient l'idée d'une « blobisation » de l'État.

Les États-Unis (ou leurs éléments composants) sont entraînés malgré eux en Europe. Le problème allemand enfle : les travaux de Nord Stream 2 s'achèvent vers la fin 2021, symbole de cette entente

germano-russe que redoute tant le Blob. Surtout, le nationalisme ukrainien monte en puissance. Le gouvernement de Kiev poursuit son rêve impossible, et donc nihiliste, de récupérer le Donbass et la Crimée et de réasservir (ou d'expulser) des populations russes en leur interdisant l'usage de leur langue. Il ne se comporte pas seulement comme si l'Ukraine était un membre *de facto* de l'OTAN (comme l'a remarqué avec justesse Mearsheimer), mais aussi comme si l'OTAN était une alliance offensive au service de ses membres *de facto* !

La méfiance des Russes se justifie alors pleinement : vers la fin de 2021, une attaque ukrainienne est en préparation. Mais, à ce stade, la Maison-Blanche n'en est pas la commanditaire. Telle ou telle branche de la CIA, peut-être, je ne sais. Toujours est-il que Washington va se trouver piégé, en quelques semaines, dans un conflit généralisé.

Le 17 décembre 2021, Poutine écrit à l'Alliance atlantique pour lui demander des garanties écrites sur l'Ukraine. Le 26 janvier 2022, Blinken répond : « Il n'y a pas de changement, il n'y aura pas de changement. » Cela ne signifie pas que l'OTAN va attaquer.

Poutine n'ignorait pas que l'administration américaine ne pouvait admettre le principe de garanties et révéler sa faiblesse en cédant à ce qui était en fait un ultimatum. Blinken fait donc ce que Poutine attendait de lui : il dit « non ». La Russie entre en guerre au moment qu'elle a choisi. Les Russes avaient évalué les forces en présence et décidé que, pour des raisons militaires et démographiques, ils disposeraient d'une fenêtre de tir optimale entre 2022 et 2027. La Russie avait certes sous-évalué le potentiel de l'armée ukrainienne, mais pas le potentiel industriel, très faible, de l'OTAN.

La résistance efficace de Kiev, qui a créé l'illusion qu'une victoire occidentale était possible, aura été pour les États-Unis le drame ultime. Les premiers succès des Ukrainiens tournèrent la tête d'un Blob manœuvré par les néoconservateurs. Le retrait des Russes du nord de l'Ukraine, le succès des contre-offensives ukrainiennes de l'automne 2022, au Sud vers Kherson, à l'Est dans l'oblast de Kharkiv, permirent au militarisme d'envahir mentalement la Maison-Blanche. La dynamique de la guerre était devenue irrésistible, parce que la guerre est, toujours et partout, l'une des virtualités du nihilisme. Le reflux militaire américain des années 2008-2016 était

raisonnable, mais fragile, parce qu'il intervenait au moment où germait un nihilisme qui, soudainement, en 2022, se mit à vibrer en phase avec le nihilisme ukrainien.

Les éphémères succès militaires du nationalisme ukrainien ont lancé les États-Unis dans une surenchère d'où ils ne peuvent sortir sous peine de subir une défaite, non plus simplement locale, mais globale : militaire, économique et idéologique. La défaite maintenant, ce serait : le rapprochement germano-russe, la dédollarisation du monde, la fin des importations payées par la « planche à billets collective interne », une grande pauvreté.

Mais je ne suis pas sûr du tout que les gens de Washington en soient conscients. Prions même pour qu'ils ne le soient pas et se révèlent capables de conclure une paix dont ils croiraient qu'elle n'annonce seulement, pour eux et pour Kiev, qu'un autre Saïgon, un autre Bagdad ou un autre Kaboul.

L'état sociologique zéro de l'Amérique nous interdit toutefois toute prédiction raisonnable quant aux décisions ultimes que prendront ses dirigeants. Gardons à l'esprit que le nihilisme rend tout, absolument tout, possible.

Doëlan, le 30 septembre 2023.

1. Andrei P. Tsygankov, *The Dark Double. US Media, Russia and the Politics of Values*, Oxford University Press, 2019, p. 74.

2. R. Kagan, *Of Paradise and Power*, *op. cit*.

3. A. Tsygankov, *The Dark Double*, *op. cit.*

4. *Ibid*., p. 46.

5. Hans Kundnani, *The Paradox of German Power*, Oxford University Press, 2015, p. 57-59.

6. Voir mon entretien avec Olivier Berruyer, « L'Allemagne tient le continent européen », paru sur le site *Les Crises*, en septembre 2014.

7. Emmanuel Todd, « The Coming Crisis Between the U.S. and Germany », conférence prononcée à l'Institute for Advanced Study de Princeton en février 2016. J'y annonçais la venue d'un conflit entre l'Allemagne et les États-Unis.

8. Cité par Pierre Melandri dans « Americans First : la géopolitique de l'administration Biden », *Politique étrangère*, 3- 2021.

9. R. Kagan, *The Jungle Grows Back*, *op. cit.*, p. 135.

POSTSCRIPT

Nihilisme américain : la preuve par Gaza

Les trois semaines qui ont suivi la reprise du conflit entre Israël et le Hamas, le 7 octobre 2023, nous ont fait voir, à l'état brut, pulsionnel, la préférence de Washington pour la violence. Confrontés à une guerre qui, des deux côtés, tuait surtout des civils, les États-Unis ont immédiatement pesé en faveur d'une aggravation du conflit.

Dès le 8 octobre, ils déplacent un premier porte-avion vers la Méditerranée orientale pour soutenir Israël, suivi d'un deuxième le 14 octobre. Cette réaction instinctive ne correspondait à aucune nécessité militaire. Qui pouvait croire à une attaque iranienne ? Israël possède l'arme nucléaire, l'Iran non.

Joe Biden effectue ensuite une visite de solidarité à Tel-Aviv et prononce à son retour, le 20 octobre, un discours d'une simplicité enfantine : Hamas = Poutine, Israël = Ukraine. Il oubliait que vivent en Israël près d'un million de citoyens venus de Russie, fort attachés à leur culture d'origine, et qui ne peuvent comprendre, quoi qu'en disent les médias occidentaux, ni l'éradication de la langue russe menée par Kiev, ni les symboles nazis des ukrainiens extrémistes. L'indifférence de Washington aux Israéliens concrets est fascinante. C'est d'un pays imaginaire que les États-Unis se déclarent solidaires sans limites.

Le 27 octobre 2023, les États-Unis refusent de voter la résolution visant à instaurer « une trêve humanitaire immédiate, durable et prolongée » proposée par la Jordanie. Or, cent vingt nations votent pour, quarante-cinq s'abstiennent et quatorze seulement votent contre – Israël, les États-Unis, Fidji, Tonga, les îles Marshall, la Micronésie, Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, le Guatemala, ainsi que l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Croatie (le fantôme de l'Empire austro-hongrois ?). Le vote américain contre la trêve est nihiliste, il rejette la morale commune de l'humanité.

La majorité des Occidentaux s'abstiennent, y compris ceux de l'axe américain en Europe, tels le Royaume-Uni, la Pologne et l'Ukraine. La France, la Norvège, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal approuvent la motion jordanienne, aux côtés de la Russie et de la Chine. L'Allemagne s'abstient, choix qui cependant atténue son attitude traditionnelle par principe favorable à Israël.

Le désalignement des Occidentaux révèle sans doute, autant que la persistance d'une moralité ordinaire (il faut que cessent les massacres de civils), un réflexe de peur devant l'irresponsabilité stratégique des États-Unis. Car par ce vote, les États-Unis décident, en pleine guerre d'Ukraine, de s'aliéner immédiatement et durablement le monde musulman.

La moins inquiétante des interprétations présenterait le soutien des États-Unis à la guerre contre le Hamas comme un moyen de faire oublier, et d'oublier eux-mêmes, qu'ils sont en train de perdre la guerre d'Ukraine. Enfin un théâtre d'opération où ils pourraient agir librement, sans crainte de représailles russes, bombarder un peu plus la Syrie, un jour peut-être l'Iran. La Méditerranée orientale est en effet la seule mer où les porte-avions américains restaient opérationnels puisque les missiles hypersoniques chinois en ont fait des armes obsolètes pour la défense de Taïwan. Las, Vladimir Poutine, dès le 18 octobre, dépêche au-dessus de la mer Noire des Migs de surveillance armés de missiles Kinjal, capables de frapper ces porte-avions en cinq à dix minutes.

La presse occidentale, qui nous avait abreuvé des mois durant de l'illusion d'une contre-offensive ukrainienne victorieuse fut, elle, sans

contestation possible, soulagée de devoir tourner son attention vers cette nouvelle guerre.

En ce qui concerne les États-Unis, le concept de nihilisme nous permet d'aller plus loin dans l'interprétation : leur engagement irréfléchi et sans nuances du côté d'Israël est un symptôme suicidaire.

L'OTAN est en guerre. Nous avons vu au chapitre 11 que la majorité des pays non occidentaux (le Reste du monde) penche en faveur de la Russie et que leur refus de respecter les sanctions occidentales avait permis à l'économie russe de tenir. Nous avons vu l'Arabie saoudite se concerter avec la Russie pour la gestion du prix du pétrole, se réconcilier avec l'Iran (allié de la Russie), sous la bienveillante supervision de la Chine (alliée de la Russie). L'OTAN est par ailleurs en train de perdre la guerre industrielle, s'étant révélée incapable de produire des munitions et des missiles en quantités suffisantes. Début octobre 2023, l'échec de la contre-offensive d'été ukrainienne était connu de tous et l'on commençait de spéculer sur un effondrement de l'armée de Kiev. Or, c'est dans ce contexte que le gouvernement américain a choisi d'affermir le soutien du monde musulman à la Russie. La posture belliciste de l'administration Biden, élargie de l'Ukraine au Proche-Orient, a donné à la Russie, qui pourtant est en guerre, la possibilité d'apparaître comme une force de paix. Pour le monde arabe, elle est même désormais le seul bouclier possible contre la violence renouvelée des États-Unis. La préférence de Washington pour la guerre nous incite à imaginer qu'un jour les Israéliens, lassés par leur guerre sans fin, se tourneront finalement vers la Russie, dont ils sont humainement proches, pour qu'elle les aide à sortir du bourbier des représailles.

Si nous voulons anticiper les choix stratégiques de l'Amérique, nous devons donc, de toute urgence, abandonner l'axiome de rationalité. Les États-Unis ne sont pas à la recherche de gains, en évaluant des coûts. Dans le village de Washington, au pays des fusillades de masse, à l'heure de la religion zéro, la pulsion première est un besoin de violence.

Le 30 octobre 2023.

LISTE DES CARTES ET DES TABLEAUX

Carte 2.1
Le réseau urbain en Ukraine en 2001

Carte 2.2
Densité de la population en Ukraine vers 2020

Carte 2.3
Les élections ukrainiennes de 2010 : votes pour Ianoukovytch

Carte 2.4
Le déclin des populations urbaines en Ukraine de 1989 à 2012

Carte 2.5
Le déclin de la population ukrainienne générale de 1989 à 2012

Carte 2.6
Les élections ukrainiennes de 2014 : votes pour Porochenko

Carte 2.7
Le taux d'abstention aux élections ukrainiennes en 2014

Carte 2.8
D'où sont originaires les élites ukrainiennes ?

Tableau 1
Les élites ukrainiennes

Tableau 2
Pays d'origine des étrangers vivant en Allemagne en 2022

Graphique 6.1
L'espérance de vie depuis 1960 en Occident et en Chine

Tableau 3
Les dix pays recevant le plus de doctorats entre 2001 et 2020 aux États-Unis

Carte 11.1
Attitude des États le 7 mars 2022 en faveur ou non de sanctions contre la Russie

Carte 11.2
Le taux de patrilinéarité dans le monde

Carte 11.3
L'homophobie dans le monde

© Éditions Gallimard, 2024.

Couverture : Illustration d'après © Julpo / Stock.

Éditions Gallimard
5 rue Gaston-Gallimard
75328 Paris
http://www.gallimard.fr

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

L'ILLUSION ÉCONOMIQUE. ESSAI SUR LA STAGNATION DES SOCIÉTÉS DÉVELOPPÉES, 1998 (Folio actuel n° 66)
APRÈS L'EMPIRE. ESSAI SUR LA DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME AMÉRICAIN, 2002 (Folio actuel n° 107)

APRÈS LA DÉMOCRATIE, 2008 (Folio actuel n° 144)
L'ORIGINE DES SYSTÈMES FAMILIAUX, t. I, L'EURASIE, 2011

Aux Éditions du Seuil

LA TROISIÈME PLANÈTE. STRUCTURES FAMILIALES ET SYSTÈMES IDÉOLOGIQUES, 1983
L'ENFANCE DU MONDE. STRUCTURES FAMILIALES ET DÉVELOPPEMENT, 1984

LA NOUVELLE FRANCE, 1988 (Points Politique n° 136)

L'INVENTION DE L'EUROPE, 1990 (Points Essais n° 321)
LE DESTIN DES IMMIGRÉS. ASSIMILATION ET SÉGRÉGATION DANS LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES, 1994 (Points Essais n° 345)
LA DIVERSITÉ DU MONDE. STRUCTURES FAMILIALES ET DIVERSITÉ, 1999 (Points Essais n° 821)
LE RENDEZ-VOUS DES CIVILISATIONS (avec Youssef Courbage), 2007 ; nouv. éd., 2011

LE MYSTÈRE FRANÇAIS (avec Hervé Le Bras), 2013 (Points Essais n° 783)
QUI EST CHARLIE ? SOCIOLOGIE D'UNE CRISE RELIGIEUSE, 2015 (Points Essais n° 795)
OÙ EN SOMMES-NOUS ? UNE ESQUISSE DE L'HISTOIRE HUMAINE, 2017 (Points Essais n° 856)

LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE AU XXIE SIÈCLE, avec la collaboration de Baptiste Touverey, 2020 (Points Essais n° 922)

OÙ EN SONT-ELLES ? UNE ESQUISSE DE L'HISTOIRE DES FEMMES, avec la collaboration de Baptiste Touverey, 2022 (Points Essais n° 958)

Chez d'autres éditeurs

LA CHUTE FINALE. ESSAI SUR LA DÉCOMPOSITION DE LA SPHÈRE SOVIÉTIQUE, *Robert Laffont*, 1976 ; nouv. éd., 2004

LE FOU ET LE PROLÉTAIRE, *Robert Laffont*, 1979

L'INVENTION DE LA FRANCE. ATLAS ANTHROPOLOGIQUE ET POLITIQUE (avec Hervé Le Bras), *Pluriel/Hachette*, 1981 ; nouv. éd., *Éditions Gallimard*, 2012

ALLAH N'Y EST POUR RIEN ! SUR LES RÉVOLUTIONS ARABES ET QUELQUES AUTRES, *Le Publieur*, 2011

ÉLOGE DE L'EMPIRISME. DIALOGUE SUR L'ÉPISTÉMOLOGIE DES SCIENCES SOCIALES, *CNRS Éditions*, 2020

Table des matières

Introduction.
Les dix surprises de la guerre

1. La stabilité russe

2. L'énigme ukrainienne

3. En Europe orientale, une russophobie postmoderne

4. Qu'est-ce que l'Occident ?

5. Le suicide assisté de l'Europe

6. En Grande-Bretagne : vers la nation zéro (Croule Britannia)

7. La Scandinavie : du féminisme au bellicisme

8. La vraie nature de l'Amérique : oligarchie et nihilisme

9. Dégonfler l'économie américaine

10. La bande de Washington

11. Pourquoi le Reste du monde a choisi la Russie

Conclusion.
Comment les États-Unis
sont tombés dans le piège ukrainien

Postscript.
Nihilisme américain : la preuve par Gaza

LISTE DES CARTES ET DES TABLEAUX

Emmanuel Todd

LA DÉFAITE DE L'OCCIDENT

L'implosion de l'URSS a remis l'histoire en mouvement. Elle avait plongé la Russie dans une crise violente. Elle avait surtout créé un vide planétaire qui a aspiré l'Amérique, pourtant elle-même en crise dès 1980. Un mouvement paradoxal s'est alors déclenché : l'expansion conquérante d'un Occident qui dépérissait en son cœur.

La disparition du protestantisme a mené l'Amérique, par étapes, du néo-libéralisme au nihilisme ; et la Grande-Bretagne, de la financiarisation à la perte du sens de l'humour. L'état zéro de la religion a conduit l'Union européenne au suicide mais l'Allemagne devrait ressusciter.

Entre 2016 et 2022, le nihilisme occidental a fusionné avec celui de l'Ukraine, né lui de la décomposition de la sphère soviétique. Ensemble, OTAN et Ukraine sont venus buter sur une Russie stabilisée, redevenue une grande puissance, désormais conservatrice, rassurante pour ce Reste du monde qui ne veut pas suivre l'Occident dans son aventure. Les dirigeants russes ont décidé une bataille d'arrêt : ils ont défié l'OTAN et envahi l'Ukraine.

Mobilisant les ressources de l'économie critique, de la sociologie religieuse et de l'anthropologie des profondeurs, Emmanuel Todd nous propose un tour du monde réel, de la Russie à l'Ukraine, des anciennes démocraties populaires à l'Allemagne, de la Grande-Bretagne à la Scandinavie et aux États-Unis, sans oublier ce Reste du monde dont le choix a décidé de l'issue de la guerre.

Emmanuel Todd est anthropologue, historien et essayiste. De lui, les Éditions Gallimard ont notamment publié Après l'empire *(2002) et* Après la démocratie *(2008)*.

Cette édition électronique du livre
La défaite de l'Occident d'Emmanuel Todd
a été réalisée le 11 décembre 2023 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782073041135 - Numéro d'édition : 616290).
Code produit : Q01112 - ISBN : 9782073041159.
Numéro d'édition : 616292.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo